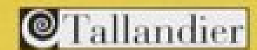
Éric DENÉCÉ David ELKAÏM

LES SERVICES SECRETS ISRAÉLIENS

Aman, Mossad et Shin Beth

LES MEILLEURS SERVICES DU MONDE ?



Éric Denécé & David Elkaïm

LES SERVICES SECRETS ISRAÉLIENS

Mossad - Aman - Sin Beth





Éditions Tallandier – 2, rue Rotrou – 75006 Paris

www.tallandier.com

EAN : 979-10-210-0164-0

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier chaleureusement Alain Rodier (directeur de recherches au Centre français de recherche sur le renseignement/CF2R), Alain Charret (rédacteur en chef de la lettre *Renseignor*), Pierre Razoux (directeur de recherches à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire/IRSEM) et Christine de Grandmaison pour leur aide précieuse dans la préparation de cet ouvrage.



À la mémoire de Gilles Weil.

GLOSSAIRE

Aman (*Agaf Hamodiin*) : service de renseignement militaire israélien, également chargé de la censure militaire et de la sécurité de l'information.

Haganah : armée du mouvement sioniste avant la création de l'État d'Israël. C'est l'ancêtre de Tsahal.

Hamisrad : « Le bureau », autre nom du Mossad.

Irgoun : organisation armée nationaliste juive fondée en 1931, intégrée dans l'armée israélienne au moment de l'indépendance.

Katsa : officier traitant. Le Mossad n'en compterait pas plus d'une centaine.

Keshet : voir *Nevioth*.

Kidon (« baïonnette » en hébreu) : c'est la branche du Mossad chargée des éliminations physiques et des kidnappings. Le Kidon est rattaché au Metsada.

Heyl Haavir : armée de l'air israélienne.

Heyl Hayam : marine israélienne.

Lamdan (*Lahak Modi'in*) : division des renseignements aériens.

Lap (*Lohama Psikhologit*) : département de la division Renseignement du Mossad, chargé de la guerre psychologique, de la propagande et des opérations d'intoxication des adversaires d'Israël.

Lehi (également connu sous le nom de groupe Stern) : groupuscule dissident de l'Irgoun, à l'origine d'attentats contre les Britanniques et les populations arabes pendant la guerre d'indépendance.

Lekem (*Leshkat le-Kishrei Madao* : Bureau de liaison scientifique) : service d'espionnage scientifique mis sur pied en 1957 chargé de l'acquisition des technologies nucléaires et aéronautiques. Dissout suite à l'affaire Pollard (1987).

Mahman (*Mahleket Modi'in*) : département du renseignement naval.

Malmab : service chargé de la sécurité du ministère de la Défense et de ses installations de recherche, en particulier de la protection du réacteur nucléaire réacteur de Dimona.

Mamad (*Ha'Mahlka Le'Mehkar Medini*) : département politique du ministère des Affaires étrangères.

Melukah : service de recrutement du Mossad.

Memuneh (« celui qui a la charge », sous-entendu des services secrets) : coordinateur de la communauté du renseignement israélienne. Ce poste est toujours assuré par le directeur du Mossad en exercice.

Metsada : division des opérations spéciales du Mossad chargée des actions paramilitaires de sabotage, d'enlèvement ou d'élimination physique des ennemis d'Israël. Anciennement connu sous le nom de Cæsarea.

Mossad (*Ha-Mossad le-Modiin ule-Tafkidim Meyuhadim* : Institut pour le renseignement et les missions spéciales) : service de renseignement extérieur de l'État hébreu rattaché directement au Premier ministre.

Mossad Le'Aliyah Beth (littéralement « Institut pour l'immigration de type B », c'est-à-dire illégale) : avant l'indépendance d'Israël, le Mossad Le'Aliyah Beth s'occupait d'organiser l'immigration juive clandestine, en violation du Livre blanc britannique publié en 1939.

Midrasha : officiellement « Résidence d'été du Premier ministre », c'est en fait le Centre de formation du Mossad. Elle est située au nord de Tel-Aviv.

Nevioth : division de recherche opérationnelle du Mossad, chargée des filatures, des contre-filatures, de la surveillance, des effractions et des écoutes clandestines. Anciennement dénommée Keshet.

Nili : transcription des initiales de la phrase « le Dieu d'Israël ne ment pas » ; première structure de renseignement du Yichouv.

Palmach (*Plugot Makahaz* : groupe d'assaut) : branche de la Haganah chargée des opérations spéciales.

Palyam : service de renseignement du Yichouv chargé de surveiller la loyauté des capitaines de navires payés pour assurer le transport des cargaisons, qui donnera naissance au renseignement naval.

Poum (*Plugot Peyuchadot* : compagnie spéciale) : créée après la Seconde Guerre mondiale, cette structure de la Haganah équivalait à la fois à une organisation de police, à un service de

renseignement, de contre-espionnage et à un commandement des opérations spéciales.

Ramatkal : commandant en chef de Tsahal.

Rekkesh (« acquisitions ») : avant l'indépendance d'Israël, service chargé d'acheter des armes pour la Haganah et de les acheminer clandestinement en Palestine.

Sayan (pluriel *sayanim*) : agent recruté par la division Tsafririm du Mossad dans la diaspora juive pour fournir des informations d'environnement et assurer la logistique de certaines opérations.

Sayeret : unité de reconnaissance et d'action spéciale.

Sayeret Matkal : unité de reconnaissance et d'action spéciale de l'état-major des armées, elle est considérée comme la meilleure unité de combat de l'armée israélienne. Connue un temps sous l'appellation d'Unité 269 ou encore d'Unité 424.

Shai (*Sherout Yediot* : Service d'information) : premier service de renseignement juif en Palestine.

Shayetet 13 : unité spéciale de la marine israélienne. Également connue sous les dénominations de Flotille n° 13, S'13 ou *Kommando Yami*.

Shin Beth (*Sherout Ha-Bitachon Ha-Klali* : Service de sécurité général) : service chargé de la lutte antiterroriste et du contre-espionnage sur le territoire israélien, ainsi que de la protection des personnalités, des ambassades et de la compagnie aérienne El Al. Également dénommé Shabak.

Stern : voir *Lehi*.

Tevel (« le monde ») : division du Mossad chargée de l'action politique et des liaisons internationales, Tevel gère les

relations et les opérations communes avec les services amis, mais aussi les échanges avec les pays qui ne disposent pas de relations officielles avec Israël et avec les mouvements d'opposition au sein des pays arabes à qui il fournit instruction, financement et assistance logistique.

Tsafririm : anciennement dénommée Bitsur, cette division du Mossad a une double fonction : d'une part, recruter des agents dans la diaspora juive (voir *Sayan*) et, d'autre part, venir en aide aux communautés juives menacées partout dans le monde.

Tsahal (*Tsva Haganah Le Israem* : Forces de défense d'Israël) : armée israélienne.

Tsomet : plus importante division du Mossad, responsable de la recherche clandestine du renseignement, *via* ses postes officiels ou clandestins à l'étranger. C'est elle qui recrute et utilise les sources à travers le monde, grâce à des officiers traitants, appelés *Katsa*.

Unité 8200 : unité militaire spécialisée dans l'interception des communications adverses, la surveillance d'Internet et la guerre cybernétique offensive.

Varash (*Va'adat Rashei Ha'Sherutim* : Comité des chefs de services) : comité regroupant les directeurs des différentes services de renseignement israéliens (Shin Beth, Mossad et Aman) ainsi que les conseillers spéciaux du Premier ministre pour les questions de renseignement, de terrorisme et les affaires militaires. Il se réunit deux fois par mois. C'est le directeur du Mossad qui préside le Varash car il possède le titre de *Memuneh*.

Yichouv : communauté juive de Palestine dont les institutions administratives, sociales et politiques ont préfiguré celles de l'État d'Israël.

PROLOGUE

Mercredi 1[er] janvier 2014, fin de matinée. Une explosion retentit dans Suchdol, une banlieue huppée de Prague. Un homme d'une cinquantaine d'années, grièvement blessé au thorax et à la tête, est évacué vers l'hôpital de Prague-Stresovice où il est placé dans un coma artificiel. Il ne survivra pas à ses blessures. Sur les lieux de l'incident, la police met immédiatement en place un dipositif de sécurité avant l'arrivée de la presse : en effet, la victime n'est autre que Jamal al-Jamal, l'ambassadeur de l'Autorité palestinienne en République tchèque, en fonction depuis octobre 2013.

Rapidement, le chef de la police tchèque déclare aux médias : « Il n'existe aucun indice sur une éventuelle attaque terroriste. » L'accident tragique aurait été causé par le déclenchement du mécanisme de protection d'un vieux coffre-fort dans lequel le diplomate tentait de récupérer des documents. Selon lui, « rien ne porte à croire que le système explosif placé sur la porte du coffre-fort [...] a été placé par une personne dans l'intention de nuire à autrui ». La thèse de l'attentat est donc écartée. C'est aussi la version des faits que

donne le chef de la diplomatie de l'Autorité palestinienne, Riyad al-Malki, qui envoie à Prague une équipe spéciale pour coopérer avec les autorités tchèques.

Mais rapidement le doute s'installe. Il est clairement établi que le coffre-fort en question, récemment installé dans les locaux flambant neufs de la résidence de l'ambassadeur, était utilisé quotidiennement par le personnel diplomatique. Le porte-parole de l'ambassade confirme ensuite qu'il n'était pas équipé d'un système antivol intégré. La femme de l'ambassadeur, elle-même légèrement blessée par l'explosion, déclare à son tour que seul son mari a été atteint et qu'il n'y a pas de dégât dans la pièce. Par ailleurs, quelques jours plus tard, la police tchèque admet avoir trouvé dans la résidence du diplomate une grande quantité d'armes à feu non déclarée aux autorités.

Rappelons aussi que Jamal al-Jamal avait rejoint le Fatah de Yasser Arafat en 1975. Il avait occupé des postes dans les missions diplomatiques palestiniennes en Bulgarie et en Tchécoslovaquie, États qui, durant la Guerre froide, formaient, équipaient et finançaient – avec la bénédiction du KGB – les combattants palestiniens dans leurs actions armées contre Israël. Avant d'être nommé à Prague, al-Jamal était consul à Alexandrie depuis 2005. Pour toutes ces raisons, Rana, sa fille, ne croit pas à la thèse d'un accident. « Nous pensons que mon père a été tué et que sa mort a été arrangée et n'est pas accidentelle. »

Le diplomate palestinien a-t-il été tué par un hypothétique système de sécurité ? A-t-il manipulé maladroitement une

bombe qui se trouvait dans son coffre-fort ? A-t-il été assassiné ? Et si oui par qui ? Le mystère reste entier. Mais plusieurs indices font penser à une opération habilement préparée : le diplomate n'avait que très récemment emmenagé dans sa nouvelle résidence ; la charge explosive semblait parfaitement proportionnée pour une élimination ciblée…

Toutefois, aucun élément ne permet de soupçonner que les services israéliens soient impliqués. Mais c'est paradoxalement ce qui rend possible leur intervention : le propre d'un assassinat clandestin est de passer aux yeux des enquêteurs pour un accident.

L'ombre du Mossad plane donc sur cet événement, peut-être à tort… peut-être pas. Il ne fait aucun doute qu'il pourrait parfaitement employer ce type de méthode, comme il l'a déjà fait à maintes reprises par le passé pour mettre hors d'état de nuire les ennemis d'Israël. Finalement, qu'ils soient responsables ou non de cette opération, les services israéliens sont victimes de leur réputation. On ne prête qu'aux riches…

Introduction

LE RENSEIGNEMENT, ASSURANCE-VIE DE L'ÉTAT HÉBREU

> « Quand il n'a personne pour l'éclairer, le peuple s'égare ; le salut réside dans le grand nombre des conseillers[*1] ».
>
> Proverbes XI/14.

Au milieu des années 1970, à l'occasion d'une émission de radio, un journaliste israélien recevant le général Mordechaï, chef d'état-major de l'armée israélienne, lui posa la question suivante : « Si vous deviez partir sur une île déserte, quelle serait l'unique chose que vous emmèneriez ? » L'officier lui répondit alors spontanément : « un officier de renseignement ! », expliquant qu'en tant que commandant en chef, il était incapable de conduire ses forces à la bataille s'il ne

disposait pas de renseignements adéquats. C'est par cette citation qu'Ephraïm Kahana, professeur au Western Galilee College, de l'université d'Haïfa, et auteur du *Dictionary of Israeli Intelligence* ouvre son livre[1]. Nous avons choisi de la reprendre tant elle incarne l'image que les Israéliens se font du renseignement.

En effet, la situation d'Israël est pour le moins particulière. Petit État – sa superficie équivaut à deux départements français – adossé à la mer Méditerranée, il ne dispose d'aucune profondeur stratégique en cas d'invasion. Or il est isolé au milieu de voisins majoritairement hostiles, qui se sont opposés à sa création et qui, pour certains, continuent de refuser son existence. Surtout, sa démographie est infiniment plus faible que celle des pays qui l'entourent. L'État hébreu, fort de près de 8 millions d'habitants, ne compte que trois voisins moins peuplés que lui : le Liban, avec un peu plus de 4 millions, la Palestine avec 4,2 (1,7 à Gaza, et 2,5 en Cisjordanie) et la Jordanie, avec un peu plus de 7. Pour le reste, le déséquilibre est flagrant. La Syrie compte près de 23 millions d'habitants, l'Irak 32, l'Égypte plus de 80, comme l'Iran. Ce simple aperçu du rapport démographique entre Israël et ses voisins et adversaires est édifiant.

Ses dirigeants savent pertinemment qu'il pourrait être rayé de la carte à l'occasion d'une invasion militaire. Ainsi, perdre la guerre n'est pas une option, parce que de l'issue de la bataille ne dépend pas seulement l'intégrité territoriale mais la survie même d'Israël. La seule façon pour l'État hébreu d'éviter un sort que lui ont longtemps promis ses ennemis

arabes, c'est de savoir le plus tôt possible ce qu'ils préparent, pour anticiper toute offensive adverse, voire de réduire à néant le développement de leurs forces armées afin que la menace ne prenne jamais forme. Ainsi, depuis sa création, Israël a-t-il mis l'accent, davantage que n'importe quel autre pays au monde, sur le renseignement – sans lequel sa sécurité est impossible à assurer – et sur les guerres préventives.

Par ailleurs, depuis l'assassinat de onze athlètes israéliens lors des jeux Olympiques de Munich en 1972, et en raison de la lutte sans merci que lui livrent plusieurs organisations armées, Israël sait qu'il doit se protéger des tentatives d'attaques terroristes sur son territoire, mais aussi contre ses lignes aériennes, ses ambassades et ses ressortissants voyageant à l'étranger.

Pour faire face aux défis auxquels il est confronté, l'État hébreu a été contraint d'affecter une part significative de ses ressources à la défense, au renseignement et à la sécurité intérieure. Il a ainsi bâti le plus puissant appareil militaire du Proche-Orient. Celui-ci est précédé et appuyé, dans l'ombre, par l'action extrêmement efficace des services spéciaux, sans lesquels les forces armées ne pourraient agir avec succès.

Depuis sa création, le pays a donc toujours accordé une grande importance à ses services de renseignement et de sécurité, civils et militaires, qui sont parmi les meilleurs au monde. Israël ne peut en la matière se permettre la médiocrité ou l'erreur. D'où un haut niveau d'exigence et de professionnalisme, mais aussi parfois une tendance à considérer que la fin justifie tous les moyens, tendance

évidemment contestable mais dont Israël n'a pas le monopole ! Les services secrets sont donc au cœur de la stratégie de sécurité de l'État hébreu depuis ses origines et aucun des gouvernements qui se sont succédé n'a remis cette place centrale en cause.

Si dans ce domaine, nécessité fait loi, certains peuples, certaines nations semblent plus que d'autres avoir un « don » pour le renseignement : Israël est de ceux-là. Il a réussi à mettre sur pied des services très performants en un temps record et à intégrer naturellement le renseignement dans le processus de décision gouvernemental. Si le contexte géopolitique et les menaces sont des éléments essentiels, ils n'expliquent en effet pas tout : tous les pays qui évoluent dans une configuration similaire (faible superficie, environnement hostile, diaspora, etc.) n'ont pas développé cette « culture du renseignement ». D'où vient la prédisposition des Israéliens pour le renseignement ? Où plonge-t-elle ses racines ? Il est possible d'en retrouver la trace dans l'Ancien Testament, et la tradition commerçante et diasporique du peuple juif, mais aussi les nombreuses persécutions dont il a été victime à travers son histoire, l'ont prédisposé – davantage que des nations paysannes et sédentaires comme la France – à l'ouverture sur le monde et à la constitution de « réseaux ». Mais c'est surtout à partir du début du XXe siècle que le phénomène prend son essor : comme les Hébreux l'avaient fait avant de s'installer en Terre Promise, les premiers immigrants sionistes ont mis en place diverses structures de

renseignement et d'action, chargées d'assurer la sécurité du *yichouv*, la communauté juive de Palestine, et d'organiser l'immigration des Juifs du monde entier.

De plus, il en va des services de renseignement et des unités spéciales comme des équipes de football : celles qui sont engagées dans une compétition de haut niveau, confrontées à des adversaires qui ne cessent de s'améliorer eux-mêmes, sont, par voie de nécessité, les meilleures, sinon elles disparaissent. Ainsi, l'une des principales causes de l'efficacité des services israéliens est la situation de conflit permanent dans lequel leur pays est impliqué depuis sa création en 1948. En conséquence, les Israéliens n'ont jamais connu de pause ni de répit, et ne peuvent se permettre de baisser la garde face à leurs adversaires, qui restent extrêmement déterminés et créatifs. Ainsi l'excellence est-elle une obligation. Nous, Français, avons connu une telle situation, de la Seconde Guerre mondiale à la fin de la guerre d'Algérie, en raison de conflits successifs dans lesquels la France s'est trouvée engagée ; nos services spéciaux et nos commandos furent, au cours de cette période, parmi les meilleurs – si ce n'est les meilleurs – du monde occidental. L'intensité des conflits ayant diminué à partir de 1962, malgré la Guerre froide, et d'autres nations étant, elles, confrontées à des situations nécessitant une forte mobilisation de leurs services, nous avons perdu ce rang.

Certes, depuis le 11 septembre 2001, la majorité des pays occidentaux ont vu leurs performances s'améliorer, en raison de la menace terroriste incarnée par Ben Laden et son

organisation. Il est dès lors difficile d'établir un classement permettant de définir qui sont les meilleurs services spéciaux au monde, d'autant que nous ne disposons pas d'informations suffisantes sur le niveau et les opérations des services chinois, indiens, iraniens, turcs… qui n'ont pas à rougir de la comparaison avec leurs homologues occidentaux. Mais deux choses sont sûres : d'une part, les services israéliens demeurent, sans conteste, parmi les tout meilleurs services du monde ; d'autre part, ils savent astucieusement communiquer afin de convaincre la planète entière qu'ils sont les meilleurs et qu'ils n'échouent jamais, ce qui est objectivement exagéré mais relève d'une démarche d'influence destinée à faire douter leurs adversaires.

Si le Mossad est de loin le plus connu des services israéliens, c'est parce qu'opérant à l'étranger, il a été à l'origine des opérations les plus spectaculaires et les plus médiatisées. Mais il n'est pas le seul, ni le principal service de renseignement d'Israël. Deux autres agences contribuent tout autant que lui, si ce n'est plus, à la sécurité de l'État hébreu. La communauté israélienne du renseignement s'organise en effet autour de trois services principaux, aux missions précises et distinctes :

– Aman, la direction du renseignement militaire, également responsable de la censure. Elle dépend directement du chef de l'état-major général et du ministre de la Défense. Aman est le service qui compte les effectifs les plus importants.

– Le Shin Beth, qui dépend du ministère de la Sécurité publique, se voit confier les tâches de sécurité intérieure et de contre-espionnage.

– Le Mossad, qui dépend directement du Premier ministre, constitue le service de renseignement et d'action à l'étranger.

En France, des livres relatifs au renseignement israéliens sont régulièrement publiés, mais il s'agit pour l'essentiel de traductions d'ouvrages étrangers. Ils sont quasiment tous consacrés au seul Mossad, dont ils dressent généralement un tableau historique et décrivent les grandes opérations, ou bien racontent les mémoires d'anciens agents. C'est pourquoi nous avons décidé de combler une lacune dans la présentation des services israéliens et d'adopter une démarche différente, dans le but d'apporter au public des éléments nouveaux et inédits sur le sujet.

Nous avons tenu à dresser un inventaire exhaustif de l'ensemble des services et unités dédiés au renseignement et aux opérations clandestines, qu'ils soient civils, policiers ou militaires, afin de bien montrer l'importance de ces organismes pour la sécurité de l'État hébreu. Beaucoup sont évoqués pour la première fois et demeuraient jusque-là peu connus. En effet, il n'existe pas d'ouvrage français dressant un tableau complet de l'appareil de renseignement et d'action clandestine israélien, décrivant ses capacités d'action et ses moyens humains et technologiques. Les pages qui suivent présentent ainsi de nombreux aspects totalement inédits des services israéliens : leurs moyens d'écoute, leurs capacités offensives et

défensives de cyberguerre, les assassinats ciblés du Mossad, les unités d'action clandestine et d'opérations spéciales, etc.

Nous avons également souhaité aborder le renseignement israélien sous un angle technique, en décrivant comment fonctionnent les services, leur organisation, les raisons de leurs succès et la nature de leurs relations avec les politiques ; et en évoquant ses succès récents, mais aussi ses échecs, comme ses abus et ses dérives. Car si le renseignement israélien est performant, il n'en est pas moins l'objet de dysfonctionnements.

Notre description de la communauté israélienne du renseignement est délibérément contemporaine. Nous avons choisi de ne pas développer les aspects historiques, déjà largement abordés dans les ouvrages publiés ces trois dernières décennies. Nous avons préféré traiter les enjeux actuels et futurs de la sécurité d'Israël, c'est-à-dire les défis auxquels ses services sont confrontés : la lutte contre le terrorisme, la chasse aux armes chimiques syriennes et la guerre secrète contre l'Iran, pour saboter le développement du nucléaire iranien et préparer d'éventuelles frappes aériennes.

Enfin, ce livre ne porte aucun jugement sur le conflit israélo-palestinien parce que tel n'est pas son objet. Il n'est pas un travail de critique – positive ou négative – de l'État hébreu ou de sa politique. Le panorama que nous dressons privilégie une approche technique du renseignement. Nous ne nous intéressons qu'à l'organisation et à l'action de ses

services, à la façon dont les politiques ou les états-majors les emploient, à leurs résultats et aux défis futurs.

Certes, dans les pages qui suivent, les auteurs ont recours au terme de « terrorisme » concernant certaines organisations palestiniennes et le Hezbollah. Cela n'est pas un jugement de valeur, mais la stricte observation des méthodes utilisées par ceux-ci contre l'État hébreu : des attaques perpétrées par des groupes infraétatiques contre des cibles civiles, et destinées prioritairement à agir sur le moral de l'ennemi parce que non susceptibles de décider de l'issue du conflit. En aucun cas cela ne correspond à un jugement sur la légitimité de leur cause. *Mutatis mutandis*, nous n'oublions pas que les résistants français étaient qualifiés de terroristes par les Allemands, ni que les organisations clandestines juives ayant lutté contre les Arabes et les Britanniques pour la création de l'État d'Israël se sont elles-mêmes adonnées au terrorisme, selon les mêmes critères, avant et après 1948.

Par ailleurs, les deux auteurs se gardent de toute fascination excessive pour les services israéliens. S'ils reconnaissent leur excellence, ils ne jugent pas non plus de la justesse de leurs opérations. Certes, le présent ouvrage contribuera à mettre en lumière l'efficacité du renseignement israélien, mais l'apologie n'est pas son objectif. Il nous semblait important de le préciser.

Notre but est de permettre au public de comprendre comment ce petit pays peut, avec seulement huit millions d'âmes et quelques alliés solides mais peu nombreux, tenir tête à des adversaires comptant près de quarante fois plus

d’habitants que lui, ce qui ne lasse pas de surprendre. Or les services spéciaux jouent un rôle essentiel dans cette équation. C’est donc à un voyage, à une visite guidée unique au sein de l’univers ultra secret du renseignement israélien que nous invitons le lecteur.

---

*1. Le mot « conseil » est traduit de l’hébreu *takhbulot*, qui peut être également traduit par déception, stratagème, tricherie, ou « sage direction », mais il exprime toujours la volonté de confondre les adversaires.

CHAPITRE PREMIER

DANS L'ŒIL DU CYCLONE

« Sans le Juif, comment pourrait-on trouver une cause commune aux riches Libanais, aux habitants du Koweït, aux Bédouins des tribus, au roi hachémite, au Syrien marxiste ou au fellah égyptien combattant au Yémen dans une guerre sans objet ? L'unité arabe ne pouvait s'exprimer que par la négative : la destruction des Juifs ! Mais sans les Juifs, cette expression lui était refusée. Quant à la restauration de la Palestine, Jarrah savait mieux que quiconque que si jamais elle était restaurée, elle serait démembrée du jour au lendemain par ses voisins jaloux. »

Morris West, *La Tour de Babel* (1968).

Les différentes guerres israélo-arabes (1948, 1956, 1967 et 1973) ont démontré la supériorité écrasante de l'armée israélienne sur celles de ses voisins, dont aucune ne prétend plus, depuis plusieurs années déjà, rivaliser avec elle. De même, grâce à sa puissance aérienne et maritime, Israël est en mesure de s'assurer le contrôle total de l'espace aérien et des

eaux territoriales du Proche-Orient en cas de besoin. Cette « domination » conventionnelle de Tsahal sur les autres armées de la région limite – sans les faire disparaître complètement – les risques d'un affrontement militaire classique.

Surtout, Israël dispose de l'arme nucléaire – bien que ne l'ayant jamais reconnu officiellement –, son arsenal étant estimé par les spécialistes à quelques centaines de têtes. Selon l'enquête publiée dans le journal allemand *Der Spiegel*, le 4 juin 2012, certains des sous-marins d'attaque Dolphin, achetés à l'Allemagne, ont été équipés de têtes nucléaires.

Mais cela ne veut évidemment pas dire qu'Israël ne risque rien, bien au contraire. Si l'époque où il devait livrer des guerres conventionnelles majeures contre ses voisins semble révolue – mais non totalement écartée –, l'État hébreu est désormais confronté à des menaces asymétriques accrues, tant sur son propre territoire, sur ses frontières, qu'à l'étranger. Israël doit faire face aujourd'hui à cinq types de menaces.

La première est représentée par les Palestiniens dont certains prônent encore la disparition de l'État juif. Ces groupes considèrent en effet la « lutte armée » comme leur seul moyen et voient dans chaque citoyen israélien – voire dans chaque Juif, où qu'il se trouve – un adversaire, donc une cible légitime. Ainsi, les plus radicaux se livrent à des actions terroristes contre l'État hébreu pour faire pression dans le cadre des négociations pour la reconnaissance d'un État palestinien ; ou comme mesure de rétorsion aux actions de

l’armée ou des services secrets israéliens (occupation de la Cisjordanie, lutte contre le blocus de Gaza, assassinats ciblés, etc.) ; ou bien encore parce qu’ils ne sont pas toujours en mesure de contrôler leurs troupes.

La seconde menace provient du Hezbollah, mouvement libanais chiite officiellement inscrit sur la liste des mouvements terroristes par Washington et qui bénéficie du soutien de la Syrie et de l’Iran. La guerre de 2006 qui s’est déroulée au Liban démontre que ce mouvement dispose d’une organisation de type militaire, très disciplinée, bien équipée, capable d’infliger des pertes significatives à l’armée israélienne et même de frapper le territoire israélien.

Ces groupes palestiniens et libanais sont soutenus par les États ennemis d’Israël, lesquels, à défaut de pouvoir engager des opérations militaires contre lui, financent et appuient les actions terroristes, tout en menant leur propre guerre secrète contre l’État hébreu.

Troisième menace, Israël est depuis une décennie la cible d’Al-Qaïda. La lutte contre l’État hébreu tient en effet une place de choix dans la rhétorique et dans l’imaginaire du djihad développé par l’organisation fondée par Ben Laden, laquelle a multiplié les tentatives pour s’implanter dans les pays voisins d’Israël, avec plus ou moins de succès.

La quatrième menace, perçue comme la plus inquiétante par Tel-Aviv, réside dans l’intention probable de Téhéran de se doter de l’arme atomique. Pour les autorités israéliennes, le programme nucléaire iranien représente un redoutable danger, avant même le Hezbollah ou le Hamas.

La dernière menace est d'une autre nature : comme dans toutes les démocraties, des groupes radicaux contestent les fondements de l'État de droit en Israël, en l'occurrence des mouvements extrémistes religieux, souvent ouvertement racistes tel le Kach, qui considèrent que les frontières légitimes de l'État d'Israël sont celles de l'Israël biblique au faîte de sa puissance, c'est-à-dire l'ensemble de la Palestine mandataire mais également la Jordanie actuelle, ainsi que de territoires situés aujourd'hui au Liban et en Syrie. Ces groupes jugent donc « sacrilège » toute idée de rétrocession de territoires, notamment en Cisjordanie – qu'ils dénomment Judée-Samarie – aux Palestiniens. Ils ont aussi montré par le passé qu'ils étaient capables de perpétrer des attaques de type terroriste et se livrent encore de façon régulière à des exactions envers les Palestiniens, comme en témoigne actuellement la campagne dite « Prix à payer ». L'assassin du Premier ministre Yitzhak Rabin en 1995 faisait partie de groupes de ce type. Les individus susceptibles de mener des actions violentes se comptent probablement plus par centaines que par milliers, mais cette menace intérieure n'en est pas moins réelle et réapparaîtrait probablement de manière accrue si un accord était signé dans le cadre du processus de paix relancé en septembre 2013. Israël est donc également confronté à un véritable terrorisme juif.

Les groupes terroristes palestiniens

Les groupes palestiniens qui poursuivent leurs actions violentes contre Israël sont au nombre de sept : le Fatah, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, le Front populaire de libération de la Palestine, le Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine, le Hamas, le Djihad islamique palestinien et les Brigades d'Allah[1].

Le Fatah (« Conquête ») a été créé en 1959 au Koweït par cinq jeunes Palestiniens en exil, dont Yasser Arafat. À l'origine, ce mouvement prône la lutte armée. En 1967, le Fatah devient la principale composante de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), organisation fondée en 1964 dont l'objectif est de fédérer l'ensemble des mouvements palestiniens, et, dès lors, les destins des deux organisations seront imbriqués. Si, dans le cadre des accords d'Oslo, OLP et Israël se sont reconnus mutuellement, son bras armé appelé par Tel-Aviv les *Tanzim* (« Organisation ») n'a pas abandonné la violence. En fait, il s'agit des « Panthères noires » qui agissent en Cisjordanie et des « Faucons », rebaptisés Brigades Abou Rish, opérant dans la bande de Gaza. Aujourd'hui, cette branche militaire continue à jouer un double jeu : d'une part, elle participe à la constitution des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne ; d'autre part, elle mène parfois des actions terroristes.

Les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa (*Kataeb Shuhada Al-Aqsa)* sont apparues juste après le début de la seconde Intifada, en 2000. Il s'agirait en fait d'une branche secrète des *Tanzim* créée par Marwan Ben Hatib Barghouti, secrétaire général du Fatah en Cisjordanie et chef de l'appareil militaire du Fatah, actuellement en prison. Une grande partie du financement de cette organisation transiterait aujourd'hui par l'intermédiaire de Mounir Mouqdah, membre du Fatah résidant au camp d'Ain al-Hiloué, au Liban. Selon certaines rumeurs, cet homme entretiendrait des relations étroites avec la Syrie et l'Iran. Les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa bénéficient d'une très grande autonomie au sein du Fatah. Pour leurs opérations, elles agissent désormais en coordination étroite avec les branches armées du Hamas et du Djihad islamique. En dehors des attentats classiques anti-israéliens, elles se livrent également à l'élimination de « traîtres » ou de « corrompus » palestiniens comme celle de Hisham Miki, le directeur de la télévision palestinienne, assassiné en janvier 2001.

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), mouvement d'obédience marxiste-léniniste a été créé en 1967, par Georges Habache, un Palestinien de confession chrétienne. Membre de l'OLP depuis 1968, le FPLP s'est fait connaître par de nombreuses actions terroristes spectaculaires dont des détournements d'avions au cours des années 1970-1980. C'est en particulier ce mouvement, qui, en coopération avec la bande Baader-Meinhof, a détourné un appareil sur l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda, en 1976. La prise d'otages avait alors

été réglée par une opération commando israélienne audacieuse[*1]. Le FPLP est opposé aux accords d'Oslo. En conséquence, il n'est pas présent au sein de l'Autorité palestinienne.

La branche armée du FPLP est composée des Brigades Abou Ali Moustafa : elles se livrent à de nombreux attentats-suicides contre les intérêts israéliens. Le secrétaire général du FPLP, Abou Ali Moustafa, a été victime d'un assassinat ciblé israélien en août 2001. En réponse, le bras armé du FPLP a assassiné le ministre du Tourisme israélien Rehavan Zeevi. Pour ce fait, Ahmed Saadat, le nouveau secrétaire général, est incarcéré par l'Autorité palestinienne au début 2002, à Jéricho, d'où il continue à diriger son mouvement. Cependant, le FPLP a perdu beaucoup de son importance au profit du Fatah et des mouvements islamiques palestiniens.

Le Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine (FDLP) est un mouvement d'obédience marxiste-léniniste né en 1969 d'une scission au sein du FPLP. Son chef était alors Nayef Hawatmeh. Longtemps, ce mouvement a eu une politique ambiguë, prônant la destruction d'Israël mais acceptant également de négocier avec l'État hébreu à partir de 1971. Aujourd'hui, sa position n'est toujours pas claire. Il a renoué avec l'Autorité palestinienne mais poursuit ses activités anti-israéliennes dans les territoires occupés.

Le Hamas (*Harakat Al Moukawama Al Islamiya* – « Mouvement de la résistance islamique ») est issu du mouvement sunnite *Al-Moujamma al-Islami*, créé en 1967 par le cheikh Ahmed Yassine, qui servait de couverture aux activités

des Frères musulmans dans les territoires occupés. Le Hamas voit officiellement le jour le 14 décembre 1987, lors de la première Intifada, et se positionne depuis lors comme le principal rival de l'OLP. Il réclame la création d'un État palestinien islamique couvrant Israël et les territoires palestiniens et se définit aussi comme anti-occidental. Il prône la lutte armée, y compris les attentats kamikazes. Il s'ingénie à monter une structure socio-politique puissante et efficace dans les territoires occupés et dans la bande de Gaza, ce qui lui vaut un soutien populaire important. Après la première guerre du Golfe (1991), le Hamas s'étant publiquement déclaré contre le régime de Saddam Hussein – à la différence de Yasser Arafat –, une grande partie des financements saoudiens qui allaient jusque-là à l'OLP lui sont attribués. Après les accords d'Oslo de 1993 – qu'il rejette –, des affrontements particulièrement sanglants ont lieu avec l'OLP. Après l'attaque perpétrée par un Israélien, Baruch Goldstein, qui assassina vingt-neuf fidèles priant dans la mosquée d'Ibrahim du Caveau des Patriarches (Hébron), le Hamas déclenche de nombreuses opérations terroristes en Israël, dont l'attaque kamikaze d'un bus à Haïfa (seize tués), revendiqué par la Brigade des martyrs de Jénine, qui en réalité, n'est qu'une appellation de plus destinée à brouiller les pistes. Le chef historique du Hamas, le cheikh Yassine, libéré par Israël suite à l'assassinat manqué de Khaled Mechaal en 1997, en Jordanie[*2], est victime d'une « élimination ciblée » en 2004. Son successeur, Abdel Aziz Al-Rantissi, connaît le même sort

quelque temps plus tard. Pour cette raison, le mouvement ne livre plus l’identité de ses responsables.

La branche militaire du Hamas est composée de cellules indépendantes qui comptent un millier de combattants aguerris, dont les combattants des Brigades Ezzedine al-Qassam et du Djihad Aman, le service de sécurité du mouvement, notamment chargé de l’élimination des « traîtres ». Deux branches politiques se partagent la propagande, le recrutement, l’instruction, les finances et la coopération : l’*A’Alam* et la *Dawa*. Très actives dans les zones occupées – en particulier dans la ville d’Hébron – et dans la bande de Gaza, elles tendent à supplanter les représentants de l’OLP dont beaucoup de dirigeants sont perçus par la population comme totalement corrompus. Bien qu’il soit considéré comme un mouvement infréquentable par Washington et que l’Union européenne l’ait inscrit sur la « liste noire » du terrorisme, le Hamas a participé à certains processus électoraux palestiniens. Le 26 janvier 2006, il remportait la majorité des sièges à l’Assemblée palestinienne et s’emparait du pouvoir. Depuis lors, il se considère, non sans base légale, comme le gouvernement légitime de l’Autorité palestinienne, le mandat du président Abu Mazen ayant de surcroît expiré en 2009. Depuis le mois de juin 2007, le Hamas contrôle seul l’intégralité de la bande de Gaza et bénéficie d’une indépendance de fait par rapport à l’Autorité palestinienne. Le désordre qui règne localement favorise l’implantation de terroristes djihadistes liés à Al-Qaïda. Ils s’infiltrent depuis l’Égypte voisine, où ils ont déjà commis

plusieurs attentats sanglants dans les stations balnéaires du Sinaï.

Le Djihad islamique palestinien *(Harakat al-Djihad al-Islami al-Filastini)* est issu, comme le Hamas, des Frères musulmans. C'est un mouvement sunnite créé en 1981 par des étudiants de l'université islamique de Gaza, emmenés par le cheikh Assad Bayoub al-Tamini, aujourd'hui emprisonné en Israël. Ce dernier reste, malgré son incarcération, le leader spirituel du Djihad islamique. Sous la pression internationale, son secrétaire général, le docteur Ramadan Abdallah Shallah, a dû quitter Damas pour le Qatar, en 2004. L'objectif de ce mouvement très violent est la destruction d'Israël et la création d'une Palestine islamique. Ses quelques centaines d'activistes ont été rejoints par des dizaines de chiites.

Très actif dans la bande de Gaza et dans les villes les plus radicales de Cisjordanie (Naplouse et Jénine), le Djihad islamique a été le premier mouvement à se livrer à des attentats-suicides après le début de la deuxième Intifada à travers son bras armé : les Brigades de Jérusalem. Ayant des bureaux à Amman (Jordanie), ce mouvement entretient, sur le terrain, des relations opérationnelles étroites avec le Hamas. Il est soutenu directement par le Hezbollah libanais et par Téhéran, qui lui fournit des moyens logistiques et des facilités en Iran même. Contrairement aux autres mouvements palestiniens, le Djihad islamique palestinien ne se livre pas à des actions politico-sociales destinées à gagner le soutien populaire. D'ailleurs, il ne participe pas aux élections législatives.

En mai 2005, les Israéliens ont fait état de l'apparition d'un nouveau groupe qui dépend d'Al-Qaïda et qui opère au sud de la bande de Gaza. Les Brigades d'Allah (*Jund Allah*) regrouperaient des activistes radicaux ayant quitté le Hamas et le Djihad islamique palestinien car ils refusent toute idée de cessez-le-feu. Ils auraient commis leur première attaque à Rafah à la mi-mai 2005. Al-Qaïda aurait apporté son aide financière à ce nouveau mouvement.

Le Hezbollah

Le Hezbollah (« Parti de Dieu ») est un mouvement islamique chiite créé en 1982 par le cheikh Fadlallah, un Libanais chiite né en Irak. Avec l'aide financière et surtout logistique de l'Iran, où l'ayatollah Khomeiny a pris le pouvoir après le renversement du régime pro-occidental du Shah en 1979, le Hezbollah va progressivement supplanter la milice Amal, jusqu'alors la principale organisation chiite libanaise, qui, tout en entretenant la solidarité chiite, avait réussi à conserver une assez large autonomie par rapport Téhéran. L'appui apporté par l'Iran au Hezbollah s'explique par la volonté, en pleine guerre avec l'Irak (1980-1988), d'allumer un « deuxième front » susceptible de détourner les Occidentaux de leur soutien au régime de Saddam Hussein. Il permet également à Téhéran de bénéficier du prestige de la lutte contre Israël, qui a occupé le Sud-Liban de 1982 à 2000, et de

s'ériger en champion de la cause palestinienne, atouts non négligeables pour se ménager les sympathies de la « rue arabe » et faire oublier sa spécificité chiite dans un monde musulman majoritairement sunnite.

Dès sa naissance, le Hezbollah a entrepris des actions violentes au Liban. Le 11 novembre 1982, il revendique son premier attentat-suicide contre le quartier général des forces israéliennes à Tyr (141 morts). Puis, le 18 avril 1983, une voiture piégée fait 64 morts à l'ambassade des États-Unis à Beyrouth. Le 23 octobre 1983, deux attentats du même type visent les Français et les Américains de la Force multinationale dans la capitale libanaise : 58 parachutistes français et 241 *Marines* sont tués. Ces opérations terroristes sont alors revendiquées par un Djihad islamique (à ne pas confondre avec le mouvement palestinien du même nom) qui n'est qu'une couverture du Hezbollah.

Après les accords de Taef, qui mettent fin au conflit libanais et avalisent la tutelle syrienne sur le pays du Cèdre, signés le 22 octobre 1989, le Hezbollah s'affirme comme un acteur socio-politique majeur de la scène libanaise tout en conservant ses armes[*3]. En effet, ces accords ne mettent pas fin à l'occupation israélienne, qui durera jusqu'en 2000, et le Hezbollah s'autoproclame fer de lance de la « résistance ». Parallèlement à la guerre que cette organisation mène contre Israël, elle se livre à de nombreuses actions sociales, palliant les carences de l'État libanais dans ce domaine. Cette manière d'opérer est fondamentale pour tous les mouvements islamiques car elle leur permet généralement d'obtenir un

large soutien populaire au sein des classes les plus défavorisées. Depuis les élections de 1992, l'influence du Hezbollah n'a ainsi cessé de croître au sein du Parlement libanais et les dernières élections (2009) lui ont conféré un rôle central dans la vie politique libanaise. Néanmoins, depuis avril 2001, le mouvement est inscrit par Washington sur la liste des organisations terroristes.

Le parti chiite est dirigé par le cheikh Hassan Nasrallah, son secrétaire général. L'homme est auréolé d'un grand prestige – même les chrétiens libanais et syriens reconnaissent son charisme personnel – car il est considéré comme celui qui a « vaincu Israël » en obligeant ses forces à évacuer le Sud-Liban en 2000, et qui a réussi à faire libérer quatre cent trente-six prisonniers en échange d'un civil israélien et les dépouilles de trois soldats, le 29 janvier 2004.

Le prestige du Hezbollah a été grandement renforcé par l'affrontement avec Israël au cours de la guerre de l'été 2006. Ce résultat a été obtenu grâce à la nouvelle tactique du mouvement. Sur le plan opérationnel, les combattants chiites étaient répartis en unités de petite taille, d'une dizaine à une trentaine d'hommes. Ils ont reçu un entraînement intensif au combat urbain et à l'emploi des armes antichars, avec l'aide de conseillers iraniens et nord-coréens. Leur capacité de combat de nuit a été renforcée grâce à l'acquisition d'appareils de vision nocturne. Ils opéraient depuis des bunkers, des caches d'armes, des souterrains de communication et des réseaux de transmissions sophistiqués qui avaient été aménagés très discrètement au Sud-Liban. Surtout, le commandement

militaire du Hezbollah a accordé une grande autonomie aux unités combattantes, divisant le Sud-Liban en plusieurs zones militaires et déléguant l'autorité aux plus bas échelons. Cette décentralisation a permis une grande flexibilité et une réactivité extrêmement rapide au cours des affrontements.

En cette occasion, sur le plan du renseignement, Israël a été tenu en échec. Ses services ne semblent pas avoir réussi à pénétrer les cellules opérationnelles du Hezbollah en raison des mesures de sécurité imposées par le chef du mouvement, Nasrallah. De plus, ce mouvement bénéficiait d'excellents renseignements fournis par la population chiite du Sud-Liban qui lui était totalement favorable. Toutefois, l'Iran, principal soutien du Hezbollah, a tancé le mouvement libanais, considérant que cet affrontement a été une erreur. En effet, devant l'échec qu'a connu Tsahal, les Israéliens se sont totalement remis en cause et ont revu leurs tactiques. Ce conflit les a finalement « réveillés », leur permettant de bâtir un appareil militaire plus adapté aux nouvelles conditions d'engagement et neutralisant ainsi, en partie, la stratégie iranienne[2].

Le Hezbollah présente aujourd'hui deux risques majeurs pour Israël. En premier lieu, une menace militaire puisqu'il menace le nord de l'État hébreu avec son impressionnant arsenal de roquettes, missiles et mortiers. En second lieu, un risque terroriste classique avec un emploi intensif des kamikazes de la « Résistance islamique », le bras armé du mouvement. Ces militants sont rompus à toutes les méthodes de combat irrégulier par de longues années d'expérience.

Depuis 2006, le mouvement chiite libanais renforce constamment son arsenal et ses infrastructures le long de la frontière nord d'Israël, dans la perspective d'un nouvel affrontement avec Tsahal. Les forces du Hezbollah, principalement concentrées au Sud-Liban, sont aujourd'hui estimées à environ 30 000 activistes – contre un peu moins de 15 000 en 2006 – assistés et instruits par les pasdarans iraniens (corps des Gardiens de la Révolution), qui ont leur QG dans la région de Baalbek. L'objectif principal de ces combattants est d'empêcher une invasion terrestre israélienne, mais ils sont également chargés de la mise en œuvre de leur arsenal de roquettes et de missiles afin de frapper Israël[3].

Le Hezbollah a renforcé significativement son stock de lance-roquettes[4]. Ceux-ci sont tous d'origine iranienne et peuvent transporter plusieurs milliers de kilos d'explosifs. Israël estime que le Hezbollah dispose aujourd'hui de près de soixante mille roquettes et missiles de différents types pouvant atteindre presque n'importe quel point de l'État hébreu, y compris la centrale nucléaire de Dimona, située dans le sud du pays[5]. C'est-à-dire qu'il a quadruplé ses capacités en sept ans. Selon les experts, ces armements ne sont actuellement équipés que de têtes classiques, mais pourraient être dotés d'armes chimiques.

Si une nouvelle guerre s'engageait contre le Hezbollah, les services de renseignement israéliens estiment que Tsahal ferait face à des défis encore plus grands qu'en 2006. À l'occasion de ce conflit, le Hezbollah avait tiré en moyenne cent

cinquante roquettes par jour. Dans un futur conflit, le nombre de tirs serait probablement trois fois plus important et les combattants chiites seraient susceptibles d'utiliser des missiles antichars de dernière génération ainsi que des armes antiaériennes capables de compromettre gravement les vols de l'armée de l'air israélienne au-dessus du Liban[6].

Enfin, le Hezbollah s'efforce actuellement d'améliorer les capacités de son unité de drones. Selon des responsables militaires israéliens, l'organisation chiite dispose, depuis 2002, de drones de type Ababil produits par l'Iran, ainsi que d'autres types d'appareils, dont certains peuvent être équipés de charges explosives de plusieurs dizaines de kilos[7]. Ces drones ne nécessitent pas une longue formation de leurs utilisateurs, et il est difficile de les repérer pour les détruire en vol en raison de leur petite taille. Pour le moment, ils n'ont été utilisés qu'à des fins de « guerre psychologique » – plusieurs ont survolé le territoire israélien[8].

Parallèlement au renforcement de son arsenal paramilitaire, le Hezbollah poursuit ses actions terroristes contre les Israéliens. La branche renseignement et actions spéciales du mouvement est appelée « Appareil de sécurité spéciale ». Elle était dirigée par Imad Fayez Mughniyeh, jusqu'à son élimination par Israël en 2008[*4]. Tout au long des années 1980 et 1990, le mouvement a organisé des enlèvements, des détournements d'avion et des attentats – à Buenos Aires, Paris, etc. En 1996, il a participé à l'attaque des tours Al-Khobar en Arabie saoudite, provoquant la mort dix-neuf Américains. Avec le soutien des Iraniens, le Hezbollah

multiplie ses tentatives pour enlever des Israéliens à l'étranger. Il s'agit pour l'organisation de venger la « liquidation » de Mughniyeh et c'est dans ce but que ses membres parcourent le monde à la recherche d'une proie israélienne. Depuis 2011, le groupe a lancé diverses opérations contre des intérêts israéliens à Chypre, en Thaïlande et au Kenya, mais qui ont presque toutes échoué. Enfin, selon le ministère bulgare de l'Intérieur, le mouvement serait responsable de l'attaque contre un car transportant des touristes israéliens (sept morts), le 18 juillet 2012, à l'aéroport de Burgas.

La menace d'Al-Qaïda

Au milieu des années 1970, alors qu'il poursuit ses études à l'université du roi Abdelaziz, à Djeddah (Arabie saoudite), Oussama Ben Laden a comme professeur en religion le Palestinien Abdullah Azzam. Ce dernier, dégoûté par la corruption au sein de l'OLP a quitté le mouvement pour se rapprocher des Frères musulmans. Il deviendra vite le mentor du jeune Saoudien, mais les deux hommes cesseront toute relation en 1988, suite à un différend.

La cause palestinienne a longtemps été secondaire dans les préoccupations du créateur d'Al-Qaïda. Toutefois, à partir de 2002, Ben Laden commence à accorder une certaine attention à la situation dans les territoires occupés, car la cause

palestinienne est « porteuse ». Cependant, les différents groupes armés palestiniens refusent son aide car ils redoutent que leur image au plan international – à la suite des attentats du 11 septembre 2001 – ne soit ruinée par un tel soutien.

La prise du pouvoir par le Hamas à Gaza en 2007 a toutefois modifié cette situation. Avant son élimination (2011), Ben Laden considérait en effet cet événement comme une opportunité pour étendre le djihad international à l'État hébreu : jusqu'à ce que l'Égypte resserre son contrôle sur sa frontière avec la bande de Gaza, les tunnels construits pour rompre le blocus instauré par Israël permettaient de faire rentrer, en même temps que d'autres produits de contrebande, des armes à destination du Hamas ou de groupes salafistes affiliés à Al-Qaïda.

Malgré l'élimination de son leader par les Américains, Al-Qaïda, désormais dirigée par l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, poursuit cette stratégie. L'organisation djihadiste a lancé une véritable opération d'encerclement d'Israël, profitant de la situation chaotique qui règne actuellement chez les voisins de l'État hébreu (Liban, Syrie, Gaza, Cisjordanie, Sinaï, etc.). En effet, les mesures de sécurité existant en Israël interdisent toute implantation locale d'un groupe terroriste islamique. Les opérations ne peuvent donc être déclenchées que depuis l'extérieur.

L'instabilité politique qui règne en Égypte offre un contexte favorable aux groupes liés à Al-Qaïda implantés dans le désert du Sinaï, qui tiennent tête depuis plusieurs années à l'armée

égyptienne. Ils se sont renforcés depuis le « printemps arabe » (2011) et la destitution du gouvernement des Frères musulmans dirigés par Mohamed Morsi (2013). Les principaux groupes armés implantés dans cette zone sont :

– Al-Qaïda dans la péninsule du Sinaï et son bras armé, *Ansar al Jihad*, apparu en décembre 2011. Ce groupe a saboté l'oléoduc entre l'Égypte et Israël plus d'une quinzaine de fois au cours des dernières années ;

– *Mujahideen al Shura* (« Les Moudjahiddines du Conseil consultatif ») ;

– *Jund al Shura* (« Les soldats de la loi islamique ») ;

– les Brigades Abdullah Azzam de l'organisation Al-Qaïda au pays du Levant et en Égypte ;

– *Al-Tawhid Wal Jihad* (« Unité et guerre sainte ») – ou *Jahafil Al-Tawhid Wal-Jihad fi Filastin* (« Les armées du Dieu unique et du Jihad en Palestine ») – est un groupe connu pour avoir fait allégeance à Ben Laden. Ce mouvement, officiellement apparu en novembre 2008, daterait toutefois de 2006. Il aurait en effet participé aux attentats à la bombe du 24 avril 2006 dans la station balnéaire de Dahab, sur le golfe d'Aqaba[*5]. Le 5 février 2011, le cheikh al-Maqdissi, l'autorité morale dont s'inspire cette formation, a émis une *fatwa* autorisant le meurtre de civils juifs et catholiques, car considérés comme des « combattants agressifs [...] fondamentalement pas innocents ». Le 5 août 2012, un commando d'une dizaine de membres de ce groupe tente de pénétrer en Israël *via* le poste frontière égyptien de Rafah avec un blindé chargé d'explosifs pris à l'armée égyptienne.

Tous ces mouvements, soutenus par les populations bédouines qui ont été délaissées depuis des années par le pouvoir central du Caire, menacent directement les intérêts israéliens, mais aussi égyptiens, américains et plus généralement occidentaux dans la zone.

Parallèlement, de nombreuses armes provenant des stocks de l'armée libyenne et du Soudan transitent régulièrement par le Sinaï pour rejoindre la bande de Gaza. En effet, les nouvelles autorités politiques égyptiennes ne sont pour l'heure pas parvenues à éradiquer ces trafics qui traversent le pays. Des fusils d'assaut russes AK 103/2 et belges FN-2000, qui avaient été vendues à Tripoli, ont été retrouvés dans la bande de Gaza.

L'année 2012 a ainsi vu une augmentation du nombre d'attaques lancées (onze) contre Israël depuis le Sinaï, par rapport à 2011. Aussi, Israël a autorisé l'entrée de sept bataillons égyptiens dans la zone démilitarisée du Sinaï afin de permettre au Caire de tenter de maîtriser la situation dans la région. Toutefois, les autorités égyptiennes tardent à reprendre le contrôle de l'ensemble de la péninsule, ce qui suscite, aux yeux de Tel-Aviv, des interrogations sur la volonté politique des Égyptiens. En effet, les frappes aériennes sur les campements de nomades s'avèrent peu efficaces et risquent même de pousser un peu plus les Bédouins dans la rébellion et dans le soutien à Al-Qaïda. Il est donc à craindre que la situation sécuritaire se dégrade considérablement au Sinaï, provoquant une forme de « somalisation » de la région, à travers laquelle divers chefs de guerre vont pouvoir lancer des

actions en direction d'Israël tout en se livrant à de juteux trafics criminels dans les territoires qu'ils contrôlent.

L'Égypte est également le pays par lequel des combattants de toutes origines peuvent s'introduire dans la bande de Gaza. Ce phénomène s'est développé à la suite du renversement du régime de Moubarak, même si les nouveaux dirigeants égyptiens prennent garde de ne pas laisser la situation se dégrader. Déjà, début mars 2005, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas avait déclaré : « Nous avons des indications au sujet de la présence d'Al-Qaïda à Gaza et en Cisjordanie [...]. C'est la première fois que j'évoque le sujet. Il s'agit d'un problème grave. »

Pourtant, cela fait des années que des groupuscules salafistes ayant fait allégeance ou clamant leur admiration pour Al-Qaïda ont vu le jour à Gaza. Le Hamas les a laissés prospérer malgré quelques affrontements avec ces groupes. Les Iraniens – qui soutenaient le Hamas et le Djihad islamique palestinien jusqu'à ce que ces deux mouvements se rangent du côté des opposants syriens – ont tout fait dans le passé pour qu'Al-Qaïda n'infiltre pas la résistance palestinienne.

Les six principaux groupes salafistes nés à Gaza sont :

– le *Tawid al Jihad* du cheikh Ahmad'Abd al-Karim al Sa'idani ;

– le *Masada al Mujahideen* d'Abou Omar al-Ansari ;

– l'Armée de l'Islam ou *Jaish al Islam* de Mumtaz Dughmush ;

– *Jund Ansar Allah* (« Les combattants de Dieu »), dont le chef a été tué en août 2009 par le Hamas car il remettait en cause la suprématie du mouvement palestinien sur la bande de Gaza ;

– *Jaish al Ummah* (« L'Armée de la Nation »), groupuscule apparu récemment, très hostile aux chiites iraniens ;

– *Jaish al Mu'minun* (« L'Armée des croyants »), groupuscule qui ne limite pas ses ambitions à la Palestine mais entend participer au djihad mondial.

La bande de Gaza recèle de nombreuses installations de stockage de lance-roquettes, de centaines de tunnels de contrebande et d'entrepôts d'armes contre lesquels les services et l'armée israélienne interviennent régulièrement. En 2012, une augmentation de 33 % du nombre d'attaques terroristes en provenance de Gaza a été observée, par rapport à 2011 (2 327 au lieu de 419[9]).

Les menaces étatiques

Si l'hypothèse d'un conflit conventionnel majeur avec ses voisins semble peu probable, les menaces étatiques n'ont pas totalement disparu.

La Syrie a longtemps été l'ennemi juré d'Israël. Depuis des dizaines d'années, le régime a apporté son aide financière et offert des facilités logistiques importantes à tous les mouvements terroristes engagés dans le combat contre Israël.

Toutefois, l'assistance de Damas aux groupes armés a diminué d'année en année du fait de ses difficultés économiques et de la pression internationale qui a contraint Bachar el-Assad à plus de retenue et à se retirer du Liban (cf. résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU du 2 septembre 2004). De plus, après une période d'hésitation, le Hamas s'est rangé du côté des rebelles syriens qui se sont soulevés contre Damas. Le mouvement a dû quitter précipitamment la capitale syrienne pour le Qatar (2012).

Au plan conventionnel, l'État syrien ne représente plus une menace sérieuse pour Israël. En effet, ses capacités d'action sont aujourd'hui sérieusement entamées. Ses armements, qui datent de l'époque de l'URSS, sont désormais obsolètes, mal entretenus – faute de pièces de rechange – et les personnels qui les servent ne bénéficient plus de l'entraînement nécessaire. Surtout, depuis l'été 2011, le pays est confronté à une véritable guerre civile. Le régime, menacé dans son existence même, n'a plus le temps ni les moyens de planifier des actions contre son voisin israélien, car sa priorité est la lutte pour sa survie contre une opposition dépourvue d'unité et qui compte en son sein des combattants étrangers formés et financés par les monarchies du golfe Persique, la Turquie et les États occidentaux, dont la France. Par un étonnant paradoxe de l'histoire, le régime syrien est aujourd'hui directement confronté, sur son sol, aux djihadistes liés à Al-Qaïda qui menacent également Israël. En vertu de la solidarité chiite et d'intérêts partagés, l'Iran et le Hezbollah libanais sont aujourd'hui engagés aux côtés de l'armée syrienne dans la

guerre civile. La lutte contre l'État hébreu n'est donc pas le sujet de préoccupation première de ces formations mais elles n'hésiteraient vraisemblablement pas à mener des attaques contre Israël et à s'engager dans une stratégie de déstabilisation du Liban si cela pouvait servir les intérêts du régime El-Assad ou en retarder la chute, quelles que soient les conséquences pour les populations de la région.

C'est aujourd'hui l'Iran qui est l'ennemi conventionnel numéro un d'Israël. Cela n'a pas toujours été le cas puisque l'Irak de Saddam Hussein était considéré par l'État hébreu comme l'adversaire le plus redoutable. C'est pour cette raison que lors du conflit Iran-Irak, Israël a discrètement approvisionné le régime des mollahs en pièces de rechange d'origine américaine. En effet, un embargo décrété par l'ONU empêchait Téhéran d'entretenir ses armements, particulièrement ceux de l'armée de l'air, exclusivement composés à l'époque de matériels américains. Bagdad ne constituant plus aujourd'hui une menace crédible à moyen terme, Téhéran est devenu l'ennemi numéro un d'Israël. Si la menace d'une attaque terrestre par l'État iranien est au mieux théorique étant donné l'éloignement géographique des deux pays, d'autres restent d'actualité.

La première est la menace atomique. Israël craint que l'Iran ne se dote à court ou moyen terme d'une capacité nucléaire militaire, d'autant que les vecteurs capables d'emporter de telles charges sont déjà opérationnels. En effet, l'Iran développe des missiles sol-sol d'une portée de 1 300 à

1 500 kilomètres (Shahab-3), aptes à emporter une charge utile d'une tonne. À terme, Téhéran devrait posséder 150 missiles de ce type, dérivés du Nodong-1 construit par la Corée du Nord. Au début des années 2000, le pays a également acquis – illégalement – douze missiles de croisière en Ukraine. Ils seraient capables d'emporter des charges nucléaires sur une distance d'environ 3 000 kilomètres.

Parallèlement à cette menace apocalyptique pour l'État hébreu, Téhéran soutient depuis des dizaines d'années des mouvements terroristes qui s'attaquent régulièrement à Israël. Toutefois, le fait qu'une partie d'entre eux ait choisi d'entrer en conflit avec Damas a immédiatement conduit Téhéran à leur retirer son soutien. Les Iraniens concentrent donc leur aide sur le Hezbollah.

L'unité responsable de la formation du Hezbollah – et des terroristes – est la Force Al-Qods. Appartenant au corps des Gardiens de la Révolution (pasdarans), cette unité, composée de quelques milliers de combattants, a été créée dans les années 1990 pour exporter la révolution islamique au-delà des frontières de l'Iran. Sa fonction principale est la formation et le soutien aux groupes tels que le Hezbollah et le Djihad islamique. C'est aussi elle qui est chargée des opérations clandestines anti-israéliennes dans le monde. Ainsi, sur une base secrète non loin de Téhéran, la Force Al-Qods entraîne simultanément plusieurs mouvements terroristes. La formation couvre tous les différents domaines qu'un terroriste moderne doit connaître : explosifs, tir, communications, reconnaissance, utilisation du mortier, guerre psychologique,

etc. La base était divisée jusqu'à il y a peu en quatre quartiers qui accueillaient le Hezbollah, le Hamas, le Djihad islamique et des combattants irakiens ou talibans. Le soir venu, ces apprentis terroristes se retrouvaient autour d'un feu de camp, partageant leur repas en échangeant des idées sur les diverses façons d'attaquer Israël[10].

En raison de la mondialisation de la terreur, Israël observe une fusion des idées et des capacités opérationnelles des mouvements terroristes opérant contre lui. « Les Palestiniens apprennent du Hezbollah qui apprend des Iraniens qui développent des moyens supplémentaires contre Israël sur la base des expériences réalisées par les organisations qui luttent contre Israël[11]. » Sur le plan opérationnel, le Hamas a fait des progrès significatifs. Il a commencé à développer ses unités spécialisées : tireurs d'élite, spécialistes antichars, experts du renseignement de combat, creuseurs de tunnels, fantassins, spécialistes antiaériennes et même commandos de marine travaillant en collaboration avec la Garde côtière. Il a ensuite divisé la bande de Gaza en cinq secteurs, chacune disposant d'une brigade, composée de divers bataillons et d'unités spécialisées.

La situation s'assombrit notablement pour l'État hébreu qui, s'il n'est pas confronté à une menace d'attaque militaire classique comme ce fut le cas dans le passé, doit faire face à une insécurité latente et volatile de plus en plus importante. En effet, de nombreux groupes, palestiniens, chiites ou salafistes – s'inspirant de la pensée d'Oussama Ben Laden –

rêvent d'en découdre avec les « sionistes ». La menace qui visait jusqu'à présent d'abord les intérêts d'Israël à l'étranger, a tendance à se déplacer vers le territoire national. Il convient d'ajouter à cela l'accession probable de l'Iran à la puissance nucléaire qui reste un sujet d'inquiétude majeur pour Tel-Aviv.

Surtout, l'instabilité du monde arabe, consécutive au « printemps arabe », renforce les adversaires d'Israël. Les renversements de régime en Tunisie, en Libye et en Égypte, ainsi que la guerre civile en Syrie ont entraîné la multiplication des territoires incontrôlés où fleurissent de nombreux groupes radicaux islamistes, pour lesquels Israël est une cible. L'absence de contrôle militaire ou policier sur ces zones permet la création de camps d'entraînement et la libre circulation de ses éléments dans tout le Moyen-Orient. Enfin, le pillage des arsenaux à l'occasion des révolutions a permis à ces groupes de renforcer considérablement leurs moyens militaires.

Les services de renseignement et de sécurité israéliens mènent une lutte sans relâche contre les flux d'armements destinés à leurs ennemis immédiats : le Hamas, le Djihad islamique palestinien et le Hezbollah libanais. Et parmi ces armes, tout ce qui peut représenter une menace contre les aéronefs, civils et militaires, a logiquement la priorité puisque les aéroports internationaux israéliens sont tous à portée de tir missiles sol/air portatifs (Manpads). Si l'ordre en était donné, des activistes équipés de telles armes pourraient se livrer à des actions terroristes particulièrement spectaculaires et

sanglantes. De plus, en cas de conflit de grande intensité, au nord, contre le Hezbollah, et au sud, contre le Hamas et le Djihad islamique palestinien, la menace que feraient peser des armements anti-aériens sophistiqués est totalement inacceptable pour l'État hébreu. En effet, Tsahal ne pourrait plus utiliser librement son arme première : les feux air/sol délivrés par des hélicoptères, des chasseurs bombardiers et des drones.

Les services de renseignement israéliens sont parvenus jusqu'ici à faire échec aux tentatives d'enlèvement ou d'assassinat de leurs ressortissants à l'étranger par les groupes terroristes, principalement par le Hezbollah qui bénéficie de soutiens au sein des communautés chiites libanaises émigrées en Afrique, en Amérique et en Asie. Pour autant, ils ne cessent de mettre en garde les hommes d'affaires et les touristes voyageant à travers le monde.

Nul doute que les dirigeants israéliens ont pleinement conscience qu'il est impossible de baisser la garde car ils doivent être en mesure d'assurer la protection effective de leur population.

---

*1. Cf. chapitre 5, p. 138-140.

*2. Cf. chapitre 8, p. 228-229.

*3. À la différence des autres milices qui ont été désarmées, du moins en partie.

*4. Cf. chapitre 7, p. 207.

*5. Cette attaque avait causé la mort de 23 personnes, majoritairement des Égyptiens.

CHAPITRE 2

LES DÉFENSEURS INVISIBLES

« On a beau posséder des satellites-espions capables de sentir l'odeur du rot que laissera échapper n'importe quel gars de Jénine après avoir mangé du houmous aux fèves et aux oignons, on en revient toujours aux mêmes méthodes : la douleur, la peau, les nerfs, le sac en toile puant sur la tête, les mains attachées par des liens qui entaillent la chair. »

Yishaï Sarid, *Le Poète de Gaza* (2011).

Confronté à une menace terroriste permanente sur son territoire, l'État d'Israel a bâti un système de sécurité très efficace qui a pour but de protéger sa population et ses intérêts, sur le territoire national comme à l'étranger, contre les attentats et les prises d'otages. Celui-ci repose essentiellement sur le Shin Beth (*Sherout Ha-Bitachon Klali,* littéralement « Service général de sécurité ») – aussi appelé

Shabak –, même si d'autres organismes (police, gardes-frontières, armée) concourent également à cette tâche.

Les missions du Shin Beth couvrent un large spectre : contre-terrorisme intérieur et extérieur, contre-espionnage et sécurité militaire, protection rapprochée des hautes autorités nationales, protection des représentations diplomatiques israéliennes, sécurité dans les aéroports et dans les appareils de la compagnie aérienne nationale El Al, etc. Depuis la guerre des Six Jours (1967), ce service est également en charge de la sécurité dans les territoires occupés : en Cisjordanie et, jusqu'au départ de l'armée israélienne, en septembre 2005, à Gaza.

Shin Beth : un pilier de la sécurité

Le Shin Beth a été créé le 30 juin 1948 à partir des services de sécurité de la Haganah (devenue Tsahal). Il prit initialement la dénomination d'Unité 184 des forces de défense israéliennes (FDI), mais fut directement rattaché au ministre de la Défense et non à l'état-major des armées. Alors que la guerre avec les voisins arabes faisait rage, c'est d'abord pour prévenir un risque de guerre civile entre l'aile gauche et l'aile droite religieuse – dite « révisionniste » – du mouvement sioniste que le Shin Beth fut créé. En effet, à l'intérieur même d'Israël, les luttes de pouvoir étaient importantes et la consolidation des institutions étatiques apparaissait comme

une des priorités. Mais le Shin Beth a rapidement été instrumentalisé par les leaders travaillistes au pouvoir pour surveiller les partis rivaux : d'abord, les cadres du parti de droite Hérout, venus, comme leur leader Menahem Begin, de l'Irgoun ; puis, avec les mêmes procédés (filatures, écoutes téléphoniques, infiltrations, manipulations), les militants d'extrême gauche du parti Mapam et du parti communiste ; enfin, les militants arabes israéliens. De même, à la demande du Premier ministre Ben Gourion, le Shin Beth et le Mossad ont mené l'opération Tigre (1962) contre les religieux juifs ultraorthodoxes des Netoure Karta, qui contestent, encore aujourd'hui, la légitimité de l'État hébreu[*1]. Sans compter diverses opérations contre la presse qui donneront à Harel – le premier directeur du Shin Beth (1949-1952) – et aux siens la réputation d'avoir construit un service politisé agissant exclusivement pour le compte du Mapaï, le parti travailliste de Ben Gourion[1].

Lors de sa création, le Shin Beth comprenait 8 sections :

– La section 1 était en charge de la prévention de la subversion interne, principalement d'extrême droite, mais aussi d'extrême gauche. Il s'agissait d'une forme d'espionnage politique car sa mission était de collecter des informations sur les adversaires du parti alors au pouvoir, le Mapaï. Une grande polémique naîtra lorsque deux agents du service seront surpris, en janvier 1953, en train d'installer un dispositif d'écoute dans le bureau de Meïr Yaari, le chef du Parti des travailleurs unis (Mapam), formation marquée à gauche proche de l'Union soviétique et de Staline. L'importance de la

première section déclinera avec le développement de la démocratie en Israël.

– La section 2 a été créée en 1950, après que le Département des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères a été dissout et ses fonctions transférées à d'autres agences de renseignement. Cette section était en charge du contre-espionnage, essentiellement orienté contre l'URSS, mais surveillait aussi les agents des services occidentaux et assurait les enquêtes de sécurité pour les postes sensibles du gouvernement et de la défense. À la fin des années 1960, les sections 1 et 2 fusionneront pour donner naissance à la Direction de la prévention de la subversion et du contre-espionnage, plus connue sous le nom de « Branche non arabe ».

– La section 3 avait pour tâche de suivre les « affaires arabes », c'est-à-dire la surveillance des Arabes d'Israël, qui à cette époque étaient sous gouvernement militaire. Elle était également responsable de la neutralisation des opérations d'espionnage et de sabotage des États arabes, ce qui constitua l'essentiel de son activité jusqu'à la guerre de Six Jours, en 1967. À partir du début des années 1970, elle se consacra essentiellement à la lutte contre les organisations terroristes palestiennes.

– La section 4, également dénommée « AL », était une unité chargée de la surveillance des nouveaux immigrants, d'abord en provenance du Yémen et d'Europe de l'Est, puis du Maroc et d'Irak. Sa fonction était double : d'une part, déceler d'éventuels agents étrangers parmi les candidats à

l'installation en Israel ; d'autre part, conduire des entretiens afin de recueillir des informations sur leur pays d'origine utiles à la défense d'Israël, mais aussi repérer parmi eux de futurs agents des services pouvant retourner opérer à l'étranger. L'unité n'a fonctionné que quelques années et sera dissoute lors de l'arrivée d'Amos Manor (directeur de 1953 à 1963) à la tête du service.

– La section 5 était responsable de la sécurité des installations de la défense et de celle du Bureau scientifique de liaison, chargé du développement de l'industrie de défense nationale. C'est à partir de cette section que naîtra le Malmab, le service de sécurité de la défense.

– Le service disposait également de l'Unité des opérations, qui était sa branche opérationnelle, directement rattachée au directeur général et protégée par le secret le plus total. De cette section dépendait notamment l'Unité des services techniques, qui lui fournissait le matériel spécial de surveillance et d'écoute (caméras, micros, appareils d'enregistrement, encre invisible, etc.). Dans les années 1970, cette unité connaîtra une croissance importante et deviendra la Direction technologique.

– L'Unité des interrogatoires était, comme son nom l'indique, chargée des interrogatoires des espions et des terroristes interpellés.

– La section 8 était responsable de la sécurisation des infrastructures et des bâtiments officiels en Israël, des ambassades et des compagnies aériennes El Al, Arkia et Israir. Elle fournissait des officiers de sécurité à tous les ministères et

assurait la protection de secrets. Elle était chargée des enquêtes concernant les personnalités publiques et de la protection rapprochée des hautes autorités de l'État.

Le Shin Beth était également très impliqué dans des opérations de renseignement à l'étranger : jusqu'à la mise en place du Mossad (avril 1951), il avait la charge d'une partie de l'espionnage extérieur, qu'il abandonnera peu à peu. Un de ses plus grands succès en la matière fut l'obtention en 1956 d'une copie du discours, à l'époque secret, de Nikita Khrouchtchev, dénonçant la terreur stalinienne. Un journaliste juif polonais, Victor Grayevsky, proche de la secrétaire d'un officiel polonais, transmit le document à l'ambassade d'Israël à Varsovie. L'officier de liaison du Shin Beth en Pologne l'envoya aussitôt en Israël qui décida de le partager avec les États-Unis où il fut rendu public.

À partir de la fin des années 1950, le service va revenir à ses métiers de base : la sécurité intérieure et le contre-espionnage, tout en poursuivant la lutte contre les groupes extrémistes clandestins. En 1961, le Shin Beth s'est notamment illustré en arrêtant Israel Beer. Ce colonel de réserve, proche de Ben Gourion et très bien introduit dans les milieux sécuritaires israéliens, était en fait un agent soviétique. Condamné à quinze ans de prison, il est mort en détention. La même année, Kurt Sita, un Allemand originaire des Sudètes – professeur au Technion, un institut technologique israélien réputé –, est démasqué par le Shin Beth : il espionnait pour le compte des Tchécoslovaques.

Un autre succès majeur du Shin Beth fut l'opération Yated, sur laquelle de nouveaux éléments ont été révélés en 2011[2]. Au début des années 1950, l'Égypte avait implanté un espion, Rif'at al-Gamal, chargé de recueillir des renseignements sur les dispositifs militaires israéliens. Sous le nom de Jacques Bitton, il avait monté une agence de voyage qui lui servait de couverture pour justifier ses fréquents voyages en Europe où il allait en fait rencontrer son officier traitant. Son associé, un ancien membre de service de sécurité, dont l'attention avait été attirée par son train de vie, avait contacté le Shin Beth qui avait recruté « Bitton » et l'avait convaincu de devenir un agent double. Grâce aux renseignements fournis à dessein par les services israéliens, Rif'at al-Gamal/Jacques Bitton avait acquis une certaine crédibilité auprès des Égyptiens qui finirent par le considérer comme un de leurs meilleurs agents. En fait, les informations transmises étaient destinées à intoxiquer les services du Caire : à la veille de la guerre de 1967, al-Gamal/Bitton avait réussi à les convaincre que l'offensive israélienne serait d'abord une attaque terrestre. En conséquence, les Égyptiens ne protégèrent pas leurs bases aériennes et l'aviation israélienne n'eut aucun mal à détruire au sol, en moins de trois heures, dès le début de la guerre des Six Jours, la totalité des appareils de combat égyptiens, s'assurant ainsi la maîtrise totale des airs et donc la victoire. Cette opération est considérée comme une des plus grandes réussites en matière d'intoxication de l'histoire du renseignement, comparable à l'opération Fortitude menée par

les Britanniques et les Américains pendant la Seconde Guerre mondiale [*2].

Parallèlement, le Shin Beth parvient à intoxiquer les services soviétiques, performance que peu de pays occidentaux parviendront à réaliser. Une nouvelle fois, l'opération a lieu grâce à Victor Grayevski, le journaliste qui s'est procuré le rapport Khrouchtchev (1956). De retour en Israël, il est approché par des représentants du KGB sous couverture diplomatique, qui ne savent rien du rôle qu'il a joué dans cette affaire. Rapidement, des relations se nouent, mais Grayevsky en a informé le Shin Beth dès l'origine.

Pendant des années, cet agent que le KGB croit avoir recruté, donne à ses officiers traitants des informations préparées par le contre-espionnage hébreu. Les représentants du service soviétique le rencontrent dans les bois autour de Jérusalem et Ramla, dans les églises et monastères russes de Jaffa, Jérusalem et Tibériade, et « par hasard » dans des restaurants bondés et lors de réceptions diplomatiques. Pas une seule fois, durant les quatorze ans où il opéra en tant qu'agent double, les Soviétiques ne soupçonnèrent que c'était Victor qui se servait d'eux. Ils ne cessaient de le complimenter pour la qualité des informations qu'il leur transmettait et ne mirent jamais sa crédibilité en doute. Au quartier général du KGB à Moscou, la rumeur disait que l'Union soviétique disposait d'un agent très haut placé dans les cercles dirigeants israéliens. La seule occasion lors de laquelle les traitants de la centrale russe eurent un doute eut lieu en 1967. Ironie du sort, ce fut la seule fois où Grayevski leur fournit des informations

exactes. C'était dans la « période d'attente », avant la guerre des Six Jours. Le président égyptien Gamal Abdel Nasser croyait à tort qu'Israël allait attaquer la Syrie en mai. Il massa donc ses troupes dans le Sinaï, expulsa les forces de maintien de la paix des Nations unies, ferma les détroits de la mer Rouge aux navires israéliens et menaça l'État hébreu d'annihilation. Le Premier ministre Eshkol demanda alors au Mossad d'informer les Soviétiques que si l'Égypte continuait d'adopter cette attitude agressive Israël n'aurait d'autre solution que d'entrer en guerre. Il espérait que Moscou, qui exerçait une énorme influence sur Le Caire, arrêterait Nasser. Victor Grayevski transmit au KGB un document détaillant les véritables intentions d'Israël. Mais l'URSS ne prit pas la mesure de la situation, ignora son rapport et encouragea Nasser dans son désir de guerre[3]. Détail ironique, Grayevsky a été doublement décoré de son vivant : par le contre-espionnage israélien, bien sûr, mais aussi par le KGB « pour services rendus à la Mère patrie ».

Ainsi, le Shin Beth s'affirme comme un service d'élite, aux effectifs peu nombreux (600 employés), mais très professionnel. Tous ses cadres proviennent de l'armée et sont le plus souvent des anciens de la Hagannah ou de l'armée britannique, en majorité ashkénazes.

Toutefois, un virage est pris en 1967. À l'issue de la guerre des Six Jours, le Shin Beth étend ses activités à la Cisjordanie, au Golan et à la bande de Gaza : il prend en charge la répression des activités terroristes dans les territoires

occupés, mission à laquelle il n'est pas préparé. Afin d'y faire face, il doit accroître rapidement ses effectifs et recrute alors en majorité des séfarades parlant l'arabe. Dans les premières années de cette nouvelle mission, le Shin Beth n'a pratiquement aucun informateur dans les villages des territoires occupés. Mais sous la direction d'Avraham Ahituv (1974-1981), il s'adapte rapidement à ce nouveau rôle pour devenir une organisation d'une grande efficacité. Toutefois, son statut a profondément évolué : d'un service de contre-espionnage défendant les intérêts de la nation, le Shin Beth est devenu le service de sécurité d'un territoire occupé et commence à faire preuve de beaucoup d'arrogance, tout en étant moins professionnel dans ses pratiques[4].

Une nouvelle évolution intervient suite au détournement d'un avion d'El Al vers Alger, en 1968, et aux meurtres des athlètes israéliens aux jeux Olympiques de Munich (1972). Le Shin Beth développe alors ses activités de sécurité dans les aéronefs et multiplie ses antennes à l'étranger pour assurer la protection des ambassades israéliennes dans le monde, lesquelles deviennent des cibles potentielles pour les terroristes, au même titre que les avions de la compagnie aérienne nationale.

Les années 1980 sont marquées par la poursuite de la lutte contre les mouvements terroristes, l'appui à l'armée au Liban – où Israël est entré en 1982 – afin de démanteler les réseaux palestiniens et syriens et l'infiltration des milieux clandestins juifs extrémistes. En mai 1984, le Shin Beth découvre, à Jérusalem Est, douze bombes fixées sur plusieurs bus arabes

transportant des civils, dont des enfants. Un bain de sang est évité *in extremis*. Le type d'explosifs utilisé – provenant des stocks militaires israéliens – et les dispositifs de mise à feu ne laissent aucun doute sur l'origine des terroristes : ils sont issus des milieux juifs radicaux d'extrême droite. Rapidement arrêtés, ils seront jugés et incarcérés, dans des conditions toutefois moins sévères que s'ils avaient été palestiniens[5].

Après les accords d'Oslo de 1993, le Shin Beth a connu un nouveau changement complet de ses méthodes de travail et une petite révolution technique. Il a pris en charge la recherche de renseignements dans les secteurs d'où l'armée israélienne se retirait, en développant, entre autres, ses moyens technologiques de surveillance et de recueil d'informations. Surtout, en vertu de ces accords, il a dû commencer à dialoguer et à coopérer avec les services de sécurité de l'Autorité palestinienne.

Pendant la deuxième Intifada, qui éclate à l'automne 2000 à la suite de l'échec du sommet de Camp David, le Shin Beth réagit rapidement afin d'endiguer la vague de violences. En quelques décennies ce service est devenu un acteur de premier plan dans la guerre d'Israël contre le terrorisme palestinien. Il fournit des renseignements permettant à l'armée israélienne d'arrêter certains des kamikazes avant qu'ils ne passent à l'action. Ces arrestations préventives ont généralement lieu grâce à des barrages routiers. Le Shin Beth coopère également étroitement avec l'armée de l'air pour guider ses frappes, en désignant les lieux où se cachent les dirigeants du Hamas, du Djihad islamique palestinien, des

Brigades des martyrs d'Al-Aqsa et du Fatah. Ces opérations, qualifiées d'« éliminations ciblées », sont généralement exécutées par des hélicoptères de combat.

Le Shin Beth a réussi à identifier et à neutraliser des dizaines de groupes terroristes. Il a connu des succès remarquables grâce à ses informateurs infiltrés dans les organisations terroristes pour préparer des « assassinats ciblés ». Les éliminations du cheikh Ahmed Yassine – le chef spirituel du Hamas –, le 22 mars 2004, et d'Abd al-Aziz Rantissi – le fondateur de sa branche militaire –, le 17 avril 2004, montrent à quel point ce service a pénétré les milieux palestiniens. En conséquence, les groupes palestiniens, principalement les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, ont commencé à lyncher des collaborateurs présumés des Israéliens, ou à les exécuter sans procès.

Si nombre de ses succès sont restés secrets, le Shin Beth a été mis en difficulté dans plusieurs affaires, notamment celle du « bus 300 », en 1984, suite à laquelle Avraham Shalom, son directeur depuis 1981, dut démissionner : deux preneurs d'otages, membres du FPLP, ont été exécutés par des hommes du service après avoir été désarmés[*3]. L'événement a donné lieu à la création des commissions Zorea (1984) et Landau (1987) présidées par des juges de la Cour suprême d'Israël, qui a réglementé les méthodes d'interrogatoire du Shin Beth[*4]. Surtout, il fut reproché au service son incapacité à prévenir les vagues d'attentats palestiniens, d'une part, et l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin par un

extrémiste juif, Yigal Amir (1995), d'autre part. En effet, le Shin Beth disposait, semble-t-il, d'informations sur les intentions de cet individu et l'un des agents du service avait même reçu pour mission de le surveiller. Il avait cependant conclu qu'Amir ne constituait pas une menace sérieuse. Devant ce fiasco, le directeur du Shin Beth, Carmi Gillon, démissionna. Plus tard, la commission Shamgar mit en lumière les nombreuses failles au sein du service.

Cela n'a pas pour autant altéré son efficacité. Selon les informations qu'il communique *via* son site Internet[6], en 2012, le Shin Beth a interpellé 2 300 personnes soupçonnées de terrorisme. À l'issue des interrogatoires, 2 170 ont été poursuivies et incarcérées. Grâce à l'action efficace du service, environ cent attaques terroristes d'importance ont pu être empêchées. Il s'agissait, pour la moitié, d'attentats à l'explosif ou d'attaques avec des armes à feu, et pour un tiers, de tentatives d'enlèvement.

Le nombre de victimes d'attaques terroristes en Israël a diminué en 2012 d'environ 55 % par rapport à l'année précédente : 10 morts (six civils et quatre militaires) contre 22 en 2011. En revanche, le nombre de blessés a augmenté significativement : 309 en 2012 contre 159 victimes en 2011. La plupart des victimes (243) ont été blessées à la suite de tirs de roquettes sur Israël, notamment en riposte à l'opération Pilier de la défense, lancée à Gaza, en novembre 2012. Au cours de cette année, la Cisjordanie et Jérusalem ont connu une augmentation des actes terroristes : + 80 % en Cisjordanie (578 contre 320 en 2011) et + 44 % à Jérusalem (282 attaques

contre 191 en 2011). L'attentat terroriste le plus meurtrier s'est produit dans un bus de Tel-Aviv, le 21 novembre 2012, faisant 29 victimes. Elle est l'œuvre d'une cellule locale du Hamas et du Djihad islamique palestinien[7].

En matière de contre-espionnage, activité plutôt secondaire, l'action du Shin Beth se porte essentiellement sur la neutralisation des actions des services iraniens avec lequels la guerre secrète fait rage. Tout individu de nationalité étrangère est potentiellement soumis à une surveillance du Shin Beth, qui dispose d'un large réseau d'agents et d'informateurs.

Afin d'accomplir ses missions, le service regrouperait aujourd'hui 2 000 à 3 000 employés et est structuré en trois grandes divisions opérationnelles :

– La division des « Affaires arabes » est responsable de la lutte antiterroriste et du suivi des mouvements palestiniens. Elle est particulièrement active dans la lutte contre la branche armée du Hamas.

– La division des « Affaires non arabes » s'occupe essentiellement de contre-espionnage et s'attache à infiltrer les services de renseignement et les missions diplomatiques étrangères en Israël. Avant la chute du bloc soviétique, cette division était subdivisée en deux sections : Section Communiste et Section Non Communiste. On y étudiait les dossiers de certains immigrants venant de l'Europe de l'Est ou des pays d'Union soviétique.

– La division « Sécurité » assure la protection des membres du gouvernement, des bâtiments officiels, des

ambassades et consulats, des industries militaires, ainsi que des aéroports et des appareils de la compagnie nationale El Al.

Le détachement militaire du Shin Beth (Henza) travaille en coopération avec l'Aman pour combattre les émeutes et est aussi actif dans la lutte contre la branche armée du Hamas.

Enfin, deux unités spéciales chargées des opérations clandestines ont été créées au moment de la première Intifada, en 1988 : Duvdevan pour la bande de Gaza et Shimson pour la Cisjordanie. Composées de quelques dizaines d'hommes parlant parfaitement l'arabe, ces structures ont pour mission d'identifier les chefs des mouvements terroristes et de les arrêter ou, parfois, de les éliminer purement et simplement. Duvdevan a été dissoute en 2005, lors du retrait de la bande de Gaza.

Le Shin Beth comporte également cinq sections de réserve.

En 2013, le service a formé une nouvelle section pour couvrir la région du Sinaï. Selon le quotidien israélien *Ha'aretz*, qui cite des sources proches du Shin Beth, son but est de collecter des renseignements sur les lieux de concentration des terroristes. Cette nouvelle mission étend donc la zone de responsabilité du service de sécurité intérieure au-delà des frontières d'Israël.

Les nouveaux défis du Shin Beth

En évolution constante depuis sa création, le Shin Beth est aujourd'hui confronté à quatre nouveaux défis qu'il va lui falloir relever dans la décennie à venir : accroître la coopération avec l'Autorité palestinienne, relancer la surveillance des milieux intégristes, renforcer la protection des infrastructures sensibles et remettre l'accent sur le contre-espionnage.

Depuis 2005, le Shin Beth a en effet été chargé par le gouvernement d'évaluer les possiblités de dialogue avec l'Autorité palestinienne, dans la perspective d'éventuelles négociations, et non plus seulement de réprimer le terrorisme. C'est une révolution copernicienne que ce service s'est décidé à assumer sans états d'âme, car nombre de ses directeurs successifs se sont plaints de l'absence de politique gouvernementale sérieuse à l'égard de la question palestinienne. Cette nouvelle mission conduit le Shin Beth à faire appel à des universitaires pour bénéficier de leur expertise et apporter des réponses adaptées.

Une autre mission s'est trouvée relancée ces dernières années : la surveillance des diverses formes d'extrémisme intérieur, notamment la prévention du « terrorisme juif », mais aussi le suivi de la communauté arabe d'Israël. Les activistes de l'extrême droite israélienne perpètrent régulièrement des attaques contre les Palestiniens, même si celles-ci sont en baisse depuis quelque temps (18 en 2012 contre 30 en 2011). Par exemple, en 2012, des mineurs affiliés à ce courant radical ont lancé une bombe incendiaire sur un

taxi palestinien près de l'implantation de Bat Ayin (Cisjordanie), faisant six victimes palestiniennes. Quant à l'extrême gauche, une partie de ses activités consiste en des manifestions afin d'exprimer sa solidarité avec la population palestinienne et à conduire diverses actions de contestation en liaison avec des mouvements juifs et non juifs étrangers, comme dans le cas du navire *Estelle*, intercepté au large de Gaza par la flotte israélienne, en avril 2012[8]. Enfin, les Arabes israéliens sont la cible de subversion de la part d'organisations terroristes et d'États étrangers. Toutefois, leur participation aux attaques terroristes reste assez faible. Cependant, les groupes terroristes, notamment le Hezbollah, poursuivent leurs efforts afin de recruter des volontaires, pour du recueil d'informations, des actions suicides ou du soutien logistique, dans cette population. Ainsi, en 2012 a eu lieu l'arrestation de Milad Mohammad Mahmoud Khatib, un Arabe israélien recruté par un responsable du Hezbollah basé au Danemark, qui l'avait chargé de recueillir des renseignements sur les installations sensibles en Israël, sur des personnalités israéliennes (politiciens et personnalités publiques) et sur les dispositifs des forces de sécurité.

Cette mission de surveillance a retrouvé toute sa nécessité après l'assassinat du Premier ministre Rabin par l'extrémiste juif Yigal Amir en 1995. Certes, il n'existe plus de « police politique » en Israël depuis 1963, conséquence de la découverte des écoutes demandées par Ben Gourion dans les milieux gauchistes et révisionnistes de droite. Seule est autorisée la surveillance du parti communiste, composé

essentiellement d'Arabes israéliens. Aucune organisation juive légale, même extrémiste, ne peut théoriquement faire l'objet d'une surveillance permanente du Shin Beth. La mise en place d'un dispositif de surveillance requiert une autorisation écrite du ministre de l'Intérieur. Cependant, depuis l'assassinat d'Yitzhak Rabin, les prérogatives du Shin Beth en ce domaine ont été renforcées.

Une autre préoccupation majeure du service est le renforcement de la protection des infrastructures sensibles. Depuis plusieurs décennies, l'État hébreu est confronté à une multitude d'attentats sur son sol, contre ses citoyens et ses installations, provoquant victimes et dégâts. De fait, Israël est devenu le leader mondial de la sécurisation des bâtiments publics, et des ambassades, des installations aéroportuaires et des aéronefs. Après l'élimination d'Imad Mughniyeh, le chef de la branche militaire du Hamas (2008), Israël a considérablement augmenté le niveau de sécurité de ses infrastructures à l'étranger.

Premier service concerné dans la prévention des attaques terroristes, le Shin Beth s'est doté d'une base spéciale entièrement consacrée à l'entraînement des personnels chargés d'assurer la sécurité des avions et des locaux d'El Al, ainsi que des représentations diplomatiques et consulaires israéliennes. Cette base comporte une réplique d'un avion dans laquelle se déroulent simulations de détournements et entraînements à balles réelles. Le même complexe comporte une réplique d'une ambassade dans laquelle les recrues sont

entraînées pour répondre à différents scénarios d'attaques, notamment l'infiltration de commandos à l'intérieur des locaux. De plus, des mesures concrètes ont été prises pour réduire les risques. Par exemple, en Inde, les avions d'El Al n'ont plus été autorisés à décoller pendant la journée, car il est plus facile d'abattre un avion en plein jour avec un lance-missiles antiaérien portable. Des hélicoptères de combat ont escorté des vols civils en Europe et en Asie du Sud-Est au moment du décollage et de l'atterrissage, où ils sont le plus vulnérables. Des membres de services de sécurité voyagent également sous couverture dans les vols commerciaux.

Enfin, le Shin Beth doit remettre l'accent sur le contre-espionnage, quelque peu délaissé depuis trois décennies. En effet, la guerre secrète entre Israel et l'Iran s'accroît d'année en année, Tel-Aviv cherchant par tous les moyens à ralentir le développement du programme nucléaire de son adversaire, et Téhéran ripostant à ces attaques en soutenant tous les mouvements armés luttant contre l'État hébreu.

L'année 2012 a été marquée par un accroissement significatif des attaques terroristes contre des cibles israéliennes et juives à travers le monde (employés des missions diplomatiques israéliennes, membres des communautés juives, touristes israéliens), organisées principalement par le Hezbollah et l'Iran. Pour mener à bien leurs opérations – lesquelles ne sont pas toujours couronnées de succès (cf. Bangkok en janvier, New Delhi et Tbilissi en février, Chypre en juin, Nairobi en juillet 2012, etc.) –, les

services iraniens épaulés par le Hezbollah lancent de nombreuses opérations de renseignement sur leurs cibles potentielles, recherchant des informations sur les moyens de transports et les lieux touristiques fréquentés par les Israéliens, comme sur la sécurité des ambassades, etc.

Les services iraniens, avec l'aide de leurs alliés du Hezbollah, font preuve de plus en plus d'agressivité et de professionalisme, n'hésitant pas à multiplier les tentatives de recrutement d'agents israéliens en Israël même. Le 8 juillet 2006, le Shin Beth arrête Ghazi Falah, un citoyen canadien possédant également la nationalité israélienne. Il est accusé d'espionnage au profit du Hezbollah. Les autorités israéliennes lui reprochent notamment d'avoir effectué des prises de vue à la frontière israélo-libanaise. En août de la même année, Riyad Mzarib, un habitant du village bédouin de Beit Zarzir a été arrêté pour espionnage au profit du Hezbollah. Il a fourni au mouvement libanais des informations sur les déplacements de troupes israéliens et sur les endroits où tombaient les roquettes[9]. Face à cette menace croissante, le Shin Beth a commencé à redévelopper son département de contre-espionnage, lequel a été longtemps secondaire par rapport à l'antiterrorisme.

Les autres services de sécurité intérieure

Si la plus grande part du renseignement de sécurité intérieure relève du Shin Beth, plusieurs autres organismes participent aussi directement à cette mission. Moins impliqués dans le renseignement, ils sont beaucoup plus actifs dans les actions de protection du secret, de contrôle du territoire et de surveillance des frontières.

Structure sur laquelle peu d'informations sont disponibles, le Malmab (*Memuneh Al Ha'Bitahon Be'Ma'arekhet Ha'Bitahon*) est un service créé au sein du ministère de la Défense à la fin des années 1960. Il compte plus d'un millier de militaires, présents dans toutes les installations et les industries de défense à travers le pays. Ses missions sont comparables à celles confiées, en France, à la Direction de la protection et de la sécurité de défense (DPSD).

Le Malmab est chargé de la sécurité physique du ministère et des installations sensibles œuvrant à son profit, en particulier du réacteur nucléaire de Dimona. Il conduit des audits de sûreté des installations gouvernementales, militaires et industrielles sensibles et contrôle tous les projets de coopération internationale en Israël et à l'étranger. Il gère les habilitations des personnels et diligente diverses enquêtes de sécurité interne. Il s'est spécialisé depuis plusieurs années dans la sécurité informatique et la protection des réseaux. En partenariat avec un autre petit organisme dépendant également du ministère de la Défense, le Sibat (*Siyua Bithoni*), le Malmab supervise étroitement les fabricants d'armes israéliens, qui sont sans cesse en recherche de nouveaux marchés à l'exportation. Cette surveillance vise à réduire tout

dommage potentiel causé par la diffusion de technologies ou d'armes israéliennes dans des mains hostiles.

Le Malmab est aussi le service de contre-espionnage militaire israélien, chargé d'assurer la sécurité des troupes de Tsahal et d'empêcher les infiltrations ennemies. Il est également responsable de la protection des secrets et de la prévention des fuites au sein des institutions de sécurité israéliennes, y compris le Mossad et le Shin Beth.

S'il contribue à la sécurité de la Défense, le Malmab n'est pas un service de renseignement au sens propre, car il ne se livre pas à une collecte d'informations. La loi israélienne lui dénie même le droit de conduire des interrogatoires, domaine réservé du Shin Beth et de la police. Aussi, afin de réaliser ses enquêtes d'habilitation, il doit se contenter de mener divers entretiens de sécurité.

Au milieu des années 1980, le Malmab n'a pu empêcher un employé du site nucléaire de Dimona, Mordechaï Vanunu[*5], de révéler des informations critiques sur l'installation la plus secrète d'Israël. Toutefois, l'enquête conduite après cette fuite par le Shin Beth et le Malmab, a conclu que ce dernier service n'était pas directement responsable de cette affaire.

Le ministère de la Sécurité publique est naturellement impliqué dans la sécurité intérieure et la lutte antiterroriste, *via* différents services de police. La police des frontières, créée en 1953, est le bras armé de la police israélienne en matière de sécurité intérieure, de lutte contre le terrorisme et le crime organisé. C'est une force paramilitaire comparable à la Gendarmerie française. Depuis 1990, elle dispose d'une unité

clandestine dénommée Yamam (*Yehidat Mishtara Meyuhedet*), ayant pour but d'infiltrer les mouvements terroristes à des fins de renseignement et pour conduire des arrestations préventives. La police dispose aussi d'un Département du renseignement, créé en 1997, qui collecte, évalue et diffuse les renseignements relatifs à l'ordre public, à la lutte contre le crime et à la sécurité intérieure.

Le ministère de la Justice, enfin, dispose également, depuis 2002, d'un département spécialisé dans la lutte contre le blanchiment illégal des capitaux et le financement du terrorisme, suite aux nouvelles législations internationales consécutives aux attentats du 11 septembre 2001.

---

*1. Ce mouvement est opposé au sionisme, perçu comme sacrilège : ses membres estiment que seule l'intervention divine peut légitimement justifier la création d'un État juif.

*2. Cette opération permit de tromper l'Allemagne sur le lieu exact du débarquement allié en 1944.

*3. Il s'avéra de surcroît que ceux qui avaient exécuté les preneurs d'otages avaient tenté de maquiller l'affaire puis fait accuser à tort un officier supérieur de l'armée.

*4. Cf. chapitre 9, p. 248-249.

*5. À l'université de Beer Sheba, Vanunu avait sympathisé avec la cause palestinienne et développé une forme de pacifisme qui l'avait conduit à regretter qu'Israël dispose de l'arme nucléaire. Alors qu'il avait déjà donné un grand nombre d'informations sur la centrale de Dimona et sur l'état d'avancement du programme nucléaire militaire israélien, Vanunu a été « kidnappé » dans le cadre d'une opération montée par le Mossad et rapatrié contre sa volonté en Israël où, condamné pour espionnage et trahison, il a été incarcéré pendant dix-huit ans dans des conditions particulièrement

strictes. Libéré en 2004, il lui est interdit de quitter Israël et de parler avec les médias étrangers.

CHAPITRE 3

LES ÉCLAIREURS DE TSAHAL

> « À l'époque, je soutenais déjà, comme aujourd'hui, que la responsabilité d'un analyste équivaut à celle d'un agent sur le terrain. [...] On doit encourager les individus à parler haut et fort, à dire ce qu'ils ont sur le cœur. [...] néanmoins, il ne s'agit pas de diluer la responsabilité du chef ou du chef-adjoint de la division d'évaluation qui fournit une analyse précise et en supporte seul les conséquences. La "réflexion de groupe" n'est pas un vain mot, mais elle ne doit pas conduire à un processus démocratique d'évaluation. Un jugement ne peut faire l'objet d'un vote, car il n'existe pas de responsabilité collective dans un domaine tel que le renseignement. »
>
> Ephraïm Halevy,
> *Mémoires d'un homme de l'ombre* (2006).

La majorité des troupes de Tsahal sont des unités de réserve qui ne peuvent pas être mobilisées pendant de longues périodes sans nuire à l'économie du pays. Par conséquent, les

dirigeants de l’État hébreu ont à l’égard de leurs services des exigences inconnues des autres agences du renseignement dans le monde : fournir un avertissement précoce du danger des armées arabes massées le long des frontières israéliennes. Celle-ci doit être livrée au moins quarante-huit à soixante-douze heures avant une attaque militaire contre Israël, afin de permettre à l’état-major de mobiliser ses réserves.

Par ailleurs, comme l’explique Pierre Razoux, chercheur spécialiste de la Défense israélienne, ignorant quelle forme revêtira la prochaine guerre, les forces de défense israéliennes doivent se préparer à toutes les éventualités et tous les types d’engagement possibles : raid en profondeur, lutte anti-insurrectionnelle, guerre urbaine, guerre mécanisée de haute intensité, interception de missiles, opérations littorales, etc. « Concilier ces défis multiples requérant des armements et des savoir-faire parfois radicalement différents, constitue une gageure que les stratèges de Tsahal espèrent atteindre en revenant aux principes fondamentaux qui ont assuré le succès initial des armes israéliennes : en vrac, frapper fort, loin, le premier et par surprise, mobiliser rapidement les troupes, porter les combats en territoire adverse, diviser ses ennemis, conduire une guerre rapide, sanctuariser le territoire israélien et punir l’adversaire pour qu’il ne recommence pas[1]. » Pour les forces combattantes, tout cela implique de maintenir un haut niveau de préparation et d’excellence opérationnelle. Mais cela sous-entend d’abord et surtout de disposer de renseignements d’alerte et de ciblage garantissant d’être prévenu à temps des intentions adverses et de disposer de

toutes les informations utiles pour les localiser, les vaincre et les détruire. C'est là le rôle primordial du renseignement militaire, organisé autour d'Aman.

Aman : le plus important service israélien

Aman (*Agaf Hamodiin*) est la direction des renseignements militaires, créée par Isser Bééri en juin 1948. Ce service, rattaché au chef d'état-major des armées (*Ramatkal*), a une position particulière comparée à beaucoup d'autres agences de renseignement militaires dans le monde : au sein des forces de défense israéliennes, il bénéficie d'un statut « d'armée » à part entière de l'état-major au même titre que l'armée de terre, la marine et l'armée de l'air. C'est dire toute la considération dont il jouit.

Ses effectifs (9 000 hommes) sont supérieurs à ceux du Shin Beth et du Mossad réunis, mais aussi à ceux des plus grands services européens (BND[*1], plus de 7 000 employés, DGSE[*2] et GCHQ[*3], près de 6 000). Il a pour mission la collecte et l'exploitation du renseignement militaire. Il transmet à l'état-major et au Premier ministre des synthèses quotidiennes concernant les risques de guerre, les cibles ennemies potentielles, ainsi qu'une synthèse des interceptions des communications adverses. Car Aman gère le système d'écoutes électroniques et est aussi responsable du

programme national de renseignement spatial. Le service dirige également les opérations des forces spéciales en territoire ennemi, coordonne le renseignement des autres armées et contrôle l'activité des attachés militaires israéliens. Enfin, Aman a la charge de la censure de la presse et de la sécurité de l'information, action ayant pour but de prévenir les divulgations d'informations relatives aux armées.

Pour assurer l'ensemble de ces missions capitales pour la sécurité de l'État hébreu, Aman est organisé en six divisions.

La division « Renseignement » (*Cha'man*) réunit tous les moyens de collecte du renseignement dans les zones d'engagement de Tsahal et assure la coordination des moyens de renseignement de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine. Comme tous les grands services de renseignement du monde, Aman recourt à toutes les formes de collecte et l'on trouve dans la division Renseignement un vaste ensemble d'unités et de services spécialisés permettant d'assurer toutes les missions de recherche :

– *Le renseignement humain* (HUMINT) comprend l'Unité 504, petite unité qui gère de nombreux agents et informateurs – dénommés *katamim*, « agents pour des tâches spéciales » – opérant clandestinement au-delà des frontières d'Israël[*4]. Pendant les dix-huit années de présence des Forces de défense israéliennes au Liban (1982-2000), les membres de l'Unité 504 ont joué un rôle essentiel. Toutefois, cette unité est peu considérée au sein de la communauté israélienne du renseignement. D'une part, parce que ses succès restent méconnus ; d'autre part, parce que plusieurs de ses cadres ont

été impliqués dans des affaires controversées, notamment la gestion du Camp 1391 au sud du Liban dans lequel des Libanais soupçonnés par Israël d'appartenir au Hezbollah étaient transférés pour être interrogés et parfois torturés. En conséquence, l'Unité 504 a suscité beaucoup de critiques.

– *La recherche opérationnelle* relève principalement du Corps du renseignement de combat (*Hel-Modi'in Ha-Sadeh* ou *Modash*), unité de l'armée de terre placée pour emploi sous la direction d'Aman. À cela, il convient d'ajouter les informations transmises par les attachés militaires présents dans toutes les ambassades israéliennes.

– *Le département Mem-Mem* (*Mivtza'im Meyuchadim*, « opérations spéciales »), pilote les unités de forces spéciales de Tsahal (*sayerot*) qui conduisent régulièrement des missions de reconnaissance et de renseignement derrière les lignes ennemies et laissent sur place des balises électroniques.

– *Les interceptions* (SIGINT). Le renseignement électromagnétique est la mission de l'Unité 8200. Basée à Herzliya au nord de Tel-Aviv, elle exploite des stations d'écoute électronique installées dans tout le pays[*5].

– *L'imagerie* (IMINT). Trois méthodes de recueil permettent au renseignement israélien de « voir de l'autre côté de la colline ». D'une part, la reconnaissance aérienne ; d'autre part, la surveillance terrestre par satellites ; enfin, les drones dont l'utilisation s'est considérablement développée ces dernières années, faisant d'Israël l'un des pionniers en la matière.

– *L'exploitation des sources ouvertes* (OSINT). Aman dispose enfin d'une unité chargée de collecter et d'analyser la presse écrite et électronique, les sites Internet et les réseaux sociaux touchant aux questions militaires. Elle est connue en hébreu sous le nom d'Hatsav (*Homer Tsevai Bariah*).

La division « Production » (*Machleket Ha'afaka*) compte à elle seule près de cinq mille personnes, soit près de 60 % des effectifs d'Aman[2]. Elle est chargée de l'exploitation du renseignement. À cette fin, elle reçoit et analyse les informations recueillies par Aman, mais aussi par l'ensemble de la communauté israélienne du renseignement (Mossad, Shin Beth, Malmab, forces de sécurité, etc.). Elle publie également un bulletin quotidien d'information pour les hautes autorités et diverses évaluations périodiques, dont la plus connu est l'Evaluation annuelle du renseignement national. Elle se compose de trois départements :

– *Le département de la recherche* (*Machleket Mechkar*), qui compte plus de six cents personnes, est chargé de l'analyse des renseignements et de l'évaluation des risques. Il établit les rapports de niveau tactique, opérationnel et stratégique et travaille en liaison avec les autres services de renseignement nationaux. Son action ne se limite pas au renseignement militaire et il peut intervenir dans les secteurs économiques, de la recherche industrielle ou de la politique. Depuis 1973, le Département de la recherche est organisé en « théâtres » : le Théâtre nord s'occupe du Liban et de la Syrie, le Théâtre central de l'Iran, de l'Irak, de la partie nord de la Jordanie et de l'Arabie Saoudite, le Théâtre sud de l'Égypte et de la partie

sud de la Jordanie. Le Théâtre Terreur, le Théâtre Monde et le Théâtre Technologique viennent compléter le dispositif[3].

– *Le département « Connaissance de l'ennemi »*, qui diffuse aux trois armées des renseignements sur les tactiques et les armes en usage dans les pays arabes.

– *La section « Revue »,* chargée d'examiner les rapports, quelle qu'en soit leur origine et d'en faire une appréciation critique. Elle a été mise en place afin d'éviter que le rapport d'un subalterne soit évincé par l'avis négatif d'un supérieur.

La division Technique s'occupe de développer et de produire tous les dipositifs techniques, les gadgets technologiques, les moyens de transmission et les armes spéciales que demande Aman. Elle est surnomée « l'usine à jouets ». Au cours de la guerre des Six Jours, Aman sut pleinement exploiter l'esprit inventif et novateur du colonel Yuval Neeman qui, depuis de nombreuses années, officiait en qualité de « Mr Q » au sein du service. Sa plus grande réussite consista à implanter une barrière d'écoute électronique à l'intérieur du Sinaï, capable de détecter les mouvements de l'armée égyptienne. De petits émetteurs contenant un microphone extrêmement sensible avaient été implantés par des équipes des services spéciaux sur les arrières égyptiens, à proximité des principaux carrefours et points de passage obligés. Parallèlement, de nombreux systèmes d'écoute miniaturisés furent placés sur les lignes téléphoniques traversant le Sinaï, si bien que les Israéliens étaient en mesure d'intercepter un nombre important de conversations entre les unités de première ligne et les états-majors demeurés en

arrière. Ils réussirent même à capter une conversation téléphonique entre le président égyptien Nasser et le roi Hussein de Jordanie.

La division « Sécurité » assure la protection des informations classifiées dont elle contrôle la diffusion. Elle dispose à cet effet d'un service de sécurité militaire (*Bitachon Sadeh*), qui est chargé du contre-espionnage sur le terrain et de la censure militaire et qui assure le filtrage des informations publiées en Israël (TV, radio, journaux, Internet…) susceptible de renseigner l'adversaire. La censure militaire (*Ha'tzenzura Ha'tzva*) dispose d'une autorité considérable et s'impose aux juridictions civiles. Aucun texte, aucun livre, ni aucune photo relatifs à Tsahal ne peut être publié sans son accord.

La division « Relations extérieures » est chargée des liaisons avec les services de renseignement étrangers et les attachés militaires présents en Israël. Elle gère aussi les attachés militaires israéliens dans le monde.

La division « Administration », enfin, est responsable des questions juridiques et financières, ainsi que de la gestion des ressources humaines du service.

Aman comprend également une école du renseignement (*Beit Ha'sefer Le'modi'in*), dans laquelle sont formés les officiers de renseignement de l'armée et d'Aman. Le service a par ailleurs mis en place plusieurs programmes prémilitaires pour recruter et former des spécialistes du renseignement au sein de la société civile.

Succès et échecs d'Aman

En 1951, le colonel Mordechaï Ben-Tsur, commandant de l'Unité 131 – chargée des opérations clandestines de renseignement et de sabotage à l'étranger – mit en place un réseau d'espionnage en Égypte. Ses successeurs poursuivirent dans cette voie et développèrent les activités de l'unité dans tous les pays arabes hostiles voisins d'Israël. Mais rapidement, l'Unité 131 connut un échec majeur, dans l'« affaire Lavon », du nom du ministre de la Défense. Envoyé en Égypte pour constituer un réseau dormant, un officier de l'Unité 131 recruta plusieurs Juifs égyptiens dont certains reçurent une formation militaire en Israël. Malgré leur inexpérience et leur méconnaissance du métier d'espions, ces agents furent chargés de saboter des cibles occidentales en Égypte, dans l'espoir que cela conduirait le gouvernement britannique à reconsidérer sa décision d'évacuer le canal de Suez, ce qu'Israël percevait comme une menace. Non seulement il n'en fut rien mais encore l'ensemble du réseau fut démantelé et ses membres condamnés à de longues peines et même à la mort pour deux d'entre eux. Pire : plusieurs ministres, dont Moshé Dayan et Shimon Peres, se rejettèrent la responsabilité de cet échec, allant même jusqu'à forger de fausses preuves pour incriminer Lavon. *In fine*, le scandale toucha Ben Gourion qui fut contraint de se retirer définitivement de la vie politique après une première retraite. Les membres du réseau durent attendre la fin de la guerre de 1967 pour être libérés en échange de prisonniers de guerre égyptiens et… 2004 pour être

réhabilités ! Outre le démantèlement de l'Unité 131, cet échec eut pour conséquence la décision de ne plus recruter de Juifs pour opérer dans leur pays d'origine. Règle qui s'applique encore aujourd'hui à tous les services israéliens. Cette mission déclencha un énorme scandale en Israël. Surtout, Moshé Dayan, alors chef d'état-major, considérait que c'était une perte d'argent et de main-d'œuvre pour les Forces de défense israéliennes que d'être engagées dans des activités clandestines. Le directeur du Mossad Isser Harel (1951), lui fit écho en demandant que toutes les opérations clandestines à l'étranger, y compris celles de l'Unité 131, soient regroupées sous l'égide du Mossad. En conséquence, elle fut dissoute en 1963.

L'un des plus grands succès d'Aman fut la guerre des Six-Jours[4]. Le 5 juin 1967, Israël déclenchait la troisième guerre de son histoire. Estimant, grâce à ses renseignements, que ses voisins arabes s'apprêtaient à l'attaquer, l'État hébreu lança une guerre préventive. En moins d'une semaine, les aviations d'Égypte, de Syrie et de Jordanie furent écrasées tandis que Tsahal s'emparait du Sinaï, du Golan, de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie. Quelques jours après la victoire, Moshé Dayan, ministre de la Défense, déclarait que, dans ce conflit, le rôle du renseignement avait été au moins aussi important que celui de l'aviation et des blindés[5]. Même si le célèbre Eli Cohen et le Mossad ont joué un rôle clé dans cette crise, Aman a été l'un des grands artisans de cette victoire-éclair.

À partir d’août 1966, grâce à l’action du Mossad, les pilotes israéliens avaient pu tester en vol le redoutable MiG-21, fer de lance des aviations arabes, après qu’un transfuge irakien, le capitaine Mounir Roufa, leur eut livré clé en main un exemplaire de l’intercepteur soviétique. Soigneusement testé, cet appareil n’avait plus de secret pour les pilotes israéliens qui connaissaient parfaitement ses performances, ses points forts et ses défauts.

Avant l’ouverture du conflit, les décrypteurs de l’Unité 8200 avaient « cassé » une grande partie des codes secrets de l’armée égyptienne. Ainsi Aman avait identifié avec précision l’identité et les fréquences radio des pilotes égyptiens, si bien que, le jour du déclenchement de l’opération, les Israéliens étaient en mesure d’émettre sur leurs fréquences des messages personnels destinés à leur donner de fausses informations et à les convaincre que toute résistance était vaine. Par exemple, un pilote égyptien reçut l’ordre de cesser sa mission et de larguer ses bombes au-dessus de la Méditerranée.

Les services israéliens avaient également mobilisé leurs agents pour maximiser les chances de réussite de l’attaque aérienne. Ainsi, Anouar Ephraïm, l’un des agents israéliens les mieux introduits dans la *jet set* cairote, fut chargé d’organiser une soirée particulièrement festive pour les pilotes de la base stratégique d’Inchas qui abritait plusieurs escadrons d’intercepteurs MiG-21. Après s’être assuré que la soirée dure jusqu’à l’aube, Anouar Ephraïm s’éclipsa discrètement pour embarquer à bord d’un vol commercial international qui

décolla quelques dizaines de minutes seulement avant le déclenchement de l'attaque aérienne israélienne.

Surtout, l'un des agents les plus précieux des Israéliens, connu sous le seul nom de code de Suleiman, joua en l'occasion un rôle crucial. Il s'agissait d'un officier égyptien, spécialiste des transmissions, qui avait été recruté quelques années plus tôt par Aman et ne devait se manifester qu'au moment où l'armée égyptienne serait amenée à prendre position dans le Sinaï. Les services israéliens demeuraient en effet traumatisés par l'échec de l'affaire Rotem, sept ans plus tôt, lorsque les Égyptiens étaient parvenus à masser l'équivalent de deux divisions dans le Sinaï, au nez et à la barbe des Israéliens. Cette fois-ci, l'alerte fut bien donnée. La première émission radio de Suleiman fut captée le 17 mai 1967, lorsque les premières unités lourdes égyptiennes franchirent le canal de Suez en direction de la frontière israélienne. Pendant les trois semaines qui suivirent, Suleiman devint les yeux et les oreilles des Israéliens sur les arrières égyptiens, d'autant plus facilement que son unité avait reçu l'ordre de prendre position dans le Sinaï. Par un malencontreux concours de circonstances, il fut tué le troisième jour de la guerre après que son véhicule a été mitraillé par des Magister israéliens aux abords du col de Mitla ; Aman perdit ainsi l'une de ses meilleures sources de renseignements en Égypte.

De même, Baruch Na'ul, un autre agent qui opérait depuis plusieurs mois à Alexandrie, reçut l'ordre de noter l'emplacement et les mouvements des navires militaires présents dans la base navale voisine, afin d'accumuler le

maximum d’informations en vue de la préparation d’un raid de nageurs de combat qui devait survenir lors de la première nuit suivant le déclenchement des opérations[*6]. Dans un registre similaire, on peut citer le cas d’Ali al-Afti, le masseur de Nasser, qui recueillait nombre d’informations concernant la classe politique égyptienne. Celui-ci ne fut suspecté que bien des années plus tard et s’éteignit à la prison centrale du Caire en 1990.

Les missions de reconnaissance aérienne jouèrent également un rôle crucial dans la préparation de cette victoire. Pourtant, à la veille des hostilités, l’aviation israélienne ne comptait que cinq aéronefs spécialement équipés pour la reconnaissance photographique : deux Mirage III et trois Vautour II. C’est pourquoi, durant les semaines précédant le déclenchement de l’attaque, les responsables de la Heyl Haavir (l’armée de l’air), multiplièrent les missions de reconnaissance à très basse altitude, aussi bien à travers la péninsule du Sinaï qu’au-dessus du delta du Nil, pour tester les réactions des défenses antiaériennes égyptiennes. Ces missions de reconnaissance permirent de définir les axes d’approche les plus sûrs, garantissant ainsi aux chasseurs bombardiers israéliens le risque minimum de détection par des radars adverses. Nombre d’entre elles eurent également pour but de convaincre les Égyptiens qu’en cas d’offensive, les Israéliens attaqueraient par la mer Rouge, alors qu’en réalité, ils avaient prévu de contourner leur adversaire par la Méditerranée. Surtout, ces missions permirent aux Israéliens de définir avec la plus extrême précision le déploiement des unités

égyptiennes et l'emplacement exact des cibles à frapper sur chacun des aérodromes visés. De ce fait, les Israéliens étaient en mesure de frapper à coup sûr, évitant ainsi les missions inutiles.

Tous les problèmes n'étaient néanmoins pas résolus. En effet, les pilotes ne possédaient aucune carte récente de leurs objectifs en Haute-Égypte. En raison de leur petit nombre, les avions de reconnaissance ne pouvaient être engagés qu'une ou deux fois par jour, généralement à l'aube et à la tombée de la nuit. Le commandement israélien n'était de ce fait pas en mesure d'assurer le suivi permanent des opérations au-dessus du champ de bataille, ni même d'évaluer en temps réel les dommages causés à l'adversaire. Toutefois, il semble qu'il ait finalement disposé de tous les renseignements voulus. Certains y ont vu la présence clandestine de moyens aériens supplémentaires. En effet, les États-Unis semblent avoir apporté aux pilotes israéliens les moyens qui leur manquaient. Plusieurs auteurs[6], dont l'un réputé pour son excellente connaissance des questions de renseignement au Proche-Orient[7], rapportent en effet l'existence d'un accord secret entre Tel-Aviv et Washington concernant l'envoi de chasseurs de reconnaissance RF-4C Phantom en Israël en juin 1967. Une telle présence américaine en Israël, bien qu'elle n'ait jamais été reconnue officiellement, n'est pas improbable si l'on rappelle le précédent français ; onze ans plus tôt, lors de l'expédition de Suez de novembre 1956, la France, à la demande expresse du gouvernement israélien – et dans le plus grand secret –, avait déployé en Israël 36 avions de

chasse et une cinquantaine de pilotes pendant deux semaines, afin d'assurer la défense aérienne de l'État hébreu[8].

À l'occasion de ce conflit, les Israéliens utilisèrent également leurs moyens ELINT et SIGINT[*7] pour leurrer les Égyptiens en leur faisant croire, par une surabondance d'activité radio, que leur effort principal porterait beaucoup plus au sud de l'endroit où il s'exerça effectivement. De ce fait, l'état-major égyptien déporta dans cette zone, face à un adversaire inexistant, une partie conséquente de ses moyens blindés qui lui manquèrent cruellement lors des premières heures de l'offensive israélienne[9].

Les très bons résultats obtenus par Aman, avant et pendant la guerre des Six Jours, alliés au charisme et aux compétences reconnues de son directeur, le général Aharon Yariv, confortèrent son crédit auprès du gouvernement. Rapidement, les rapports de ce service bénéficièrent de préjugés favorables et le renseignement militaire prit peu à peu la prééminence sur le Mossad. Il bénéficiait d'une telle aura que ses avis furent rarement contestés. De son côté, le directeur du Mossad devait adopter un profil bas, car son service venait d'accumuler un certain nombre de bavures et se trouvait de ce fait sur la sellette. Bien que théoriquement responsable de la coordination de l'ensemble des services de renseignement israéliens, il n'assistait plus qu'épisodiquement aux conseils de Défense du gouvernement, sachant qu'il devait désormais apporter des preuves irréfutables à l'occasion de chacune de ses interventions.

Mais cette assurance de détenir la vérité et le complexe de supériorité développé par les Israéliens à l'égard des adversaires arabes depuis l'éclatante victoire de la guerre des Six Jours allaient se révéler funestes. Malgré les importants moyens dont il disposait, la qualité de son personnel et ses nombreux succès passés, le service n'était pas à l'abri de l'erreur. D'autant que, comme l'a reconnu le général Yoel Ben-Porat, ancien commandant de l'Unité 8200, avant 1973, la plus grande part des cadres du renseignement militaire ne connaissait pas la culture musulmane, ne parlait pas l'arabe et ne voyait pas l'intérêt d'apprendre cette langue[10].

Aman allait donc connaître un échec majeur à l'occasion de la guerre du Kippour qui aurait pu être catastrophique pour la survie même de l'État hébreu : le service n'a pas vu venir l'attaque surprise menée par l'Égypte et la Syrie le 6 octobre 1973, le jour de la fête religieuse juive de Yom Kippour. Pourtant, les indices disponibles ne manquaient pas, mais le service a failli – en particulier les échelons supérieurs du commandement – au niveau de l'analyse des renseignements. Le fait même que le nouveau chef d'Aman, le général Eli Zeira, fût persuadé que les Arabes ne lanceraient pas d'attaque contre Israël a conditionné tout le travail d'exploitation aux niveaux subalternes et les analyses contradictoires ont été étouffées[*8]. Ainsi les lignes de défense israéliennes ont-elles été enfoncées sans difficulté tant l'armée fut surprise par l'attaque arabe. Heureusement pour Israël, Tsahal réussira à rétablir la situation et parviendra à défaire les forces adverses.

Mais, psychologiquement et diplomatiquement, le coup sera rude.

Dès la fin de la guerre, la Commission Agranat est mise en place pour déterminer les responsabilités. Son rapport, remis le 2 avril 1974, est sévère puisqu'il recommande le limogeage du directeur d'Aman, le général Eli Zeira, de son adjoint, le général Arieh Shalev, du chef d'état-major de l'armée, le général David Elazar, du commandant du Commandement Sud, le général Shmuel Gonen, et de son chef du renseignement, le lieutenant-colonel David Gedaliah. Mais la Commission préconise surtout la réorganisation complète de l'exploitation du renseignement et une meilleure sélection du personnel d'analyse.

C'est ainsi que les « avocats du diable » sont créés au sein d'Aman. Cette unité de contrôle est chargée d'évaluer de manière critique les rapports de renseignement internes, de produire des analyses contradictoires et de proposer des scénarios alternatifs. Elle se compose de quelques officiers expérimentés, rattachés directement à la direction d'Aman et non à la Division de la production, afin que ces analystes ne soient pas influencés par celle-ci. Désormais, n'importe quel officier du service peut s'adresser directement au chef d'Aman s'il estime important de lui faire part d'un point de vue différent de celui de ses supérieurs.

À l'occasion de l'opération Paix en Galilée (invasion du Liban, 1982), Aman analyse correctement l'état des forces en présence – notamment la faiblesse des milices chrétiennes que soutient Israël – alors même que le Mossad et le Centre de

recherches politiques du ministère des Affaires étrangères surestiment la capacité des maronites à instaurer un nouvel ordre dans le pays. Le service recommande même au gouvernement de s'abstenir d'enliser militairement Tsahal au Liban, mais ne sera pas écouté. À l'issue de l'opération, son directeur, le général Yeoshua Saguy, est contraint de démissionner suite aux massacres des camps de Sabra et Chatila[11]. La Commission Kahan, chargée d'enquêter sur ces actes odieux, conclut qu'Aman a commis une faute en ne prévenant pas les autorités que les phalangistes allaient se venger sur les réfugiés palestiniens après l'assassinat du président chrétien, Béchir Gemayel.

L'une des grandes forces d'Aman est sa capacité de remise en question. Ainsi, en 2006, au cours de la seconde guerre du Liban, si le renseignement militaire israélien n'est pas parvenu à identifier la totalité du nouveau dispositif de combat du Hezbollah avant le début de l'offensive[*9], il semble que cette lacune passagère ait été comblée depuis.

En effet, l'opération Plomb durci, déclenchée par Tsahal le 27 décembre 2008, a bénéficié de tous les renseignements nécessaires pour frapper le Hamas d'une manière particulièrement efficace sans causer trop de victimes collatérales et en ne provoquant pas de représailles d'envergure de la part du groupe palestinien. Pourtant, le Hamas avait bien pris soin de camoufler ses installations opérationnelles au milieu de la population palestinienne, bénéficiant en cela de la densité démographique dans la bande de Gaza, l'une des plus importantes au monde. Ainsi, environ

120 des 200 tunnels clandestins reliant l'Égypte à la bande de Gaza auraient été détruits. Plusieurs centaines de membres du mouvement palestinien, dont certains de ses hauts responsables, auraient été tués. Toutefois, Tsahal n'est pas parvenu à détruire la totalité de son infrastructure militaire. En effet, suivant l'exemple du Hezbollah libanais, de nombreuses installations enterrées – remplies d'armes fournies par les services iraniens – courent sous des édifices publics. Leur bombardement aurait provoqué des pertes civiles importantes qui, bien exploitées par la propagande pilotée par Téhéran, auraient eu des conséquences politiques incalculables[12].

Le développement des programmes de renseignement par l'image

Le renseignement par l'image, dénommé l'IMINT (*Imagery Intelligence*) dans le jargon des professionnels, recouvre les photographies ou les films réalisés par différents vecteurs : aéronefs, satellites, ballons-sondes, radars, drones ou caméras de vidéo surveillance. Les appareils de prise de vue (dénommés capteurs techniques) peuvent être de différents types : optique, infrarouge, thermique, acoustique, radar, etc. Les images diffusées par les agences de presse ou la télévision,

qui peuvent être enregistrées et stockées, font aussi partie des ressources de l'IMINT. Son rôle ne cesse de croître, en raison de l'amélioration considérable de ses performances et parce que l'homme demeure plus sensible à un argument visuel qu'à une transcription d'écoute ou un rapport d'agent. Pour des raisons subjectives, l'image « parle » mieux aux décideurs.

En fonction du type de mission qui leur est confiée, les appareils spécialisés dans la reconnaissance aérienne disposent de différents équipements, embarqués à bord d'une nacelle. Ressemblant à une « grosse bombe » fixée sous le fuselage, celle-ci peut emporter des caméras thermiques ou infrarouges et des optiques permettant des prises de vue verticales, panoramiques ou obliques, à des distances pouvant aller jusqu'à 30 km et à des altitudes pouvant atteindre 30 000 pieds. Certaines nacelles sont également dédiées au renseignement de type SIGINT. Les aéronefs de reconnaissance disposent par ailleurs d'un système de navigation très perfectionné et de moyens d'autoprotection significatifs (leurres, contre-mesures électroniques) pour échapper aux missiles adverses. Aujourd'hui, la reconnaissance aérienne est progressivement remplacée par l'emploi des satellites et des drones. Seuls quelques pays – dont la France – ont décidé de conserver des appareils spécifiquement dédiés à cette mission.

Les missiles Scud lancés contre Israël durant la première guerre du Golfe (1991) ont mis en lumière la nécessité pour le pays de disposer de capacités d'alerte précoce indépendantes. L'industrie de haute technologie israélienne a permis le

développement autonome des satellites de renseignement, grâce à des recherches lancées dans les années 1980, mais qui se sont accélérées après Tempête du désert. La finalité de ces satellites est de permettre un suivi plus précis des moyens adverses, en particulier dans le troisième cercle des menaces contre Israël : l'Iran et d'autres pays lointains, notamment la Libye de Khadafi, et celle de ses successeurs. Israël cherche à améliorer ses capacités à détecter et à suivre le déploiement d'armes de ces pays afin de réduire le risque d'une attaque surprise. Grâce aux compétences de l'industrie israélienne, l'État hébreu est le seul pays au Moyen-Orient disposant de capacités indépendantes de renseignement spatial, ce qui lui confère un avantage considérable.

C'est en 1988 qu'Israël a lancé son premier satellite, Ofeq 1, suivi en 1990 d'Ofeq 2. Ces deux premières plate-formes étaient expérimentales et avaient pour but d'étudier les différentes possibilités de renseignement depuis l'espace. Le premier satellite opérationnel, Ofeq 3, est lancé en avril 1995 par le lanceur de fabrication israélienne Shavit 1. Ofek 4 suit en janvier 1998, mais son lancement est un échec. Ofek 5, conçu pour remplacer Ofek 3, est lancé avec succès en mai 2002. Ofek 6, équipé de caméras à longue portée dotées de dispositifs de vision nocturne devait rejoindre Ofek 5 en septembre 2004, mais son lancement a échoué. Ofek 7 a été lancé en juin 2007 pour remplacer Ofek 5 dont l'utilisation avait été prolongée suite à l'échec du lancement d'Ofek 6, censé le remplacer. Lancés respectivement en janvier et en juin 2010, Ofek 8 et Ofek 9 ont enfin permis à Israël de

disposer d'un outil efficace de surveillance du programme militaire iranien. Le coût de la série Ofek est estimé à 100 millions de dollars par satellite. Les caractéristiques techniques des satellites israéliens ne sont pas connues. Cependant, sur la base de sources étrangères, Ofek 3 serait capable de réaliser des prises de vue d'une résolution de 1 mètre. Les satellites de la série Ofek sont par ailleurs considérés comme étant exceptionnels parmi les satellites de reconnaissance photographique car ils ne pèsent que 189 kilos, soit beaucoup moins que les autres plate-formes étrangères, tout en disposant de capacités similaires.

Israel Aircraft Industries (IAI) a également lancé le projet Eros (*Earth Resources Observation Systems*), une série de satellites de reconnaissance photographique civils, utilisant la technologie de la série Ofeq. L'Eros A1, premier de cette série, a été lancé en décembre 2000 à partir d'un lanceur russe. Il est capable de fournir des images de moins de 2 mètres de résolution. Ses photographies sont commercialisées par une entreprise privée, mais le ministère de la Défense israélien a acquis les droits exclusifs des photographies pour les pays du Moyen-Orient. Eros B a été lancé en 2006. Particulièrement léger (350 kg) et très manœuvrable, il lui faut seulement 95 minutes pour effectuer une révolution terrestre, soit quinze révolutions par vingt-quatre heures, ce qui lui permet d'envoyer à intervalles rapprochés des images actualisées du point à observer. Eros B fournit des photos avec une résolution inférieure à 1 mètre. La construction d'un satellite Eros C est actuellement à l'étude.

Le développement d'un satellite d'imagerie radar a également été rapporté. Dénommé Techstar et développé en collaboration avec l'Inde, il doit bénéficier d'une technologie radar à ouverture synthétique, pouvant effectuer des prises de vue avec une bonne résolution, de nuit et par temps nuageux.

Depuis la guerre du Golfe (1991), les drones aériens s'affirment comme une composante majeure du renseignement par l'image. Ils ont fait la preuve de leur efficacité sur tous les théâtres où ils ont été déployés. Un drone est un petit avion sans pilote. Préprogrammé pour un vol particulier ou dirigé par un opérateur depuis une station terrestre, il est capable d'effectuer des missions de renseignement de longue durée au cours desquelles il transmet ses prises de vue en temps réel. Le drone représente une vraie révolution pour la reconnaissance aérienne, car il est plus flexible et moins coûteux qu'un satellite ou qu'un aéronef. De plus, les progrès techniques ont permis de mettre au point des drones de grande taille, aux capacités de vol et d'autonomie étendues, désignés sous le vocable HALE (*High Altitude, Long Endurance*). Le Global Hawk américain en est l'exemple le plus abouti. Son envergure de 35 mètres est supérieure à celle d'un Boeing 737. Il peut, à partir du territoire américain, rejoindre l'espace aérien bosniaque, le survoler durant vingt-quatre heures en effectuant des prises de vue, puis revenir à son point de départ sans aucun ravitaillement en vol. Ses capacités sont telles que l'expression « satellite de théâtre » est de plus en plus fréquemment

utilisée à son sujet. Il dispose d'une autonomie de 40 heures de vol et peut couvrir plus de 25 000 kilomètres. La superficie de la zone qu'un seul drone de ce type est capable de surveiller est d'environ 140 000 km^2, soit le quart de la surface du territoire français.

Parallèlement à ces drones géants, on assiste au développement de drones miniatures. Aisément transportables, silencieux et faciles à mettre en œuvre, ils ont très vite attiré l'intérêt des unités spéciales chargées du renseignement ou de l'intervention en milieu hostile. La propulsion électrique des drones miniatures et l'existence de caméras thermiques de vision nocturne ultra légères (de 100 à 200 grammes), permet par exemple aux forces spéciales de surveiller discrètement un objectif. L'engin prend tout d'abord de l'altitude à quelque distance de sa cible. Le moteur est ensuite coupé et le drone survole l'objectif en planant ; de faible dimension, peint en noir pour être utilisé de nuit, l'engin est indécelable.

L'armée israélienne, qui fait une utilisation intensive des drones, accorde de plus en plus la priorité à l'encryptage de leurs communications et de leurs données, de crainte que des organisations ou des pays hostiles ne parviennent à intercepter les images et les photos recueillies par ces appareils. La nécessité de renforcer l'encryptage s'est faite jour à la suite d'informations selon lesquelles le Hezbollah libanais pourrait disposer de systèmes lui permettant d'avoir accès aux données transmises par des drones israéliens. En août 2010, Hassan Nasrallah, le chef du mouvement chiite

libanais, avait révélé que son organisation disposait d'images qui, selon lui, provenaient d'un drone israélien en mission de surveillance au-dessus d'une zone où un commando israélien s'apprêtait à lancer une opération. Ces déclarations avaient été prises très au sérieux. Après un examen minutieux, ces professionnels ont conclu que le Hezbollah avait effectivement réussi à intercepter des données transmises par des drones. Afin de remédier à cette situation, le commandement des forces terrestres a acquis un nouveau modèle de drone, Skylark 1, produit par Elbit Systems et équipé d'un nouveau système d'encryptage[13].

Les autres moyens du renseignement militaire

Si Aman est le plus important service de renseignement israélien et concentre l'essentiel des moyens de recherche et d'analyse, les trois armées disposent toutefois de leurs propres unités spécialisées, qui agissent aussi bien au profit de leur état-major que d'Aman.

Début 2000, une réflexion de l'état-major des forces terrestres insista sur la nécessité d'améliorer le renseignement parvenant aux unités combattantes, qui déboucha sur la décision de séparer les moyens de collecte de renseignements tactiques des renseignements stratégiques. Ainsi est créé, en avril 2000, le Corps du renseignement de combat (*Hel-Modi'in*

Ha-Sadeh ou Modash[14]). C'est la plus récente structure de renseignement des forces terrestres israéliennes qui dispose d'un statut « d'arme » à part entière, au même titre que l'infanterie, l'artillerie, les blindés et le génie. Le Corps est chargé de la collecte d'informations tactiques sur le champ de bataille, nécessaire à la conduite des opérations, et de leur transmission rapide aux forces combattantes (du bataillon à la division).

Avec la création de ce corps, toutes les unités terrestres s'occupant de la collecte de renseignements ont été regroupées sous une seule et même direction. Le corps est composé d'un quartier général, de trois bataillons opérationnels, d'une unité d'instruction et de bataillons de réserve :

– Le bataillon Shahaf (« Mouette ») opère dans la région Nord, près de la frontière avec la Syrie et le Liban.

– Le bataillon Nitzan (« Bourgeon ») opère dans la région Centre, c'est-à-dire en Cisjordanie et près de la frontière avec la Jordanie. Créé en 1993, cette unité d'élite a été engagée au Sud-Liban. Elle est aussi dénommée, Commando Nit'Zan, Unité 636 ou Unité Yakhmam. Spécialisée dans l'identification et la désignation d'objectifs pour l'artillerie, elle est destinée à opérer en territoire ennemi, son existence a donc longtemps été tenue secrete et n'a été révélée qu'en 1999.

– Le bataillon Nesher (« Aigle ») opère dans la région Sud, dans la bande de Gaza et près de la frontière avec l'Égypte.

Le Modash disposerait également d'une formation de reconnaissance lointaine, l'Unité T'zasam (ou Unité 869),

composée de trois compagnies, une par secteur critique (Liban, Syrie et Cisjordanie).

La formation des membres masculins du renseignement opérationnel (vingt semaines) est assez proche de l'instruction initiale dispensée aux forces spéciales ; elle est seulement plus courte de deux mois. Ils apprennent à maîtriser l'ensemble des techniques de collecte de renseignements nécessaires à leurs missions (courses d'orientation de jour et de nuit, utilisation de moyens de communication spécialisés, apprentissage de techniques de combat spécifiques à l'unité, cours de topographie, etc.). Les femmes, quant à elles, après une période d'instruction de base, se voient offrir deux filières : soit elles suivent une formation de huit semaines consacrée à l'observation et à l'analyse, pendant laquelle elles sont entraînées au recueil de renseignements par moyens optiques, à la détection d'attaques terroristes et à la production de rapports de renseignements sur une zone cible ; soit elles optent pour les missions de collecte de terrain et suivent alors un entraînement avancé de seize semaines, pendant lesquelles elles apprennent, comme les hommes, les méthodes d'orientation, le camouflage, l'observation et sont initiées aux techniques de combat d'infanterie.

Aman fait également appel à d'autres unités afin de conduire des missions de reconnaissance : au bataillon de reconnaissance Herev (« Sabre »), composé uniquement de soldats druzes[15] ; et au bataillon HaGadsar HaBedoui[16] (ou Unité 585), formation composée de Bédouins israéliens chargés des reconnaissances en milieu désertique. Ce bataillon

a participé activement à tous les conflits majeurs dans la bande de Gaza. Par ailleurs, toutes les brigades d'infanterie de Tshal disposent d'un bataillon de reconnaissance dédié, organisé selon la même structure :

– une compagnie de reconnaissance (*Palsar*), chargée de conduire la brigade au combat, *via* des reconnaissances, des patrouilles de sûreté et la collecte de renseignements. Elle est parfois chargée de mener des raids ;

– une compagnie du génie (*Palhan*), ayant pour mission principale de dégager le terrain afin de le rendre praticable pour le reste des troupes. Elle est aussi chargée d'effectuer des sabotages en territoire ennemi, de neutraliser des charges explosives, de poser de mines, etc. ;

– une compagnie antichar (*Palnat*), montée sur véhicules dotés de lance-missiles antichar ;

– une compagnie de transmission (*Palhik*), chargée d'assurer les liaisons entre les différentes unités de la brigade, pendant les activités de routine comme durant les actions de combat.

Par ailleurs, depuis 2010, dans le cadre du programme surnommé Sky Rider, chaque commandant de bataillon a été doté d'un drone Skylark 1, afin de disposer de ses propres capacités de surveillance aérienne et de ne pas être dépendant de l'armée de l'air. L'appareil, d'un poids de 6 kg, conçu pour des missions de reconnaissance, est lancé à la main à l'aide d'une catapulte et dispose d'une autonomie de vol de trois heures. Son plafond est de 3 000 pieds.

Au sein de l'armée de l'air (*Heyl Haavir*) – laquelle, depuis la création de l'État hébreu, a toujours été engagée en premier et a joué un rôle déterminant dans tous les conflits –, la Division des renseignements aériens (*Lahak Modi'in* ou Lamdan) est chargée de réunir l'ensemble des informations nécessaires pour l'exécution des missions aériennes[*10]. Elle recourt principalement à la reconnaissance aérienne et aux interceptions des communications radio pour recueillir des informations sur les forces aériennes arabes (suivi des capacités et des activités aériennes adverses, identification des cibles à frapper, etc.). Son action ne fut cependant pas toujours couronnée de succès.

À la veille de la guerre du Kippour, alors qu'ils étaient à la tête de l'Anaf Avir 4 (ancien nom du Lamdan), le colonel Rafi Harlev et son adjoint chargé de la recherche, le lieutenant-colonel Yehuda Porat, ont joué un rôle clé dans l'élaboration d'évaluations fondées sur l'idée que l'Égypte ne serait pas prête à faire la guerre aussi longtemps que l'Union soviétique ne lui aurait pas livré des matériels considérés comme essentiels par l'état-major égyptien pour attaquer les aérodromes et les objectifs stratégiques israéliens. Cette hypothèse devint un véritable « concept » pour le renseignement militiaire et provoqua une erreur d'analyse majeure, ne permettant pas de déceler l'attaque surprise lancée par l'Égypte[*11].

Dans la marine (*Heyl Hayam*), c'est le Département du renseignement naval (*Mahleket Modi'in* ou Mahman) qui est

chargé de recueillir des renseignements sur les forces maritimes des pays hostiles à Israël, ainsi que sur tous les mouvements de bâtiments en Méditerranée et en mer Rouge, en particulier ceux de la flotte russe, principal allié de la Syrie. Il a également pour mission de prévenir les attaques terroristes par mer et d'intercepter les trafics maritimes clandestins d'armes à destination de Gaza notamment, soumis à un strict blocus israélien depuis la prise de pouvoir du Hamas en juin 2007. Le renseignement naval est notamment célèbre pour avoir détecté et intercepté deux navires qui transportaient des armes à destination des Palestiniens, le *Santorini* (mai 2001) et le *Karine-A* (janvier 2002), au plus fort de la seconde Intifada.

Censure et sécurité militaires

Le rôle de la censure et de la sécurité militaire est une question récurrente dans la société israélienne. En effet, même si elles s'expliquent par l'histoire et la situation de quasi-guerre perpétuelle dans laquelle Israël est né et a grandi, elle choque dans un pays libéral doté d'institutions démocratiques.

Comme l'explique Jérôme Bourdon[17], la censure militaire est en Israël une institution fondée sur une législation d'urgence des autorités britanniques transférée dans le droit israélien. Elle est le fruit d'un accord entre le comité des éditeurs des journaux hébraïques et l'armée, qui a été étendu

au reste des médias. Toutefois, un système d'appel devant un « comité des trois » – représentant les éditeurs, la justice et l'armée – et, en dernier recours, devant la Cour suprême n'a cessé de réduire le périmètre de la censure. En 1953, la Cour a rappelé que la censure s'exerçait dans le cadre d'un régime démocratique. En 1989, elle a défini un critère, interprété de façon de plus en plus restrictive, pour justifier la censure : seule peut être censurée une information pouvant causer avec une « quasi-certitude » de « graves dommages » à la sécurité nationale. Le caractère secret de l'information n'est plus un critère suffisant.

Ainsi, le système judiciaire israélien fonctionne main dans la main avec l'armée, au moins pour certains de ses membres. L'outil employé est l'interdiction judiciaire de publier, plus efficace que la censure militaire, car il est appliqué *ad hoc*, avec une portée beaucoup plus large. Selon un juriste israélien, « quand la justice doit traiter d'affaires de sécurité sensibles, les forces de sécurité [c'est-à-dire l'armée, les services secrets, le contre-espionnage, la police] demandent et obtiennent facilement un ordre de garder le secret, et ce dès la première demande d'arrestation contre un suspect, souvent même avant que l'arrestation ne soit effectuée, et il est même déjà arrivé qu'un tel ordre reste en vigueur des dizaines d'années après la fin du processus judiciaire[18] ».

Si, théoriquement, cette censure militaire peut tout contrôler – la presse, Internet, les livres, etc. –, concrètement sont surtout surveillés les journalistes qui suivent l'armée en opérations, les questions d'armement et le nucléaire. La

majorité d'entre eux devancent la censure en lui soumettant régulièrement leurs articles.

C'est au sujet des opérations militaires que le changement des mentalités est le plus clair. En partie sous la pression de la presse étrangère, mais aussi en raison des maladresses récurrentes de l'armée, la pertinence des stratégies employées a été mise en cause à l'occasion des guerres successives. En particulier, l'armée hésite sur l'emploi de la tactique dite des « zones militaires fermées », inaugurée à l'occasion de la première Intifada (1987-88). Cette tactique se révèlera souvent inopérante – notamment lors de l'opération Rempart au printemps 2002. Elle contribua au succès des rumeurs de massacres dans le camp de réfugiés de Jénine (la « bataille de Jénine » fera au total 79 morts : 56 Palestiniens et 23 Israéliens).

Mais la transparence se retourne aussi contre Israël. Lors de la seconde guerre du Liban (2006), par exemple, des soldats interviewés sur le champ de bataille ont évoqué librement devant les médias ce qu'ils éprouvaient, déclarations parfois en contradiction avec le discours officiel tenu par leurs supérieurs. La commission Winograd, chargée de faire le bilan officiel de la conduite de la guerre, a été très critique quant au rôle des médias nationaux, qui acceptent cette critique : certains journalistes israéliens reconnaissent qu'ils sont allés trop loin et qu'ils ont pu contribuer à affecter le moral de l'arrière. Lors de la guerre de Gaza, l'armée est parvenue à rétablir de façon beaucoup plus efficace le secret, grâce à la

collaboration quasi totale des médias israéliens et sans avoir besoin d'invoquer systématiquement la censure.

Au cours des dernières années, la façon dont les médias couvrent les opérations de Tsahal a changé, comme leurs relations avec les militaires qui ont eux-mêmes évolué. Cela s'observe à travers le travail des journalistes spécialistes de l'armée les plus connus (Aluf Benn, Yossi Melman, Reuven Pedatzur et Ronen Bergman). En dehors des temps de guerre active, un plus fort désir de transparence est manifeste, et le droit de critique s'exerce.

---

*1. *Bundesnachrichtendienst*, service allemand de renseignement extérieur.

*2. Direction générale de la sécurité extérieure, service français de renseignement et d'action.

*3. *Government Communications Headquarter*, service britannique chargé des interceptions.

*4. De 1951 à 1963, Aman disposa également de l'Unité 131, chargée des opérations clandestines de renseignement et de sabotage à l'étranger, avant que ces missions ne soient transférées au Mossad.

*5. Cf. chapitre 4.

*6. Ce raid eut bien lieu, mais il se solda par un échec, puisque les six nageurs de combat engagés dans l'opération furent capturés par les Égyptiens sans avoir pu saboter le moindre navire important.

*7. *Electronic and Signal Intelligence* : renseignement d'origine électromagnétique.

*8. Cf. chapitre 8, p. 216-219.

*9. Cf. chapitre 8, p. 230-231.

*10. Lamdan comporte plusieurs unités de recherche :
– l'Unité 9200, qui regroupe les drones de reconnaissance, largement utilisés pour observer les installations ennemies. Trois escadrons, les 166e et

200e – basés à Palmachim – et le 210e – installé à Tel Nof – exploitent différents types de drones : MALE Heron, HALE Hermes 900, Eitan/Heron TP, etc.
– l'Unité technique d'assistance, qui analyse les photos aériennes ;
– l'Unité Zoom, qui surveille les acquisitions de nouveaux appareils (avions, hélicoptères) par les pays de la région.

*11. Cf. chapitre 8, p. 217-218.

CHAPITRE 4

LES GUERRIERS DES ONDES ET DU CYBERESPACE

« Jamais tu ne regrettes ton silence, tes bavardages, oui ».

Yishaï Sarid, *Le Poète de Gaza* (2011).

Aujourd'hui, encore plus que par le passé, le renseignement technique rapporte incomparablement plus d'informations, en volume et souvent en qualité, que le renseignement humain. Il joue donc un rôle fondamental, à condition de disposer d'un personnel de haut niveau, de la capacité à développer des technologies de pointe et de moyens financiers conséquents. C'est le cas en Israël, pour qui le renseignement, sous toutes ses formes, est une priorité.

La très grande partie des communications mondiales, qu'elles soient émises par des stations terrestres ou des

satellites, transite *via* les ondes hertziennes. Le signal qui les caractérise est alors qualifié de radioélectrique ou d'électromagnétique. L'interception de ce signal est l'objet de la recherche par moyens techniques dénommée SIGINT (*Signal Intelligence*). Les spécialistes distinguent deux types d'interception :

– Le COMINT (*Communications Intelligence*) correspond à l'interception des communications, cryptées ou non, et à l'exploitation de leur contenu. Cela concerne aussi bien les conversations orales (écoutes) que les transferts de données (fax, données informatiques, etc.). Les objectifs privilégiés du COMINT sont les communications diplomatiques et militaires, qui permettent de connaître et d'anticiper les actions adverses.

– L'ELINT (*Electronical Intelligence*) s'intéresse à l'analyse du signal lui-même : caractéristiques techniques des émissions, moyens et équipements utilisés, etc. Tout signal radioélectrique est révélateur d'une activité. Par exemple, les rayonnements produits par un radar de détection ou de tir peuvent fournir des informations sur la défense antiaérienne d'un adversaire et indiquer si ses missiles sont prêts au tir ou non. Une analyse plus approfondie permettra de le localiser puis d'en déterminer le type.

Les grandes oreilles d'Israël

En Israël, le renseignement électromagnétique est le domaine de l'Unité 8200, rattachée à Aman. Créée en 1952 sous le nom d'Unité 515, avec du matériel récupéré dans des surplus américains, elle devient ensuite Unité 848 (ou Unité centrale d'alerte) et se développe peu à peu. Elle prend sa dénomination actuelle en 1976.

Comprenant plusieurs milliers de femmes et d'hommes, l'Unité 8200 regroupe les meilleurs spécialistes du pays en matière d'interception, d'enregistrement et de décodage de signaux (cryptographie). Les membres de l'unité sont formés à détecter, écouter, scanner et brouiller les communications adverses. Ils recueillent également des renseignements en se branchant sur les systèmes téléphoniques des pays arabes afin d'intercepter et d'enregistrer les conversations. Le rôle de cette unité est aussi d'assurer la sécurité des communications israéliennes. Depuis les années 1990, elle compte également plusieurs centaines de hackers chargés d'opérer sur le front cybernétique afin d'infiltrer les réseaux informatiques ennemis, mais aussi de protéger les systèmes civils et militaires israéliens. Elle s'apparente donc à la National Security Agency (NSA) américaine, bien que ses moyens ne soient pas comparables. Néanmoins, elle est considérée comme l'une des meilleures agences SIGINT au monde.

Son quartier général est situé à Herzliya au nord de Tel-Aviv. Elle dispose de plusieurs stations d'interceptions disséminées sur le territoire israélien : au nord, sur les hauteurs du Golan, sur les monts Avital, Bental et Hermon ; à l'ouest, dans le désert du Néguev, sur la base d'Urim à une

trentaine de kilomètres de Beersheva ; enfin, depuis 1996, elle dispose également de stations d'écoute en Turquie dirigées contre la Syrie.

Camouflées au cœur d'une « réserve naturelle et touristique » installée dans le cratère du mont Avital, sur les hauteurs du Golan syrien occupé, les stations d'interceptions du nord épient 24 heures sur 24 tous les signaux émis en Syrie et au Liban, tout type de communications téléphoniques, Internet, etc. Cette activité intense d'espionnage est camouflée au sein du kibboutz de Merom Golan, créé en 1967 dans ce but, qui a développé un centre équestre avec des chambres d'hôtes, un saloon-restaurant style *Far West* et d'autres activités de randonnées nature pour fournir une couverture civile aux activités militaires d'espionnage. Les civils de Merom Golan avaient été évacués dans la panique le premier jour de la guerre de Kippour en 1973 tandis que les réservistes du kibboutz mobilisés sur place s'y étaient cachés pendant plusieurs jours au plus fort de l'attaque syrienne. Toutes les activités SIGINT sur le Golan sont regroupées dans un système de galeries creusées à l'intérieur du mont Avital, véritable fourmilière avec ses différents niveaux. C'est là que sont réunis les agents du renseignement et hackers de l'armée israélienne qui utilisent les données collectées par les grandes antennes extérieures, les traitent et les manipulent grâce à du matériel informatique ultraperfectionné. Les informations recueillies sont transférées au centre d'analyse des données au nord de la ville de Herzliya. C'est là que les conversations

téléphoniques espionnées sont traduites et transférées vers le Mossad, la NSA ou d'autres agences de renseignement alliées.

Au sein de l'unité, le travail s'organise en plusieurs métiers. Outre les techniciens, les traducteurs-analystes jouent un rôle important : leur mission ne consiste pas seulement à transcrire les textes d'une langue à une autre ; ils doivent également faire preuve de discernement et maîtriser de nombreux domaines d'intérêt du renseignement qui leur permettront de réaliser des traductions appropriées selon les situations. En complément, l'Unité Hatzav a pour mission de collecter les renseignements ouverts de nature militaire dans les médias étrangers (télé, radio, presse et Internet). Selon certaines sources, cette unité produirait plus de la moitié de l'ensemble des renseignements mis à la disposition de la communauté israélienne du renseignement.

Ces dernières années, les activités de l'Unité 8200 se sont intensifiées dans le domaine cybernétique avec la création d'un nouveau département chargé de la défense des infrastructures techniques israéliennes vitales : les systèmes informatiques ; les réseaux de communication Internet, de téléphonie mobile et fixe ; les bases de données ; les centres de commande et autres systèmes vitaux gérant les infrastructures industrielles, électriques, nucléaires ; les communications des ministères ; les centres financiers et les centres de commandement militaires. Depuis plus d'une décennie, l'Unité 8200 est la composante de Tsahal qui dispose des budgets les plus importants. Son développement est essentiel pour la sécurité d'Israël.

L'un des plus hauts faits d'armes de l'unité fut accompli pendant la guerre des Six Jours (juin 1967). En effet, elle avait intercepté un appel dans lequel le président égyptien Nasser expliquait au roi Hussein de Jordanie que l'aviation égyptienne était en train de bombarder le territoire israélien. Or, la quasi-totalité des avions égyptiens avaient été détruits au sol par l'attaque surprise israélienne. De plus, Nasser demandait au roi de déclarer publiquement que les attaques qui touchaient leurs pays étaient le fait de forces américaines et britanniques, et non des Israéliens. Craignant que la manœuvre de Nasser ait pour but de contraindre l'Union soviétique à rentrer à son tour dans le conflit, le ministre de la Défense israélien Moshé Dayan décida de diffuser la conversation à la radio publique. Résultat : Nasser s'en trouva passablement embarrassé et les Soviétiques ne purent se saisir de la prétendue présence des Américains et des Britanniques pour porter assistance à leur allié égyptien !

L'unité connaît ensuite un développement significatif, Aman décidant d'améliorer ses capacités d'écoute sur la Syrie et l'Égypte menaçantes, afin de renforcer ses moyens d'alerte avancée. Après s'être emparés du plateau du Golan, les Israéliens construisent une station d'écoute électronique au sommet du mont Hermon. Cette station surnommée « la prunelle d'Israël » leur permit de capter la plupart des signaux émis par leurs adversaires potentiels dans un rayon de plusieurs centaines de kilomètres. Une installation similaire est édifiée dans le désert Sinaï, près d'Um-Hashiba, au sommet

d'un promontoire dominant la région du canal de Suez. Surtout, des budgets considérables sont alloués au renseignement électromagnétique.

Ainsi, dans les jours précédant la guerre du Kippour, l'Unité 8200, découvrit, grâce à ses interceptions, que l'armée syrienne déplaçait des chars poseurs de pont en direction de la ligne de front, que la 47e division faisait mouvement de Homs vers le plateau du Golan et que des avions Sukhoi-17 étaient déployés sur les aérodromes de première ligne. Puis, vingt heures avant le déclenchement du conflit, l'unité détecta l'évacuation des ressortissants soviétiques en raison de l'imminence de l'offensive contre Israël. Ces informations exceptionnelles n'eurent malheureusement que peu d'impact sur les hauts échelons d'Aman, convaincus que les pays arabes n'attaqueraient pas.

Pire, le premier jour de la guerre du Kippour, le 6 octobre 1973, les commandos syriens prirent d'assaut la station d'écoute du mont Hermon : ils s'emparèrent d'équipements et de renseignements d'une extrême importance, notamment de codes secrets militaires, qui allaient leur permettre d'écouter toutes les communications de l'armée de l'air israélienne[1]. Ils furent assistés par des spécialistes soviétiques dans l'exploitation de cette manne providentielle. La station ne sera reprise que dix-huit jours plus tard par des parachutistes israéliens, après d'intenses combats. Entre-temps, le mal avait été fait. Plus grave encore, le lieutenant Amos Levinberg, un officier de l'Unité 8200 bénéficiant d'une habilitation de sécurité de très haut niveau et d'un accès à d'innombrables

secrets, est capturé par les Syriens. Doté d'une mémoire phénoménale, l'officier souffre également de claustrophobie. Utilisant ce levier, les Syriens parviennent à lui faire révéler tout ce qu'il sait. C'est un énorme coup dur pour le renseignement israélien, dont les méthodes et les technologies sont percées à jour. Les Syriens furent alors convaincus qu'ils avaient rendu Israël aveugle et sourd pour les années à venir.

Ils se trompaient. Le 1er avril 1978, lors de travaux d'entretien sur un câble téléphonique reliant Damas à Amman, des ouvriers découvrent un curieux appareil fixé sur les câbles de communication. Militaires et représentants des services secrets sont dépêchés sur place, certains qu'il s'agit encore d'un dispositif d'écoute israélien et tentent de le démonter. Mais l'appareil, piégé, explose, tuant douze hommes. La Syrie dépose une plainte officielle contre Israël devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Peu à peu, les Syriens trouvent de nombreux autres appareils du même type. Ils ne se hasardent pas à y toucher et font appel à des experts soviétiques du GRU, le service de renseignement militaire de l'Armée rouge, qui dispose de matériels de déminage adaptés. Néanmoins, quatre d'entre eux seront tués en essayant de désamorcer un des engins[2].

Les geeks de Tsahal

En complément des interceptions des signaux électromagnétiques, l’Unité 8200 a développé depuis deux décennies une expertise de très haut niveau en matière de cyberattaques. L’homme à l’origine du développement de l’appareil israélien de cyberguerre est le général Amos Yadlin, qui a dirigé Aman entre 2005 et 2010. Il est particulièrement célèbre pour avoir été l’un des pilotes de l’opération Opéra au cours de laquelle le réacteur nucléaire irakien d’Osirak a été détruit[3]. Selon lui, il n’y a aucun doute : « Les combats dans la dimension cybernétique sont aussi importants que l’introduction de l’arme aérienne au début du xxe siècle. » Il considère que les héros des guerres futures d’Israël ne seront pas des pilotes de F-16, des chefs de chars ou des commandos parachutistes. Ce seront des *geeks* technophiles, des « accros » du web et du high-tech issus des meilleures universités techniques israéliennes.

Parmi les jeunes Israéliens en âge d’effectuer leur service national, Tsahal recrute ceux qui présentent de fortes aptitudes à la programmation et à l’algorithmique ; ils intègrent alors rapidement la prestigieuse Unité 8200 au sein de laquelle ils vont servir leur pays, poursuivre leur formation initiale et développer leurs qualités créatives dans le secteur du numérique militaire[4]. Ainsi, l’Unité 8200 attire les esprits les plus brillants et les plus créatifs, donnant une longueur d’avance à Tsahal sur ces nombreux adversaires. Selon le journaliste Yuval Dror[5], l’unité serait submergée de demandes de jeunes qui veulent y contribuer. Seuls les surdoués y ont finalement accès.

L'Unité 8200 utilise désormais les techniques en vogue chez Google, Microsoft ou d'autres grands noms de la haute technologie pour stimuler l'imagination et l'innovation parmi ses jeunes recrues. Des groupes d'une trentaine de soldats divisés en équipes de travail ont une semaine pour proposer un projet qui sera ensuite adopté ou abandonné selon son intérêt. « Nous ne pouvons pas nous permettre d'être en retard sur le front de l'innovation, et nous laisser aller à la routine », explique un officier. Les équipes doivent trouver chacune une idée le premier jour. Durant la deuxième et la troisième journée, l'idée doit être modélisée. Au cours du quatrième jour débute la préparation de la présentation de l'ensemble du projet. Le lendemain, il est soumis aux officiers, mais aussi à d'éventuels partenaires et investisseurs privés d'entreprises d'armement. Depuis trois ans, dix sessions ont été organisées. Plus de quatre-vingts idées ont émergé. Dix ont été retenues et cinq autres ont permis de procéder à des modifications dans la technologie utilisée par l'Unité 8200. Elle s'est également inspirée du modèle Facebook en créant une plate-forme d'échanges internes de données inspirée par le modèle du réseau social. « Les jeunes de 18 ans qui arrivent chez nous s'adaptent ainsi plus rapidement à leur mission. » Ce qui est attendu d'eux est clair : qu'ils bombardent leurs patrons du renseignement avec des idées, des développements et de nouveaux matériels ou logiciels à développer.

Une fois démobilisés, ces génies de l'informatique deviennent créateurs de start-up, souvent liées aux domaines de la sécurité, de la surveillance automatisée, de la

reconnaissance biométrique ou de la collecte d'information pour des applications d'intelligence économique. Les compétences acquises au sein de l'Unité 8200 se diffusent alors naturellement vers les sphères civiles et l'innovation émerge à l'interface des domaines civils et militaires. La réputation des jeunes ingénieurs ou techniciens ayant servi l'Unité 8200 surpasse souvent celle qu'ils auraient pu se forger en sortant d'instituts ou d'universités prestigieuses[6].

Gadi Mazor, le PDG d'Onset, entreprise spécialisée dans la reconnaissance vocale, ne cache pas qu'il a passé plusieurs années dans la très secrète unité de Tsahal. C'est de cette même « université » du renseignement que sont sortis Shlomo Dovra et Ehud Weinstein, les fondateurs de Nice Systems – société spécialisée dans la numérisation de données – et les créateurs des sociétés CheckPoint (Gill Shwed), Kela (Ygal Naveh et Nir Barak), ICQ, AudioCodes, Gilat et EZchip. Ainsi, en Israël, comme aux États-Unis, les liens entre les industries militaires et civiles sont particulièrement étroits, si bien qu'il n'est pas rare que les technologies d'abord développées à des fins militaires soient déclinées ou adaptées pour des usages civils et fassent la fortune des militaires, ou en l'occurrence des anciens du renseignement, reconvertis dans le « business » et qui ont créé des sociétés high-tech.

Aujourd'hui, les capacités israéliennes figurent parmi les plus avancées du monde, à l'égal de celles des États-Unis, de la Chine et de la Russie. Grâce à l'Unité 8200, Israël serait capable de neutraliser les moyens de communication et de

commandement de l'ennemi ou de paralyser des pans entiers de son économie.

C'est ce que les responsables de l'armée israélienne puis le ministre de la Défense, Ehud Barak, ont reconnu publiquement en 2012. « Lorsque le besoin s'en fait sentir, nous utilisons le cyberespace pour lancer des attaques et d'autres opérations de renseignement », a révélé un communiqué publié sur le site du porte-parole de l'armée. Le cyberespace est ainsi pratiquement devenu un champ de bataille comme les autres. « D'un point de vue professionnel, l'armée israélienne se bat constamment avec détermination dans le cyberespace, en rassemblant des renseignements et en protégeant les réseaux informatiques utilisés par l'armée », a ajouté le communiqué. « Le but des opérations est de faire échec aux tentatives des ennemis d'Israël qui projettent de nous agresser et de limiter notre liberté d'action. » Par la suite, Ehud Barak, n'a pas caché que l'ambition d'Israël était de devenir une « superpuissance » sur le front de la cyberguerre[7].

Ces révélations sont intervenues peu après l'annonce de la découverte d'un virus appelé Flame. Selon un article paru dans *Le Monde*, Flame visait notamment à dérober des documents liés au programme nucléaire iranien, mais il a également été détecté au Moyen-Orient, en Europe, en Amérique du Nord et en Asie-Pacifique. Le virus, qui aurait été mis en circulation en 2008, n'a été identifié qu'en mai 2012 par le spécialiste russe des antivirus, Kaspersky Lab. Ce dernier a déclaré après analyse que la sophistication de ce virus utilisé à des fins de cyberespionnage était telle qu'il ne

pouvait avoir été produit que par un État doté de hautes compétences et capacités technologiques. Selon une autre société de sécurité informatique, Symantec, le virus a reçu début juin 2012, l'ordre de disparaître sans laisser de trace. Après cette annonce, le ministre des Affaires stratégiques israélien Moshé Yaalon a justifié le recours à de tels virus afin de contrer la menace nucléaire iranienne.

Cette action semble être le prolongement de l'opération Olympic Games, lancée au début des années 2000 par les Américains et les Israéliens. Son objectif : retarder le programme nucléaire iranien avec l'injection d'un virus dans la centrale de Natanz, par l'entremise d'un agent double. Ce virus, dénommé Stuxnet, visait les systèmes de mesure et de contrôle des centrifugeuses de la centrale nucléaire et avait pour objet de modifier leur vitesse de rotation afin de provoquer des dysfonctionnements. L'objectif a été atteint, Stuxnet a bien retardé de manière significative le programme iranien, notamment parce que l'attaque a été « complétée » par l'assassinat de plusieurs scientifiques iraniens, dont celui en charge de l'éradication du virus[*1].

Outre l'espionnage et le sabotage, une autre application de la cyberguerre est la propagande. Ainsi, pendant l'opération Plomb durci (2008-2009), des sympathisants du Hamas ont lancé des centaines d'attaques informatiques depuis plusieurs pays arabes pour « hacker » des sites Internet israéliens. Israël a riposté en envoyant, *via* le réseau de communication du Hamas, des messages en arabe aux habitants de Gaza dans lesquels les dirigeants du parti islamique étaient accusés de se

cacher lâchement pendant que la population subissait de plein fouet l’attaque israélienne (« Les dirigeants du Hamas se cachent et ils vous ont laissés sur la ligne de front »). L’Unité 8200 a également diffusé des messages encore plus explicites, notamment un clip qui montrait les dirigeants du Hamas abattus, avec cet avertissement : « Le temps est compté ».

Tsahal s’est aussi lancé dans l’utilisation « offensive » des médias sociaux, comme il a été possible de le voir lors de l’opération Pilier de défense (2012), dont le déclenchement a été annoncé par l’intermédiaire du réseau Twitter. Dans un second temps, les Israéliens ont diffusé, quasiment en direct sur le réseau YouTube, l’élimination d’Ahmad Jaabari, chef de la branche militaire du Hamas. En agissant ainsi, les Israéliens ont envoyé un message dissuasif aux combattants palestiniens, leur montrant que les capacités offensives de Tsahal ne leur laisseraient aucun répit, tout en ôtant la possibilité pour le Hamas de nier l’élimination de son chef militaire. Pour parvenir à un tel résultat, l’armée a mis sur pied, après le désastre médiatique de l’opération Plomb durci, une unité « nouveaux médias » rattachée aux services du porte-parole de Tsahal. Celle-ci, forte d’une trentaine de militaires formés à l’utilisation des nouvelles technologies, gère quotidiennement les différents comptes Twitter de l’armée israélienne et alimente les autres réseaux sociaux en images soigneusement sélectionnées[8].

Compte tenu de son efficacité, l’Unité 8200 est régulièrement la cible d’attaques de ses adversaires. En février 1999, le Hezbollah serait parvenu à faire exploser une

bombe dans son quartier général, blessant deux officiers. Des messages de propagande diffusés en 2013 par le mouvement chiite libanais affirment qu'il a réussi à l'infiltrer. Par ailleurs, plusieurs réseaux d'écoute mis en place par l'Unité 8200 ont été démantelés. Ainsi, fin 2013, du matériel d'espionnage installé par Israël le long de la frontière israélo-libanaise a été découvert – antennes de réception, des radars et du matériel pour l'analyse des données –, provoquant un tollé sur la scène politique locale et un dépôt de plainte de Beyrouth au Conseil de sécurité de l'ONU. Toutefois, ces quelques déboires ne ralentissent pas le développement de l'unité et de ses capacités.

La coopération avec la NSA

Dans le domaine des interceptions, l'Unité 8200 collabore étroitement avec la NSA[*2] américaine, afin de permettre à cette dernière de recueillir et de traiter les conversations téléphoniques et électroniques mondiales. L'ampleur de cette coopération entre les deux services a été révélée par Edward Snowden qui a remis à *The Guardian* un document classifié prouvant que la NSA transmet des interceptions de communications « brutes » à l'Unité 8200, violant ainsi non seulement la vie privée de millions de gens dans le monde, mais également les lois protégeant les citoyens américains et les étrangers vivant aux États-Unis[9]. L'accord entre les deux

services de renseignement daterait de mars 2009[10]. Les Américains reconnaissent que les renseignements collectés par l'Unité 8200 ont toujours été très précieux pour la NSA comme pour d'autres agences de renseignement.

Ainsi, plusieurs sociétés israéliennes spécialisées dans la « surveillance électronique de masse », notamment Narus et Verint, seraient à l'origine du programme Prism – programme de surveillance mis en place par les États-Unis pour suivre l'activité en ligne d'un très grand nombre de personnes[11]. Elles font partie des start-up technologiques créées, après leur démobilisation, par d'anciens membres de l'Unité 8200 ayant rejoint le secteur privé. Ces deux sociétés auraient étroitement collaboré, au profit de la NSA, avec les compagnies téléphoniques américaines AT&T et Verizon, pour intercepter communications et emails.

Le journaliste James Bamford, auteur de nombreux livres sur la NSA, affirme que « le software pour l'analyse sophistiquée et le siphonage des données que la NSA a développé […] a été transmis secrètement à Israël ». Il est possible d'en déduire qu'Israël a très certainement un programme d'écoute équivalent à Prism et que l'Unité 8200 dispose des capacités d'espionner les communications, non seulement dans les pays arabes, mais également en Europe et en Afrique. Et ce n'est pas tout : on sait que, depuis peu, le virus Flame – sans doute conçu, comme on l'a vu, en Israël – peut « aspirer » les carnets d'adresses des téléphones portables et enregistrer les conversations des personnes à proximité. Par ailleurs, la société israélienne Nice affirme

pouvoir analyser les conversations de 1,5 milliard d'individus, et des chercheurs annoncent pour bientôt des microsystèmes permettant d'intercepter des conversations verbales à très longue distance.

Paradoxalement, selon un autre document secret en possession du *Guardian*, datant de 2008, l'Unité 8200 est classée par la NSA comme le troisème service de renseignement le plus agressif aux États-Unis. Un fonctionnaire de l'agence reconnaît que les Israéliens sont d'« extraordinaires partenaires » dans le domaine du renseignement électronique, mais que les informations leur parvenant dépassent ce que les Américains souhaitent qu'ils aient.

C'est aussi pourquoi Israël, bien qu'allié très proche des États-Unis, est également la cible des interceptions américaines[12]. La NSA a notamment espionné des « cibles militaires » israéliennes considérées comme « hautement prioritaires », tels que les unités de drones de Tsahal. L'agence américaine s'est également intéressée de très près au missile Black Sparrow conçu pour simuler un tir balistique à haute altitude. Il a été récemment utilisé par Israël durant un exercice de défense antiaérienne. « Nous disposons de preuves que les Américains se livrent à des écoutes de nos transmissions. [...] Il est de notoriété publique que les grandes antennes installées sur le toit de l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv sont destinées à cet usage », affirme Danny Yatom, un ancien chef du Mossad. « Tout cela n'est jamais discuté lors de rencontres entre professionnels du renseignement. Cela fait

partie des règles du jeu, chacun évitant de soulever la question[13]. » Un autre ex-patron du Mossad, Ephraïm Halevy, confirme, pour sa part, que les Israéliens savent parfaitement qu'ils sont écoutés par les Américains et utilisent d'ailleurs ce canal de communication pour transmettre des messages. « En l'an 2000, à la suite de l'échec des négociations israélo-palestiniennes à Camp David avec Yasser Arafat et Bill Clinton, Ehud Barak, le Premier ministre de l'époque m'a téléphoné des États-Unis pour soi-disant m'informer de ce qui s'était passé, alors qu'il n'avait aucune raison de le faire, dans la mesure où je n'étais pas impliqué dans ces discussions. Au cours de l'appel, j'ai exprimé mon étonnement et Ehud Barak m'a demandé de me taire et de me contenter d'écouter, j'ai alors compris qu'il s'adressait en fait aux Américains, qui nous écoutaient et souhaitaient savoir ce qu'il comptait faire[14]. »

La cyberdéfense, une priorité

Mais les Israéliens ne sont pas les seuls à disposer de capacités offensives. Leurs adversaires (Hamas, Iran, Hezbollah, etc.) sont également particulièrement actifs en ce domaine. Ainsi, Israël a considérablement développé ses capacités défensives. En complément de ses capacités de renseignement et d'attaques des systèmes adverses, il lui faut aussi se protéger contre les très nombreuses attaques

cybernétiques dont l'État hébreu est l'objet, visant à paralyser ses sites Internet et ses réseaux informatiques.

En effet, un nouveau « front » s'est ouvert dans le conflit israélo-arabe : celui des réseaux. C'est pourquoi Israël a décidé d'investir dans le développement des systèmes informatiques de la Défense pour bloquer les cyberattaques lancées contre ses innombrables réseaux et ordinateurs[15]. C'est là une indication claire que les hackers palestiniens sont une menace concrète pour l'État hébreu, et qu'ils ont probablement déjà réussi à infliger des dommages sérieux à Israël. Parmi les pires hypothèses envisagées, l'état-major de Tsahal a sérieusement considéré la possibilité que le Hamas pourrait être en mesure de traquer les membres de son armée sur les réseaux sociaux, ou d'altérer le fonctionnement des systèmes de commandement militaires, ou pire encore, d'accéder à des informations confidentielles.

L'Iran n'est pas en reste. Depuis les cyberattaques dont il a fait l'objet, Téhéran n'a cessé d'investir dans sa cyberdéfense comme dans ses capacités de riposte. Selon le directeur de la cyberdéfense de Tsahal – directorat C4I –, depuis 2009, « de nombreuses cyberattaques, souvent très complexes, ont été identifiées en Israël, dont l'origine mène directement en Iran. Nous avons pu les stopper à temps. Mais les attaques menées contre les secteurs sensibles israéliens se sont multipliées et complexifiés[16] ». Toutefois, certains experts de cybersécurité israéliens disent qu'ils ont laissé l'Iran et d'autres adversaires pénétrer dans certains serveurs israéliens afin de pouvoir

identifier et pister ces hackers sur les réseaux, avant de les nourrir de faux renseignements et de les neutraliser.

Il n'empêche que les réseaux israéliens sont parmi les plus attaqués dans le monde : plusieurs dizaines de milliers d'agressions quotidiennes d'après un récent rapport du Groupe Soufan, une entreprise de New York [17] spécialisée dans la sécurité informatique. Sous la pression constante d'une menace qui ne cesse de s'accroître, Israël a dû développer ses moyens de défense.

Ainsi, plusieurs structures spécialisées ont vu le jour. En 2010, Tsahal a créé le directorat C4I [18]. Pendant défensif de l'Unité 8200, ce département est spécialisé dans la sécurisation des communications et des systèmes informatiques. La première promotion de cette nouvelle unité a achevé sa formation en 2012. Les trente militaires brevetés ont été immédiatement affectés dans différentes unités, où ils sont responsables de la lutte contre les agressions cybernétiques. Pour les responsables militaires israéliens, la principale priorité est d'éviter qu'un pays ennemi, tel l'Iran, parvienne à brouiller les communications militaires en temps de guerre [19]. Au sein du directorat C4I, une unité dénommée Matzov est responsable de la protection des réseaux de l'armée israélienne. Elle a aussi pour mission d'assurer le cryptage des réseaux de l'armée, du Shin Beth et du Mossad ainsi que de la sécurité des grands opérateurs nationaux d'énergie (Electrical Corporation, Mekorot, la compagnie nationale des eaux, ou l'entreprise de télécommunications Bezeq).

Parallèlement, le gouvernement israélien a créé une unité spéciale pour renforcer les défenses des institutions civiles ainsi que la coopération entre l'armée et les entreprises de haute technologie : le Bureau cybernétique national, créé en 2011, a commencé à fonctionner au sein du cabinet du Premier ministre en janvier 2012, le mois où la bourse de Tel-Aviv et la société El Al ont été paralysées par un hacker saoudien, qui a également publié sur le web les informations liées à des cartes de crédit de milliers d'Israéliens. L'importance de la cybersécurité a été avalisée par les autorités politiques au plus haut niveau : en juin 2013, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré que « chaque domaine de la vie économique civile est une cible potentielle ou réelle de cyberattaque ».

Logiquement, lorsque le chef d'état-major des armées, le général Benny Gantz, a présenté, début octobre 2013, ce que les forces de défense israéliennes considéraient comme les plus grandes menaces pour le pays, il a évoqué le sabotage informatique parmi les premières. En effet, une cyberattaque sophistiquée pouvant un jour mettre la nation à l'arrêt est l'une des préoccupations majeures du commandement de Tsahal[20].

D'ailleurs, un mois avant son discours, une attaque contre le système de contrôle du trafic d'une artère importante du réseau routier du pays avait donné une idée des conséquences. Le 8 septembre 2013, une attaque informatique *via* un « cheval de Troie[*3] » a ciblé une caméra de sécurité de la route à péage de Carmel Tunnels (Haïfa). Elle a provoqué

l'interruption immédiate du trafic pendant vingt minutes, provoquant des embouteillages monstres. L'incident s'est reproduit le lendemain matin, à l'heure de pointe, avec les mêmes conséquences. Le tunnel est alors resté fermé pendant huit heures[21]. Ce type d'incident correspond exactement au genre de scénario que le général Gantz a décrit dans son discours. Il a annoncé que les guerres futures d'Israël pourraient bien commencer par une cyberattaque : « Les feux de circulation pourraient cesser de fonctionner, les banques pourraient être arrêtées, etc. »

Tsahal prend cette menace très au sérieux et se prépare depuis plusieurs années à un tel scénario. À cette fin, elle a créé la Division des technologies de l'information, une unité chargée de l'amélioration des systèmes de défense et des relations entre les systèmes de défense militaires et les entreprises de haute technologie, et des centaines d'opérateurs ont été formés et entraînés pour la guerre cybernétique. De nombreuses modifications ont été apportées au réseau militaire ces dernières années afin que données et documents critiques puissent être supprimés en toute sécurité en cas de cyberattaque.

Toutefois, les moyens de défense sont essentiellement consacrés au domaine militaire : les systèmes et infrastructures civiles semblent moins protégés, ce que n'ignorent pas les hackers palestiniens, arabes et iraniens, qui commencent déjà à s'introduire dans les sites israéliens afin de paralyser les infrastructures vitales du pays, en particulier l'électricité, l'eau et les télécommunications.

Israël a donc entrepris de renforcer la sécurité informatique et des réseaux du monde civil, mais doit faire face à un problème majeur, caractéristique des économies développées : tout le pays est géré par des réseaux informatiques et il est difficile de dégager les priorités en matière de sécurité, d'autant que les réseaux sont interdépendants et interconnectés. Par exemple, si le réseau d'électricité, le système bancaire, ou le marché boursier étaient attaqués, d'autres réseaux seraient directement touchés, car ils fonctionnent tous sur la base de systèmes de télécommunications étrangers, ce qui rend plus difficile leur protection. La plupart de ces systèmes sont automatisés et sont contrôlés à distance, que ce soit sur Internet ou ailleurs ; ils sont donc vulnérables aux cyberattaques. C'est le cas de Mekorot, la compagnie nationale des eaux, ou l'entreprise de télécommunications Bezeq et de l'Israel Electric Corporation, qui déclare que ses serveurs enregistrent environ six mille attaques informatiques uniques chaque seconde. Or le pays est particulièrement vulnérable parce qu'Israël n'a pas d'accords de partage de l'électricité avec les pays voisins, et toutes les infrastructures essentielles du pays dépendent de cette seule société.

Mais les menaces ne viennent pas que des Palestiniens ou des États arabes hostiles à Israël. Des hackers du monde entier ont également décidé de s'en prendre à ses systèmes critiques, en représailles à sa politique dans les territoires occupés. L'action de la plus grande ampleur entreprise

récemment est à porter au crédit de l'organisation Anonymous.

Cette première cyberoffensive d'envergure d'Anonymous contre l'État hébreu a eu lieu pendant l'opération Pilier de défense contre le Hamas, à Gaza, en novembre 2012. En cette occasion, quelque sept cents sites israéliens ont été visés. Le ministère israélien de l'Économie a annoncé avoir enregistré pendant cette période quelque 44 millions d'attaques contre les différents sites gouvernementaux en Israël.

Puis, le 7 avril 2013, les cyberactivistes d'Anonymous ont lancé une seconde offensive cybernétique contre des sites israéliens. Cette opération, baptisée Op-Israel, avait pour but de « rayer Israël d'Internet » pour protester contre la situation des Palestiniens. Dans un message vidéo posté sur YouTube, Anonymous avait annoncé que « des cyberescadrons d'élite du monde entier ont décidé de s'unir dans la solidarité avec le peuple palestinien contre Israël afin de la rayer du cyberespace ». S'adressant au gouvernement israélien, le groupe a déclaré : « Vous n'avez pas cessé vos violations constantes des droits de l'homme. Vous n'avez pas cessé vos colonies illégales. Vous n'avez pas respecté le cessez-le-feu. Vous avez montré que vous ne respectiez pas le droit international ». Fin mars, un autre groupe affilié à Anonymous, s'identifiant comme le cr3wN4m3le55, avait annoncé que six cents sites et cent serveurs seraient attaqués. La liste comprenait les banques, les écoles, les entreprises et une multitude de sites web gouvernementaux importants et promettait que « des milliers d'autres [seraient] visés ».

Les experts israéliens étaient conscients que les cyberattaques atteindraient un niveau inhabituel, mais selon certains d'entre eux, « à moins que les hackers ne disposent préalablement des noms et des mots de passe, le seul moyen d'action des pirates est le déni de service distribué (DDoS) ». Comme l'explique le journaliste spécialisé Erwan Cario[22], le « déni de service » consiste à empêcher un matériel informatique d'exécuter la tâche qui lui est confiée. Dans le cas d'un serveur web, il s'agit de l'empêcher d'être opérationnel en le surchargeant de requêtes : dépassant sa propre capacité de calcul ou celle de ses connexions en réseau, il devient alors incapable d'envoyer les pages web aux internautes, et le site visé devient inaccessible. L'action a surtout un objectif médiatique. Cependant, d'autres experts ont averti que les pirates pourraient tenter de déployer des logiciels malveillants permettant de contourner les mécanismes de sécurité, d'aspirer les données des systèmes informatiques et de les infecter de leur virus.

L'offensive d'Anonymous a mobilisé des milliers de hackers qui sont tous des ennemis jurés d'Israël. À l'issue de son action, le groupe a publié une liste des sites attaqués : plusieurs milliers de sites, 40 000 comptes Facebook et Twitter, 30 000 comptes bancaires de particuliers en Israël. Les sites gouvernementaux de l'État hébreu n'ont pas échappé, non plus, à cette vaste cyberattaque : le Mossad, les ministères de la Défense et des Affaires étrangères, les sites de la Présidence et du Premier ministre, les partis Kadima – parti de centre droit fondé en 2005 par Ariel Sharon – et Likoud –

parti du Premier ministre, Benyamin Netanyahu –, la bourse et la banque de Jérusalem ont été ciblés. Tirant le bilan de cette opération, les hackers ont ajouté : « Nos attaques ne sont pas terminées, nous allons les poursuivre jusqu'au bout. »

Vu du côté israélien, ce bilan est nettement relativisé, l'opération d'Anonymous étant même considérée comme un échec. La plupart des tentatives d'attaques des sites ont été déjouées par le système de défense. En effet, les services israéliens, particulièrement efficaces en matière de cybersécurité, ont pu s'y préparer et des dizaines de grandes entreprises avaient fermé leurs sites Internet pour les protéger des attaques de pirates. Au final, selon Yitzhak Ben Yisrael, du Bureau national de cybersécurité, « il n'y a guère de réels dommages. Anonymous n'a pas les compétences nécessaires pour endommager les infrastructures vitales du pays. Et si telle était son intention, il n'aurait pas annoncé l'attaque. L'opération avait essentiellement un objectif médiatique ».

Pourtant, de nombreux serveurs ont vu leur fonctionnement altéré et, sur certains d'entre eux, des données ont été subtilisées. Anonymous a publié les données personnelles en ligne de 5 000 responsables israéliens (noms, numéros d'identification et adresse électronique personnelle). Les données personnelles de 600 000 utilisateurs du service de messagerie israélien Walla ont été mises en ligne. Des dizaines de sites israéliens n'étaient pas disponibles pendant l'attaque. Des milliers d'utilisateurs Facebook israéliens ont

été infectés par un virus, bien que ses effets semblent avoir été minimes.

En représailles, des militants israéliens ont piraté des sites de groupes islamistes radicaux qu'ils ont inondés de messages pro-israéliens. D'autres ont pénétré des sites au Pakistan et installé des images de soldats de Tsahal et le drapeau israélien. Ils se sont introduits dans un serveur hébergeant le site d'un des principaux groupes d'hackers anti-israéliens, Anonghost[23]. Ils ont taggué le site et ont affiché, sous la rubrique « Quelques faits oubliés », « Israël est devenu une nation en 1312 avant notre ère, deux mille ans avant la naissance de l'Islam ». Une interview vidéo de Wafa Sultan, un critique syrien de l'Islam, a également été diffusée.

Les cybermenaces proviennent donc de toutes les directions, pas seulement des adversaires directs de l'État hébreu. Ainsi, en septembre 2013, cent quarante experts en armement israéliens, chefs de projets sensibles, ont reçu un e-mail avec un cheval de Troie, visant à voler et à transmettre toutes les informations de leurs ordinateurs espionnés à un tiers. Cette tentative de cyberespionnage a été déjouée par les experts israéliens qui affirment que les hackers responsables de cette attaque opéraient depuis les industries chinoises de défense.

Afin de préparer l'avenir et de disposer d'une ressource humaine abondante et compétente sur ces questions, les responsables israéliens ont lancé des programmes de formation en direction de la jeunesse. Le Bureau cybernétique

national israélien a inauguré, début janvier 2013 à Ashkelon, un programme national de trois ans qui a pour but de développer des vocations en cybernétique et informatique chez les adolescents de 16 à 18 ans et de les entraîner à de futurs rôles dans des guerres cybernétiques dans la communauté militaire et du renseignement. Les élèves assistent à des cours dispensés par d'anciens experts des services de renseignement et de cybersécurité. Les meilleurs d'entre eux seront ensuite recrutés par les divers organismes concourant à la cyberdéfense d'Israël.

Durant l'été 2013, Moshé Yaalon, ancien chef d'état-major de Tsahal et ministre de la Défense, a affirmé que « la guerre cybernétique constitue une cinquième dimension, parallèle aux dimensions terrestre, aérienne, maritime et à celle du front intérieur [...]. Le but, en diffusant des virus et des vers informatiques, consiste à causer autant de dommages à l'ennemi, sinon plus, que le ferait une bombe conventionnelle [...]. C'est pourquoi nous accordons une priorité toute particulière au recrutement de jeunes informaticiens doués[24] ». À travers tous ces efforts, l'État hébreu s'affirme chaque jour davantage comme l'un des leaders mondiaux en matière de cybersécurité.

Toutefois, les Israéliens ne sont pas les seuls à chercher à accroître leurs capacités en la matière. Un nouveau jeu vidéo sur Internet vient d'être lancé par le Hezbollah. Il s'appelle « Joue et résiste » et propose aux jeunes enfants d'intégrer un groupe de terroristes luttant contre Israël. Cinq jeux différents sont proposés sur le site. Ils permettent, par exemple,

d'envoyer des roquettes sur le nord d'Israël ou bien de participer à une opération d'infiltration terroriste sur le territoire de l'État hébreu. D'autres simulations sont proposées aux jeunes comme celle d'une opération d'assassinat du général Erez Greenstein, commandant de Tsahal intervenu au Liban en 1999 et mort dans une explosion. La chaîne de télévision Al-Manar, affiliée au Hezbollah, a commencé à faire la publicité ce site de jeux de guerre[25].

---

*1. Cf. chapitre 11, p. 306-312.

*2. Créée en 1952, la NSA est l'Agence fédérale des États-Unis d'Amérique chargée de l'espionnage électronique et électromagnétique ; c'est elle qui met en œuvre la plupart des satellites espions américains.

*3. Un « cheval de Troie » est un programme informatique malveillant que les utilisateurs installent dans le système visé et qui peut donner aux pirates un contrôle complet sur celui-ci.

CHAPITRE 5

LES COMBATTANTS DE L'IMPOSSIBLE

> « Il avait prêté serment : "Si tu gagnes il n'y a pas de récompense ; si tu perds, il n'y a pas de recours. Patriote ou aventurier nous te prenons comme tu es, et tu vis ou tu meurs à tes propres risques". »
>
> Morris West, *La Tour de Babel* (1968).

Si la capacité de savoir ce que font les adversaires est essentielle, elle ne serait rien sans la capacité d'agir. En effet, lorsqu'un État est confronté à autant de menaces qu'Israël, attendre qu'un adversaire attaque pour riposter, même en étant prévenu, peut être funeste. Compte tenu de l'étroitesse de son territoire, de sa faible importance démographique comparée à ses voisins et, surtout, de l'hostilité déclarée d'un grand nombre d'organisations armées, l'État hébreu considère n'avoir d'autre choix que de procéder à des actions préventives, afin de réduire les menaces dès qu'elles prennent

une tournure inquiétante. C'est le rôle dévolu, bien sûr, à l'armée de l'air, mais aussi aux unités spéciales, chargées des raids au cœur du dispositif adverse.

Par « opération spéciale », il faut entendre l'ensemble des actions qu'un volume réduit de forces, engagé secrètement, pour une durée pouvant aller de quelques heures à plusieurs semaines, est amené à réaliser afin d'obtenir un résultat décisif dans un contexte hautement hostile. Les opérations spéciales sont des opérations militaires stratégiques, non conventionnelles et secrètes dont l'engagement ne concerne pas l'aspect tactique de la bataille. Ce sont toujours des actions offensives, même si elles s'inscrivent dans une stratégie défensive. À la différence des unités conventionnelles, les forces spéciales n'occupent jamais le terrain, ne livrent aucune action de combat et ne se voient pas confier de missions défensives.

Les opérations spéciales se caractérisent par six critères significatifs : la recherche d'un effet décisif, le caractère hautement périlleux des missions, le volume réduit des forces engagées, leur mode d'action non conventionnel, la maîtrise de la violence et la confidentialité entourant les unités et les personnels. Elles sont utilisées contre des objectifs à haute valeur stratégique et leur action, toujours décidée au plus haut niveau, vise à modifier le rapport de force au niveau du théâtre d'opérations. Elles sont l'instrument privilégié avec lequel le commandement peut surprendre l'adversaire et lui porter des coups décisifs.

En temps de guerre, le rôle des unités spéciales varie selon qu'il s'agit d'une opération offensive ou d'une guerre de contre-insurrection. Dans le cadre d'une opération offensive, l'emploi des unités spéciales doit apporter une contribution majeure à la victoire. Pour cela, il leur faut être capables, dès le déclenchement d'un engagement, de désorganiser les forces et la manœuvre de l'adversaire, lui interdire toute mobilité, neutraliser ses centres de décision et ses moyens de communication. Il s'agit également de s'emparer de points et de secteurs névralgiques dont le contrôle permettra à l'offensive de réussir et de guider les unités d'assaut dans la profondeur après avoir reconnu les itinéraires.

Dans le cadre de la lutte contre-terroriste, l'une des missions essentielles confiées aux unités spéciales est d'interdire toute sanctuarisation à l'ennemi, c'est-à-dire faire en sorte qu'il ne puisse se sentir en sûreté nulle part. Ces unités sont donc chargées de conduire régulièrement des actions au cœur des zones qu'il contrôle (embuscades, destruction de dépôts, élimination de cadres dirigeants, libération d'otages ou de prisonniers, etc.). Outre leur efficacité pratique, ces opérations ont un impact psychologique significatif sur l'adversaire.

Depuis sa création, Israël recourt largement à l'emploi des forces spéciales pour des opérations au-delà de ses frontières, notamment pour sauver des otages ou détruire le potentiel adverse avant que celui-ci ne soit utilisé contre lui. Il dispose à cette fin de nombreuses unités de qualité, bénéficiant toutes d'une très grande expérience opérationnelle, qui se sont

étoffées avec le temps et les conflits dans lesquels s'est trouvé engagé l'État hébreu. La quantité et la diversité de ces formations méritent qu'on s'attarde à les décrire en détail, mais aussi à en présenter la genèse.

L'origine des unités spéciales israéliennes

Les forces spéciales israéliennes trouvent leur origine parmi les volontaires juifs qui combattirent les forces de l'Axe aux côtés des Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale, fournissant notamment des éléments germanophones et arabophones pour des opérations commando. Ces unités, appelées Palmach, furent mises sur pied par la Haganah en 1941 et armées par le *Special Operations Executive* britannique[*1], ce qui leur donnera, après guerre un avantage indéniable sur les adversaires arabes. Une de leurs premières actions eut lieu le 18 mai 1941, lorsque vingt-trois hommes s'embarquèrent en vue de saboter les raffineries de pétrole que la France de Vichy possédait à Tripoli, au Liban. Mais elle se solda par un échec total et le bateau disparut corps et biens, sans doute parce que l'entraînement s'était déroulé aux alentours du port d'Haïfa qui grouillait d'espions. Au début du mois suivant, lorsque les Britanniques se lancèrent à la conquête du Liban et de la Syrie sous mandat français, trente-cinq éclaireurs juifs se trouvaient à la tête des troupes

australiennes ; ils avaient pour mission de couper les fils téléphoniques et d’occuper les ponts. Le plus connu d’entre eux, qui perdit un œil au cours de cette action, se nommait Moshé Dayan.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Juifs de Palestine créèrent une nouvelle unité connue sous le nom de Poum (*Plugot Peyuchadot* : « compagnie spéciale »). Opérant dans le plus grand secret, cette structure était à la fois une force de police, un service de renseignement et de contre-espionnage et une unité spéciale. Les missions qui lui furent confiées consistaient à mettre hors d’état de nuire les combattants arabes, à exécuter les informateurs juifs et à attaquer les vedettes britanniques chargées de l’interception des navires transportant des immigrés clandestins. Quelques-uns de ses hommes contribuèrent à la formation du Mossad et y occupèrent des postes de toute première importance.

Puis, pendant la période de la lutte pour son indépendance, en 1947-1948, Israël mit sur pied, sous la houlette d’Ytzhak Sadeh, plusieurs formations clandestines ayant pour mission d’aider au retour des Juifs en Palestine (*Aliyah B*) ; de se procurer par tous les moyens les armes qui manquaient cruellement aux milices juives (*Rekesh*) ; d’infiltrer les populations arabes, en utilisant des Juifs séfarades originaires du Moyen-Orient (*Ha-Machlaka Ha-Aravit*).

Une fois l’État d’Israël créé, la première unité de reconnaissance moderne de Tsahal fut formée par Norbert Beyrard, un Juif français, ancien aspirant des SAS de la France libre. Ses hommes étaient tous d’origine européenne et ne

parlaient qu'anglais dans l'unité. Sa première opération spéciale fut lancée en Galilée contre les forces syriennes. L'unité travaillera ensuite dans le Néguev, derrière les lignes égyptiennes.

Puis, en 1953, Ariel Sharon reçut carte blanche pour créer une nouvelle unité spéciale. Connue sous le nom d'Unité 101 et rattachée au bataillon parachutiste 890, cette formation, d'une petite centaine d'hommes, se fit rapidement connaître par une série d'opérations efficaces et sanglantes dans lesquelles périrent de nombreuses victimes civiles. Elle se singularisa par sa violence, notamment en Jordanie, où elle tua soixante-neuf habitants lors de l'assaut du village de Kibya. Elle se spécialisa également dans l'enlèvement d'officiers supérieurs arabes qui constituaient une monnaie d'échange précieuse pour Israël. Mais ses hommes furent souvent incontrôlables, n'obéissant qu'à leurs propres règles et l'unité fut bientôt contestée par les dirigeants politiques israéliens eux-mêmes, qui y virent une menace potentielle pour les institutions de leur pays. Elle fut dissoute (janvier 1954) et ses membres intégrés dans l'unité de reconnaissance du corps des parachutistes : la sayeret Tzanhanim.

Ainsi, pendant les quinze premières années de l'État hébreu, diverses unités spéciales jouèrent le rôle d'une véritable force de dissuasion destinée à décourager les dirigeants arabes de se lancer dans toute action militaire d'envergure ; et il faut reconnaître que cette stratégie de dissuasion se révéla payante. Elle fut utilisée jusqu'à ce que l'État hébreu se dote d'une force aérienne puissante et d'un

arsenal nucléaire lui permettant d'assurer la dissuasion par d'autres moyens.

À l'automne 1964, sous l'impulsion de Yitzhak Rabin, alors chef d'état-major des armées, les forces spéciales israéliennes – désignées sous le terme de *sayerot* – sont réorganisées en quatre unités. Trois d'entre elles se voient affectées aux grands commandements de l'armée de terre : Egoz (front Nord), Haruv (front Centre) et Shaked (front Sud). La quatrième, dénommée sayeret Matkal, est rattachée directement à l'état-major général. Dans le même temps, le cadre d'emploi de ces unités se précise ; les forces spéciales vont désormais se voir engagées dans trois grands types de missions : la lutte contre les groupes palestiniens, la lutte contre le terrorisme international à l'étranger et les missions spéciales en appui des opérations militaires[1].

La lutte antiterroriste devient une priorité nationale absolue après la vague de détournements d'avions qui culminera en 1970 avec Septembre noir – lorsque des mouvements palestiniens détourneront simultanément plusieurs avions de ligne vers la Jordanie – et après qu'une série d'attentats meurtriers perpétrés à Athènes, Rome et Munich a menacé de déstabiliser la société israélienne et de porter gravement atteinte à la crédibilité du gouvernement.

Parallèlement, les forces spéciales israéliennes multiplient les missions à finalité militaire, qu'il s'agisse de reconnaissance profonde, de raids de sabotage, de désignation de cibles au profit de l'armée de l'air, d'assaut direct contre des objectifs adverses ou de libération de soldats israéliens prisonniers

derrière les lignes ennemies. La guerre des Six Jours (1967), la guerre d'usure[*2] (1967-1970), la guerre du Kippour (1973) et la guerre du Liban (1982) sont autant d'occasions qui permettent aux unités spéciales israéliennes de faire la preuve de leur efficacité et de remporter de nombreux succès qui contribueront au mythe d'invicibilité des commandos de Tsahal.

Une nouvelle évolution du cadre d'emploi des forces spéciales intervient à la fin des années 1980, avec l'explosion de la première Intifada (1987), la disparition de l'Union soviétique et la première guerre du Golfe (1991). Ces trois événements bouleversent la donne internationale du Moyen-Orient et donc les conditions de la sécurité de l'État hébreu. Avec la chute de l'URSS, principal soutien politique et fournisseur militaire des pays arabes opposés à Israël, et avec la destruction du potentiel militaire de Saddam Hussein, le risque d'une invasion militaire directe s'estompe. Mais elle est aussitôt remplacée par de nouvelles formes de menaces plus insidieuses et plus difficiles à appréhender et à combattre : les mouvements armés qui multiplient les opérations terroristes, notamment après la conclusion des accords d'Oslo. Ainsi, les forces spéciales vont connaître une nouvelle évolution afin de s'adapter à leur nouvel environnement et aux tactiques utilisées par leurs adversaires[2].

Puis, l'apparition du terrorisme djihadiste – radicalement hostile aux « juifs et aux croisés » – à partir de 2001, le développement du progamme nucléaire iranien, la montée en puissance du Hezbollah au Liban, et enfin les conséquences du

« printemps arabe » (2011) – touchant toute l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, déstabilisant profondément les voisins d'Israël et permettant l'installation d'Al-Qaïda sur ses frontières – vont venir compliquer encore davantage l'environnement sécuritaire de l'État hébreu. Les occasions d'emploi des unités spéciales vont s'en trouver multipliées.

Les forces spéciales israéliennes aujourd'hui

Au premier rang des priorités de Tsahal, les forces spéciales israéliennes se sont donc adaptées aux nouvelles menaces. Leur doctrine d'emploi est résumée par la formule suivante : « Tout système de défense est vulnérable ; il est indispensable d'être imaginatif, audacieux et de faire preuve d'initiative pour surprendre l'adversaire en créant des situations qu'il n'aura pas anticipées[3]. » Leurs raids se déroulent généralement de nuit, en coordination interarmées, impliquant de nombreux moyens appartenant à l'aviation (satellites, aéronefs, hélicoptères, drones), aux forces terrestres, ou à la marine ; elles bénéficient d'armements et d'équipements à la pointe de la technologie, souvent sans équivalent chez leurs adversaires.

Toutefois, dresser l'ordre de bataille des forces spéciales est une gageure. Très peu d'informations sont disponibles sur les commandos de Tsahal, protégés par le secret le plus absolu.

Les *sayerot* changent périodiquement de dénomination ou portent simultanément plusieurs appellations pour égarer l'adversaire et ses services de renseignement. De plus, les non-spécialistes ont souvent tendance à les confondre avec les services de renseignement ou avec les unités militaires d'élite (de reconnaissance ou de combat), au profit desquels elles interviennent régulièrement.

Leur nombre exact n'est pas connu pour des raisons évidentes. Il est toutefois possible de dire qu'Israël dispose de plusieurs types d'unités, organisées selon trois vocations complémentaires : les unités à vocation « stratégique », rattachées directement à l'état-major général ; les unités de front ou de zone, affectées à une aire ou à un commandement géographique précis, et les unités à vocation spécialisée, relevant souvent d'une spécialité particulière.

L

Créée en 1957, la sayeret Matkal est l'unité la plus secrète de Tsahal. Elle a participé à la plupart des opérations spéciales majeures lancées par le gouvernement israélien depuis cinquante ans. Connue un temps sous l'appellation d'Unité 269 ou encore Unité 424, elle est considérée comme la meilleure unité de combat de l'armée israélienne, et l'une des meilleures unités de forces spéciales au monde.

Matkal remplit trois fonctions essentielles : expérimenter des modes d'action et des armements susceptibles d'être

adoptés par l'ensemble des forces armées, préparer et conduire des opérations spéciales, inventer de nouvelles formes de combat adaptées aux menaces qu'impose le terrorisme international. Commandée par un colonel, elle jouit d'une indépendance dont aucun autre corps ne bénéficie au sein de Tsahal. Disposant de son propre budget, elle décide elle-même d'acheter ou de payer l'étude du matériel correspondant à ses besoins. Accédant directement aux échelons les plus élevés du commandement, elle peut obtenir renseignements et logistique des trois armées, prendre l'initiative de certaines opérations, en exécuter à la demande ou en proposer de nouvelles.

Le processus de sélection pour accéder à Matkal est particulièrement éprouvant. Une fois retenus pour l'unité, les candidats suivent alors une formation de vingt mois, l'une des plus longues au monde en la matière, comprenant notamment : navigation dans le désert, épreuves d'orientation, exercices antiterroristes, utilisation de tout type d'armes, formation au tir de précision, survie dans tous les milieux, maîtrise des moyens de transmission, utilisation de tout type de véhicules, etc.

Pendant longtemps, l'armée israélienne a eu pour politique officielle de nier l'existence de Matkal. Ses opérations ont été généralement attribuées à des « unités parachutistes d'élite ». Le public en ignora l'existence jusqu'à ce qu'Ahmed Djibril, du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), détourne un avion de la Sabena à destination d'Israël, en 1972. Matkal prit alors l'avion d'assaut et libéra les otages. Beaucoup de ses

opérations sont encore classifiées à ce jour. Toutefois, le voile du secret a été levé sur un certain nombre d'autres, ce qui permet de prendre conscience de son « palmarès » impressionnant.

Matkal ne participa pas à la guerre des Six Jours car son créateur, Avraham Arnan, considérait qu'« un combattant de Matkal est trop précieux pour le chaos d'une guerre ». Ses premières actions significatives eurent lieu pendant la guerre d'usure (1967-1970). En 1968, elle sabote une centrale hydroélectrique et des ponts sur le Nil, en Égypte (opération Shock). La même année, elle sabote également quatorze avions de ligne arabes sur l'aéroport international de Beyrouth, au Liban (opération Gift). En 1969, l'unité intervient de nouveau en Égypte pour saboter des lignes à haute tension. La même année, en coopération avec la shayetet 13, l'unité spéciale de la marine, elle participe à l'assaut contre la forteresse de l'île Verte, qui garde l'entrée sud du canal de Suez (opération Bulmus). Construit par les Anglais pendant la Seconde Guerre mondiale, ce puissant bastion était considéré comme imprenable et les Égyptiens s'en servaient comme base de repli après les opérations qu'ils menaient contre les positions israéliennes sur la rive est du canal. Dans une opération audacieuse, quarante membres des forces spéciales israéliennes réussirent à prendre pied sur l'île, à tuer une grande partie de la garnison égyptienne – une centaine d'hommes dont plusieurs membres de l'unité d'élite As-Saiqa – et à rentrer à la base. Toutefois, l'île resta égyptienne ; six soldats israéliens furent tués et quelques autres blessés,

dont Ami Ayalon, le futur patron du Shin Beth. Mais cette opération fut un succès psychologique : les Égyptiens comprirent qu'ils n'étaient pas à l'abri des raids des forces spéciales de Tsahal. Toujours en 1969 et toujours sur l'île Verte, Matkal, en collaboration avec l'armée de l'air, se rend maître d'une station radar égyptienne équipée de matériels dernier cri livrés par l'Union soviétique (opération Rooster). Les commandos israéliens parviennent à s'en emparer et à les ramener sans dommage. Ces machines seront analysées par les Israéliens qui transmettront les résultats aux services secrets américains.

En juin 1972, elle enlève cinq agents de renseignement syriens (opération Crate), destinés à servir de monnaie d'échange contre trois pilotes israéliens capturés par Damas, quelques mois plus tôt. Parallèlement, Matkal conduit avec succès de nombreuses interventions antiterroristes sur le territoire national. Le 8 mai 1972, sur l'aéroport de Lod (Tel-Aviv), elle libère les passagers du vol Sabena 571 retenus en otages par des pirates de l'air du FPLP dirigés par Ahmed Jibril (opération Isotope). À noter que cette opération, qui illustre la maîtrise des Israéliens en la matière, a eu lieu avant les événements de Munich – que la police allemande n'a pas su gérer faute d'unité spécialisée – donc avant même la création du GIGN français et du GSG9 allemand[4]. En avril 1973, Matkal participe, avec la shayetet 13, à l'élimination des chefs terroristes de Septembre noir à Beyrouth, (opération Spring of Youth). Guidés par les hommes du Mossad, quarante commandos de l'unité, arrivés par la mer et dirigés par le futur

Premier ministre Ehud Barak, donnent l'assaut à des bâtiments occupés par l'OLP dans la capitale libanaise. De nombreux cadres de l'organisation et de Septembre noir sont tués. Au cours de ce raid, les Israéliens récupèrent des centaines de kilos d'archives. Leur exploitation permettra de reconstituer et d'éliminer les réseaux de soutien de Septembre noir en Europe. Puis, lors de la guerre du Kippour, Matkal, appuyée par la brigade d'infanterie Golani, reprend le mont Hermon aux commandos syriens. Parallèlement, l'unité effectue des embuscades sur les arrières des forces égyptiennes et syriennes, au cœur même de leurs territoires. Puis, elle sauve les élèves de l'école de Maalot (1974), avant de libérer, l'année suivante, des otages retenus dans un hôtel de Tel-Aviv par l'OLP (opération Savoy). En juillet 1976, elle libère les passagers de l'Airbus d'Air France, retenus en otages dans l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda. Cette opération reste à ce jour le plus grand succès de la Matkal[5]. Elle constitua un véritable modèle du genre qui servit de référence pendant plus de vingt ans aux forces spéciales et aux groupes antiterroristes du monde entier.

Le montage d'une telle opération – aux données politiques et militaires complexes, nécessitant l'engagement d'effectifs peu nombreux mais très divers, chacun chargé d'une partie spécifique et capitale de l'entreprise – reposait d'abord sur l'acquisition de renseignements de qualité sur la configuration exacte des objectifs et les forces en présence, ce qui fut fait par le Mossad, qui introduisit clandestinement des agents sur place. Dès lors, tout fut minutieusement prévu et planifié.

Un Boeing 707 banalisé des forces de défense israéliennes, devant servir d'infirmerie volante, se posa à Nairobi, au Kenya, pays entretenant traditionnellement de bonnes relations avec Israël. Il était piloté par des hommes qui connaissaient l'aéroport d'Entebbe. Profitant de la nuit, cinquante parachutistes israéliens se faufilèrent hors de l'avion-hôpital et rejoignirent aussi vite que possible les berges du lac Victoria. Grâce à des canots pneumatiques, ils gagnèrent la rive ougandaise et prirent position autour de l'aéroport. Dans le même temps, à Entebbe, six hommes du Mossad avaient encerclé l'appareil. Chacun disposait d'un émetteur-récepteur radio à haute fréquence et d'un appareil électronique destiné à brouiller les radars de la tour de contrôle.

Quatre avions de transport C-130, avec à leur bord la force d'intervention d'environ deux cents combattants provenant de diverses unités, décollent le samedi 3 juillet vers 16 heures pour un vol de 4 000 km au-dessus la mer Rouge vers Entebbe, escortés au début par des avions de chasse. Un autre Boeing 707, poste de commandement et relais de transmission volant, les accompagne, croisant au-dessus du théâtre d'opérations afin que le commandement puisse éventuellement, en cas d'incidents inattendus, en vol ou à terre, engager d'autres forces aériennes ou aéroportées maintenues en alerte en Israël.

Les appareils se posent d'abord à Nairobi afin de refaire le plein en carburant, avant de « fondre » sur l'aéroport d'Entebbe. Le système de brouillage déployé par les hommes

du Mossad fonctionne à la perfection : les autorités de l'aéroport essayent encore de comprendre ce qui est arrivé à leurs radars quand les trois C-130 et l'avion-hôpital atterrissent sur la piste.

À 23 h 03 heure locale, en plein clair de lune, le premier avion se pose sur la piste secondaire de 2 600 m de l'aéroport d'Entebbe, s'arrêtant non loin de l'ancienne aérogare, lieu de détention des otages. Les deux autres suivent à quelques secondes d'intervalle. Immédiatement des jeeps armées sortent par les rampes arrière des appareils et foncent vers leurs objectifs. Ainsi, des dizaines de soldats en tenue camouflée font irruption dans le bâtiment où les otages sont retenus, les libèrent et abattent les terroristes ainsi que seize soldats ougandais, avant de rembarquer aussi vite qu'ils étaient venus[*3]. Les parachutistes postés en soutien n'eurent même pas besoin d'entrer en action. Ils repartirent en canot sur le lac Victoria. À Nairobi, ils furent récupérés par un avion de transport israélien et ramenés au pays.

Le raid aéroporté fut préparé en cinq jours et exécuté en moins de 90 minutes, après quinze heures de vol. Le bilan fut exceptionnel : cent trois prisonniers furent libérés et seuls deux otages furent tués et cinq blessés. Les Israéliens n'eurent à déplorer qu'un tué et quatre blessés. En face, sept terroristes furent abattus, trois faits prisonniers et seize soldats ougandais furent tués. Du point de vue militaire, on peut parler de l'exécution parfaite d'une mission extrêmement délicate. Le raid montra au monde la capacité israélienne en

matière d’opération spéciale. Il est important d’en mettre certains aspects en lumière.

Concevoir une telle opération en si peu de temps nécessite de disposer d’informations complètes et récentes concernant les aéroports africains, de leurs équipements radars et de leurs moyens de défense antiaériens. Sans doute existait-il, quelque part dans les tiroirs des services israéliens, un dossier d’objectif constamment tenu à jour. Il a pu être rapidement complété, notamment grâce à la très probable collaboration de services étrangers (pays occidentaux, mais aussi Kenya).

Le brouillage des moyens de détection et de transmission locaux, pendant et après l’action de force joua un rôle essentiel pour empêcher que l’armée ougandaise ne détecte l’approche des appareils et ne puisse ordonner l’arrivée de renforts. En effet, un important camp militaire était situé à courte distance du terrain d’aviation. Mais les parachutistes arrivés du Kenya en minèrent la route d’accès et installèrent un échelon de protection face à cette garnison.

Le recours à un stratagème destiné à abuser les militaires ougandais eut aussi une incidence majeure. Dès l’arrêt du premier C-130, afin d’immobiliser encore tous les personnels ougandais au sol, mis en éveil par les bruits des moteurs, une Mercedes noire occupée par dix « faux » soldats ougandais débarqua, suscitant l’interrogation et détournant l’attention des forces de sécurité pendant les dizaines de secondes nécessaires aux commandos pour bondir hors des avions et se précipiter vers leurs différents objectifs.

Enfin, une partie des commandos mit immédiatement hors service la tour de contrôle et les radars de l'aéroport, et détruisit au sol une dizaine de chasseurs ougandais MiG 17 et MiG 21 qui auraient pu abattre les avions israéliens sur le chemin du retour.

Surtout, rien n'avait été laissé au hasard : une autre unité spéciale israélienne se trouvait à Djibouti – avec l'accord du gouvernement français – prête à entreprendre une opération terrestre en cas d'échec de la première intervention. Le service de renseignement français (SDECE) aida considérablement les Israéliens en cette occasion en leur fournissant une partie des renseignements indispensables à l'action.

L'opération est incontestablement un fait d'armes exceptionnel. Pourtant, comme le déclara ensuite l'un des commandants de Matkal, « la décision politique était beaucoup plus difficile à prendre que l'opération militaire à réaliser ».

En 1980, l'unité libère les otages de la maternelle du kibboutz de Misgav Am (1980), détenus par des membres du Front de libération arabe (FLA), d'origine irakienne. Puis, en 1982, lors de la guerre du Liban, Matkal effectue des reconnaissances profondes en avant des forces israéliennes. Ses tireurs d'élite réussissent à cibler Yasser Arafat, mais ne sont pas autorisés à l'éliminer. En 1984, elle résout avec succès la prise d'otages du bus 300, qui donnera néanmoins lieu à un scandale[*4]. En 1988, l'unité parvient à éliminer Abou Jihad, l'un des leaders majeurs de l'OLP, dans sa villa de Tunis. Puis,

en 1989, elle enlève au Liban le cheikh Abdul Karim Obeida, un des leaders du Hezbollah, afin d'obtenir la libération du pilote israélien Ron Arad, mais sans succès, le mouvement chiite préférant sacrifier son leader religieux que de rendre son otage.

En novembre 1992, Matkal prépare l'assassinat du président irakien Saddam Hussein (opération Bramble Bush), mais la mission n'aura pas lieu. En effet, quelques jours avant son déclenchement, un missile destiné à l'opération explose sur la base des commandos dans le Néguev, tuant cinq d'entre eux. En 1994, l'unité réussit à enlever Mustafa Dirani, un leader chiite libanais. La même anné, l'unité connaît l'un de ses rares échecs. L'opération était destinée à libérer Nachshon Wachsman, un soldat pris en otage par le Hamas et retenu dans un village de Cisjordanie. Le chef du commando Matkal et l'otage qu'il était venu libérer trouvent la mort dans l'opération.

En 2006, lors de la seconde guerre du Liban, l'unité conduit de nombreuses actions – conjointement avec l'Unité Shaldag – afin de perturber le trafic d'armes à destination du Hezbollah. À l'occasion de l'une d'entre elles, des éléments de l'unité tombent dans une embuscade et un officier supérieur est tué et plusieurs cadres blessés (opération Sharp and Smooth). En 2007, Matkal est inflitrée en Syrie afin de prélever des échantillons au sol d'un réacteur nucléaire syrien présumé, ce qui permettra la confirmation de son existence et le déclenchement d'un frappe aérienne pour le détruire (opération Orchard). Depuis cette date, ses opérations ne sont

pas connues. Mais Matkal intervient souvent au profit de la communauté israélienne du renseignement, avec laquelle elle entretient des liens étroits. D'ailleurs, beaucoup de ses membres rejoignent le Shin Beth, Aman ou le Mossad à l'issue de leur séjour dans l'unité.

Créée en 1948 par Yohai Ben-Nun à partir de quelques hommes issus du Palyam, la branche navale de la Haganah, la shayetet 13 – également connue sous la dénomination de Flotille n° 13, S'13 ou de Kommando Yami – est rattachée à la marine. C'est l'une des unités spéciales les plus prestigieuses d'Israël. Elle est souvent comparée aux Navy Seals américains. Son existence ne fut révélée qu'en 1960.

Basée à Atlit, la shayetet 13 a pour mission de conduire des opérations de renseignement et de destruction en territoire ennemi, en ciblant notamment les navires de guerre amarrés dans les ports adverses (attaques sous-marines). L'unité est aussi spécialisée dans les opérations amphibies (raids de reconnaissance et sécurisation de têtes de pont) et le contre-terrorisme maritime. La formation des nageurs de combat dure vingt mois au cours desquels ils subissent un entraînement intensif, extrêment sélectif, comparable à celui de Matkal : apprentissage des techniques de combat, de plongée et de sabotage, saut en parachute, formation à la survie en milieu hostile ou au pilotage de voitures rapides, etc.

Toutefois, l'histoire de la shayetet 13 a été assez mouvementée. Dès l'origine, l'armée de terre fut hostile à la création de cette unité, considérant qu'elle disposait de forces

spéciales en quantité suffisante et que le rôle de la marine devait se limiter à permettre leur acheminement vers leurs objectifs. Mais cette dernière s’obstina. L’unité vit cependant son budget et ses effectifs strictement limités, ce qui ne l’empêcha pas de multiplier les missions opérationnelles, avec des succès variés.

Le 9 juillet 1958, des commandos de la shayetet 13 s’infiltrent dans le port de Beyrouth (opération Yovel), mais ils sont découverts et doivent se replier sous les tirs. En août 1966, l’unité reçoit pour mission de récupérer l’épave d’un MiG syrien qui s’est abîmé dans la mer de Galilée, mais les plongeurs doivent abandonner l’opération sous le feu des forces syriennes qui parviennent à récupérer l’aéronef.

Pendant la guerre des Six Jours, l’unité est chargée de neutraliser les flottes ennemies. Mais, une nouvelle fois, la chance ne sera pas au rendez-vous. Des commandos s’infiltrent dans Port-Saïd mais n’y trouvent aucun navire. Puis, lors d’un raid à Alexandrie, six plongeurs sont capturés par les Égyptiens. Ils ne seront relâchés qu’en janvier 1968. Toutefois, les Komando Yami connaîtront le succès, en juillet 1967, à l’occasion d’un raid à travers le canal de Suez : ils parviennent à détruire une ligne ferroviaire égyptienne en plusieurs endroits.

En 1969, pendant la guerre d’usure, la shayetet 13 participe, avec Matkal, au raid contre l’île Verte déjà évoqué. Bien que l’opération soit un succès, elle y perd trois hommes. En septembre de la même année, l’unité conduit plusieurs raids contre les ancrages égyptiens à Ras el-Sadate et parvient

à détruire deux patrouilleurs P-183 (opération Escort). Mais trois opérateurs sont tués sur le chemin du retour lorsque l'une de leurs charges explose.

Au cours des années 1970, l'unité connaît une réorganisation mettant l'accent sur la formation et orientant davantage ses actions sur les opérations à terre, ce qui génère quelques tensions avec l'armée de terre, mais qui va lui permettre de renouer avec le succès.

Le 14 janvier 1971, la shayetet 13 conduit un raid contre une base terroriste au Liban, près de Saïda, où une vingtaine de combattants palestiniens suivent une formation de plongeurs offensifs (opération Bardas). Plusieurs bâtiments de la base sont détruits et un certain nombre de terroristes blessés, notamment leur commandant, Abou Youssef. L'objectif n'est pas pleinement atteint car, au cours du raid, les commandos découvrent plusieurs femmes dans un des bâtiments et décident de ne pas le faire sauter. Un mois plus tard, aux côtés de la sayeret Tzanhanim, les Komando Yami attaquent des bases de guérilla à Nahr al-Bared et à Beddawi (Liban) ; une quarantaine de Palestiniens sont tués et soixante sont blessés, un instructeur militaire turc est fait prisonnier. La même année toujours, la shayetet 13 intervient à Beyrouth aux côtés de Matkal pour éliminer plusieurs membres de Septembre noir, le groupe qui a perpétré le massacre des athlètes israéliens lors des jeux Olympiques de 1972 à Munich (opération Spring of Youth). Puis, pendant la guerre du Kippour, des commandos de S'13 attaquent à plusieurs reprises les ports égyptiens et parviennent à détruire cinq

navires de guerre et à en endommager gravement un autre. L'unité perd deux des siens au cours du conflit.

Après la guerre du Kippour, la S'13 poursuit ses opérations contre les navires participant au trafic d'armes au profit des groupes terroristes, avec des succès mitigés. Puis, à partir des années 1980, l'unité est de plus en plus engagée dans des opérations au Liban. En 1980 et 1981, elle y conduit avec succès plus d'une vingtaine de raids contre des bases de la guérilla. Notamment, en avril 1980, suite à des renseignements selon lesquels un groupe terroriste basé au Sud-Liban préparait une action d'enlèvement dans une communauté dans le nord d'Israël, les commandos de S'13 attaquent sa base, éliminant une quinzaine de combattants.

En 1982, pendant la guerre du Liban (opération Paix en Galilée), la S'13 établit une tête de pont à l'embouchure de la rivière Awali, permettant le débarquement des blindés et de l'infanterie. L'unité effectue également, entre autres, trois raids contre des bâtiments de l'OLP à Beyrouth. Tout au long des années 1980, elle conduira des dizaines d'opérations et portera des coups décisifs, tant humains que matériels, au Hezbollah.

Le 5 septembre 1997, la shayetet 13 subit toutefois un échec majeur lors d'un raid au Liban, afin d'assassiner un haut dignitaire du Hezbollah. Alors que ses commandos, débarqués de nuit au sud de Sidon, entre les villes de Loubieh et Ansariya, commencent à progresser vers leur objectif, ils entrent en terrain miné et tombent dans une embuscade. Le

commandant du détachement est tué le premier. Cloués au sol par le feu ennemi jusqu'à l'aube, douze de ses hommes connaîtront le même sort. Trois autres seront grièvement blessés. L'armée de l'air intervient alors sous les tirs pour évacuer les morts et les blessés. Toutefois, les corps de certains soldats israéliens ne seront renvoyés en Israël qu'en juin 1998, dans le cadre d'un accord d'échange de prisonniers. Cet événement, dénommé « le désastre naval », est à ce jour l'épisode le plus noir de l'histoire des forces spéciales israéliennes. En 2011, le Hezbollah finira par revéler qu'il était au courant de l'opération à l'avance grâce à l'interception de prises de vue des drones israéliens qui avaient survolé l'objectif quelques jours avant le raid.

Au cours de la deuxième Intifada (2000), la shayetet 13 conduit de nombreuses opérations contre-terroristes en Cisjordanie et à Gaza, afin d'arrêter ou d'éliminer des membres du Hamas, du Djihad islamique et de la Brigade des martyrs d'Al-Aqsa. L'unité participe également à la bataille de Jénine. Enfin, elle arraisonne trois navires palestiniens qui tentent de faire entrer des armes à Gaza : le *Karine A,* le *Santorin* et l'*Abu-Yusuf*.

En 2004, ses activités sont temporairement suspendues après qu'une plainte est déposée par un groupe israélien des droits de l'homme, accusant des membres de l'unité d'avoir tiré sans raison sur un combattant palestinien désarmé. L'enquête qui suivit révéla que l'homme abattu dissimulait une grenade sur lui et l'unité fut blanchie.

Pendant la seconde guerre du Liban (2006), les commandos réalisent un raid héliporté audacieux sur la ville de Tyr, tuant vingt-sept membres du Hezbollah et détruisant le poste de commandement d'une unité de lance-roquettes bombardant Israël.

Selon le *Sunday Times*, ce sont des hommes de la shayetet 13, débarqués depuis un yacht ancré au large de la côte syrienne, qui sont responsables de l'assassinat du général Muhammad Suleimane. Principal responsable du programme nucléaire de Damas et acteur incontournable pour les livraisons d'armes iraniennes au Hezbollah libanais, il a en effet été tué le 1er août 2008, pendant son séjour dans sa maison familiale près de Tartous, sur la côte méditérranéenne. Alors qu'il donne un dîner, Suleimane est abattu de plusieurs balles tirées à bout portant par un commando S'13, sans que ses gardes du corps aient eu le temps de riposter. Le régime syrien avait à l'époque gardé le silence sur cet assassinat mais de nombreuses sources avaient indiqué que tous les indices laissaient penser qu'il s'agissait d'une opération israélienne.

La shayetet 13 sera également engagée au cours de l'opération Plomb durci à Gaza, fin 2008, où elle désignera des cibles du Hamas aux avions de l'armée de l'air. L'unité conduira une mission similaire au Soudan (26 mars 2009), afin de détruire un convoi de dix-sept camions transportant des armes à destination des groupes palestiniens et un quai d'amarrage servant aux navires iraniens.

Le 31 mai 2010, la shayetet 13 a pris part à l'opération Sea Breeze (également appelée Sky Winds) afin d'intercepter une

flottille de navires civils internationaux essayant de briser le blocus de Gaza. Les commandos, dotés d'armes non létales et de pistolets de 9 mm, parviennent sans difficulté à monter à bord des cinq navires. Les versions divergent sur la suite des événements : les activistes nient avoir eu recours à la force tandis que l'armée israélienne a indiqué que les hommes de S'13 ont été attaqués par des dizaines de militants qui, armés de couteaux, de barres de fer et d'armes improvisées, ont cherché à les capturer et à s'emparer de leurs armes. Trois soldats auraient même été faits prisonniers. Face à l'inefficacité des armes non létales, les commandos auraient alors ouvert le feu à balles réelles pour mettre hors d'état de nuire les activistes et prendre le contrôle du navire. Ce qui est certain, c'est que les Israéliens avaient visiblement sous-estimé la détermination des passagers du navire, dont il est maintenant clairement établi qu'ils avaient l'intention de s'opposer physiquement à toute tentative d'arraisonnement et de forcer le blocus. Finalement, neuf militants ont été tués et plusieurs dizaines d'autres blessés. Sept membres du S'13 ont également été blessés, dont deux grièvement. Cette action a été ensuite unanimement condamnée par la communauté internationale et a contribué à refroidir encore un peu plus les relations diplomatiques d'Israël avec la Turquie, dont étaient issues la plupart des victimes.

Depuis, les hommes de la shayetet 13 poursuivent leurs opérations contre les navires participant au trafic d'armes, dont plusieurs sont arraisonnés chaque année par leurs soins.

Moins connue et de création plus récente que Matkal et S'13, la sayeret Maglan (Ibis) – également connue sous le nom d'Unité 212 – est la troisième unité spéciale directement rattachée à l'état-major des armées. Elle est chargée de conduire des raids en profondeur en territoire ennemi, à des fins militaires ou de contre-terrorisme. Outre l'action directe, elle est spécialisée dans la désignation des cibles pour les raids aériens des avions et hélicoptères d'attaque israéliens.

Créée en 1986, son existence n'a été dévoilée qu'en 2006 et peu de choses sont connues à son sujet. Maglan aurait participé à la chasse aux Scud en territoire irakien au cours de la première guerre du Golfe (1991). Montées sur des Land Rover équipés de missiles antichars, ses équipes auraient localisé et détruit plusieurs lanceurs Scud mobiles.

Le niveau d'excellence de Maglan est comparable à celui de Matkal. La sélection, d'une durée de dix-huit mois, est extrêmement sévère et moins d'un tiers des candidats parvient à son terme. Si la résistance physique est primordiale, la force mentale l'est plus encore. Il faut être ultramotivé pour rejoindre Maglan. Mais, fait relativement rare parmi les commandos, l'unité a la réputation d'être un repaire de « pacifistes ». En effet, beaucoup de ses membres sont issus des classes moyennes ou des kibboutz, et marqués à gauche. Certains d'entre eux ont l'habitude, semble-t-il, de prendre des libertés avec la discipline militaire, s'habillant la plupart du temps en tenue civile ou en baskets et se singularisant par leurs prises de position politiques. Ainsi, au début des années 1990, des membres de Maglan ont adressé

une lettre au Premier ministre Yitzhak Shamir, lui demandant qu'Israël se retire de la bande de Gaza. Puis, au début des années 2000, des cadres de l'unité ont refusé de servir dans les territoires occupés, réclamant le statut d'objecteurs de conscience. Cela n'a pas empêché Naftali Bennett, le leader du parti d'extrême droite La Maison Juive et actuel ministre de l'Économie, d'y faire carrière.

L'unité a cependant fait taire les critiques par ses succès. Les commandos de Maglan ont ainsi conduit de très nombreuses opérations à haut risque derrière les lignes ennemies, dont la plupart restent secrètes. Au cours de la seconde guerre du Liban (2006), Maglan a été la première unité engagée contre les forces du Hezbollah, au-delà de la « barrière de sécurité » et a conduit, avec succès, de nombreuses opérations. Elle aurait notamment opéré dans la zone littorale du Liban, détruisant 150 objectifs (sites de commandement, véhicules, caches de munitions, infrastructure), dont 40 lance-roquettes (opération Beach Boys). Ses objectifs se trouvaient dans des zones hors de portée pour l'armée de l'air, ou dans lesquelles celle-ci ne souhaitait pas s'engager. L'unité a ainsi acquis une remarquable expérience dans la localisation et la destruction des lance-missiles et des lance-roquettes (Katioucha) du Hezbolah, et ses opérations ont entraîné une réduction de 40 % des tirs ciblant les villes du nord d'Israël. Pour ses nombreux succès, Maglan a reçu une citation de l'état-major.

Les unités de « front »

L'unité Douvdevan (« Cerise ») a été créée en 1988 par Ehud Barak, alors chef d'état-major adjoint, pour faire face à l'Intifada. Son existence ne fut révélée qu'en 1994. C'est l'une des plus prestigieuses unités spéciales de Tsahal, subordonnée à la Division de Judée-Samarie (front Centre). Les futurs commandos de l'unité proviennent principalement de la Brigade parachutiste. Douvdevan est spécialisée dans la neutralisation des groupes terroristes palestiniens. Ses membres, tous arabisants, opèrent en petites équipes, le plus souvent en civil, au milieu de la population palestinienne[*5]. Ils ont largement contribué à la neutralisation des chefs historiques du Hamas et du Djihad islamique. Toutefois, la crédibilité de Douvdevan a été entachée par une série de bavures et de tirs fratricides ayant entraîné la démission d'un de ses commandants. En 1988, une unité similaire (Shimson) fut créée par Ehud Barak, en même temps que Douvdevan, afin de conduire des missions similaires dans la bande de Gaza. Elle a été dissoute suite au retrait israélien de ce territoire.

L'unité Egoz (« Noisette ») a été créée en 1956. À l'origine, sa mission était de conduire des raids derrière les lignes ennemies. Par la suite, l'unité a été dissoute et reconstituée à de nombreuses reprises. Depuis août 1995, elle est devenue l'unité spéciale de contre-terrorisme du commandement du front Nord. Egoz recrute ses hommes principalement au sein de la Brigade Golani.

L'Unité d'alpinisme (*Yehidat HaAlpinistim*) est une unité spéciale d'infanterie de Tsahal subordonnée au commandement de la région Nord, spécialisée dans le combat en montagne. Elle est composée de réservistes ayant tous servi dans des unités d'élite pendant leur service militaire régulier et qui continuent de suivre un entraînement poussé de combat en montagne, été comme hiver.

L

La sayeret Golani est l'unité de reconnaissance de la 1re brigade d'infanterie Golani – une des meilleures de Tsahal. Ses éclaireurs, surnommés les « Tigres volants », sont particulièrement aguerris au combat urbain et aux missions spéciales. Créée en 1948, elle s'est illustrée pendant la guerre des Six Jours en s'emparant de positions clés sur le Golan, puis lors de la guerre du Kippour en reprenant le contrôle du mont Hermon. Elle participa également au raid sur Entebbe, puis à l'opération Litani, en 1978, au Liban. C'est toutefois en juin 1982, lors de l'opération Paix en Galilée, qu'elle accède à la notoriété en délogeant les *fedayins* palestiniens retranchés dans le château de Beaufort, puis en combattant dans Beyrouth assiégé.

La sayeret Tzanhanim regroupe, depuis 1954, les meilleurs éléments des troupes aéroportées. Elle fait office d'unité de reconnaissance de la brigade parachutiste et s'est spécialisée dans l'infiltration à longue distance par voie aéromobile. Cette

unité a conquis ses titres de gloire lors de l’assaut sur le col de Mitla pendant la campagne du Sinaï en 1956, puis lors de la prise de la vieille ville de Jérusalem, durant la guerre des Six Jours. En 1968, plusieurs *tzanhanim* furent déposés près du barrage d’Assouan, en plein territoire ennemi, où ils parvinrent, avec Matkal, à détruire une installation électrique et deux ponts (opération Shock). L’unité fut également engagée lors d’une mission spéciale visant la destruction d’un pont stratégique en profondeur sur le territoire syrien, pendant la guerre du Kippour, destinée à stopper l’arrivée de renforts blindés irakiens. Par la suite, les bérets rouges israéliens, spécialisés dans le combat urbain, ont été très largement utilisés dans la lutte contre l’Intifada. La sayeret Tzanhanim a enfin été spécialement entraînée pour rechercher et détruire les Scud irakiens pendant la guerre du Golfe. Son engagement dans ce conflit fut toutefois annulé par le gouvernement israélien pour des raisons politiques.

La sayeret Givati est l’unité de reconnaissance et d’éclairage de la 5e brigade d’infanterie d’élite Givati. Elle participa aux combats les plus féroces de la guerre d’indépendance. Ses commandos se firent rapidement surnommer les « Renards de Samson ». En 1956, la brigade fut dissoute et le nom de Givati fut transféré à la 17e brigade de réserve. À la fin de la guerre du Kippour, les fantassins et les éclaireurs de cette unité tentèrent sans succès de s’emparer de la ville de Suez. Ils subirent de lourdes pertes et durent se replier dans des conditions difficiles. L’opération Paix en Galilée (1982) ayant démontré le besoin, pour l’armée

israélienne, de disposer de davantage de fantassins et de commandos, la 5e brigade d'infanterie Givati fut reformée en juin 1983. Dans sa nouvelle formule, elle se spécialisa dans les opérations amphibies. Pendant près de dix-sept ans, la sayeret Givati a été au premier rang des forces spéciales israéliennes engagées au Sud-Liban.

La sayeret Ha'Druzim – également connue sous le nom d'Unité 300 – est composée d'Israéliens issus de minorités ethniques (Druzes principalement, mais aussi Circassiens et Arabes). Elle est spécialisée dans la reconnaissance des pays ennemis et l'infiltration des milieux arabes. Ce sont les combattants de cette unité qui, pendant la guerre des Six Jours, se sont emparés de la ville de Jénine, en Cisjordanie, en se faisant passer pour des soldats irakiens. Elle a également conduit des raids de représailles dans les pays voisins, comme à Karameh en 1968 ou à Beyrouth en 1973.

De nombreuses autres composantes de l'armée de terre disposent d'une petite unité d'élite composée de leurs meilleurs éléments, capable de conduire ponctuellement des opérations spéciales. Ainsi, le corps du génie a créé la sayeret Yahalom (« Diamant »), qui a pour missions le sabotage, la destruction d'objectifs, ainsi que la prise en charge d'armements dangereux (NRBC) et, depuis quelques années, la recherche et la destruction des tunnels et caches d'armes ennemis. La sayeret Sherion relève du corps blindé au profit duquel elle effectue des opérations de reconnaissance. La sayeret Meitar (« Corde ») est l'unité d'élite d'artillerie, etc.

L'armée de l'air a également développé plusieurs unités à vocation spéciale. La sayeret Shaldag (« Martin-Pêcheur ») – ou Unité 5101 – est chargée de la récupération des pilotes abattus en territoire ennemi (sauvetage de combat), de la désignation d'objectifs au profit des chasseurs bombardiers de l'armée de l'air. La Heyl Haavir (armée de l'air) dispose également d'une autre unité à vocation spéciale, l'Unité 669. Regroupant combattants et personnels de santé, elle est spécialisée dans le sauvetage de combat ou le secours aérien aux victimes et la recherche des soldats disparus. Enfin, l'Unité 5707 serait chargée des missions d'évaluation des bombardements (*Bomb Damage Assessment*).

Depuis leur création, les forces spéciales israéliennes ont été fréquemment engagées et ont dû remplir des missions très variées. C'est la principale raison de leur efficacité. Mais si les succès ont été nombreux et parfois spectaculaires, les échecs ont également été fréquents – ainsi que les pertes humaines –, plus que le public ne l'imagine généralement. C'est là la triste loi du genre à laquelle personne n'échappe en la matière : la performance s'obtient toujours au prix du sang versé.

Indéniablement, les forces spéciales israéliennes ont significativement contribué à donner de l'État hébreu l'image d'un pays fort et déterminé, n'hésitant pas user de la force chaque fois que cela s'avère nécesaire et ne cédant jamais face au terrorisme. Leur capacité d'action dans la profondeur, sous forme de raids de destruction stratégiques, devrait se voir renforcée dans les années à venir. En particulier, les

opérations combinées avec l'armée de l'air – à l'image de celles conduites contre le site nucléaire syrien d'Al Kibar, en septembre 2007 ; contre un convoi de camions d'armes destinées au Hamas, au Soudan en janvier 2009 ; et contre une usine d'armes de Khartoum, en octobre 2012 – sont autant de « rappels que le gouvernement israélien s'autorise à agir où bon lui semble pour empêcher ses adversaires de se renforcer[6] ». Le message s'adresse, en premier lieu, à l'Iran qui pourrait bien être la prochaine cible des opérations spéciales de Tsahal.

---

*1. SOE : service action britannique du temps de guerre.

*2. Après la guerre de 1967, les mouvements palestiniens et l'armée égyptienne mènent des raids contre Israël qui occupe le Sinaï et la Cisjordanie. Cette période, appelée « guerre d'usure » parce qu'elle ne donne pas lieu à des affrontements d'ampleur et ne remet pas en cause le statu quo territorial, prend fin en juillet 1970 avec la signature d'un accord de cessez-le-feu qui tient jusqu'à la guerre du Kippour, même s'il est utilisé par les deux belligérants pour renforcer leurs capacités militaires.

*3. L'assaut dura cinq minutes, soit deux de moins que le temps prévu. Le premier avion redécolla après 53 minutes, le dernier restant 90 minutes au sol.

*4. Cf. chapitre 10, p. 267.

*5. L'appelation de sayeret Mista'arvim – contraction de *Misatavim* (déguisés) et *Aravim* (arabes) – apparaît souvent. Elle ne désigne pas une formation particulière mais le fait que des hommes des unités spéciales se déguisent en Arabes pour conduire certaines de leurs interventions.

CHAPITRE 6

« HAMISRAD »

« Mes années passées au Mossad ont été les plus heureuses de ma vie. [...] Rien ne peut leur être comparé : ni la politique, ni le fait d'avoir été Premier ministre. »

Yitzhak Shamir [1].

Au début des années 1920, la Haganah – la milice armée des Juifs de Palestine, ancêtre de Tsahal – fonde le Shai (*Sherout Yediot* ou « Service d'information »), premier service de renseignement juif en Palestine. Il est chargé de surveiller les agents et les forces armées arabes, les troupes britanniques et la *Special Branch*, mais aussi les membres de la Haganah. Le Shai a également pour mission d'obtenir des informations sur les intentions britanniques pour la Palestine. Ses agents sont partout : dans la police, les douanes, les services postaux et les services de transport.

Lors de la création de l'État hébreu, en 1948, les missions de renseignement extérieur sont réparties entre le Département politique du ministère des Affaires étrangères [*1] (*HaMahlaka HaMedinit* ou Mamad), dirigé par Boris Gouriel, le service de renseignement militaire (*Sherout Hamodi'in*) et le service de sécurité général (Shin Beth) rattaché au ministère de la Défense[2].

En parallèle, en 1949, fut créé l'Aliyah B (*Ha-Mossad le-Alyah Bet*, littéralement « Institut pour l'immigration de type B », c'est-à-dire illégale), parfois dénommé « le premier Mossad ». Il ne s'agit pas d'un service de renseignement, mais d'une agence chargée d'organiser l'immigration clandestine juive vers Israël. L'Aliyah B était une véritable multinationale sans équivalent dans le monde. C'était une sorte d'énorme agence de voyage clandestine : elle comptait une soixantaine de bateaux, des avions [*2] et un nombre incalculable de véhicules, le tout coordonné par un réseau mondial de télécommunication. Grâce à l'action de l'Aliyah B, la population du jeune État d'Israël doubla au cours des années qui suivirent sa création. Par ailleurs, l'expérience acquise par ses membres dans les opérations d'immigration clandestine permit à certains de devenir plus tard l'élite du Mossad.

Mais alors que la communauté du renseignement israélienne se met progressivement en place, début 1951, l'inimaginable se produit : la plupart des agents européens du Département politique du ministère des Affaires étrangères se met en grève. Devant une telle mutinerie, Reuven Shiloah [*3], le coordinateur des services, supprime ce Département, limoge

Boris Gouriel, jugé trop peu efficace, ce qui amène la démission collective de l'état-major du département. Ce que l'on appellera la « révolte des espions », laissera longtemps des séquelles. Cependant, cette réorganisation sera le véritable point de départ de l'histoire du renseignement israélien.

En effet, en mars 1951, par une directive de David Ben Gourion, le « nouveau » Mossad (*Ha-Mossad le-Modiin ve le-Tafkidim Meyuhadim*[*4], également appelé Hamisrad : « le bureau ») est créé pour centraliser toutes les activités de renseignement extérieur. Il est rattaché directement au Premier ministre et non plus au ministère des Affaires étrangères. Le Mossad actuel se considère toutefois comme l'héritier du Shai.

L'année suivante (1952), l'Aliah B est dissout et ses missions sont réparties entre le « nouveau » Mossad et une agence créée pour l'ocasion, Nativ. Le premier prend en charge la protection des Juifs vivant dans les pays arabes – organisant pour eux des cellules d'autodéfense – mais aussi en Europe et en Amérique latine. Nativ se voit attribuer les pays communistes, dans lesquels aucune disposition d'autodéfense ne fut prise car cela aurait été trop dangereux[3].

Le Mossad devient donc le seul service israélien chargé du renseignement et des opérations clandestines à l'étranger. Il est également chargé d'établir ou d'entretenir les contacts avec les pays qui n'ont pas de relations diplomatiques officielles avec Israël et de protéger les intérêts juifs à travers le monde. Il a donc la planète entière pour terrain de jeu, mais il n'intervient pas sur le sol israélien ni dans les territoires

occupés (Cisjordanie). Ses priorités sont les pays arabes hostiles à Israël et les mouvements terroristes proche-orientaux, mais aussi les États-Unis, parce qu'il est indispensable pour Israël d'anticiper toutes les décisions de son allié pouvant affecter sa sécurité comme pour s'y procurer des technologies militaires de pointe.

Structure et organisation

Le Mossad compte près de 3 000 personnes[4], dont plusieurs centaines en poste à l'étranger. Son quartier général se trouve à Tel-Aviv. C'est une organisation civile. Ses employés n'ont pas de grades militaires bien que la plupart d'entre eux ait servi dans les Forces de défense israéliennes (FDI), notamment dans le renseignement militaire.

Depuis la réforme mise en place par Ephraïm Halevy (1998-2003), le directeur du Mossad s'appuie sur trois grands subordonnés : un directeur-adjoint qui pilote les sept divisions opérationnelles ; un administrateur général, responsable des divisions fonctionnelles ; un inspecteur général, chargé du contrôle interne du service. Le directeur général du Mossad est simultanément coordinateur général (*Memuneh*) de la communauté du renseignement, c'est-à-dire *primus inter pares* des chefs des services israéliens.

Les sept divisions opérationnelles du Mossad sont Tsomet, Nevioth, les divisions Renseignement et Soutien technique

opérationnel, Tsafririm, Tevel et Metsada.

Tsomet est la plus importante division du Mossad. Elle est responsable de la recherche clandestine du renseignement par agents, *via* ses postes officiels ou clandestins à l'étranger. C'est elle qui recrute et manipule des sources à travers le monde, grâce à des officiers traitants, appelés *Katsa*. Le Mossad n'emploierait qu'une centaine d'officiers traitants chargés de recruter des agents dans le monde. Une partie d'entre eux, très expérimentés, travailleraient sous couverture à l'étranger. Les autres sont affectés en Israël et effectuent des déplacements ponctuels dans des pays proches (Chypre, Turquie), etc. Il est intéressant de noter que le Mossad est l'un des services qui pratique le plus les recrutements sous « faux pavillon ». En effet, en raison des origines très variées de la population israélienne, il dispose de femmes et d'hommes qui passent facilement pour des Irakiens, des Syriens, des Anglais, des Français, des Américains ou des Allemands et qui maîtrisent parfaitement les langues de ces pays dont leurs familles sont généralement originaires.

Nevioth (anciennement dénommée Keshet) est la division chargée de la recherche opérationnelle. Elle ne recrute pas d'agents mais se charge des filatures, des contre-filatures, de la surveillance, des effractions et de la pose de micros et des écoutes clandestines. Lorsqu'il était au Mossad, Rafi Eitan – qui deviendra chef du Lekem (Bureau scientifique de liaison) – réussit à infiltrer une mission diplomatique chargée de s'occuper du courrier des scientifiques allemands. Les opérations de ce genre étaient ses préférées. « C'est bien

mieux que de recruter des agents, dit-il. Quand on recrute un agent, il faut le former, lui fournir une couverture en béton, le mettre en place et lui donner le temps d'établir des contacts [...]. Lire le courrier de votre ennemi, c'est beaucoup mieux : on obtient des résultats immédiats, et des informations de premier ordre[5]. »

La division du Renseignement est responsable de l'interprétation des informations collectées par les différentes branches du Mossad. C'est d'elle que dépend le LAP (*Lohama Psikhologit*), département chargé de la guerre psychologique, de la propagande et des opérations d'intoxication des adversaires d'Israël[*5]. Cette division a aussi pour tâche de recueillir des renseignements auprès des prisonniers de guerre détenus par Israël.

La division du Soutien technique opérationnel a pour mission de créer les « légendes » des officiers envoyés en opération, de leur fournir des faux papiers, de monter des sociétés pour leur servir de couverture ou faciliter leurs opérations et d'assurer leurs communications clandestines.

Tsafririm (anciennement dénommée Bitsur) a une double fonction. D'une part, recruter des Juifs ressortissants des pays dans lesquels le Mossad conduit des opérations. Ces agents de la diaspora (*sayanim*) sont chargés de fournir des informations d'environnement et d'assurer la logistique de certaines opérations. Ce sont donc des réseaux de soutien et non de renseignement. D'autre part, cette division a pour mission d'aider les communautés juives menacées partout dans le monde. Au cours des années 1950 et 1960, elle a notamment

joué un rôle actif dans l'exfiltration des Juifs d'Afrique du Nord, du Proche-Orient (Syrie, Liban, Iran, Irak) et d'Éthiopie (opérations Moïse et Salomon), au cours des années 1980 et 1990. Tsafririm joue donc un rôle symbolique fort pour le pays : Israël a été créé pour offrir un refuge aux Juifs en danger[6].

Tevel (« Le monde ») est la division du Mossad chargée de l'action politique et des liaisons internationales. Elle gère les relations et les opérations communes avec les services amis, mais aussi les échanges avec les pays qui ne disposent pas de relations officielles avec Israël et avec les mouvements non arabes ou non musulmans opprimés dans les pays arabo-musulmans (chrétiens, druzes, kurdes, etc.), à qui il fournit instruction, financement et assistance logistique[7]. Tevel organise des sessions d'entraînement et des séminaires pour les membres des services secrets de pays alliés, qu'il fait bénéficier de l'expertise israélienne en matière de lutte contre le terrorisme et d'opérations clandestines. L'Inde a par exemple bénéficié des formations israéliennes au contre-terrorisme, compte tenu des similitudes en matière sécuritaire entre la Cisjordanie et le Cachemire[8]. Cette division apporte, par ces échanges, 70 % du renseignement dont dispose le Mossad, notamment en matière de ciblage initial des terroristes ou d'objectifs ennemis, avant qu'une autre division ne se lance dans la recherche opérationnelle.

Autre exemple, depuis 2003, le Mossad est de plus en plus présent au Kurdistan irakien à travers des entreprises écrans, qui emploient ses agents avec de faux passeports, où ses

officiers ont formé les membres des partis kurdes. Par ailleurs, des peshmergas (combattants kurdes) ont été envoyés en Israël afin d'y perfectionner leur formation militaire. C'est également *via* ces firmes que les Israéliens s'infiltrent dans les ministères irakiens et les espionnent. Ils auraient ainsi mis sur écoute les conversations téléphoniques des autorités irakiennes[9].

Mais il est souvent reproché à Tevel d'être devenu une sorte de second ministère des Affaires étrangères israélien, doublant parfois le premier. C'est parce qu'elle a aussi pour mission de faciliter « l'atterrissage en douceur » des membres du Mossad qui rencontrent des problèmes pendant les opérations menées dans un pays allié. Quand cela arrive, l'objectif est de les exfiltrer de la façon la plus discrète possible. Ainsi, en 1998, les services suisses ont immédiatement libéré une équipe du Nevioth qui avait été prise en train de placer des micros dans l'appartement d'un membre du Hezbollah à Berne. Malheureusement, la presse israélienne a eu vent de l'affaire et le gouvernement suisse n'eut d'autre solution que d'engager des poursuites contre eux[10].

Metsada (anciennement connu sous le nom de Caesarea), est la division des opérations spéciales du Mossad, qui regroupe les combattants (*lochanim*) du service. Elle dirige les actions paramilitaires de sabotage, d'enlèvement ou d'élimination physique des terroristes et autres personnes considérées comme dangereuses par les plus hautes autorités de l'État hébreu. Elle est aussi chargée des reconnaissances

dans les pays arabes. C’est à elle que fut rattachée l’ex-unité 131 d’Aman, à la triste réputation, et dont dépend aujourd’hui le Kidon, département chargé des assassinats.

Le Mossad compte par ailleurs six unités fonctionnelles dont le rôle est de soutenir les divisions opérationnelles. Il s’agit des divisions Planification, Sécurité, Finance et personnel, Technologie et gadgets spéciaux, Prospective et Formation. Cette dernière dispose d’un centre de formation, appelé Midrasha (« L’académie »), à Herzliya, dans la banlieue de Tel-Aviv, au lieu-dit « Résidence d’été du Premier ministre », sur une colline surplombant le centre de loisirs Country Club, Tzomet Glilot.

L’école de la clandestinité

Le recrutement des membres du Mossad s’effectue essentiellement dans l’armée, car le service militaire est obligatoire pour tous les garçons et les filles dès 18 ans. D’après l’interview donnée par Michael Ross au site *drzz.info*[11] en 2009, il n’y a pas de filière de recrutement officielle au sein du Mossad. C’est la Melukah, le département chargé du profilage, qui fait le premier pas vers une recrue potentielle. Le Mossad utilise parfois le téléphone pour le recrutement. En réalité, le billet d’entrée dans le service n’est qu’un simple numéro de téléphone, qui change tous les deux ans. Ainsi,

jusqu’à une date récente, il était possible de faxer son *curriculum vitæ* au 1-800-371-333 pour présenter sa candidature au service israélien. Par ailleurs, le Mossad a ouvert un site Internet qui permet de poser sa candidature, mais il cible essentiellement les ingénieurs et scientifiques très qualifiés, pour travailler au quartier général du service. Aucun analyste ni « combattant » n’est recruté *via* Internet. L’une des grandes fonctions du site Internet est d’élargir le réseau de candidats potentiels. Avant sa création, il y a quinze ans, le service recherchait des candidats parmi les anciens militaires ou dans la communauté du renseignement, en se fondant sur le système des recommandations personnelles.

Depuis peu, le Mossad utilise également les médias. Comme le rapporte le journal israélien *Yediot Aharonot*[12], le service a lancé en avril 2013 une campagne de recrutement d’envergure qu’il qualifie de « la plus vaste menée par le Mossad au cours de ces dernières années sur les sites Internet et les réseaux sociaux ». La campagne, qui s’intitule « Avec pareils ennemis, nous avons besoin d’amis », dirige vers le site Internet du service, lequel indique une longue liste de professions pour lesquelles il compte recruter. Toujours selon *Yediot Aharonot*, le Mossad spécifie dans son annonce que « les caractéristiques du profil recherché sont les dispositions pour l’aventure, et la prise de risques, et un mode de vie non routinier ». L’annonce indique rechercher des « hommes et femmes, créatifs, aimant le défi pour une fonction importante, extraordinaire et dynamique ». Il dit offrir « un logement pour l’agent dans le pays, des voyages courts et nombreux à

l'extérieur du pays et une période de formation d'une année » et précise : « Les fonctions à pourvoir concernent des diplômés des unités de renseignement, des personnes parlant l'arabe et l'iranien, des enseignants de langues étrangères, des experts en haute technologie, des chimistes, des laborantins, des graphistes, des avocats, des psychiatres, etc. » Le journal a publié l'information sous le titre « Demande technicien à Dubaï », avec un sous-titre : « Vous rêvez d'une fonction excitante et d'une fausse moustache ? Le Mossad entame une campagne extraordinaire pour le recrutement d'agents dans plusieurs fonctions ». Les emplois proposés sont présentés avec force superlatifs : « Le poste qui changera votre vie » ou « Le travail de vos rêves ! ». Bien qu'il n'y ait aucune description précise des tâches requises, on peut imaginer ce dont il s'agira en consultant la liste des compétences nécessaires.

Selon certaines sources, un immigrant juif sur cinq serait recruté par les services de renseignement israéliens, en raison de sa connaissance du pays qu'il vient de quitter et des relations personnelles dont il dispose toujours sur place.

Vient alors la phase de sélection. Comme l'indique le site *IsraelValley*[13], reprenant l'article de Yossi Melman « Selecting spies[14] », il apparaît clairement que l'étape de la sélection est cruciale. Le premier examen approfondi des individus vise à établir s'ils conviendront pour les missions qui leur seront attribuées et, surtout, s'ils ne risquent pas de saboter leur travail ou de commettre des erreurs susceptibles de porter

atteinte aux intérêts nationaux d'Israël. L'objectif ultime est de s'assurer qu'ils resteront loyaux envers l'organisation et ne se lanceront pas dans des actions qui pourraient conduire à la divulgation d'informations sensibles sur des opérations en cours, ce qui causerait l'arrestation et la condamnation à mort d'autres agents. Ayant accès aux dossiers militaires de tous les Israéliens et Israéliennes, la Melukah peut aisément vérifier le profil du candidat et le tester avant son éventuel recrutement. En effet, le Mossad a le pouvoir de faire subir à ses candidats des concours de présélection maquillés en exercices militaires. Quelquefois, de jeunes appelés effectuent des examens qu'ils pensent destinés à leur commandement d'unité alors que les résultats atterrissent sur le bureau d'un officier du Mossad.

Le service sélectionne ses futurs agents selon des critères très variés, en fonction des postes à pourvoir. Seules constantes : la citoyenneté israélienne – c'est évident – et la judéité. Le Mossad ne recrute aucun personnel non juif, mais les candidats peuvent être des convertis récents. Les évaluations psychologiques permettent un premier tri. Des questionnaires sont couplés avec des séances de détecteur de mensonges et une enquête de sécurité auprès des proches de la recrue. La moindre erreur ou approximation est éliminatoire. L'homosexualité reste officieusement bannie au sein du Mossad, mais pas pour une question de mœurs : le service craint que l'ennemi ne s'en serve comme outil de chantage envers un agent. Même fermeté à l'égard du statut légal : si la recrue fréquente une personne de nationalité étrangère, elle doit demander une autorisation écrite pour

poursuivre cette relation, sinon c'est l'expulsion immédiate du service – une règle qui reste valable en cours de carrière. Si l'agent passe ce stade, il est envoyé à l'académie de Tsomet Glilot.

La formation d'un futur opérateur du Mossad est très diversifiée, car les connaissances à acquérir sont nombreuses, liées à la recherche du renseignement comme à la sécurité opérationnelle, les agents israéliens opérant toujours dans des conditions extrêmement risquées.

Les recrues s'entraînent intensivement aux armes de poing et d'épaule (fusil d'assaut, pistolet mitrailleur, etc.). Le Mossad impose le « tir pour tuer » à ses membres, un « espion » étant par définition payé pour ne pas être repéré, il ne dégaine que pour abattre son adversaire. Le plus souvent, les agents du Mossad n'utilisent virtuellement jamais leur arme. Ils compensent ce handicap par l'apprentissage du *krav maga*, la forme de *close combat* développée par les forces spéciales israéliennes. En complément, les agents en formation apprennent à concevoir et à placer des explosifs, mais surtout à neutraliser les charges placées par l'ennemi. Selon Michael Ross, ils étudient spécialement les composantes du TATP (triacetone triperoxyde), l'explosif préféré des terroristes, même si beaucoup meurent en le manipulant car il est très instable.

Puis les agents vont développer leurs compétences de terrain. L'instruction se déroule en Israël, en zone habitée. En Israël, toute personne qui se rend à une adresse sans raison ou

observe trop longtemps un site attire immédiatement l'attention. Le contexte est donc parfait pour entraîner les recrues dans un environnement réaliste.

Ils commencent avec l'étude de la filature et de la contre-filature. Dès qu'il sait semer son instructeur, l'aspirant espion apprend à le filer. Pour ce faire, il bénéficie des conseils des experts du Nevioth, la branche « surveillance » du Mossad. Une filature classique demande entre trois et quatre agents pour une seule cible, de manière à changer régulièrement les suiveurs. Une filature motorisée exige au moins deux conducteurs derrière la voiture, un troisième au fil du parcours et, parfois, un véhicule de secours placé sur la route opposée, au cas où la personne effectuerait un demi-tour. Souvent, lors de l'instruction, les individus pris en filature sont des citoyens ordinaires, sans aucun lien avec le renseignement, qui ne connaîtront jamais le rôle qu'ils ont joué malgré eux dans la formation de la future élite du renseignement israélien.

Les agents en formation fréquentent ensuite les hôtels, leur premier lieu de travail. Ils apprennent à y fixer des rendez-vous et à étudier l'environnement qui les entoure. En effet, une simple rencontre avec un contact nécessite une préparation très minutieuse. L'agent doit commencer par un parcours de sécurité afin de vérifier s'il est suivi. Pour cela, il convient d'un itinéraire précis avec un autre officier qui va observer plusieurs fois sur ce parcours si des suiveurs s'intéressent à lui.

Une fois qu'ils ont appris à recueillir des informations, les recrues s'entraînent à les communiquer à leur hiérarchie. C'est

une étape essentielle du renseignement, car selon un adage du Mossad « une mission accomplie qui ne figure pas dans un rapport n'a pas existé ». Les renseignements obtenus sont transmis soit physiquement par une « boîte aux lettres morte » – qui n'est autre qu'un lieu isolé où l'on cache des documents –, soit *via* des moyens de transmission, des plus simples (morse) aux plus complexes (électroniquement par voie cryptée).

Le véritable défi pour le futur agent reste le programme « Capture » qui clôt la formation. Moins de la moitié des candidats le réussissent. Il s'agit de la simulation d'une arrestation puis d'un interrogatoire en conditions réelles. L'agent qui y est soumis ignore qu'il s'agit d'un exercice. Étant entouré de pays arabes hostiles, pratiquant la torture, le Mossad ne cache rien à ses futurs employés de la situation qui les y attend et tient à les y préparer. Depuis 1951, près de quatre-vingts agents sont morts en mission, soit autant que pour la CIA… qui compte des effectifs vingt fois supérieurs.

Par ailleurs, le Mossad fonctionne comme une organisation-cadre qui exploite largement les possibilités que lui procure la diaspora juive à travers le monde. À titre d'exemple, à Londres, le Mossad disposerait de 7 000 coopérants potentiels (appelés *sayanim*, « ceux qui aident »). Cette structure de collecte unique fait la force du service. Il serait toutefois faux d'en déduire que tous les Juifs du monde coopèrent avec le Mossad.

D'autant qu'il est officiellement interdit au Mossad de recruter des Juifs pour espionner le pays dont ils sont

ressortissants. En revanche, ils peuvent servir à surveiller des cibles ou assurer la logistique de certaines opérations. Cette interdiction a été réaffirmée après l'affaire Pollard, au cours de laquelle ce Juif américain avait espionné les États-Unis pour le compte du Lekem. Découvert par le FBI, il purge une très longue peine de prison[*6].

Ainsi, le Mossad possèderait près de 35 000 agents dans le monde. 20 000 seraient opérationnels et 15 000 « dormants ». Les agents « noirs » sont des Arabes, les « blancs » des non-Arabes et les agents « signaux » sont ceux qui alertent le Mossad de préparatifs de guerre : il peut s'agir d'une infirmière travaillant dans un hôpital syrien qui note la constitution de stocks de médicaments ou d'un employé dans un port qui assiste à un accroissement d'activité des navires de guerre.

Les principaux succès du Mossad

Depuis sa création, en 1951, le Mossad a connu de nombreux succès contre ses adversaires, qu'il s'agisse d'opérations de renseignement ou de sabotage. Il convient d'en rappeler les principaux.

Au Maroc, en septembre 1956, le Mossad met en place une filière secrète d'évasion afin que les Juifs puissent quitter ce pays, après que l'interdiction de l'immigration en Israël a été imposée par le roi Mohamed V. Puis, à partir de 1957,

Wolfgang Lotz, agent du Mossad possédant la nationalité allemande, est infiltré en Égypte et recueille des renseignements sur les bases de missiles, les installations militaires et les industries de défense. Il dresse également une liste de scientifiques allemands travaillant pour Le Caire et envoie à certains d'entre eux des lettres piégées.

En 1960, cinq opérateurs du Mossad s'infiltrent en Argentine, localisent et identifient formellement l'ancien nazi Adolf Eichmann, avant de l'enlever et de le ramener en Israël où il sera jugé, condamné à mort et exécuté. C'est également au début des années 1960 que le Mossad rencontrera un de ses plus grands succès grâce à Elie Cohen, qui réussit à infiltrer les plus hautes sphères du pouvoir syrien. Cela fera de lui un agent d'une valeur inestimable pour Israël.

Après avoir effectué son service militaire comme analyste pour le renseignement militaire, Cohen retourne à la vie civile, dans un cabinet d'assurance à Tel-Aviv. En 1960, il est recruté par Aman. Il est alors chargé d'opérer à l'étranger sous une fausse identité sous les ordres du futur Premier ministre Yitzhak Shamir, qui est à l'époque officier de renseignement. Un an plus tard, il est envoyé en Argentine sous le nom de Kamel Amin Taabat. Sa mission est de se construire une couverture au sein de l'importante communauté arabe d'Amérique du Sud. Se faisant passer pour un exilé syrien, Cohen parvient à entrer en contact avec des représentants diplomatiques des pays arabes.

Quelques mois plus tard, en 1961, sous sa fausse identité, il « revient » à Damas et gagne progressivement la confiance de

plusieurs militaires et dignitaires syriens. Il est alors en position idéale pour accomplir sa mission : transmettre des informations aux services de renseignement israéliens par radio ou lettres secrètes. Tous les six mois, il se rend en Europe pour rencontrer ses supérieurs. Puis, en 1964, il passe sous le contrôle du Mossad.

Grâce à son entregent, en Syrie, « Kamel Amin Taabat » noue des relations amicales avec tous les dignitaires du régime, dont le futur président Hafez el-Assad lui-même, et devient leur confident. Lorsque ce dernier devient Premier ministre, Taabat est pressenti pour un poste d'adjoint du ministre de la Défense. Grâce à ses fonctions et à ses relations, Eli Cohen recueille des renseignements essentiels qu'il transmet par radio en Israël. Ainsi, il communique les localisations précises des fortifications syriennes sur le plateau du Golan quelque temps avant la Guerre des Six Jours, en 1967, l'ordre de bataille de l'armée de Damas et une liste complète de son arsenal.

Toutefois, les Syriens réalisent peu à peu qu'un espion transmet des informations à l'ennemi. Ils demandent alors l'aide du GRU, le renseignement militaire soviétique, lequel va démasquer Elie Cohen. Début janvier 1965, des spécialistes syriens du contre-espionnage localisent, grâce à un nouveau système de radiogoniométrie soviétique, des messages radio chiffrés en morse, émis depuis un poste émetteur miniature situé dans son appartement. Eli Cohen est arrêté le 24 janvier 1965 alors qu'il transmet des messages secrets au Mossad. Dans son dernier message, il annonce qu'il est démasqué. Il est

ensuite torturé, jugé à huis clos en Syrie et condamné à mort par pendaison. La sentence sera exécutée à Damas, le 18 mai 1965.

Malgré cette issue funeste, le service ne désarme pas. En 1966, le Mossad parvient à exfiltrer d'Irak la famille de Munir Redf, un pilote irakien qui a fait défection et s'est réfugié avec son MiG-21 en Israël, permettant à l'armée de l'air de l'État hébreu de connaître les capacités de cet appareil et d'élaborer des contre-mesures qui se révèleront essentielles lors de la guerre des Six Jours. Puis, en 1968, le Mossad et le Lekem s'emparent du cargo allemand *Scheersberg A*, entre Anvers et Gênes. Ils subtilisent sa cargaison de 200 tonnes de « yellowcake » (concentré d'uranium) et la transfère sur un navire israélien. Cette opération (Plumbat) a pour but de permettre le développement du programme nucléaire israélien.

Les opérations se poursuivent au cours des années 1970 avec la même intensité. À partir de l'été 1972, sur ordre du gouvernement, le Mossad déclenche l'opération Colère de Dieu dont l'objectif est de traquer et d'éliminer les terroristes de Septembre noir, la branche de l'OLP responsable du massacre des athlètes israéliens aux jeux Olympiques de Munich. Dans ce cadre, outre les opérations qu'il conduit directement *via* son service Action, le Kidon, le Mossad recueille de nombreux renseignements qui permettent notamment le succès du raid des commandos israéliens contre le siège de l'OLP, à Beyrouth, en 1973. Puis, en 1976, à l'occasion du détournement du vol d'Air France sur l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda, le service

fournit des renseignements aux forces d'intervention et participe à la sécurité de l'opération. Enfin, en avril 1979, à La Seyne-sur-Mer, le Mossad sabote deux cuves destinées au réacteur nucléaire irakien d'Osirak. L'action, revendiquée par un « Groupe des écologistes français », totalement inconnu, ne trompe personne sur les véritables responsables de l'opération. Le Mossad joue également un rôle essentiel dans le recueil des renseignements qui permettront la destruction de la centrale nucléaire Tammuz 17 (Osirak) en Irak, le 7 juin 1981, en recrutant un ingénieur nucléaire irakien en France.

Au cours des années 1980, le service israélien monte également de remarquables opérations d'exfiltration de grande ampleur au profit des Juifs éthiopiens, les Falachas. Plusieurs dizaines d'entre eux vivaient dans les régions du Tigré, du Wollo, de Gondar et du Lasta, sur la haute montagne au bord du lac Tana. Découverts par un voyageur juif au IXe siècle, puis visités par un rabbin égyptien au XVe siècle, leur judéité a été officiellement reconnue par le rabbinat d'Israël en 1973, permettant ainsi leur immigration légale en Israël[15]. Toutefois, peu tentèrent le retour vers la Terre promise. Entre 1965, date d'arrivée du premier d'entre eux, et 1975, à peine deux cent cinquante Falachas émigrèrent en Israël. Pourtant, fuyant la guerre civile qui avait éclaté dans leur pays au milieu des années 1970, beaucoup d'entre eux croupissaient dans des camps de réfugiés au Soudan. En 1984, ils n'étaient encore que sept mille à avoir rejoint l'État hébreu. Fin 1984, Israël décide alors d'organiser une opération d'exfiltration de dizaines de milliers d'entre eux en Israël : ce sera l'opération Moïse,

menée par les unités Tsafririm du Mossad. Dix mille Falachas entreprennent une longue marche à pied de l'Éthiopie au Soudan avant de rejoindre Israël grâce à un imposant pont aérien entre le Soudan et Israël. Puis, en mai 1991, Israël lancera l'opération Salomon, réalisée en accord avec le nouveau pouvoir éthiopien : quatorze mille Falachas massés autour de l'ambassade israélienne à Addis-Abeba rejoindront Israël.

Parallèlement, d'autres opérations sont menées. En 1986, en Italie, le Mossad enlève clandestinement Mordechaï Vanunu, ex-employé de la centrale de Dimona qui vient de révéler au monde l'existence du programme nucléaire de l'État hébreu. Il est rapatrié en Israël où il sera reconnu coupable de haute trahison et condamné à dix-huit ans de prison, dont onze en isolement total. Surtout, en raison de la présence durable de Tsahal au Liban, des tensions que cela suscite et de la montée en puissance du Hezbollah, le service israélien met en place de nombreux réseaux de renseignement dans ce pays à partir du milieu des années 1980, à l'image de celui d'Ali al-Jarrah, que certains n'ont pas hésité à présenter comme un nouvel Elie Cohen[16].

Ali al-Jarrah est né au début des années 1960 dans la vallée de la Bekaa, au nord-est du Liban, près de la frontière avec la Syrie. Il grandit dans la petite ville d'Al-Marj, entre la rivière Litani et Ghazayel. La famille al-Jarrah fait partie de la bourgeoisie locale. Toutefois, celle-ci est profondément divisée : une partie est ouvertement pro-islamiste et anti-

israélienne ; l'autre, pro-occidentale, en veut aux Assad et à l'OLP.

En 1982, lors de l'invasion israélienne du Liban, la famille implose. Deux des frères rejoignent les combattants de l'OLP. Ali, qui a été éduqué à l'université et a beaucoup voyagé, refuse de s'allier à Arafat, qu'il rend responsable du déclin de son pays, et s'engage dans l'armée du Liban-Sud, formée par Israël. Il est alors rapidement repéré par la Melukah, le service de recrutement du Mossad. Une nouvelle vie commence alors pour lui.

Ali al-Jarrah est un officier supérieur, très au fait des questions militaires et habitué aux règles du secret. Il a aussi des défauts qui plaisent au service israélien : il est marié à deux femmes différentes, en secret. La première vit à Al-Marj, la seconde à Beyrouth. Les différents contrôleurs d'Ali ne manqueront pas d'utiliser cette situation à des fins de manipulation. Ali commence sa carrière comme *safan*, c'est-à-dire informateur du Mossad spécialisé sur les Palestiniens. Le service lui fournit un véhicule militaire, un laissez-passer et une couverture suffisamment solide pour qu'il ait accès à tous les lieux sensibles sans être bloqué aux barrages de l'armée. Il est régulièrement débriefé par son contrôleur dans les bases militaires israéliennes du Sud-Liban.

À plusieurs reprises, le Mossad le fait entrer clandestinement en Israël pour poursuivre sa formation et lui faire rencontrer ses supérieurs. En sens inverse, des camions traversent la frontière de nuit et ravitaillent Ali en matériel électronique. Sa résidence secondaire, une maison située dans

la ville de Masnaa, sur la route reliant la Syrie au Liban, devient un centre de haute technologie, opérationnel vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Année après année, Ali poursuit sa carrière d'agent au profit d'Israël. Lorsqu'il quitte l'armée, le Mossad lui a bâti une nouvelle couverture, celle d'un humanitaire, ce qui lui permet de voyager à travers le Liban et de s'approcher des ports, où il dit superviser des arrivages de médicaments. Pour le service israélien, il est devenu indispensable. La qualité des informations qu'il recueille impressionne Tel-Aviv. Chaque trimestre, son contrôleur le contacte sur son téléphone portable et lui donne rendez-vous dans un pays tiers. Ali se rend ainsi successivement en Égypte, à Chypre, en Jordanie et en Italie, où un représentant du Mossad lui remet un faux passeport israélien afin qu'il puisse venir rencontrer ses traitants dans l'État hébreu. Il n'y reste chaque fois que quelques jours, le temps de se former aux nouvelles technologies et aux méthodes de contre-surveillance. À l'occasion de l'un de ces voyages, Ali reçoit un ordinateur spécial et plusieurs systèmes radio. Il s'entraîne à transmettre ses renseignements par ondes décamétriques et apprend par cœur les grilles nécessaires au déchiffrement des messages de la station émettrice du Mossad, située à Nes Ziyona.

Ali se voit également doté d'un nouveau véhicule, une Jeep Mitsubishi « aménagée » par le département technique du Mossad. Des caméras minuscules ont été installées dans les portières, les phares et le pare-choc. Avec ce véhicule, pendant des années, Ali va sillonner toute la vallée de la Bekaa, les

quartiers sud de Beyrouth et la périphérie de Damas. Les vidéos de ces voyages sont transmises à Tel-Aviv et permettent aux Israéliens d'obtenir une vision parfaite de leurs théâtres d'opérations.

Ali engage bientôt son frère Yusuf pour l'épauler dans ses missions au profit d'Israël. Le Mossad, conscient de l'engagement et des qualités de son agent, lui consent une rémunération très élevée, faisant de lui l'espion le mieux payé de l'histoire du Mossad : 7 000 euros par mois, des primes régulières, trois véhicules plus des téléviseurs et des ordinateurs pour ses enfants. Vis-à-vis de son entourage Ali justifie sa vie luxueuse par son salaire dans son « organisation humanitaire internationale ».

Durant les années 1990 et 2000, Ali al-Jarrah poursuit inlassablement ses missions de renseignement. Il transmet au Mossad une grande quantité de photographies et de vidéos des installations militaires et civiles du Liban et de Syrie, mais aussi d'Iran. En 1995, il renseigne Tel-Aviv sur les déplacements de Feithi Shkaki, le chef religieux du Djihad islamique palestinien, qui effectue de fréquents voyages en Libye où Kadhafi lui promet des fonds pour commettre des attentats-suicides. Grâce aux renseignements d'Ali al-Jarrah, Shkaki sera éliminé par un commando du Mossad, à l'occasion d'un de ses déplacements à Malte.

Avec le retrait israélien du Liban (2000), le pays tombe sous la coupe du Hezbollah. En conséquence, Ali al-Jarrah et son réseau prennent une importance accrue pour le Mossad, qui ordonne à Ali de suivre les événements politiques et

militaires de Beyrouth. Pour la première fois, des témoins le remarquent en train de photographier les halls d'entrée de bâtiments appartenant au Hezbollah.

En 2006, l'armée de l'air israélienne détruit tous les ponts menant à Beyrouth, sauf un. Intoxiquées par le département de guerre psychologique du Mossad, le LAP, les médias internationaux évoquent le fait que l'État hébreu a laissé subsister un « couloir humanitaire » pour permettre l'évacuation des réfugiés. En réalité, il s'agit du pont reliant la demeure d'Ali au centre de Beyrouth. Avec sa jeep et grâce à sa couverture humanitaire, ce dernier effectue de fréquents allers-retours dans la capitale libanaise, où il travaille en coordination avec deux autres réseaux pilotés par le Mossad : le « Cercle de Beyrouth », de Mahmoud Gemayel – implanté dans le district de Dahya, chef-lieu du Hezbollah dans la capitale libanaise – et le « Réseau Mukleid », opérant au Sud-Liban. Les renseignements communiqués par ces trois sources sont d'une telle qualité qu'ils permettent aux forces spéciales israéliennes de conduire une opération spectaculaire dans Beyrouth, début août 2006. Mais le conflit tourne à l'avantage du Hezbollah, qui resserre son étreinte sur le Liban. Par ailleurs, le contre-espionnage du mouvement chiite libanais se révèle particulièrement efficace : à l'automne 2006, le « Cercle de Beyrouth » et le « Réseau Mukleid » sont découverts, leurs membres arrêtés et exécutés. Ali al-Jarrah est immédiatement évacué par le Mossad, qui le cache pendant un mois à Amman, en Jordanie.

Mais il est bientôt « réactivé » pour une nouvelle mission : localiser Imad Mughniyeh, l'un des fondateurs du Hezbollah et le chef de son service de renseignement et d'action. Pour le Mossad et la CIA, Mughniyeh – surnommé « le Renard » – est le terroriste islamiste le plus dangereux de l'histoire moderne après Oussama Ben Laden. Sa tête a été mise à prix pour 25 millions de dollars et Israël est déterminé à l'éliminer. Mais il y a un problème majeur : nul ne sait à quoi il ressemble. Au cours des années 90, Mughniyeh a subi une opération de chirurgie esthétique qui l'a rendu méconnaissable. Même sa propre mère n'a pas de photo de son nouveau visage.

La localisation d'Imad Mughnieyh est un modèle d'opération de renseignement. Grâce à diverses sources, le Mossad apprend que « le Renard » se cache à Damas, où il vit sous la protection des services de sécurité syriens. Al-Jarrah est donc envoyé à plusieurs reprises dans la capitale syrienne, dans le quartier hautement sécurisé de Kfar Soussa où se trouvent non seulement les demeures des personnalités fortunées du régime, mais aussi les missions diplomatiques. C'est là que réside Mughniyeh. Grâce aux renseignements rapportés par al-Jarrah, le Kidon, la branche action du Mossad, va pouvoir monter l'opération qui aboutira à l'élimination du leader terroriste.

Puis il participe au repérage de la villa du général Suleimane, chef du programme nucléaire syrien, que les Israéliens ont décidé d'éliminer. Mais alors qu'ils communiquent leurs renseignements à leurs officiers traitant du Mossad, à Beyrouth, le 7 juillet 2008, Ali Al-Jarrah et son

frère Yusuf sont repérés par les services de sécurité libanais. Après une longue enquête, des forces spéciales du Hezbollah surprennent les deux frères en flagrant délit et les kidnappent. Après vingt-six ans d'exploits, Ali al-Jarrah voit sa carrière au sein du Mossad arriver à son terme. Au début de l'automne 2008, les forces de sécurité libanaises annoncent la capture d'un agent de tout premier ordre opérant au profit d'Israël. À Beyrouth, la situation des deux frères al-Jarrah devient vite désespérée. Pendant cinq mois, ils sont torturés par le Hezbollah, qui finit par les remettre aux services de sécurité libanais en novembre 2008. Ils seront condamnés à mort en 2010.

Ainsi, après avoir réussi à implanter de nombreux réseaux de renseignement très efficaces au Liban à partir de 1982 – au sein des communautés druze, chrétienne et sunnite, comme au sein même du gouvernement libanais –, le Mossad assistera à leur démantèlement successif à partir de 2006 et surtout de 2009. Les services de sécurité libanais, soutenus par le contre-espionnage du Hezbollah, et en collaboration avec la Syrie, l'Iran et la Russie, ont conduit de nombreuses investigations qui ont abouti à l'arrestation et à la condamnation d'une centaine d'individus travaillant pour Israël.

Le Mossad, mythe et réalité

Malgré les succès indéniables du Mossad, il convient de dépasser le mythe du « meilleur service du monde » omniscient et omnipotent, entretenu par les adversaires aussi bien que par les partisans d'Israël. Le Mossad ne peut être comparé aux grandes agences occidentales ou russes de renseignement : c'est un petit service, qui ne couvre pas le monde entier, car l'État d'Israël n'a pas réellement d'intérêts planétaires. En revanche, dans les zones où Tel-Aviv se voit impliqué, le Mossad a démontré qu'il comptait parmi les meilleurs services de renseignement du monde.

Cette légende, le Mossad la cultive avec un soin méticuleux, renforçant la paranoïa des leaders arabes. C'est une leçon qu'il a apprise des Britanniques pendant la guerre d'indépendance : la force d'un service de renseignement ne tient pas à la seule qualité des secrets qu'il obtient, mais aussi à la réputation d'infaillibilité qu'il sait se bâtir et du mystère inquiétant dont il sait s'envelopper. Comme l'expliquent Roger Faligot et Rémi Kauffer : « Que ses ennemis et ses alliés le croient omniprésent, qu'ils décèlent la trace de ses activités même là où il n'est jamais intervenu, et la partie est déjà à demi gagnée. La réputation d'invulnérabilité est une arme précieuse. Les stratèges des services israéliens sauront en jouer à merveille. Des révélations astucieusement distillées dans la presse occidentale nourrissent la légende : la rumeur, particulièrement intense s'il s'agit des pays arabes où l'information est verrouillée par des régimes autoritaires ou dictatoriaux, fera le reste[17]. »

Depuis sa création, le Mossad a connu onze directeurs[*7]. Si les trois premiers (Reuven Shiloah, Isser Harel et Meïr Amit) sont devenus des figures quasi légendaires du renseignement israélien, certains de leurs successeurs furent loin de faire l'unanimité au sein du Mossad, car ils n'étaient pas des spécialistes du renseignement. Certains furent même fortement critiqués par leurs propres troupes.

Zvi Zamir, bien qu'ayant combattu dans les rangs du Palmach, le bras armé de la Haganah, n'était toutefois pas considéré comme un grand général. Son poste le plus élevé avait été celui de commandant du front Sud. Il avait ensuite servi en tant qu'attaché militaire au Royaume-Uni. En 1968, il fut désigné pour succéder à Meïr Amit à la tête du Mossad. Cette nomination suscita de nombreuses critiques : homme timide et effacé, peu charismatique, Zamir n'avait aucune expérience des services secrets. Il n'avait pas la même conception de son rôle que ses prédécesseurs Harel ou Amit et déléguait fréquemment son autorité à d'autres hauts responsables. Après sa nomination, certains vétérans des services, comme Rafi Eitan, quittèrent le Mossad en signe de désapprobation.

De même, la nomination de Danny Yatom à la tête du service en 1996 – après l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin – surprit tout le monde. Certes, il avait déjà une brillante carrière militaire derrière lui : il avait été officier dans les blindés, commandant en second de la sayeret Matkal, avant de prendre la tête du commandement Centre avec le grade de général, puis de devenir le conseiller militaire de

Yitzhak Rabin. Tous ceux qui l'avaient fréquenté reconnaissaient ses qualités et sa carrière militaire, mais personne ne lui trouvait les compétences nécessaires pour diriger un service secret. Sa nomination ressemblait surtout à un hommage au Premier ministre défunt.

Beaucoup estiment également qu'Ephraïm Halevy, son successeur en 1998, ne s'est pas montré à la hauteur. Ancien ambassadeur auprès de l'Union européenne à Bruxelles, c'était un fin diplomate et un bon analyste, mais il n'était ni un meneur d'hommes, ni un combattant. Surtout, il n'était pas de la maison. Les cadres du Mossad accueillirent froidement sa nomination. Plusieurs officiers de haut rang du service démissionnèrent en signe de protestation, ce qui ne le dérangea guère. Sharon, alors Premier ministre, voulait à la tête du Mossad un responsable audacieux et créatif, capable de contrer le terrorisme islamiste et les projets nucléaires de l'Iran. Halevy se concentra donc sur les opérations de terrain, et se soucia peu des analyses du renseignement ou des échanges diplomatiques secrets.

Il en va tout autrement de Meïr Dagan, qui, à partir de 2003, a dirigé le Mossad pendant huit ans et demi – plus longtemps que n'importe quel autre directeur du Mossad – et de son successeur, l'actuel titulaire du poste : Tamir Pardo. Ces deux hommes ont redonné au Mossad le caractère offensif que beaucoup de ses membres lui reprochaient d'avoir perdu. Tamir Pardo, nommé en 2011, est un vétéran des services qui a démarré sa carrière opérationnelle en tant que proche conseiller de Yoni Netanyahu, le frère du Premier ministre,

héros et victime du raid israélien sur Entebbe. Au cours de sa carrière au Mossad, il s'est distingué par son audace, sa maîtrise des nouvelles technologies et son inventivité dans le domaine des opérations non conventionnelles[18].

Enfin, comme toute organisation de renseignement, malgré ses succès indéniables, le Mossad n'est nullement infaillible. Ainsi, parmi ses nombreuses opérations, un certain nombre se sont révélées être des succès douteux, comme l'affaire Ben Barka, ou même des échecs cuisants.

Mehdi Ben Barka, ex-président de l'Assemblée nationale consultative marocaine, devint un adversaire du souverain marocain Mohamed V à partir du milieu des années 1950, quand il fonda le parti socialiste marocain. Il s'affirma rapidement comme le principal chef de l'opposition et fut impliqué dans plusieurs tentatives pour renverser la monarchie qui lui vaudront d'être condamné à mort par contumace. Contraint à l'exil, réfugié à Paris, il continua d'y diriger des activités subversives. Hassan II, arrivé au pouvoir en 1961, décida d'en finir avec cet opposant et confie cette mission au général Muhammad Oufkir, son ministre de l'Intérieur.

Sachant que sa vie était menacée, Ben Barka déménagea pour Genève, où les hommes d'Oufkir ne pouvaient l'atteindre. Aussi, ce dernier demanda l'aide du Mossad pour attirer Ben Barka à Paris. Meïr Amit, le directeur du service israélien, soucieux de la sécurité des Juifs du Maroc, craignit que le refus d'aider le gouvernement marocain nuise à cette

communauté. Amit et Oufkir parvinrent à un accord au début de l'automne 1965 : le Mossad attirerait Ben Barka à Paris mais ne prendrait pas part au meurtre.

Ainsi, en octobre 1965, un agent du Mossad persuada Ben Barka de quitter Genève pour une réunion avec un « producteur de films » à Paris. Le 29 octobre, à la porte de la brasserie Lipp, célèbre restaurant parisien, il fut arrêté par deux policiers français qui, comme on le découvrit par la suite, étaient payés par Oufkir. Ben Barka lui fut livré et disparut à jamais[19]. Cette affaire fut portée au discrédit du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), sous prétexte que certains de ses éléments, payés par les Marocains, participèrent à cette opération à l'insu de leur hiérarchie.

En découvrant cette affaire et le rôle joué par le service israélien, le général de Gaulle, furieux, exigea la fermeture immédiate du poste de liaison du Mossad à Paris et la cessation des relations entre les services des deux pays.

Trois des plus célèbres échecs du Mossad méritent également d'être évoqués. En 1973, à Lillehammer (Norvège), Ahmed Bouchiki, un serveur marocain identifié à tort comme le leader de l'organisation terroriste Septembre noir, Ali Hassan Salameh, est assassiné par erreur. Puis, le 25 septembre 1997, une tentative d'assassinat par empoisonnement de Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas à Amman, échoue ; deux des membres du Kidon sont arrêtés par la police jordanienne. Cette affaire a

considérablement tendu les relations entre les deux pays et affaibli la position d'Israël dans le processus de paix. Enfin, l'année suivante (1998), une équipe du Nevioth est arrêtée par la police helvétique alors qu'elle pose des micros clandestins dans l'appartement d'un militant palestinien, à Berne. Cinq membres du Mossad sont interpellés, ce qui précipite la démission de son directeur, Danny Yatom, déjà critiqué pour l'échec jordanien de l'année précédente. Le Mossad ne gagne donc pas à tous les coups.

---

*1. En 1948 fut créé au sein du Département politique du ministère des Affaires étrangères – alors chargé du renseignement sur l'étranger –, une unité ultrasecrète connue sous le nom de Heker 2. Ses missions étaient le sabotage et la propagande dans les pays ennemis d'Israël. Lorsque ce département fut dissout en 1951, ses missions furent confiées à deux unités d'Aman créées pour l'occasion : les Unités 131 et 132. Puis, en 1963, la recherche clandestine de renseignement et le sabotage à l'étranger devinrent l'apanage exclusif du Mossad.

*2. Les premiers appareils de la compagnie El Al se trouvèrent être des avions que donna l'Aliyah B lors de sa dissolution en 1952.

*3. D'abord conseiller spécial du ministère des Affaires étrangères chargé d'assurer la liaison avec les autres agences de renseignement puis président du Comité de coordination des services de renseignement d'avril 1949 à mars 1953.

*4. Institut du renseignement et des opérations spéciales.

*5. Avant la création du LAP, ce rôle revenait à l'Unité 132 d'Aman, en charge de la guerre psychologique contre les pays arabes hostiles à Israël. Lors de la révolution égyptienne de juillet 1952, cette unité conçut et distribua de nombreux tracts et documents antimonarchistes au Caire. Elle utilisait également les programmes de *La Voix d'Israël* en arabe pour diffuser sa propagande.

*6. Cf. chapitre 8, p. 244-246.

*7. Cf. annexe 6, p. 393.

CHAPITRE 7

« TRAITEMENTS NÉGATIFS »

« Si un homme vient pour te tuer, lève-toi plus tôt et tue-le en premier. »

Phrase tirée du Talmud.

Depuis sa création, l'État hébreu a fréquemment eu recours aux assassinats ciblés – pudiquement appelés « traitements négatifs » – en dehors de ses frontières. Il a même utilisé cette forme d'action clandestine plus que n'importe quel autre pays. D'ailleurs, les premières opérations d'élimination eurent lieu avant même la création de l'État d'Israël.

Au printemps 1945, à Bucarest, voit le jour un groupe d'opérateurs clandestins juifs dénommés les *nokmin* (« les vengeurs »). Autour de Abba Kovner, qui avait déjà organisé la résistance du ghetto de Vilnius (Lituanie) et deviendra une

figure littéraire et morale d'Israël, ils décidèrent de faire payer ceux qui ont voulu anéantir le peuple juif[1]. Dans un scénario qui n'est pas sans rappeler le film de Quentin Tarantino *Inglorious Bastards* (2009), ces exécuteurs de l'ombre assassinent de très nombreux militaires et SS qui ont participé activement à la solution finale, dans les camps de concentration ou dans les *Einzatsgruppen*[2] responsables de plusieurs centaines de milliers de morts en Europe de l'Est, dans le cadre de la « Shoah par balles ». La plus remarquable de ces opérations aurait visé le Stalag 13 en avril 1946 : dans cette prison de Nuremberg, près de deux mille prisonniers allemands sont empoisonnés à l'arsenic au nez à et à la barbe de leurs geôliers américains[3]. Il est impossible de savoir combien d'entre eux sont morts, ni d'affirmer avec certitude que les *nokmin* sont bien à l'origine de cet empoisonnement, mais plusieurs témoignages en attestent[4]. Le nombre total de « victimes » des *nokmin* n'est pas non plus connu, mais il semblerait qu'ils aient planifié plusieurs autres opérations d'envergure, en Europe mais aussi sur le continent américain, jusqu'au début des années 1950, allant même jusqu'à envisager d'empoisonner les réseaux urbains d'eau de plusieurs grandes villes allemandes. Ce dernier projet n'a échoué que parce que les membres des *nokmin* chargés de la mener à bien ont été arrêtés, peut-être sur dénonciation de leaders du mouvement sioniste qui craignaient que cela n'entame la légitimité morale de leur combat pour la création de l'État d'Israël.

Quelques années plus tard, en Palestine, d'autres groupes clandestins juifs agirent afin de mettre fin au mandat britannique, n'hésitant pas à recourir à des attentats terroristes et à des assassinats contre des militaires et des diplomates anglais, mais aussi contre leurs propres coreligionnaires coopérant avec la puissance mandataire. De plus, ces groupes allèrent jusqu'à s'affronter entre eux. Une guerre fratricide et féroce qui laissera bien des traces.

La Haganah, en complément du Shai, développe ainsi une branche « action » chargée de neutraliser les dissidents liés aux groupes minoritaires qui refusent l'alliance provisoire avec les Britanniques, l'Irgoun Tsvaï Léoumi (droite ultranationaliste) et le Lehi (« Combattants pour la liberté d'Israël »). Cette organisation – aussi connue sous le nom de groupe Stern – dirigée par Yitzhak Shamir, rejette l'autorité des institutions élues du Yichouv (la communauté juive de Palestine avant la création de l'État d'Israël) et du mouvement sioniste mondial et s'oppose à la Haganah. Les buts du Lehi sont maximalistes : conquête et libération d'Eretz Israël, guerre contre l'Empire britannique et établissement d'un « royaume hébraïque s'étendant de l'Euphrate au Nil[5] ». Le Lehi s'inspire pour sa stratégie de mouvements communistes révolutionnaires et de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Ce groupe n'hésite pas à éliminer ceux des Juifs qu'il soupçonne de collaborer avec les Britanniques et est également impliqué dans les meurtres d'un ministre britannique de premier plan et de Folke Bernadotte, un diplomate suédois de l'ONU[6]. Aussi, la Haganah traque sans

pitié les sternistes ou les hommes de l'Irgoun et les plus jusque-boutistes sont carrément livrés aux Anglais[7].

La pratique des éliminations violentes est donc dans les gênes du jeune État d'Israël. Toutefois, son premier chef de gouvernement, David Ben Gourion, a longtemps rejeté les assassinats ciblés car il considérait cette pratique comme une violation des règles de la guerre et du droit international. Néanmoins, c'est lui qui autorise, en 1956, la première élimination ciblée du jeune État hébreu : l'assassinat de Mustafa Hafi, le chef des services secrets égyptiens dans la bande de Gaza[8].

Cinq ans plus tard (1961), une nouvelle opération (Damoclès) est préparée par le Mossad pour intimider ou tuer des scientifiques allemands, anciens employés de l'usine de Peenemünde – dans laquelle l'Allemagne nazie a développé et testé les missiles V1 et V2 pendant la Seconde Guerre mondiale –, désormais au service du gouvernement égyptien afin de l'aider à développer son programme de missiles. Mais cette opération se solde par un fiasco après que deux opérateurs du Mossad sont arrêtés et jugés en Suisse pour avoir menacé la fille d'un des scientifiques. Leur action suscite l'indignation dans le monde entier et conduit à une solution diplomatique à la crise : le gouvernement d'Allemagne fédérale offrit aux scientifiques expatriés de nouveaux emplois afin qu'ils quittent l'Égypte et rentrent chez eux[9].

Mais ces pratiques vont connaître un fort développement au cours des années suivantes, notamment après l'assassinat des onze athlètes israéliens lors de jeux Olympiques de

Munich (1972). Suite à cet acte sanglant, Golda Meir, le Premier ministre israélien, décrète qu'Israël mènera dorénavant une politique d'exécution des terroristes, où qu'ils se trouvent. Dès lors, les assassinats ciblés en dehors des frontières de l'État hébreu vont se multiplier. Afin de piloter ces opérations, Meir crée le Comité X, une cellule ultrasecrète du gouvernement israélien, présidée par le Premier ministre, chargée de désigner les terroristes et d'autoriser leur exécution. Des règles sont établies afin de déterminer les conditions dans lesquelles le gouvernement israélien peut ordonner de telles exécutions. La désignation des « cibles » est faite par le Mossad et l'Aman, qui disposent de listes répertoriant les « ennemis de l'État » considérés comme des cibles légitimes. Trois catégories de cibles sont définies : les terroristes, les dirigeants politiques et militaires des États ennemis d'Israël, et les individus fabriquant ou vendant des armes de destruction massive aux ennemis du pays.

Kidon, le bras armé du Mossad

Ce fut longtemps la sayeret Matkal qui eut la charge de ces opérations d'élimination, jusqu'à ce que le Mossad reprenne cette mission au début des années 1970, *via* son unité spécialisée : le Kidon (« La baïonnette »). Rattaché à Metsada, la division des opérations spéciales, cette unité ultrasecrète est le bras armé de l'État hébreu, responsable de l'élimination des

cibles qui ne peuvent être atteintes par des opérations « classiques » de l'armée de l'air, à l'aide de missiles ou de drones.

Le Kidon ne compte qu'une soixantaine de « combattants », dont une dizaine de femmes. Tous ont entre vingt et trente ans. La majorité d'entre eux provient des forces spéciales (Matkal et shayetet 13 notamment). Leur identité est soumise au secret le plus strict et les *kidonim* ne se mélangent pas avec leurs collègues du Mossad. Ils ne restent d'ailleurs que quelques années dans l'unité, compte tenu de la nature de leurs activités et des conséquences psychologiques qu'elles peuvent avoir sur eux. Seuls quelques-uns des anciens patrons de l'unité sont connus : le Kidon a été dirigé, entre autres, par Mike Hariri qui pilota l'opération Printemps de la jeunesse ; Shabtai Shavit, futur directeur du Mossad ; et Hagai Addas, qui dirigea l'unité pendant une vingtaine d'années, jusqu'au milieu des années 1990.

Les *kidonim* vivent et s'entraînent dans le désert du Néguev, sur la base aérienne de Kfar-Tsin. Leur centre d'entraînement reproduit toutes les situations dans lesquelles une exécution peut avoir lieu et leur permet de mettre en œuvre les mesures que les tueurs doivent prendre pour mener à bien leur mission et s'enfuir. Leurs instructeurs sont tous d'anciens opérateurs de terrain. Ils leur enseignent toutes les techniques de surveillance et de contre-surveillance pour s'approcher d'une cible. Ils leur apprennent ensuite à tuer de toutes les façons possibles : à mains nues, avec un couteau, un stylo et même une carte de crédit. Les *kidonim* doivent pouvoir

utiliser n'importe quel type d'armes à feu (de poing ou de précision), savoir concevoir et manipuler les explosifs et être capables d'administrer une injection mortelle de poison à une cible en pleine foule. Surtout, ils doivent être capables de donner à un assassinat les apparences d'un accident. Afin de préparer leurs opérations, les *kidonim* visionnent et étudient en détail tous les films sur les grands assassinats du passé ; ils mémorisent également les visages et les biographies de dizaines de cibles potentielles.

Les futurs « combattants » se rendent régulièrement à l'étranger pour se familiariser avec les grandes capitales européennes ou nord-américaines où ils opéreront. Ils sont toujours accompagnés de leurs instructeurs, dont le rôle est d'évaluer leurs capacités à organiser une exécution sans attirer l'attention. Les cibles choisies sont des *sayanim* locaux, à qui l'on dit simplement qu'ils vont participer à un exercice de sécurité visant à améliorer la protection d'une synagogue ou d'une banque. Ces volontaires juifs se retrouvent ainsi brutalement ceinturés dans une rue déserte et plaqués sur la banquette arrière d'une auto quand ils ne sont pas menacés d'une arme chez eux, en pleine nuit.

Toutes les actions entreprises par le Kidon sont approuvées par le Comité X. Une fois la cible déclarée « ennemie d'Israël » et condamnée à mort dans une planque spéciale de la rue Pinsker, à Tel-Aviv, des juristes proclament la sentence ultime, immédiatement relayée aux tueurs professionnels par le directeur du Mossad. La plupart du temps, le Premier ministre, qui a validé ces listes, s'entretient personnellement

avec les opérateurs qui seront chargés de mener l'opération avant de donner le feu vert.

Selon le site spécialisé drzz.info[10], deux types de cibles sont traitées : certaines sont éliminées dans l'urgence d'une opération, pour secourir un *katsa* (officier traitant) par exemple. Les autres sont assassinées au fur et à mesure selon une liste à laquelle seuls les *kidonim*, le directeur du Mossad et le Premier ministre ont accès. Toute personne qui menace la vie d'Israéliens peut donc se retrouver, un jour ou l'autre, sur la liste noire du Kidon.

En opération, les équipes du Kidon se composent de quatre éléments, généralement trois hommes et une (jolie) femme – le piège idéal pour éliminer les cibles masculines. Le premier est chargé de la surveillance de la cible, le second est responsable de l'acheminement de l'équipe sur les lieux où aura lieu l'opération d'élimination et de son évacuation. Ce sont les deux derniers membres qui ont la responsabilité d'éliminer la cible. En appui de cette équipe, d'autres agents jouent un rôle important : les *sayanim*, qui s'occupent de la logistique opérationnelle.

Chacun des *kidonim* dispose de trois à cinq identités fictives pour ses missions. Jusqu'en 1998, les fausses nationalités les plus prisées par les *kidonim* étaient canadiennes, mais depuis le fiasco d'Amman[*1], après lequel le Canada menaça de rompre ses relations diplomatiques avec l'État hébreu, il semblerait que le Mossad en soit revenu aux faux papiers « classiques », turcs, suisses ou belges.

Les opérations d'exécution peuvent durer des mois, voire des années depuis les premières phases de planification et de repérage jusqu'à l'assassinat. Par exemple, les équipes du Mossad et d'Aman ont surveillé pendant plusieurs mois le chef militaire de l'OLP Khalil al-Wazir – alias Abu Jihad – avant de l'éliminer à Tunis, en 1988. Il en est allé de même pour l'opération menée contre Imad Mughniyeh.

Les principales opérations du Kidon

La plus célèbre et emblématique mission des exécuteurs du Mossad fut la traque et l'élimination impitoyable des membres de l'organisation palestinienne Septembre noir responsable du meurtre de onze athlètes israéliens aux jeux Olympiques de Munich en 1972. Paradoxalement, son objectif ne correspondait pas à ceux définis par le Comité X, à savoir : lutter contre des menaces imminentes et majeures contre la sécurité de l'État hébreu. En l'espèce, il s'agissait bien d'une action de vengeance dans la grande tradition de la loi du Talion[11].

Suite aux événements de Munich, Golda Meir, le Premier ministre, s'est juré qu'aucun des responsables de ce massacre n'échappera à la colère d'Israël. En représailles, elle déclenche l'opération Colère de Dieu, qu'elle confie au Kidon. Le Mossad dresse une liste de cibles, toutes membres éminents de l'OLP

et de l’organisation terroriste Septembre noir vivant en Europe. Au cours des dix mois qui suivent les événements de Munich, au moins neuf hommes en relation avec le terrorisme palestinien périssent de mort violente. Le 16 octobre 1972, Wael Zwaiter, représentant de l’OLP en Italie, est abattu à Rome. À Paris, le 8 décembre, le coordinateur du massacre de Munich, Mahmoud Hamshari, meurt des blessures occasionnées par l’explosion de son téléphone. Le 25 janvier 1973, Hussein al-Bashir perd la vie à Nicosie dans l’explosion d’une bombe dans sa chambre d’hôtel. La même année, le docteur Basil al-Baissi est assassiné à Paris et Zaiad Muchasi, représentant du Fatah à Chypre, trouve la mort dans l’explosion de sa chambre d’hôtel à Athènes.

Cette série d’opérations ne sera pas sans bavure, notamment celle de Lillehammer, déjà évoquée ; elle se poursuivra néanmoins jusqu’en 1992, avec l’élimination à Paris d’Atef Bseiso, un des dirigeants du service de renseignement de l’OLP. Suivi depuis Berlin par une équipe du Kidon, Bseiso sera abattu de trois balles dans la tête devant son hôtel de la rive gauche. Ainsi, cette mission prend fin vingt ans après la tragédie de Munich et seulement un an avant la signature de l’accord de paix d’Oslo entre Israéliens et Palestiniens [12].

Une fois la vengeance de Munich terminée, la lutte contre les organisations terroristes palestiniennes et libanaises ne prend pas fin pour autant. Au contraire, afin de contrer les nombreux attentats que celles-ci planifient et conduisent, la liste des objectifs du Kidon ne désemplit pas. Il va désormais se consacrer à l’élimination des dirigeants palestiniens.

En 1978, Wadih Haddad, le leader d'une faction du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) est assassiné en Allemagne au moyen de dentifrice empoisonné. Puis en 1988, Khalil al-Wazir – plus connu sous son pseudonyme d'Abou Jihad –, l'un des fondateurs du Fatah et l'un des principaux adjoints de Yasser Arafat à la tête de l'OLP, est assassiné en Tunisie à la suite d'une opération très élaborée, réalisée conjointement avec Matkal. Depuis qu'en novembre 2012 Israël a reconnu officiellement être à l'origine de cet assassinat, les détails de l'opération sont mieux connus[13]. Dans la nuit du 15 au 16 avril 1988, à Tunis, où s'était installée l'OLP, vingt-six commandos israéliens débarquent secrètement sur la plage non loin de la maison du leader palestinien. Le commando se divise alors en deux groupes. Le premier, composé de huit hommes et dirigé par Nahoum Lev, s'approche en voiture à 500 mètres de la résidence d'Abou Jihad. Accompagné d'un soldat déguisé en femme, afin de passer pour un couple en balade nocturne, Lev tient une boîte de chocolats dans laquelle est dissimulé un pistolet muni d'un silencieux. Il abat d'abord un garde ensommeillé dans une voiture, puis fait signe au second groupe, qui s'engouffre dans la villa après en avoir forcé la porte. Ces derniers tuent un second garde qui vient de se réveiller avant qu'il ait le temps de dégainer son arme, ainsi qu'un jardinier qui dormait dans la cave de la villa. Un membre du commando monte les escaliers jusqu'à la chambre à coucher d'Abou Jihad, et l'abat en faisant attention de ne pas blesser son épouse qui dormait à ses côtés.

Salah Khalaf, chef du renseignement de l'OLP et commandant en second du Fatah derrière Yasser Arafat, est à son tour éliminé, toujours en Tunisie, en 1991. Puis en 1995, c'est au tour de Fathi Shiqaqi, l'un chef du Djihad islamique palestinien, d'être abattu de plusieurs balles dans la tête dans son hôtel, à Malte.

Malgré certains échecs, les éliminations ciblées se poursuivent. En 2002, Ahmed Jibril, le chef de l'aile militaire du FPLP-CG, est assassiné à Beyrouth. Puis en septembre 2004, Izz al-Din Sheikh Khalil, un membre de la branche militaire du Hamas, trouve la mort dans l'explosion de sa voiture, à Damas.

La même année, Yasser Arafat s'éteint dans un hôpital français. Au cours de sa longue lutte contre l'État hébreu, le chef de l'OLP a survécu à au moins dix tentatives d'assassinat du Mossad, et de nombreuses autres ont été annulées à la dernière minute pour des raisons diverses. C'est la raison pour laquelle beaucoup veulent croire que son décès n'est pas naturel et qu'il a été empoisonné. Cette thèse est notamment défendue par un laboratoire suisse, après analyse des échantillons prélevés en 2012 sur la dépouille du dirigeant palestinien. Ceux-ci présenteraient des taux de radioactivité près de vingt fois supérieurs à la normale, ce qui correspondrait à un empoisonnement au polonium. Israël a toujours fermement démenti. Une contre-expertise des scientifiques français balaiera la thèse de l'empoisonnement en 2013.

En 2006, à Saïda (Liban), Mahmoud al-Majzoub, l'un des responsables du Djihad islamique palestinien est éliminé. Puis, le 25 avril 2008, à Damas, alors qu'il se rend à un rendez-vous secret, Hisham Faiz Abu Libda, conseiller personnel de Khaled Mechaal, est assassiné dans sa voiture. Libda engage sa voiture dans le trafic dense de la capitale syrienne. Alors qu'il s'arrête à un feu rouge, une voiture vient à sa hauteur et plusieurs balles tirées à bout portant l'atteignent au visage. Le Hamas vient de perdre l'un de ses membres les plus illustres. Libda était le coordinateur des chefs opérationnels du Hamas à Gaza et en Cisjordanie, et entretenait des rapports très étroits avec les Iraniens et les services syriens.

Mais l'opération la plus emblématique – et la plus médiatisée – du Kidon a lieu le 19 janvier 2010, à Dubai[14]. Mahmoud al-Mabhouh, responsable du Hamas chargé de l'approvisionnement en armes du mouvement, est retrouvé mort dans sa chambre de l'hôtel *Al Bustan Rotana*. Il est allongé sur son lit, aucun désordre particulier ne régnant dans la pièce qui est verrouillée de l'intérieur. Les enquêteurs ont toutefois rapidement des doutes quant à cette mort apparemment naturelle.

L'autopsie révèle que la soi-disant crise cardiaque qui a été fatale au Palestinien est en réalité une asphyxie pour le moins suspecte. En effet, la victime aurait subi au préalable un choc électrique ; des traces de brûlures sont retrouvées sur sa peau. De plus, une importante dose de succinylcholine – un puissant décontractant musculaire généralement utilisé lors d'intubations – a été trouvée dans son sang, les agresseurs lui

ayant fait une injection dans une cuisse, probablement avant de l'interroger.

L'examen des multiples caméras de surveillance installées dans l'hôtel, à l'aéroport et dans un centre commercial voisin permet aux autorités d'identifier dans un premier temps onze personnes pouvant être impliquées dans cet assassinat. La police de Dubaï ajoutera par la suite quinze autres suspects à sa liste. Mais il est plus que probable qu'une partie des « suspects » identifiés n'aient rien à voir avec l'opération, car le nombre de vingt-six opérateurs impliqués est bien trop élevé pour ce genre d'action. En effet, une opération clandestine, aussi complexe soit-elle, n'engage quasiment jamais d'effectifs aussi importants. En réalité, le meurtre aurait été perpétré par une équipe de huit hommes[15] et aurait eu lieu entre 20 h 24 et 20 h 46. Au moins deux binômes assuraient la couverture de l'assassinat, l'un à l'étage de la chambre de la victime, l'autre dans le hall de l'hôtel. Une fois la cible éliminée, tous les opérateurs ont pu quitter le pays sains et saufs, et la mort d'al-Mabbouh a d'abord semblé naturelle.

Sur les vidéos de surveillance on distingue bien les équipes de filature, de surveillance et d'action. Certains *kidonim* se déguisent en utilisant différentes tenues et des postiches. Il est même possible que leur apparence « originale » soit en fait déjà un maquillage destiné à égarer les recherches. En effet, des professionnels ne pouvaient ignorer la présence de nombreuses caméras de surveillance dont une partie avait été achetée en Israël. Certes, personne n'est dupe. Qui d'autre qu'Israël avait intérêt à éliminer al-Mabbouh et qui d'autre

que le Mossad aurait pu le faire ? Mais ces images ne sont en rien des preuves et cette absence de preuve est le signe même d'une opération clandestine réussie. En effet, elle permet à l'État qui en est l'auteur d'opposer un déni plausible aux soupçons dont il est l'objet.

Ainsi, il convient de reconnaître que cette opération a été conduite de manière très professionnelle, contrairement à certaines allégations de médias internationaux. En effet, il a fallu au Mossad :

– infiltrer le Hamas et y recruter des sources dévouées et durables,

– obtenir des renseignements fiables et constamment actualisés sur les déplacements de la cible,

– concevoir un mode d'élimination ne laissant pas de traces, afin de faire croire à une mort naturelle,

– mettre au point un scénario opérationnel complexe afin de coordonner l'action des différents opérateurs engagés (reconnaissance, ciblage, surveillance, logistique, exécution, etc.),

– créer des légendes, des prétextes et des faux papiers de cinq pays différents pour les membres de l'équipe ; les faux papiers devaient être de qualité afin de résister à des contrôles de sécurité renforcés,

– réserver vols et hôtels sans attirer l'attention, afin que tous les opérateurs arrivent et repartent de manière coordonnée de l'émirat,

– disposer de moyens de communication sûrs et cryptés pour maintenir le lien entre les membres de l'équipe et avec le

quartier général de l’opération, à l’étranger,

– enfin, convaincre le Premier ministre Netanyahu de la faisabilité de l’opération.

Le fait que les membres du Mossad aient été filmés n’est ni une surprise, ni une preuve d’incompétence. Tous ceux qui sont engagés dans la guerre secrète savent que, depuis 2001, il est de plus en plus difficile de mener un travail clandestin, en raison du renforcement considérable des mesures de sécurité, aux frontières comme dans tous les lieux publics, afin de lutter contre le terrorisme : caméras, passeports biométriques, fouille des individus, scanners, etc. Ce paramètre n’était donc pas ignoré.

Par contre, il semble que cette opération ait été menée dans une certaine urgence. En effet, le fait que les officiers du Mossad aient utilisé des faux papiers aux noms de personnes vivantes est une erreur de sécurité extrêmement grave. Seule l’urgence peut justifier cette précipitation.

Il n’en reste pas moins que cette opération est un succès. Le Mossad a réussi à localiser al-Mabbouh, à suivre ses déplacements, à localiser son hôtel et à l’éliminer sans que personne ne soit arrêté et sans laisser de preuves tangibles que pourraient exploiter ses adversaires. Non seulement un responsable important et historique du Hamas a été neutralisé, mais d’autres savent qu’ils peuvent être visés à leur tour, où qu’ils soient, et que les dispositifs de surveillance censés assurer la sécurité des lieux publics n’empêchent nullement les *kidonim* d’agir. Surtout, aucune preuve formelle ne permet d’affirmer que le Mossad est responsable de cette

opération. Seuls les médias israéliens ont attribué cette action à leur service de renseignement.

Toutefois, des réactions unanimes sont venues condamner cet acte, d'autant que des faux passeports allemands, australiens, britanniques, français et irlandais ont été utilisés. Ce fait n'a pas manqué de provoquer un tollé dans les chancelleries concernées. Mais ces protestations diplomatiques n'ont aucune espèce d'influence sur les comportements israéliens et les éliminations ciblées se poursuivent.

Rappelons que les terroristes ne sont pas les seules cibles de ces opérations d'élimination. Le Kidon a également pour mission l'élimination des responsables des programmes d'armement des États ennemis d'Israël, des scientifiques à leur service et des vendeurs d'armes internationaux, dès lors qu'ils aident les adversaires de l'État hébreu à fabriquer ou à acquérir des armes nucléaires ou chimiques ou des missiles à longue portée. Ce type de menaces revêt en effet une signification psychologique particulière en Israël : celle d'un risque d'élimination du peuple juif et d'un « nouvel Holocauste ».

La sensibilité des Israéliens en la matière est donc à fleur de peau, ce qui explique une certaine forme d'irrationalité dans leurs réactions. Chaque fois qu'une menace majeure pouvant remettre en cause l'existence de l'État hébreu se manifeste – et force est de reconnaître qu'elles existent –, ceux qui en sont à l'origine sont immédiatement assimilés à Hitler. Tel a été le cas dans les années 1950 et 1960 avec le

président égyptien Gamal Abdel Nasser, puis dans les années 1970 avec Yasser Arafat. Au cours des années 1990, Saddam Hussein joua ce rôle, dont hérita à son tour le président iranien Mahmoud Ahmadinejad dans les années 2000[16]. Certes les menaces incarnées ou proférées par ces adversaires d'Israël ne sont pas virtuelles, mais la comparaison systématique au créateur de l'idéologie nazie et du IIIe Reich peut paraître abusive.

Cette crainte, réelle ou fantasmée, d'annihilation physique de leur pays permet aux dirigeants israéliens de justifier leur politique d'assassinats ciblés, même s'ils sont conscients qu'elle constitue une violation du droit international et attire sur Israël des réprobations internationales quasi unanimes, contribuant ainsi à aggraver son isolement diplomatique.

L'une des premières éliminations connues concernant ce type de cibles est l'assassinat, en France, en 1980, du responsable du programme d'armes nucléaires irakiennes, Yehia el-Mashad. Le Mossad est également accusé d'être responsable de l'assassinat de l'ingénieur canadien et expert en balistique Gerald Bull, abattu de plusieurs balles dans la tête devant son appartement à Bruxelles, le 22 mars 1990. Bull travaillait pour l'Irak sur le projet d'un supercanon. Le président irakien Saddam Hussein, qui faisait tout pour acquérir des armes de destruction massive et qui n'hésita pas à tirer des missiles Scud sur Israël pendant la première guerre du Golfe (1991), a lui-même fait l'objet, comme nous l'avons déjà évoqué, d'un projet d'assassinat par les commandos de Matkal, annulé au dernier moment.

Les dirigeants syriens ont également été ciblés par le Mossad. Le 3 avril 2002, le général Anatoly Kuntsevich – conseiller du président russe Boris Eltsine en matière de désarmement chimique –, qui avait vendu des agents chimiques militaires aux Syriens, trouve mystérieusement la mort à bord d'un vol reliant Damas à Moscou. Dans les mois qui ont précédé, Ehoud Barak avait alerté son homologue russe sur les activités de son conseiller. Mais Eltsine n'avait rien fait. Puis, le 2 août 2008, les hommes de la shayetet 13 assassinent le général Muhammad Suleimane, chef du programme nucléaire syrien, dans sa résidence secondaire de Tartous. Avec la liquidation de ce personnage peu connu mais essentiel, toute velléité de reprise des ambitions syriennes en matière nucléaire est sérieusement compromise. L'éclatement de la guerre civile, en mars 2011, y mettra un terme définitif. Enfin, suite au démantèlement du réseau libanais al-Jarrah par le Hezbollah et les Moukhabarat syriens, les Israéliens ripostent en éliminant un haut gradé des services secrets syriens, le général Abdul Abbas, dans un attentat à la voiture piégée, le 29 septembre 2008.

Enfin, le Mossad cherche également à perturber les approvisionnements en missiles de croisière de son ennemi iranien. Ainsi, en août 2009, le cargo *Artic Sea*, battant pavillon maltais, disparaît mystérieusement pendant plusieurs semaines au large des côtes européennes, victime d'une opération spéciale du Mossad. L'objet de celle-ci était la cargaison du navire, qui ne contenait pas seulement du bois, comme l'affirmait le gouvernement russe, mais également des

missiles de croisière X-55 – dont le rayon d'action excède 3 000 kilomètres – destinés à la République islamique d'Iran. Un mois après la disparition de l'*Artic Sea*, Shimon Peres était à Moscou afin convaincre son homologue russe de renoncer à vendre de la technologie militaire à Téhéran. Le détournement du cargo par un commando israélien avait pour but de montrer toute la détermination de l'État hébreu. Cette opération n'est pas sans rappeler le détournement du cargo allemand *Scheersberg A* entre Anvers et Gênes, en 1968.

À partir du début des années 1990, le Kidon va multiplier ses opérations contre un nouvel adversaire : le Hezbollah. Après avoir éliminé le cheikh Abbas al-Moussaoui, chef du parti chiite libanais – opération préparée grâce à des renseignements recueillis par le Mossad, mais pour une fois, non exécutée par le Kidon –, tué dans une attaque d'hélicoptère contre son véhicule, en février 1992 ; puis après avoir tué Ghaleb Awwali, un haut fonctionnaire du mouvement, en 2004, à Beyrouth, le Mossad va s'en prendre à l'une des cibles les plus difficiles qu'il ait eu à « traiter » : Imad Mughniyeh.

Mughniyeh est le terroriste le plus recherché du monde. Par ses actions, il défraie la chronique du terrorisme international depuis plus de vingt-cinq ans. Sa carrière commence au sein du Fatah, en 1975. Il rejoint la fameuse « Force 17 » chargée de la protection de Yasser Arafat, puis suit différents stages de formation en Iran entre 1980 et 1982. Après la première guerre du Liban (1982), le Fatah est obligé

de fuir le pays, Mughniyeh rejoint alors des activistes chiites qui créeront le Hezbollah en 1983, et devient membre de la garde rapprochée du cheikh Fadlallah, qui deviendra le leader du mouvement en 1987.

À partir de 1982, Mughniyeh est impliqué dans de nombreuses actions terroristes de grande ampleur. Il est soupçonné par la CIA d'avoir participé à la première attaque-suicide dirigée contre le quartier général des forces israéliennes installé à Tyr, le 11 novembre 1982 (141 tués). Le 18 avril 1983, une voiture piégée explose devant l'ambassade américaine à Beyrouth faisant soixante-quatre morts. Le 23 octobre, des kamikazes des camions chargés d'explosifs s'en prennent à l'immeuble Drakkar qui abrite une compagnie du 1er régiment de chasseurs parachutistes français (58 tués) et à un casernement de *Marines* américains (241 victimes). Mughniyeh participe aussi à de nombreux enlèvements, dont celui de William Buckley, le chef de station de la CIA à Beyrouth, en mars 1984. Ce dernier sera sauvagement torturé avant de décéder quinze mois plus tard en détention.

En 1985, il dirige personnellement le détournement du vol TWA 847 Rome-Athènes au cours duquel un Américain, Robert Stehem, est violement battu avant d'être assassiné. Sa tête est alors mise à prix pour 25 millions de dollars par le FBI. Il est peut-être également impliqué dans la campagne d'attentats qui a lieu à Paris en 1985-1986 qui fait plusieurs victimes et un nombre important de blessés. À partir de 1988, il supervise l'assistance du Hezbollah au Hamas et au Djihad

islamique. Dans ce cadre, il organise des stages d'instruction en Iran au profit de membres de ces organisations.

Le 17 mars 1992, Mughniyeh dirige l'attentat contre l'ambassade d'Israël en Argentine (29 morts et 220 blessés), puis le 18 juillet 1994, l'attaque de kamikazes contre l'Association mutuelle argentino-israélienne de Buenos Aires (86 morts et 220 blessés). À la suite de ces opérations, un mandat d'arrêt international est lancé contre lui. Les 27 et 28 juillet de la même année, des attentats ont lieu à Londres contre l'ambassade d'Israël et le siège d'organisations juives, dans lesquels sa responsabilité semble avérée. À partir de 1992, les Israéliens tentent sans succès de le neutraliser.

Le 13 novembre 1995, un attentat en Arabie Saoudite occasionne la mort de sept personnes, dont cinq Américains. Cette opération est suivie, le 25 juin 1996, par l'attentat contre les tours d'Al-Khobar, près de Dahran, qui cause la mort de dix-neuf militaires américains. Le nom de Mughniyeh est alors cité comme un des responsables de ces actions terroristes. En 1998, il participe à la planification des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie (223 morts dont une vingtaine d'Américains) et, en 2000, à celle de l'attaque-suicide contre l'*USS Cole* au Yémen (17 morts).

Certains services pensent qu'il a probablement participé aux attentats du 11 septembre 2001 : la Commission d'enquête parlementaire américaine mentionne un « membre haut placé au sein du Hezbollah » qui aurait fait rentrer en Iran puis acheminé en Europe quelques-uns des futurs membres du commando. Au demeurant, certaines sources

avancent qu'Oussama Ben Laden ne cachait pas son admiration pour Mughniyeh, les deux hommes se seraient même rencontrés en 1993 à Khartoum. Fin 2001-début 2002, il organise l'accueil en Iran de membres d'Al-Qaïda et de talibans fuyant l'Afghanistan.

En 2003-2004, Mughniyeh aurait été vu en Irak aux côtés de Moktada al-Sadr, le leader de l'Armée du Madhi qui est soutenu en coulisses par Téhéran. Puis en janvier 2006, il participe à Damas à une réunion avec les leaders des principaux mouvements palestiniens, les responsables de services iraniens et syriens et le cheik Nasrallah, du Hezbollah. Il est donc au cœur de toutes les opérations anti-israéliennes et anti-occidentales car il dirige la branche renseignement et actions clandestines du Hezbollah, baptisée « Appareil de sécurité spéciale » (*Jihaz al-Amn al-Khas*). À ce titre, il est chargé des opérations extérieures du mouvement chiite libanais et ne rend compte de ses activités qu'à son secrétaire général, Hassan Nasrallah. Dans ce cadre, il travaille en très étroite coopération avec le ministère du Renseignement et de la Sécurité nationale iranien (*Vezarat-e Ettela'at Va Amniat-e Keshvar*/VEVAK). Mughniyeh s'appuie sur les structures clandestines très professionnelles du Hezbollah – implantées au Proche-Orient, en Afrique, en Europe, en Amérique latine et en Asie. Si l'ordre lui en est donné, il peut mener à tout moment des opérations terroristes d'envergure dirigées contre les intérêts israéliens et occidentaux n'importe où dans le monde.

Ainsi, longtemps avant Oussama Ben Laden, Imad Mughniyeh a été traqué par de nombreux services de renseignement occidentaux pour ces attentats sanglants. Il figurait en tête de liste des personnes recherchées par les services spéciaux occidentaux, au premier rang desquels le Mossad, la CIA et la DGSE. Mais jamais depuis Ali Hassan Salameh, le cerveau des attentats de Munich, un homme n'était parvenu à échapper aussi longtemps aux services américains et israéliens. Mughniyeh naviguait entre l'Iran, la Syrie et le Liban. Pour mener à bien ses missions à l'étranger, il utilisait de nombreux passeports et identités différents. Les services occidentaux ne possédaient de lui que des photos très anciennes, avant qu'il ait subi des opérations de chirurgie esthétique afin de changer d'apparence.

Mais, en 2007, le Mossad retrouve sa piste dans la petite ville de Tayr Dibba, au Sud-Liban, grâce à un informateur du réseau d'Ali al-Jarrah vivant dans le même village que des membres de la famille de Mughniyeh. Le service israélien met aussitôt en place un dispositif d'écoute et de surveillance rapprochée[17]. Puis, en mars 2007, en Irak, les forces spéciales américaines capturent des officiers du Hezbollah réunis à Bassora. Avec eux se trouve un officier des pasdarans iraniens, Ali Moussa Daqduq que la CIA va parvenir à faire parler. Chargé des liaisons entre la guérilla irakienne et le Hezbollah, Daqduq se révèle être une mine de renseignements : il donne une description du nouveau visage d'Imad Mughniyeh, le nom de ses fréquentations et même son numéro de téléphone personnel. L'Iranien révèle également à la CIA que « le

Renard » se cache à Damas, où il vit sous la protection des services de sécurité syriens.

Parallèlement, le Mossad entre en contact avec d’anciens agents de la Stasi – l’ex-police secrète d’Allemagne de l’Est – spécialistes des milieux palestiniens. Après la chute du mur de Berlin, un grand nombre d’entre eux sont partis avec des documents secrets qu’ils revendent au plus offrant. C’est ainsi que le Mossad peut acquérir un dossier sur Mughniyeh comprenant des photos relativement récentes.

En janvier 2008, un nouveau renseignement va s’avérer décisif : le Mossad découvre que Mughniyeh rend souvent visite à une maîtresse dans un luxueux appartement de Kfar-Sousa, dans la banlieue de Damas. Cet appartement, propriété d’un cousin de Bachar el-Assad, est mis sous surveillance, et les photos obtenues grâce au dossier de la Stasi confirment qu’il s’agit bien de Mughniyeh. Ses jours sont désormais comptés.

Quelque temps plus tard, le Mossad apprend que le Centre culturel iranien de Damas organise une cérémonie afin de commémorer le succès de la révolution de 1979, et que Mughniyeh doit s’y rendre pour rencontrer ses contacts syriens et iraniens. Le service israélien décide de profiter de cette occasion pour l’éliminer.

Les *kidonim* organisent alors la reconnaissance et la surveillance des lieux, avant de mettre en place des explosifs à l’intérieur des appuis-tête de véhicules garés à proximité. Le 12 février 2008, l’équipe guette l’arrivée de Mughniyeh au Centre culturel iranien. À 21 heures, un Mitsubishi Pajero gris

métallisé approche. Pendant quelques minutes, le conducteur et son passager restent à bord, pour s'assurer qu'il y a rien de suspect. Imad Mughniyeh, en costume noir, descend enfin du véhicule. Alors qu'il se dirige vers l'entrée du Centre culturel, il passe à la hauteur d'un des véhicules piégés. Un *kidonim* fait exploser la charge. Son corps est projeté à plusieurs dizaines de mètres. Mission accomplie[18].

Au moment où la bombe explose, la plupart des agents israéliens ont déjà quitté le pays et effacé un maximum de preuves. Les deux derniers *kidonim* demeurés sur place seront récupérés quelques jours plus tard par un sous-marin israélien en Méditerranée, après avoir traversé la frontière syro-libanaise et pris la mer sur des canaux gonflables.

Dans un premier temps, les autorités syriennes font état de la mort d'un passant. Puis, le mercredi 13, le Hezbollah déclare dans un bref communiqué : « Avec toute notre fierté, nous annonçons qu'un grand chef combattant de la résistance islamique au Liban a rejoint les martyrs. Le frère commandant Mughniyeh est devenu un martyr aux mains des Israéliens sionistes. » La presse israélienne reprend l'information proclamant que « le terroriste le plus dangereux au Moyen-Orient depuis trente ans [...] a été liquidé à Damas[19] ». Malgré les démentis officiels, le Mossad vient de réaliser sa plus belle opération depuis trente ans.

Fin 2013, un autre cadre important du Hezbollah va connaître un sort similaire : Hassan al-Lakiss. Jusqu'en 2010, cet homme a géré certains des projets technologiques les plus secrets du Hezbollah. C'est notamment lui qui a supervisé

l'introduction de drones dans l'arsenal du mouvement chiite. Il a également eu la responsabilité de l'installation du réseau de téléphonie filaire du Hezbollah, qui couvre le Sud-Liban, la capitale et la Bakaa. Ce réseau, entré en fonction au printemps 2013, est totalement indépendant des télécoms libanais ce qui permet au mouvement chiite libanais d'échapper aux écoutes des émissions GSM par ses adversaires. À partir de 2010, Hassan al-Lakiss rejoint le département des opérations extérieures du Hezbollah, où il collabore étroitement avec Imad Mughniyeh. Il est alors chargé d'acheminer des armes dans les territoires palestiniens. En liaison avec la Force Al-Qods des Gardiens de la révolution iraniens, il aurait aussi participé au recrutement d'Arabes israéliens pour le compte de l'Iran. Pour toutes ces raisons, le 3 décembre 2013 vers minuit, Hassan al-Lakiss est attendu sur le parking d'une de ses maisons de repli, à Hadath, au sud de Beyrouth. À peine a-t-il garé sa voiture qu'il est abattu de deux balles dans la tête. Le lendemain, un communiqué laconique du Hezbollah annoncera officiellement sa mort.

Importance et limites des éliminations ciblées

Depuis sa création, le Mossad s'est vu attribuer un grand nombre d'assassinats ciblés, même si, compte tenu du secret entourant ces opérations, il est très difficile d'affirmer qu'il en

soit responsable chaque fois. En effet, selon Yossi Melman, en raison du coût et de la complexité des missions d'élimination, elles restent relativement rares et beaucoup des morts « mystérieuses » attribuées au Kidon par les médias le sont à tort ; mais on ne prête qu'aux riches !

L'élimination systématique des responsables de Septembre noir a marqué un tournant pour les « opérations spéciales » du Mossad, lesquelles ont pris de plus en plus le pas sur le renseignement. Cette tendance s'est encore renforcée durant les années 1980 et 1990. Le Mossad s'est alors vu chargé de traiter l'essentiel des menaces terroristes visant Israël. Le service était en effet le seul à pouvoir agir contre les chefs des groupes armés vivant en sécurité à l'étranger, d'où ils préparaient leurs attentats et envoyaient leurs hommes s'en prendre à des civils en Israël ou à des Juifs partout dans le monde. Le Mossad a été chargé de les trouver et de les éliminer. Ces missions, particulièrement difficiles, exposées et brutales, ont été un véritable défi pour les agents chargés de les exécuter. Mais elles ont souvent permis de désorganiser et d'affaiblir certaines organisations terroristes[20].

Le nombre de ces opérations a augmenté de façon spectaculaire sous Meïr Dagan (2002-2011), principalement envers l'Iran. Pour Dagan, le régime des ayatollahs incarnait à lui seul les deux dangers majeurs qui menacent les Israéliens : le terrorisme et la guerre nucléaire[21]. En revanche, Meïr Dagan s'est toujours opposé à des frappes militaires israéliennes contre l'Iran. Il croyait fermement que la guerre devait être une solution de dernier recours et affirmait que les

opérations clandestines pouvaient régler, en partie tout au moins, le problème[22].

En réalité, les éliminations en territoire étranger demeurent moins fréquentes qu'on ne le pense parce qu'elles sont extrêmement périlleuses. En principe, un service de renseignement comme le Mossad y est plutôt défavorable, sauf quand elles sont le seul moyen de mettre hors d'état de nuire un élément considéré comme dangereux pour la sécurité nationale.

Paradoxalement, l'efficacité du Kidon n'a pas été sans créer des problèmes à Israël. En effet, selon Seymour Hersh[23], grâce aux assassinats ciblés, l'État hébreu a réussi à éliminer en quelques années l'essentiel des recruteurs, des formateurs et des planificateurs des opérations suicides, ainsi que nombre d'apprentis commandos. Le succès a été tel qu'il ne reste plus que quelques petites cellules isolées, sans expertise, mais capables de passer à l'action de manière imprévisible… sans consulter personne au Hamas ! Israël se retrouve ainsi face une population de kamikazes incontrôlés, ce qui est pire. L'élimination des cadres dirigeants et intermédiaires adverses n'est donc pas forcément la bonne méthode : elle a rendu les Israéliens aveugles et sourds quant aux intentions des cellules de base. Mieux vaut finalement infiltrer les centres de décisions ennemis afin de connaître leurs intentions et de contrecarrer leurs plans.

Plus grave encore, selon le point de vue de certains experts israéliens, les individus assassinés, par leur autorité et leur charisme, auraient pu devenir des interlocuteurs légitimes et

écoutés par les Palestiniens. Par exemple, un certain nombre d'Israéliens considèrent que l'élimination d'Abou Jihad a été une erreur car il aurait probablement été par la suite un leader plus crédible et respecté pour les Palestiniens qu'Arafat ou Mahmoud Abbas, l'actuel président de l'Autorité palestinienne. Certains ajoutent même qu'il aurait peut-être été en mesure de mettre fin au conflit qui dure entre Israël et les Palestiniens[24], compte tenu de propos modérés qu'il avait tenus.

Par ailleurs, ces assassinats ciblés peuvent avoir des conséquences extrêmement négatives pour Israël lorsqu'ils échouent. Le meilleur exemple en est l'opération ratée contre Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas, à Amman (Jordanie), en 1997[*2], qui obligea Tel-Aviv à libérer le chef du Hamas, cheikh Ahmed Yassine, incarcéré en Israël.

Peu de temps après sa libération, cheikh Yassine se rendit dans de nombreux pays arabes afin d'organiser une collecte de fonds que le Hamas utilisa, à partir de 2000, pour lancer une nouvelle vague d'attentats meurtriers contre Israël. Il multiplia les opérations offensives jusqu'à ce qu'il soit tué par un missile tiré depuis un hélicoptère israélien en 2004. Khaled Mechaal lui succéda à la tête du mouvement, notamment parce que la tentative d'assassinat dont il avait été l'objet lui avait conféré un grand prestige au sein du Hamas. Aussitôt désigné, il établit des liens étroits avec l'Iran, un partenariat que son prédécesseur cheikh Yassine, sunnite fondamentaliste, n'aurait jamais permis[25].

Un autre assassinat ciblé a changé le cours de l'histoire du Moyen-Orient. S'il fut préparé grâce à des renseignements recueillis par le Mossad, cette fois, il ne fut pas exécuté par le Kidon. Il s'agit de l'élimination du cheikh Abbas al-Moussaoui, le secrétaire général du Hezbollah libanais, tué dans une attaque d'hélicoptère contre son véhicule, en février 1992. Le plan initial du Mossad était pourtant d'enlever al-Moussaoui pour l'utiliser comme monnaie d'échange afin d'obtenir la libération des prisonniers israéliens. Mais un changement de dernière minute conduisit le Premier ministre Shamir à ordonner l'assassinat du chef du Parti chiite libanais[26]. Avec le recul, il semble que personne dans les hautes sphères du gouvernement et du renseignement israélien n'avait sérieusement envisagé les conséquences possibles d'une telle action. Elle se révéla après coup être une véritable catastrophe, car la réaction du Hezbollah ne tarda guère à venir : un mois après le meurtre d'al-Moussaoui, une bombe explosa dans l'ambassade d'Israël à Buenos Aires, tuant vingt-neuf Israéliens ainsi que des employés argentins. Puis, al-Moussaoui fut remplacé à la tête du Hezbollah par Hassan Nasrallah, qui se révéla être un leader charismatique et un remarquable organisateur. Sous son impulsion, le mouvement chiite libanais devint une force de combat puissante et très bien armée, qui s'assura le contrôle du Sud-Liban, représentant une menace majeure pour tout le nord d'Israël. Le Hezbollah fut ainsi capable de tenir Tsahal en échec lors de la seconde guerre du Liban, au cours de l'été de 2006. Ce succès renforça l'aura et l'influence de Nasrallah qui est

devenu un acteur majeur du paysage politique libanais[27].

À l'occasion de chacune des opérations d'élimination attribuées au Mossad, de nombreux médias qualifient ces pratiques de « terrorisme d'État », ce qui est un grave contresens. En effet, même si l'on est farouchement opposé au fait qu'un exécutif démocratique demande à ses services spécialisés de conduire des assassinats, il est tout à fait erroné de parler, pour de telles actions, de « terrorisme d'État ». Il s'agit en réalité d'« éliminations ciblées ». Cela n'est pas plus moral, mais la démarche est totalement différente. Une élimination ciblée est techniquement l'exact opposé d'une action terroriste. D'un côté, un homme seul va essayer de faire le maximum de victimes innocentes avec sa ceinture d'explosifs ou sa voiture piégée. De l'autre, une équipe importante, conçoit et exécute une action – certes moralement condamnable – pour éliminer une seule cible, qui n'est généralement pas un « innocent ». Enfin, les assassinats ciblés n'ont pas vocation à « terroriser » les populations civiles, ce qui ne veut évidemment pas dire que les populations civiles palestiniennes ou libanaises ne vivent pas dans l'angoisse d'une attaque israélienne. En effet, l'objectif de l'attaque est bien la diminution du potentiel militaire de l'organisation ciblée : ses capacités offensives s'en trouvent directement affectées.

Toutefois, force est de constater qu'en de très nombreuses occasions, les opérations israéliennes se soldent par la mort de « victimes collatérales », qu'il s'agisse de proches des cibles (enfants, famille, voisins) ou de simples badauds qui ont eu la

malchance de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment. C'est particulièrement vrai pour les opérations menées par des tirs de missiles (depuis un navire, un hélicoptère ou un drone) mais cela l'a été également pour les opérations commando (élimination du jardinier d'Abou Jihad, erreur de Lillehammer, etc.). C'est la raison pour laquelle cette politique d'éliminations ciblées fait l'objet de virulentes critiques en Israël, preuve de la vitalité du débat démocratique dans ce pays.

---

*1. Cf. l'assassinat manqué de Khaled Mechaal, chapitre 8, p. 228-229.

*2. Cf. chapitre 8, p. 228-229.

CHAPITRE 8

UNE RÉPUTATION JUSTIFIÉE ?

> « Seul dans le bureau austère avec ses cartes et ses secrets, il se sentit un moment submergé dans une ombre vague de désespoir. Puis, lentement, la discipline de toute une vie vint à son secours.
> La vague reflua et il se remit à penser lucidement. »
> Morris West, *La Tour de Babel* (1968).

Unités d'élite composées de femmes et d'hommes extrêmement compétents et motivés, les services israéliens ont enregistré de nombreux succès depuis leur création. Mais ils ont également connu une série d'échecs et d'errements retentissants. À y regarder de près, on découvre que la communauté israélienne du renseignement s'est trompée souvent et s'est fourvoyée parfois. Malgré les efforts de communication – de propagande ? – entrepris par les services de renseignement israéliens afin d'apparaître comme

omniscients et infaillibles, dans le but légitime de faire douter ses adversaires et de les paralyser, les échecs sont une constante de leur histoire, qu'il s'agisse d'erreurs d'analyse ou de fiascos opérationnels. Ils ne se distinguent pas, en cela, des autres services du monde.

Erreurs d'analyse et de prévision

Dans leur ensemble, les services israéliens se caractérisent par leurs excellentes capacités de collecte et d'évaluation du renseignement. Toutefois, la qualité de leurs analyses a été plusieurs fois prise en défaut, ce qui n'a pas manqué d'exposer l'État hébreu à des situations parfois très délicates. Ces échecs, souvent médiatisés, ont été principalement le fait d'Aman – dont la prévision est l'une des principales fonctions –, qui a commis au cours de son histoire de multiples erreurs d'évaluation.

Le 18 février 1960, pour la première fois, Aman se voit pris en défaut. La quasi-totalité de l'armée égyptienne se concentre le long de la frontière israélienne, dans le désert du Néguev, sans que cette manœuvre soit détectée. S'il l'avait voulu, Nasser aurait pu envahir l'État hébreu et occuper le Néguev car les Forces de défense israéliennes (FDI), n'ayant reçu aucune alerte, n'étaient absolument pas prêtes. Aman ne détectera la présence des forces du Caire que quatre jours plus tard.

Un autre échec est l'évaluation erronée des intentions égyptiennes dans les dix-huit mois précédant la guerre des Six Jours. Les experts d'Aman étaient convaincus que Nasser ne s'engagerait pas dans une confrontation avec l'État hébreu tant que son armée serait engagée au Yémen, où elle faisait face à une situation difficile. En février 1967, le renseignement militaire alla plus loin : il affirma que l'Égypte ne pourrait envisager aucune guerre contre Israël avant 1970. Malheureusement, ces différentes évaluations se révéleront fausses, car en mai 1967 Nasser masse les troupes égyptiennes dans le Sinaï après avoir demandé à la force des Nations unies d'évacuer la zone, conduisant irrémédiablement au déclenchement des hostilités par Israël.

La plus grave erreur d'analyse et de prévision – et la plus célèbre – reste celle qui conduisit à la suprise stratégique dont fut victime Israël en octobre 1973, lors du déclenchement de la guerre de Yom Kippour. En cette occasion, Aman se révéla incapable de détecter les intentions belliqueuses de l'Égypte et de la Syrie, d'interpréter correctement la masse de renseignements dont il disposait et de déjouer la subtile tromperie mise au point par ses adversaires pour dissimuler leurs préparatifs. Les conséquences faillirent en être désastreuses pour la survie même de l'État hébreu. Les raisons de cet échec majeur sont aujourd'hui connues.

Après la guerre de Six Jours de 1967, les analystes d'Aman développent la thèse que l'Égypte n'est pas prête à une guerre contre Israël. Leur théorie, connue sous le nom du « Concept » (*Konseptzia*), reposait sur l'idée qu'en raison de la victoire

israélienne écrasante lors de la guerre des Six Jours, les armées arabes ne lanceraient pas de nouvelle offensive avant un certain temps puisque, selon les renseignements communiqués par une source égyptienne de très haut niveau, Marwan Ashraf, l'état-major du Caire n'envisageait pas de reconquérir les territoires perdus lors de la guerre des Six Jours, tant qu'il n'aurait pas reçu d'armes offensives livrées par l'Union soviétique. Aman estimait donc que, tant que ces armes n'étaient pas reçues et prêtes à l'emploi, Israël était à l'abri. Toujours selon le « Concept », les Arabes ne s'engageraient pas dans une guerre totale contre Israël, mais lanceraient seulement, quand ils le pourraient, des attaques coordonnées contre les aérodromes israéliens, afin de réduire la supériorité aérienne de l'État hébreu. En conséquence, les experts d'Aman considéraient que la Syrie n'attaquerait pas sans l'Égypte. Leurs convictions d'invulnérabilité étaient renforcées par la construction de la « Ligne Bar-Lev », une série de solides positions défensives érigées le long du canal de Suez afin de détecter et de ralentir toute offensive terrestre égyptienne et de permettre à Tsahal de mobiliser et d'intervenir. Aussi, à leurs yeux, aucun risque de conflit ne pouvait prendre corps avant au moins deux ans – soit 1975 –, sans même prendre en compte les éventuels retards de livraisons d'armes de Moscou à la Syrie et l'Égypte.

Le « règne » du Concept – et l'influence d'Aman auprès des sphères dirigeantes – a profondément affecté la perception objective de la situation par les chefs politiques et militaires. Au sein même du renseignement militaire, il conduisit à la

négligence voire au rejet de tout autre renseignement apportant des éléments contradictoires.

Ainsi, à l'automne 1972, Aman ne détecte pas le changement de position du président égyptien Anouar el-Sadate, qui est, dans un premier temps, considéré comme un pâle successeur de Nasser et un personnage sans envergure. Les services israéliens ne perçoivent pas que Sadate, conscient qu'il lui sera très probablement impossible de vaincre militairement Israël, cherche à obtenir un succès qui, même limité et temporaire, lui permettrait de redorer le blason de son pays après la débacle de 1967 et surtout d'aborder en position moins inconfortable les négociations pour la restitution du Sinaï à laquelle il espère que l'URSS et les États-Unis contraindront Tel-Aviv. Or, pour parvenir à cet objectif, Sadate n'a pas besoin d'attendre les chasseurs Sukhoi et les missiles Scud que doit lui livrer Moscou. C'est une des hypothèses de base du Concept qui s'effondre sans que les services israéliens ne le perçoivent ! Marwan Ashraf, la source haut placée dans l'entourage immédiat du Rais, n'informe pas Israël de ce changement de stratégie, soit parce qu'il n'est pas au courant, soit parce qu'il a été retourné ou intoxiqué par le contre-espionnage égyptien.

En Israël, lorsqu'il devient enfin évident pour les autorités que Le Caire et Damas ont des intentions agressives, les analystes du renseignement militaire refusent de croire pour autant que les États arabes sont effectivement prêts à attaquer. Les mouvements des troupes égyptiennes vers la frontière sont dûment repérés et signalés mais Aman,

prisonnier intellectuellement du Concept, persiste à ne les analyser que comme des manœuvres militaires d'intimidation. Pourtant, les renseignements sur la mobilisation simultanée de l'armée syrienne sont très préocuppants : des renforts syriens sont envoyés sur le Golan, les permissions sont annulées et les réservistes sont rappelés. Le commandement Nord de Tsahal s'en inquiète. Mais, parce qu'Aman estime toujours que la Syrie n'attaquera pas sans l'Égypte – qui selon lui n'a pas l'intention d'entrer en guerre –, les intentions syriennes ne sont pas considérées comme agressives. Cet aveuglement du renseignement militaire persiste malgré l'avertissement du roi Hussein de Jordanie au Premier ministre Golda Meir, le 25 septembre 1973, et celui de la CIA le 29, annonçant la très forte probabilité d'une attaque coordonnée égypto-syrienne. Jusqu'à l'offensive simultanée du 6 octobre, qui prit totalement Israël au dépourvu, Aman considéra qu'il ne servait à rien de s'inquiéter, illustrant la maxime selon laquelle « il n'y a pas de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir ».

Devant la violence et les premiers succès de l'offensive syro-égyptienne, les dirigeants israéliens, désorientés, se réunirent et envisagèrent un instant de recourir à l'arme nucléaire : des bombes atomiques furent installées sur des aéronefs et des missiles Jericho armés sur ordre de Moshé Dayan. Seule l'intervention du chef d'état-major de Tsahal, le général David Eleazar, homme d'une solidité et d'une confiance à toute épreuve, parvint à les convaincre que la victoire militaire était possible[1]. En effet, l'armée israélienne réussit à retourner *in extremis* la situation.

La guerre de 1973 eut toutefois deux conséquences fâcheuses sur le plan du renseignement. D'une part, les commandos syriens s'emparèrent de la station d'écoute du mont Hermon et d'un officier de l'Unité 8200, qu'ils firent parler. Ils purent ainsi obtenir des informations capitales sur les systèmes d'interception et les codes secrets de Tsahal. D'autre part, cet événement conduisit la population israélienne, pour la première fois, à perdre confiance dans sa communauté du renseignement.

Et, pour Aman, le cauchemar ne s'arrête pas avec la guerre du Kippour. En effet, échaudé par son aveuglement précédent, le service va commettre une autre énorme erreur d'analyse. En effet, entre la fin de 1973 et 1975, il alerte à plusieurs reprises les autorités quant à l'intention de l'Égypte ou de la Syrie de reprendre les hostilités, mais toutes se révèlent infondées. Par ailleurs, obnubilé par le risque potentiel d'un nouveau conflit, Aman ne saura pas évaluer correctement l'évolution de la position du président égyptien Sadate. Considérant que Le Caire n'était pas encore décidé à faire la paix, ses estimations ne permirent pas aux autorités israéliennes de se préparer à l'initiative de paix de Sadate, en 1977 ; elles furent totalement surprises de ce geste.

En 1980, c'est cette fois la communauté du renseignement israélien dans son ensemble qui n'a pas été capable de détecter l'imminence du conflit entre l'Irak et l'Iran. À la fin des années 1980, Aman n'a pas détecté non plus l'accroissement des capacités nucléaires de l'Irak, pas plus qu'il n'a anticipé l'invasion du Koweït par les forces de Saddam Hussein, en

août 1990. Au contraire, ses experts estimaient que l'Irak aurait besoin de plusieurs années pour reconstruire et réorganiser son armée après la fin du conflit contre l'Iran, avant de pouvoir lancer une autre guerre dans la région.

Puis, au cours des années 1990, la vision apocalyptique – et erronée – qu'avait Aman de la situation au Liban, n'a pas permis le retrait de Tsahal du pays. Les experts du renseignement militaire ont surestimé la réaction militaire du Hezbollah au retrait unilatéral d'Israël, et ont recommandé au gouvernement de maintenir une présence militaire dans le sud du Liban pour défendre les populations israéliennes vivant dans le nord du pays. Ces préventions se révélèrent infondées, mais le prolongement de l'occupation de la zone de sécurité du Sud-Liban aura un coût élevé en pertes humaines pour les troupes demeurées sur place, jusqu'à leur retrait définitif en 2000.

Le renseignement israélien n'a pas prédit non plus l'évolution de la stratégie palestinienne lorsqu'une nouvelle politique a été adoptée par le Conseil national palestinien, proposant une solution au conflit israélo-arabe sur la base de la résolution 181 des Nations unies, qui préconisait de diviser la Palestine mandataire en deux États, l'un juif, l'autre arabe. Comme leurs homologues occidentaux, ils furent également surpris par les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Puis, au cours des mois précédant l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, Aman surestima les capacités irakiennes en matière d'armes de destruction massive et l'intention de

Saddam Hussein d'utiliser ces armes contre Israël si son régime se trouvait dos au mur.

Mais l'une des plus grandes surprises récentes que connut le renseignement israélien eut lieu au cours de l'été 2006, à l'occasion du déclenchement d'une campagne militaire contre le Hezbollah, au Sud-Liban. Au grand étonnement des Israéliens – mais aussi des experts –, le Hezbollah a réussi à résister aux assauts de Tsahal. Ce fait s'explique en grande partie par la tactique que le mouvement chiite libanais a développé, sous l'impulsion de son secrétaire général Hassan Nasrallah, depuis l'évacuation du Sud-Liban par les forces israéliennes, en 2000[2]. Le commandement militaire du Hezbollah a en effet soigneusement examiné les raisons des défaites subies par les armées des pays arabes lors des derniers conflits contre Tsahal. Il a en particulier su tirer les leçons de l'invasion rapide du Liban par les Israéliens en 1982. Forts de ces enseignements, le mouvement a adapté son dispositif afin de tenir les Israéliens en échec lors des hostilités à venir.

Ainsi, le Sud-Liban avait été aménagé très discrètement avec des bunkers, des stocks d'armes enterrés, des souterrains de liaison, des réseaux de transmission sophistiqués, etc. Les caches et les tunnels aménagés permirent aussi aux combattants chiites de se laisser dépasser par les forces israéliennes avant de réapparaître sur leurs arrières pour les attaquer. Par ailleurs, le terrain rocailleux n'étant pas favorable à la progression de forces mécanisées déployées par Tsahal, les routes et chemins empierrés avaient

été repérés afin de préparer des pièges et des embuscades. Le Hezbollah est en effet aussi passé maître dans l'utilisation des mines et des engins explosifs improvisés, grâce à l'expérience irakienne.

En matière d'armements lourds, le Hezbollah disposait de 10 000 à 12 000 roquettes Katiousckha de 122 mm (portée : 20 kilomètres), fournies majoritairement par la Syrie, et de missiles de fabrication iranienne Raad-2, Raad-3, Farj-3 (portée : 45 kilomètres) et Farj-5 (portée : 75 kilomètres). La défense antiaérienne était assurée par des missiles portables SA-7 et des canons ZU-23. Il est fort probable que des missiles plus sophistiqués ont été utilisés avec l'aide de pasdarans iraniens.

Surtout, l'état d'esprit des combattants du Hezbollah était totalement différent de celui des soldats israéliens. En effet, le commandement de Tsahal tente, par tous les moyens, de minimiser les pertes au sein de ses troupes et d'évacuer au plus vite les blessés, ce qui ralentit souvent le déroulement des opérations. À l'opposé, les hezbollahis sont prêts à se sacrifier, mourir en « martyrs » étant pour eux une gloire, ce qui les différencie profondément des armées classiques syrienne ou égyptienne, que Tsahal a coutume d'affronter.

Autant d'éléments qui échappaient donc aux armées de terre et de l'air israéliennes avant le début de leur offensive. Sur le plan du renseignement, les services israéliens ont été incapables de pénétrer les cellules opérationnelles du Hezbollah qui appliquent des consignes de sécurité draconiennes. En revanche, le parti chiite libanais bénéficiait

d'excellents renseignements sur les déplacements des unités israéliennes. Tous les « civils » étaient les oreilles et les yeux du mouvement, ce qui explique en grande partie pourquoi Tsahal s'est efforcé de repousser ces populations plus au nord. Quelques agents de renseignement avaient été également infiltrés en Israël, à l'exemple d'un citoyen canado-israélien arrêté pour espionnage alors qu'il photographiait des installations militaires au nord du pays.

À l'occasion de ce conflit, le Hezbollah a aussi révélé sa maîtrise de la communication, de la manipulation des médias et de l'action psychologique. Les images de civils libanais tués par les forces israéliennes parvenaient très rapidement à toutes les chaînes de télévision mondiales qui les passaient en boucle, illustrant les « bavures » israéliennes. Peu importe si l'on apprenait après coup que l'objectif visé était un camion qui venait de tirer des roquettes sur Israël depuis le garage d'un immeuble abritant de nombreux civils, l'objectif de propagande était atteint : à l'indignation des Occidentaux venait s'ajouter la haine des populations musulmanes, naturellement très sensibles à ces images surmédiatisées[3].

Échecs opérationnels

En plus de ces erreurs d'analyse, la communauté du renseignent israélienne a connu un certain nombre d'échecs opérationnels, provenant aussi bien des forces spéciales du

Mossad que du Shin Beth. Comme les erreurs d'analyse, la plupart d'entre eux ont été fortement médiatisés car ils ont souvent provoqué de véritables scandales politiques et diplomatiques.

Outre l'affaire Lavon (1954), déjà évoquée à propos de l'Unité 131 [*1], c'est au tour des forces spéciales de connaître un échec à l'occasion de la bataille de Karameh, quelques mois seulement après la fin de la guerre des Six Jours, alors que Tsahal est auréolée de sa victoire écrasante sur les armées arabes[4].

Le 21 mars 1968, l'armée israélienne engage ses unités spéciales dans une opération militaire contre les *fedayin* de l'OLP, dans ce village de la vallée du Jourdain, où se trouve un camp de réfugiés palestinien dans lequel Yasser Arafat a établi son quartier général. Trois jours plus tôt, le 18 mars, un bus de ramassage scolaire israélien a sauté sur une mine déposée par des Palestiniens : deux écoliers ont été tués et vingt-neuf autres blessés. L'État hébreu décide de riposter en frappant directement la tête de la résistance palestinienne. Les généraux de Tsahal planifient une vaste opération commando qui doit détruire le camp de Karameh, neutraliser le plus grand nombre possible de *fedayin* et capturer les chefs de la résistance palestinienne.

Moshé Dayan, alors ministre de la Défense, confie au général Shmuel Gonen – qui sera plus tard sévèrement mis en cause par la commission Agranat pour son rôle dans les opérations pendant la guerre du Kippour – le commandement d'une force comprenant plusieurs *sayerot*, un bataillon

parachutiste, des unités détachées des 7e et 60e brigades blindées et de la 80e brigade d'infanterie appuyés par cinq bataillons d'artillerie, et des moyens du génie. Cette force compte 6 500 hommes – dont un tiers appartient aux forces spéciales ou à des unités d'élite –, 120 chars et 80 pièces d'artillerie.

De leur côté, les Palestiniens comptent tout au plus 400 *fedayin*, parmi lesquels beaucoup sont des adolescents, équipés seulement d'armes légères. Mais, plutôt que de suivre les conseils du roi Hussein de Jordanie qui lui a recommandé de se replier, Yasser Arafat a décidé de montrer au monde que la résistance palestinienne est prête à se battre jusqu'au bout et il organise la défense du camp retranché. Les combattants de l'OLP peuvent compter sur le soutien de la 1re division d'infanterie jordanienne, forte de 7 000 hommes, plusieurs centaines de commandos, 80 chars et une centaine d'obusiers. Ses combattants, dont certains ont appartenu à la fameuse Légion arabe de Glubb Pacha, sont très motivés et désireux de venger l'affront subi en juin 1967. Les forces en présence, de part et d'autre du Jourdain, sont donc finalement à peu près équilibrées.

Le 21 mars, l'opération israélienne est déclenchée en présence de nombreux journalistes conviés par Moshé Dayan à filmer en direct l'écrasement rapide des forces de l'OLP. Mais l'attaque de Tsahal s'effectue dans de mauvaises conditions : l'effet de surprise ne joue pas, le brouillard empêche les hélicoptères de débarquer les parachutistes israéliens à l'est de Karameh, tout en limitant l'action des

chasseurs bombardiers devant appuyer la progression des troupes au sol. Puis l'artillerie jordanienne ouvre le feu, prenant violemment à partie les unités israéliennes.

Suite à l'amélioration des conditions météorologiques, les parachutistes de Tsahal sont héliportés à proximité du camp palestinien. Ils sont cependant immédiatement pris sous le feu des défenseurs et progressent difficilement vers leur objectif. L'aviation entre alors en action, appuyant la progression des forces israéliennes et ciblant les blindés et l'artillerie jordaniens. Puis, en fin de matinée, un millier de soldats israéliens se lancent à l'assaut du camp de Karameh, qui abrite trois cents *fedayin* épaulés par une compagnie d'infanterie jordanienne. Les Israéliens se heurtent à une résistance inattendue : des commandos-suicide du Fatah se jettent sur les blindés avec des charges explosives individuelles. Les parachutistes doivent conquérir le village maison par maison, dans des combats au corps à corps extrêmement violents. Ce qui devait être une victoire facile se transforme en un affrontement farouche.

En milieu de journée, les forces israéliennes parviennent finalement parvenu à conquérir Karameh, grâce à la jonction entre l'infanterie mécanisée, les parachutistes et les unités spéciales. En revanche, les deux unités blindées doivent faire face à une violente contre-attaque des forces jordaniennes. En début d'après-midi, l'état-major de Tashal, conscient du fait que la poursuite de l'opération risque de provoquer des pertes importantes, ordonne le repli des unités. Avant de se retirer,

les forces israéliennes dynamitent les bâtiments publics de Karameh et le camp palestinien est rasé.

Au soir de cette action, vient alors l'heure du bilan : 232 combattants palestiniens et jordaniens ont été tués, plus de 200 autres sont blessés et 128 *fedayin* ont été faits prisonniers ; 13 chars jordaniens ont été détruits, une vingtaine d'autres sont endommagés et une quarantaine de véhicules blindés ont été mis hors de combat. De leur côté, les Israéliens ont subi de lourdes pertes : 28 tués, 3 disparus et 69 blessés ; 15 véhicules détruits, 30 chars endommagés ou détruits, abandonnés sur le terrain, un avion abattu et plusieurs autres gravement touchés. Surtout, les forces spéciales ne sont pas parvenues à capturer Yasser Arafat et les Israéliens n'ont pas réussi à se maintenir sur la rive orientale du Jourdain. Les combattants palestiniens ont fait preuve d'une ardeur et d'un acharnement auxquels n'étaient plus habitués les soldats de Tsahal ; la sous-estimation de la combativité adverse semble être l'une des causes principales de ce revers.

S'il ne s'agit pas à proprement parler d'une défaite militaire pour Tsahal – les pertes palestiniennes ont été nettement supérieures aux pertes israéliennes –, la bataille de Karameh est un succès pour l'OLP. Pour la première fois, des combattants palestiniens moins nombreux, moins bien équipés et moins entraînés que leurs adversaires, vont parvenir à résister une journée entière à l'armée israélienne trop sûre de son fait. Yasser Arafat, qui parvient à échapper à Tsahal, saura en tirer parti et son organisation, jusqu'alors quasiment

anonyme, se targuera dès lors d'avoir « vaincu » l'armée israélienne, réputée invincible. Ainsi, cette bataille marquera durablement l'imaginaire arabe, provoquant le ralliement de milliers de Palestiniens aux diverses organisations de résistance. De plus, plusieurs États arabes reconnaissent le Fatah de Yasser Arafat comme principal représentant du mouvement palestinien, ce qui permettra à ce dernier de prendre le contrôle de l'OLP dès l'année suivante[5].

L'opération Colère de Dieu est l'occasion d'un nouveau fiasco majeur des opérations spéciales israéliennes. Le 21 juillet 1973, à Lillehammer, en Norvège, dans le cadre de la traque impitoyable des commanditaires des attentats de Munich (1972), des opérateurs du Mossad sont convaincus d'avoir identifié et « logé » Ali Hassan Salameh, l'un des cerveaux de Septembre noir et décident alors de l'éliminer. Mais les exécuteurs du Kidon vont en réalité abattre Ahmed Bouchiki, un réfugié politique marocain. Pire, ils se font arrêter par la police norvégienne et seront jugés et condamnés pour ce meurtre. En outre, les hommes du Mossad ayant utilisé de faux passeports canadiens pour cette opération, une crise diplomatique éclatera entre Ottawa et Tel-Aviv. Finalement, en 1996, Israël versera, en dédommagement, une somme importante à la famille de Bouchiki, mais refusera de reconnaître officiellement sa responsabilité. À ce jour, la bavure de Lillehammer reste l'un des plus grands fiascos du Mossad. Mais il n'est pas le dernier.

Le 25 septembre 1997, deux agents du Mossad sont capturés à Amman, alors qu'ils viennent d'essayer

d'assassiner Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas. Les deux *kidonim* sont parvenus à s'approcher de leur cible et à lui administrer un poison mortel – dérivé de la toxine botulique – dans l'oreille. Mais ils sont immédiatement repérés par le garde du corps de Mechaal, qui les prend en chasse, et appréhendés par la foule qui les livre à la police jordanienne. Interrogés par celle-ci, ils révèlent qu'ils appartiennent au Mossad. Devant la tournure que prennent les événements, six autres membres du commando se réfugient à l'ambassade d'Israël. Cette tentative d'assassinat rend furieux le roi Hussein. En effet, Israël et la Jordanie ont conclu en 1994 un accord de paix. Cette opération crée donc un incident grave entre les deux capitales. Sous la pression du souverain hachémite, et afin d'éviter la rupture des relations diplomatiques et d'obtenir la libération de ses deux officiers, Israël se voit contraint de fournir l'antidote au poison et de libérer plusieurs prisonniers palestiniens, dont le chef spirituel du Hamas cheikh Ahmed Yassine. Cette affaire a significativement affaibli la position d'Israël dans le processus de paix. En effet, à la suite de ce fiasco, les relations entre Tel-Aviv et Amman se refroidirent considérablement. De plus, Khaled Mechaal, qui n'était encore qu'un personnage mineur au moment de l'opération, ressortit grandi de cette affaire et devint l'un des principaux chefs du Hamas. Par ailleurs, une nouvelle fois, les opérateurs du Kidon ont été capturés en possession de faux passeports canadiens, ce qui provoque une autre crise diplomatique avec Ottawa[6]. En conséquence, le Mossad est sur la sellette tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Son directeur, Danny Yatom, démissionera cinq mois plus tard, suite à un nouvel échec : l'arrestation d'une de ses équipes alors qu'elle essayait de placer des écoutes sur le téléphone d'un membre du Hezbollah.

Confronté à l'impossiblité de continuer à utiliser des faux passeports canadiens pour leurs opérations clandestines, le Mossad envoie, en juillet 2004, deux de ses opérateurs – Uriel Kelman et Eli Cara – se procurer frauduleusement des passeports néo-zélandais. Mais l'opération échoue, les deux hommes sont pris sur le fait et les autorités de Nouvelle-Zélande prendront des sanctions diplomatiques à l'égard de l'État hébreu.

Enfin, le dernier échec connu date du 20 février 2008, à Damas. Le Mossad s'apprête une nouvelle fois à éliminer Khaled Mechaal, onze ans après la tentative d'Amman. Mais le chef du Hamas se sait traqué et vit caché dans une galerie souterraine. Alors qu'il a rendez-vous avec son adjoint, Hisham Faiz Abu Libda, Mechaal décide au dernier moment d'annuler la rencontre. Bien lui en prend : la voiture qui devait l'y conduire était piégée et le *kidonim* qui guettait sa venue, la télécommande des explosifs à la main, finit par disparaître, dépité, dans les rues de la capitale syrienne.

Démantèlement des réseaux du Mossad

Au-delà des seuls échecs opérationnels, le Mossad a également été confronté à la découverte et à la capture de certains de ses agents et au démantèlement de plusieurs de ses réseaux de renseignement.

En mai 2005, à Vienne, Peter Zichrowski est interpellé, accusé de travailler pour le Mossad. Ancien secrétaire général du Parti de la Liberté, également ancien eurodéputé, il reconnaît, dans un entretien avec l'hebdomadaire autrichien *Profil*, avoir collaboré pendant plusieurs années avec le service israélien. Il déclare en outre que le Mossad utilisait l'ancien leader du parti, Jorge Haider, pour approcher les pays musulmans avec lesquels Israël n'entretenait pas de relations officielles.

Fin mai 2006, le contre-espionnage de l'armée libanaise annonce le démantèlement d'un réseau manipulé par le Mossad. Il accuse le service de renseignement israélien d'être complice d'attentats au Liban, notamment celui qui a tué, le 26 mai, Mahmoud al-Majzoub, un des chefs du Djihad islamique palestinien. Israël dément catégoriquement toute implication dans cet attentat. Néanmoins, les services libanais affirment que le réseau démantelé a livré des explosifs à Beyrouth et dans d'autres villes du pays. Le chef du réseau, Mahmoud Rafeh, aurait même reconnu lors des interrogatoires, avoir participé à plusieurs assassinats dont celui de Mahmoud al-Majzoub et de son frère, mais aussi celui de Jihad Djibril, fils du secrétaire général du FPLP, et ceux de nombreux activistes du Hezbollah. L'implantation de ce réseau d'espionnage du Mossad au Liban daterait du début des

années 1990, c'est-à-dire qu'il aurait été pleinement opérationnel pendant seize années.

L'année suivante, c'est au tour des services de sécurité égyptiens de mettre au jour plusieurs opérations d'espionnage israéliennes au Caire. En février 2007, Mohammed Essam Ghoneim al-Attar, un Canadien possédant la double nationalité égyptienne, est arrêté au Caire et accusé d'espionnage au profit d'Israël. Il aurait été recruté par le Mossad en Turquie avant d'émigrer au Canada, en 2003. Cet employé de banque de Toronto est accusé par le contre-espionnage égyptien d'avoir recueilli des informations sur la communauté égyptienne et arabe du Canada. Puis, en avril, un ingénieur de l'Agence égyptienne pour l'énergie atomique (AEEA) est arrêté, accusé de travailler pour Israël. Mohamed Saïd Saber aurait transmis au Mossad des documents classifiés concernant le développement du programme nucléaire de son pays. Les services de sécurité égyptiens accusent également deux autres hommes, de nationalités japonaise et irlandaise, d'avoir payé l'ingénieur 17 000 dollars pour cette mission. En juin, Mohamed Saïd Saber est condamné à vingt-cinq ans de prison par la haute cour de sûreté de l'État. Une nouvelle fois, les autorités israéliennes démentent toute implication dans cette affaire. Enfin, en juin 2007, le journal *Al-Masriyoun* rappporte que, selon des responsables égyptiens, le Mossad aurait tenté d'installer des équipements d'écoute commandés par infrarouge à l'occasion d'une réunion entre groupes palestiniens et autorités égyptiennes au Caire.

Puis, fin janvier 2009, intervient l’arrestation, au Liban, de Marouane Faquih, homme d’affaires de Nabatiyeh, directeur d’un magasin de matériel automobile et concessionnaire officiel du Hezbollah. Or, dans l’ombre, Faquih travaillait pour le Mossad. Pendant quatre ans, cet homme que l’organisation considérait comme un fidèle de la première heure a vendu des pièces de rechange automobiles pourvues de micros, de caméras et de systèmes espions permettant aux Israéliens de suivre leurs ennemis depuis l’espace.

L’arrestation du concessionnaire de Nabatiyeh fait suite au démantèlement, en 2008, du réseau libanais des frères al-Jarrah par le contre-espionnage du Hezbollah et les Moukhabarat syriens, et à l’envoi, la même année à Beyrouth, par le VEVAK – le renseignement extérieur iranien – d’une unité technique afin de former les hezbollahis aux contre-mesures électroniques. Les spécialistes iraniens découvrent alors que la quasi-totalité des véhicules des leaders du mouvement chiite sont piégés depuis des années : ils envoient des messages codés à un satellite de télécommunication, à raison de trois signaux par minute. Ainsi, les Israéliens peuvent déterminer le parcours des dirigeants, localiser leurs bunkers secrets, leurs quartiers généraux, leur caches d’armes, leurs convois de ravitaillement en armes et leurs lieux de rendez-vous. Le Mossad peut littéralement suivre son adversaire et anticiper chacun de ses mouvements.

Il s’agit de la plus grave infiltration de l’histoire du Hezbollah, lequel a dû modifier en catastrophe son organisation, la localisation de ses infrastructures et ses filières

de ravitaillement, quand il a réalisé que tous ses mouvements étaient observés par l'ennemi. L'exemple du cheikh Nabil Kaouk, leader de la branche militaire du Hezbollah ayant échappé de justesse à trois frappes aériennes en 2006, a marqué les esprits. Son bunker secret de Ghaziyeh, au sud de Sidon, a plusieurs fois été visé par l'aviation israélienne. Personne, au sein du mouvement chiite libanais, n'était alors en mesure d'expliquer comment le Mossad obtenait des informations aussi précises en temps quasi réel. Or il s'est avéré que le véhicule de Kaouk avait été acheté chez Marouane Faquih. Cette affaire n'a fait qu'accroître l'inquiétude, la suspicion et la paranoïa dans les rangs du Hezbollah.

En mai 2010, un nouvel homme d'affaires égyptien, Tareq Abdul Razzak, est arrêté par les services de sécurité syriens. Il aurait recruté plusieurs de ses compatriotes travaillant dans des entreprises de télécommunication en Syrie et au Liban, et transmis au Mossad des informations sur le programme nucléaire syrien. Au cours de l'été 2012, un nouveau réseau du Mossad au Liban est démantelé. Trois personnes sont arrêtées par l'appareil de sécurité et de contre-espionnage du Hezbollah. Elles étaient chargées, depuis plusieurs années, d'espionner les activités du mouvement chiite dans la zone sud de Beyrouth et, dans ce but, entretenaient des liens étroits avec des cadres dirigeants du parti. Quelques mois plus tard, en janvier 2013, le Hezbollah arrête un nouvel agent israélien, Rafic Ali Yaghi. Il était l'un des meilleurs agents du Mossad au Liban, en activité depuis vingt ans.

Les activités d'espionnage – et les déboires – du Mossad ne se limitent pas aux pays voisins de l'État hébreu. En février 2012, un couple d'Israéliens est expulsé d'Inde en raison de leur conduite suspecte. Le rabbin Sheneor Zalman et sa femme Yaffa Shenoi, membres de la secte Chabad, résidaient dans l'État du Kerala depuis 2010. Le service de renseignement indien, le Research and Analysis Wing (RAW), les soupçonne d'être impliqués dans une opération secrète ayant des liens avec l'attaque terroriste de 2008, à Bombay, lors de laquelle six membres de la secte Chabad avaient trouvé la mort dans une fusillade. L'incident avait été présenté comme une attaque terroriste, mais les enquêteurs indiens découvrirent rapidement qu'il s'agissait en fait d'un règlement de comptes entre des trafiquants de drogue pakistanais et les membres de la secte Chabad, cette dernière s'intéressant d'un peu trop près aux activités des premiers. Selon les adversaires de l'État hébreu, les maisons Chabad du monde entier seraient, sous couvert d'activités religieuses, des bases de renseignement utilisées par le Mossad.

Mais tous ces échecs illustrent, en creux, les efforts – et les succès – des services israéliens pour pénètrer les organisations et les pays hostiles. N'oublions jamais que le renseignement est un art hautement risqué dans lequel le succès n'est jamais sûr, car toutes les missions ne se déroulent pas toujours selon les plans prévus.

Infiltration par les services hostiles

Les services étrangers sont parfois parvenus à recruter des sources au sein des institutions israéliennes les plus secrètes, malgré la vigilance du Shin Beth, à l'image de l'affaire Marcus Klingberg. Avraham Mordecai/Marcus Klingberg est un communiste convaincu, né en Pologne en 1918. Il rejoint l'URSS lors de l'invasion de ce pays par l'armée allemande et s'engage en tant que médecin dans l'armée rouge. Il terminera le conflit avec le grade de capitaine. À la fin de la guerre, il émigre en Suède avec sa femme, puis, en 1948, s'installe en Israël. Il s'enrôle dans le service médical de Tsahal avant de revenir à la vie civile, en 1957. Il entre alors à l'Institut de recherche biologique de Nes Tziona, où il restera pendant vingt-cinq ans – il en deviendra même directeur-adjoint – jusqu'en 1982. Cet institut ultraprotégé est un véritable secret d'État : il est spécialisé dans les recherches chimiques et bactériologiques et fabrique, entre autres, les poisons pour le Mossad. Directement rattaché au Premier ministre, il n'apparaît nulle part sur les organigrammes, ni dans les annuaires, ni sur les cartes jusqu'au début des années 1990[7]. C'est également en 1957 que Klingberg reprend contact avec les services soviétiques auxquels il fournira, pendant plus de vingt ans, des renseignements sur la recherche bactériologique israélienne. Grâce à ses activités scientifiques, il participe pendant cette période à de nombreux congrès et conférences à

travers le monde, ce qui lui permet de rencontrer régulièrement ses officiers traitants du GRU – le service de renseignement militaire d'URSS – à qui il communique ses informations. Le Shin Beth eut toutefois un doute sur Klingberg au cours des années 1960, mais son enquête ne donna rien, pas plus que le passage au détecteur de mensonges que Klingberg parvint à tromper. L'homme ne sera finalement démasqué qu'en 1983, grâce aux informations d'un agent double infiltré – surnommé « le Samaritain » – dans les services soviétiques.

Klingberg est sans conteste l'espion qui a occasionné le plus de dégâts à la défense nationale israélienne, en révélant au GRU plusieurs de ses projets de recherche les plus secrets en matière de guerre bactérologique et chimique offensive et défensive. Le Shin Beth est par ailleurs convaincu que les Soviétiques ont transmis tous les renseignements qu'il leur a communiqués à leurs partenaires arabes, mettant ainsi l'État hébreu en grand danger[8]. Klingberg mit également en lumière les lacunes du système de sécurité israélien. Il ne fut pas repéré car il ne travailla jamais pour de l'argent mais pour une cause en laquelle il croyait. Il sera condamné dans le plus grand secret en 1983 à vingt ans de prison. Les médias et l'opinion israéliens ne furent jamais informés de son procès ni de son nom. Officiellement, le scientifique incarcéré était soigné dans un hôpital psychiatrique « quelque part en Europe ». En prison, il reçut même un faux nom – Avraham Greenberg – afin que personne ne puise l'identifier. Ce n'est

qu'une dizaine d'années plus tard que les autorités israéliennes autoriseront la révélation de cette affaire.

Le 18 septembre 1998, à 80 ans, après avoir purgé quinze ans de prison, Klingberg est remis en liberté. Depuis 2003, il vit à Paris avec sa fille et a écrit ses mémoires en 2007. Étrangement, l'homme continue de percevoir sa retraite de lieutenant-colonel de Tsahal…

---

*1. Cf. chapitre 3, p. 80-81.

CHAPITRE 9

AU NOM DE LA SÉCURITÉ D'ISRAËL

« À partir du moment où un service de renseignement commence à agir conformément à la loi, il cesse d'être un service de renseignement. »

Isser Bééri,

premier commandant d'Aman (décembre 1948 [1]) [*1].

Ce n'est pas parce que les États-Unis sont depuis longtemps le premier soutien de l'État hébreu, que les dirigeants de Tel-Aviv se sentent tenus de respecter leur indéfectible allié. Au contraire, la préservation de la sécurité d'lsraël à n'importe quel prix a conduit les autorités militaires et les services israéliens à mener contre Washington des opérations militaires et des actions de renseignement qu'ils jugeaient nécessaires. Parallèlement, la communauté israélienne du renseignement voit se développer les mêmes dérives que dans les autres démocraties en situation de

guerre : usage immodéré des techniques d'interrogatoire coercitives et des éliminations ciblées, dérives éthiques personnelles, paranoïa sécuritaire, etc.

Agression et espionnage à l'égard des États-Unis

Ainsi, en pleine guerre des Six Jours, un incident majeur a failli provoquer une action militaire américaine contre Israël : l'attaque de l'*USS Liberty*[2]. Il faudra le sens de la manœuvre de Dick Helms et de Jim Angleton de la CIA, pour éviter un raid immédiat de représailles des forces aéronavales américaines[3].

Le 8 juin 1967, alors qu'il croise au large d'Israël, dans les eaux internationales, le navire d'écoute électronique américain *USS Liberty*, opérant pour le compte de la National Security Agency (NSA), est violemment attaqué par l'aviation et la marine israéliennes. Le bilan est lourd : 34 morts et 171 blessés. L'état-major israélien déclare avoir confondu le navire américain avec des vedettes égyptiennes venant d'effectuer un raid le long de sa côte. Pourtant, la visibilité était excellente et le bâtiment arborait clairement le pavillon américain. Le matin même, il avait été survolé à sept reprises par des avions de reconnaissance israéliens qui avaient suivi sa progression heure par heure.

À l'issue de l'incident, les gouvernements américain et israélien désignent chacun une commission d'enquête : côté

israélien, l’enquête est confiée à un comité présidé par le juge militaire I. Yeroushalmi ; côté américain, les investigations sont du ressort d’une commission *ad hoc* de l’US Navy, la *Naval Court of Inquiry*. Curieusement, toutes les demandes du Congrès pour y être associé sont rejetées par l’administration américaine, qui utilise toutes les arguties de procédure à sa disposition. Tout laisse penser que les gouvernements américain et israélien se sont entendus pour étouffer l’affaire puisque, après moins de cinq semaines de travaux, les deux commissions officialisent, dans des termes étonnamment semblables, la thèse de la méprise.

Selon la *Naval Court of Inquiry,* le *Liberty* avait pour mission de suivre de façon précise l’évolution du conflit, ce que ses équipements d’écoute ultraperfectionnés lui permettaient de faire depuis les eaux internationales. Son rapport souligne que le bâtiment avait été repéré depuis le début de la matinée du 8 juin par les forces israéliennes, et rappelle que, pendant toute la durée de l’attaque, il arborait ouvertement le pavillon américain. Côté israélien, le juge Yeroushalmi parle d’une « regrettable erreur » et déclare ne pouvoir trouver trace d’aucune faute ni d’aucun manquement. Selon le rapport, les avions de reconnaissance avaient bien repéré un navire indéterminé croisant au large d’El-Arish, que les services de renseignement avaient classifié comme hostile, pensant qu’il s’agissait d’un bâtiment soviétique. Un peu plus tard, ces mêmes services avaient estimé être en fait en présence d’un destroyer égyptien.

Or la différence de tonnage, de silhouette, les susperstructures du *Liberty*, doté de très nombreuses antennes, comme l'absence d'armement ne pouvaient donner lieu à aucune méprise de ce type. Comment croire que les Israéliens aient pu commettre une telle erreur d'identification, après avoir surveillé pendant plus de six heures un bâtiment qui ne ressemblait en rien à un navire de guerre et qui, de surcroît, battait ouvertement pavillon américain ? Comment expliquer en outre leur acharnement à le mitrailler pendant près de deux heures ? D'autant que le déroulement général des opérations a démontré, malgré quelques ratés, le professionnalisme et la qualité de l'état-major israélien, de son aviation, de sa marine et du renseignement naval. Plaider la méprise ou l'initiative malheureuse de subordonnés incompétents semble inconcevable au regard du système de commandement de Tsahal et de l'enjeu même d'un tel acte. D'ailleurs, du côté israélien, le procureur militaire en chef Kedmi, qui avait été impliqué dans le processus d'élaboration du rapport Yeroushalmi, avait fait remonter à son gouvernement un réquisitoire accablant mettant en lumière la responsabilité évidente de l'ensemble de la chaîne de commandement et concluant sur la nécessité d'inculper plusieurs officiers généraux directement impliqués dans l'affaire. Mais il resta sans la moindre suite.

En réalité, la thèse de la méprise ne tient pas. Tout d'abord, rappelons que les faits se déroulent en pleine guerre et que, dans ce contexte, les Israéliens étaient prêts à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour gagner du temps et

garder secret leur plan d’assaut contre le Golan, prévu pour le lendemain, alors même que les États-Unis exerçaient des pressions très fortes pour les contraindre à accepter un cessez-le-feu négocié sous l’égide des Nations unies. Le gouvernement américain ne souhaitait en effet nullement voir les armées arabes totalement humiliées, ce qui aurait eu pour conséquence de renforcer un peu plus l’emprise soviétique dans la région, au risque de faire perdre à Washington ses quelques alliés locaux, notamment l’Arabie Saoudite. Puisque les armées égyptiennes et jordaniennes venaient tout juste d’être écrasées, la Maison-Blanche estimait désormais inutile une offensive israélienne contre la Syrie qui venait d’ailleurs d’accepter le cessez-le-feu. À ce moment précis des hostilités, la politique américaine heurtait donc de front celle d’Israël qui souhaitait pousser au maximum son avantage.

Une autre raison explique également cette réaction. Plus de trente ans après cet événement, l’historien militaire israélien Aryeh Yitzhaki a déclaré avoir recueilli, quelques années après le conflit, le témoignage de dizaines de soldats israéliens admettant avoir abattu de sang-froid de nombreux prisonniers égyptiens, dont quatre cents dans la zone côtière d’El Arish, au large de laquelle croisait justement le *Liberty*. Craignant que les communications donnant les ordres d’exécution n’aient été interceptées, les dirigeants de l’État hébreu ont donc vraisemblablement décider de faire disparaître toutes les preuves de leur méfait en coulant le navire américain. Un acte inqualifiable en aurait ainsi entraîné un autre.

Reste la question fondamentale de savoir quels responsables israéliens ont pris cette décision ? Un tel choix n'a pu être fait qu'au plus haut niveau. Toutefois, il semble peu probable que le Premier ministre Levi Eshkol, homme modéré peu enclin à utiliser la force, initialement opposé à l'idée d'une attaque préventive israélienne et favorable de surcroît aux thèses américaines, ait pu donner cet ordre, et que Moshé Dayan, le ministre de la Défense, opposé à une action contre la Syrie, en soit à l'origine. Il faut donc probablement regarder du côté des généraux appartenant au clan des « faucons » : Ezer Weizman, ancien commandant des forces aériennes et conseiller spécial de l'état-major ; Aharon Yaariv, chef d'Aman ; Rehavam Zeevi, chef des opérations ; Mordechaï Hod et Shlomo Erel, respectivement commandants des forces aériennes et navales. Mais beaucoup d'éléments semblent indiquer que Yitzhak Rabin, qui était alors chef de l'état-major général, a pu jouer un rôle majeur dans cette décision : ses fonctions, son autorité, sa présence au sein de l'état-major général pendant la matinée cruciale du 8 juin et probablement aussi son souci permanent de préserver les intérêts de sécurité d'Israël.

L'hypothèse la plus crédible est donc celle d'une décision collégiale et rapide entre plusieurs généraux. Elle ne fut probablement pas préméditée longtemps à l'avance. C'est très certainement l'enchaînement des événements qui a poussé ces hommes à agir de la sorte. Une telle hypothèse s'inscrit parfaitement dans le climat tendu qui régnait à l'époque en Israël entre le clan des « faucons » et celui des « colombes »,

aussi bien dans les sphères civiles que militaires. Pour les « faucons », cette décision présentait l'avantage de mettre l'ensemble de la classe politique israélienne au pied du mur et surtout de torpiller tout accord prématuré entre les « colombes » et les autorités américaines[4]. Si le gouvernement israélien a exprimé ses regrets et payé près de 7 millions de dollars en guise de dédommagement aux familles des victimes, il n'a jamais reconnu sa responsabilité dans cette étrange affaire.

Malgré cet incident, les Israéliens ne vont pas hésiter à s'en prendre de nouveau à leur principal allié au cours des années 1980, par l'intermédiaire du Lekem (*Lishka Le'kishrei Mada* : Bureau de relations scientifiques). Ce véritable service d'espionnage technologique voit le jour en 1957 au sein du ministère de la Défense, alors dirigé par Shimon Peres. Sa mission est de recueillir des renseignements scientifiques et techniques par tous les moyens, les sources ouvertes mais aussi la corruption d'agents étrangers ou le vol. Conçu pour acquérir des renseignements sur les technologies nucléaires, le Lekem élargit rapidement ses recherches à l'industrie aéronautique afin d'assurer la supériorité de l'aviation israélienne. L'existence même du Lekem est restée longtemps ignorée des services occidentaux, ainsi qu'en témoigne son absence sur les documents concernant les services israéliens, datés de 1977, trouvés à l'ambassade américaine à Téhéran par les révolutionnaires iraniens, au cours de la célèbre prise d'otages.

Un des premiers grands succès du Lekem est l'obtention des plans du chasseur français Mirage III, en Suisse, en 1968. Alors sous embargo de la France, Israël est dans l'incapacité d'obtenir des pièces de rechange pour ses appareils. Le Lekem approche Alfred Frauenknecht, un ingénieur suisse employé de la société Sulzer, chargée de la maintenance des Mirage helvétiques. Contre la somme de 200 000 dollars, il fournit à ses officiers traitants des dizaines de kilos de documents destinés à la destruction, qui permirent à Israël de réaliser le chasseur Kfir [*2].

Mais le Lekem agit principalement sur le territoire américain, là où le Mossad ne peut intervenir car ce service ne veut pas prendre le risque de se brouiller avec les États-Unis. L'espionnage scientifique israélien sur le territoire américain n'est pas quelque chose de nouveau. Rappelons également que Chaïm Herzog, le futur président de l'État hébreu, a dû écourter son séjour aux États-Unis en 1954, où il était attaché militaire, car le FBI le soupçonnait de voler de la technologie militaire. Des bureaux du Lekem sont ainsi ouverts à Boston, Los Angeles, New York et Washington. Leur mission officielle est d'expédier chaque semaine en Israël quantité de revues techniques. À ce titre, l'organisation est mise assez rapidement sous surveillance par le Federal Bureau of Investigation (FBI). En effet, le Lekem a constitué une base de données des scientifiques juifs américains, qu'il approche tour à tour. C'est notamment grâce au Dr Zalman M. Shapiro, pionnier de l'industrie nucléaire aux États-Unis et ardent défenseur d'Israël, mais aussi président de Nuclear Materials and

Equipment Corporation (NUMEC), que le Lekem a pu obtenir de l'uranium pour le programme d'armement nucléaire israélien.

Mais la plus grande opération d'espionnage conduite par cet organisme aux États-Unis est le recrutement d'un Juif américain employé au centre antiterroriste de l'US Navy : Jonathan Jay Pollard. L'homme a toujours rêvé d'être un espion et est fasciné par le Mossad. Après avoir vu sa candidature rejetée par la CIA, il parvient à intégrer le service de renseignement de la marine, où il a accès à des informations top secret. Peu après sa prise de fonction, en 1984, il contacte de son propre chef un attaché militaire israélien et lui remet divers documents classifiés intéressant la sécurité de l'État hébreu. Celui-ci, mal à l'aise, en parle au représentant du Lekem. Ce service est alors dirigé par Rafi Eitan, ancien chef du commando du Mossad qui enleva Eichmann en Argentine ; il décide alors d'exploiter cette source, bien qu'elle soit américaine.

Pollard entre quelques mois plus tard à l'Anti-Terrorist Alert Center de l'US Navy. Il transmet de nombreux rapports secrets relatifs aux pays arabes à ses officiers traitants. En un peu moins d'un an (janvier-novembre 1985), Pollard et son épouse Ann vont fournir aux hommes du Lekem plus d'un millier de documents classifiés. Mais son comportement bizarre finit par intriguer ses employeurs. Après avoir été interrogé une première fois, Pollard est à nouveau soupçonné. Craignant d'être arrêté, il court se réfugier à l'ambassade d'Israël d'où il est rejeté, un matin de novembre 1985. Les

diplomates israéliens – n'étant par ailleurs pas au courant de ses activités, car il s'agit d'une opération secrète – ne veulent pas de brouille avec Washington en donnant asile à un citoyen américain, même juif. Il est alors aussitôt arrêté par le FBI. En mars 1997, Pollard sera condamné à la prison à vie pour espionnage au profit d'Israël.

Mais alors que l'affaire Pollard va commencer à empoisonner les relations israélo-américaines, le Lekem continue, en parallèle et dans le plus grand secret, à traiter une autre source sur le territoire de son grand allié. En 1985, Richard Kelly Smyth, ingénieur de l'US Aerospace et président de la société MILCO, est également interpellé pour avoir fait passer en Israël, sans autorisation, plus de 800 kryptrons, des commutateurs utilisés dans la construction d'armes nucléaires. Ces matériels ont été vendus à une entreprise appelée Heli-Trading détenue par Arnon Milchan, un célèbre producteur israélien de cinéma. Avant de rejoindre le septième art et Hollywood, il avait servi pendant des années comme agent du Lekem, sous les ordres de Benjamin Blumberg, le premier patron du service. Les enquêteurs du FBI établissent que MILCO est utilisée par le Lekem pour obtenir des équipements et des technologies sensibles pour les programmes de défense israéliens, notamment dans le domaine du nucléaire. Toutefois, juste avant son procès, Smyth et son épouse prennent la fuite. Ils ne seront retrouvés et arrêtés que seize ans plus tard, en Espagne, et extradés aux États-Unis où ils seront condamnés.

Ces deux affaires firent scandale et provoquèrent d’importantes tensions entre Washington et Tel-Aviv. Le gouvernement israélien affirma que le recrutement de Pollard s’était fait sans autorisation, en violation de sa politique de non-espionnage des États-Unis et que l’affaire Smyth n’était qu’une simple erreur de l’« exportateur » MILCO. Elles entraînèrent cependant la dissolution immédiate du Lekem, à la grande satisfaction du Mossad qui n’avait cessé de pointer du doigt l’absence de professionnalisme de ce service en matière d’opérations clandestines et les risques qu’il faisait courir à l’État hébreu. Une partie de ses attributions – concernant l’obtention légale d’informations technologiques et scientifiques – furent reprises par le Centre de recherche et de planification politique (*Machleket Hackeker*) du ministère des Affaires étrangères. Puis, en 1987, la commission israélienne d’enquête sur l’affaire Pollard estima qu’admettre les faits était dans l’intérêt du pays, ce que le gouvernement ne fit qu’en 1998. Depuis cette date, l’État hébreu réclame régulièrement à Washington la libération de l’ancien analyste du renseignement naval et son envoi en Israël, où certains le considèrent comme un héros.

Mais les États-Unis ne sont pas les seuls visés. À la fin des années 1990, le directeur du BfV, le contre-espionnage allemand, avertit ses chefs de département que le Mossad représente une menace en matière d’espionnage scientifique et technique et qu’il cherche en particulier à voler les secrets de l’industrie germanique.

Les dérives éthiques des services israéliens

Malgré l’acuité des menaces contre sa sécurité, la communauté israélienne du renseignement n’échappe pas aux luttes intestines entre services et aux querelles personnelles. Rivalités d’influence ou de carrière, ces déchirements, par leur férocité même, font souvent perdre aux services une bonne part de leur efficacité, Israël ne faisant pas, en la matière, exception à un phénomène qui touche tous les services du monde.

Dès la création de l’État hébreu, la décision de réformer les services est prise notamment parce que le Shai souffre d’une trop forte instrumentalisation politique : sous l’impulsion de son chef Israël Amir, et de Isser Harel, à la tête du « Département juif », l’essentiel des ressources sont consacrées à la surveillance des adversaires de la gauche sioniste, au détriment du renseignement militaire sur l’ennemi. Il est ainsi chargé de surveiller, voire de neutraliser l’Irgoun Tsvaï Léoumi (droite ultranationaliste) et le Lehi (« Combattants pour la liberté d’Israël », également appelé groupe Stern). Ces deux formations refusent l’alliance provisoire avec les Britanniques[*3] et ont mis en place leurs propres services de renseignement. Une guerre fratricide fait alors rage entre Juifs, qui laissera bien des traces. Le Shai traquera les sternistes et les hommes de l’Irgoun, et les plus irrécupérables seront livrés aux Anglais[5]. Parallèlement, les

dirigeants d'Israël, alors même qu'ils doivent organiser et consolider leur État, sont rapidement confrontés à un choix politique majeur : s'aligner sur le monde occidental et donc sur sa lutte contre le bloc communiste mené par l'Union soviétique ou bien adopter une ligne neutre et privilégier le non-alignement. David Ben Gourion choisit finalement le camp des États-Unis. Aussi, il purge la Défense de tous les éléments penchant ouvertement ou secrètement pour Moscou.

Par ailleurs, sur le plan éthique, les services de l'État hébreu sont loin d'être toujours exemplaires. Les débuts de la jeune communauté israélienne du renseignement sont assez épouvantables : exécutions sommaires, torture de suspects, fabrication de « preuves » à des fins politiques, etc. L'une des dérives les plus graves eut lieu le 12 avril 1984 : quatre terroristes palestiniens appartenant au FPLP détournent un bus de la ligne 300 avec quarante et un passagers à bord. Encerclés par les forces d'intervention de la police israélienne, ils exigent la libération de cinq cents détenus palestiniens. La sayeret Matkal finit par donner l'assaut, abattant deux des quatre preneurs d'otages. Les deux autres terroristes palestiniens, blessés, seront froidement exécutés par des hommes du Shin Beth, selon les ordres de son directeur, Avraham Shalom, mais ce service maintiendra que les deux terroristes ont été abattus par les militaires lors de l'assaut. Cette affaire du bus 300 fit grand bruit en Israël, déclenchant la mise en place de la commission d'enquête parlementaire Zorea qui provoquera la démission du directeur du Shin Beth et de son adjoint.

Plus grave, jusqu'à la fin des années 1990, les services israéliens sont accusés d'avoir eu recours à des pratiques relevant clairement de la torture pour l'interrogatoire de terroristes. Notamment, pendant la guerre du Liban (1982), Israël a « délégué » la gestion de la prison Al-Khiyam à l'armée du Liban Sud. Or les prisonniers n'y avaient pas le statut de prisonniers de guerre au sens de la convention de Genève et étaient détenus sans jugement et torturés. Israël a nié tout lien avec cette prison gérée par ses « alliés », mais des officiers de Tsahal et du Shin Beth s'y rendaient régulièrement et participaient aux interrogatoires. C'était pour l'armée et les services de renseignement israéliens une façon de contourner les lois et le contrôle parlementaire.

Si l'efficacité du Shin Beth dans la lutte antiterroriste est indiscutée, ses actions parfois brutales ont régulièrement placé ce service sous les feux de l'actualité. À plusieurs reprises, il a fait l'objet de vives critiques en raison de ses modes d'action et de ses méthodes d'interrogatoire. Comme aux États-Unis, les « pressions physiques modérées » font débat en Israël, tant sur le principe que sur la qualité des aveux obtenus par ce biais. Lors d'un entretien dans le quotidien *Yediot Aharonot* du 23 mars 2007, l'avocat Arieh Hadar, ancien chef des interrogateurs du Shin Beth, reconnaît, entre autres, que l'agence a depuis longtemps recours à la torture contre des détenus arabes. Selon lui, la plupart des violations se seraient déroulées pendant les premières années de l'État hébreu, sous le gouvernement de David Ben Gourion.

Pourtant, depuis 1987, Israël condamne l'usage de la torture mais autorise ses services à pratiquer modérément « la pression physique et psychologique » pour obtenir des informations. Après de nombreuses plaintes, la commision Landau a mis au point des lignes directrices censées encadrer la pratique des « pressions physiques modérées » (privation de sommeil, secousses destinées à désorienter les suspects, etc.). Ainsi, le code pénal israélien interdit à un agent des forces publiques d'user de la force pour obtenir des informations, mais le chef du Shin Beth est autorisé par la loi à prendre des « mesures spéciales » dépassant le cadre de l'usage « modéré de la pression », exclusivement dans le cas où des vies sont en jeu. Dans les faits, bien qu'Israël ait ratifié la convention contre la torture de l'ONU en 1991, l'usage de celle-ci lors des interrogatoires s'est poursuivi. En réaction, le Comité international de la Croix-Rouge a déclaré en 1992 qu'Israël violait la convention de Genève. Les mouvements des droits de l'homme ont déposé plusieurs pétitions devant la Haute Cour pour interdire l'usage des « mesures spéciales » qui s'apparentent à de la torture – en particulier des électrochocs – sur des personnes suspectées de terrorisme. Mais celle-ci a toujours donné raison au Shin Beth.

En avril 1993, une nouvelle législation entra en vigueur interdisant les mauvais traitements envers les prisonniers. Mais en 1994, Miriam Ben-Porat, contrôleur d'État, considéra que ce cadre légal n'était en pratique pas respecté et que rien ne contraignait les services de sécurité à le faire. Le Shin Beth dispose en effet de son propre centre de détention, mais gère

aussi certaines parties des prisons israéliennes où sont détenus les terroristes. Les autorités pénitentiaires comme la police ne savent pas ce qui s'y passe[6].

En 1999, plusieurs actions furent entreprises auprès de la Cour suprême – requêtes déposées entre autres par le Comité public contre la torture en Israël (PCATI) – pour dénoncer les méthodes du Shin Beth, notamment le « *shabeh* », qui consiste à attacher les pieds et les mains du prisonnier et à le tirer, de façon à provoquer des douleurs au dos. La Cour déclara qu'elle ne considérait pas comme « nécessaires » de telles méthodes et jugea que les interrogatoires devaient être soumis aux mêmes restrictions que ceux de la police ordinaire, et que la torture était par conséquent illégale, le gouvernement n'ayant pas le pouvoir de réglementer celle-ci *via* des directives administratives.

Plus de dix ans après cet arrêt historique, les actes de torture continuent à être pratiqués, selon le PCATI. Pourtant, le Shin Beth déclare n'utiliser dorénavant que des pressions psychologiques, ce que contestent plusieurs ONG de défense des droits de l'homme, notamment B'Tselem et Amnesty International, qui considèrent que ce service ne respecte pas le droit international. Le 16 novembre 2002, après plus de deux ans de débats houleux, la Knesset a adopté une loi réglementant les méthodes du Shin Beth. Celle-ci limite l'utilisation de la force par les interrogateurs à l'endroit des terroristes présumés : les missions du service de sécurité intérieure doivent être conciliées avec les droits civils. Désormais, contrairement au Mossad, qui ne relève que du

Premier ministre, le Shin Beth doit présenter un bilan périodique à une sous-commission secrète du Parlement.

Enfin, comme dans tout pays, la communauté israélienne du renseignement compte des brebis galeuses. Ainsi, en décembre 1997, le service de sécurité interne du Mossad s'aperçut qu'un de ses ex-officiers, Yehouda Gil, avait consciencieusement falsifié, pendant plusieurs années, les comptes-rendus qu'il remettait à sa direction. Il prétendait manipuler une source « haut placée » à Damas, laquelle transmettait au Mossad des informations particulièrement alarmistes. Au cours de l'été 1996, ce faussaire faillit même être à l'origine d'un nouveau conflit avec la Syrie, dont plusieurs divisions venaient de prendre position autour du Golan : selon Gil et sa source fictive, Damas s'apprêtait à attaquer Israël. Heureusement, Aman put démontrer que les militaires syriens se trouvaient en posture défensive et qu'il ne s'agissait que de manœuvres. Cette « alerte » conduisit la sécurité du Mossad à enquêter sur l'origine des renseignements et à démasquer le faussaire. Elle découvrit que Yehouda Gil avait empoché près de 200 000 dollars qu'il avait obtenus pour payer sa « source ». Le plus cocasse est que Gil dispensait parallèlement aux jeunes recrues du Mossad un cours sur « l'art du mensonge »... De même, en 2012, le directeur du Mossad, Tamir Pardo, a ordonné à la police de mener des enquêtes concernant un haut officier du Mossad accusé de détournement de fonds au cours des années 2009 à 2011.

Les pratiques contestables du renseignement israélien concernent aussi les incarcérations des individus convaincus d'intelligence avec l'ennemi ou ceux ayant révélé à la presse des secrets essentiels de la sécurité nationale. Elles traduisent une paranoïa sécuritaire qui ne s'observe dans aucune autre démocratie.

En décembre 2010, un prisonnier de 34 ans, connu seulement sous le nom de code de « prisonnier X », est retrouvé mort, pendu, dans sa cellule du quartier de haute sécurité de la prison d'Ayalon où il était détenu depuis plusieurs mois. Son identité réelle ne sera communiquée aux médias que deux ans après son décès.

L'homme s'appelle en réalité Ben Zygier. C'est un Australo-Israélien qui a grandi à Melbourne avant d'émigrer en Israël au début des années 2000. Il rejoint le Mossad en 2003 où il est chargé d'enquêter sur les entreprises occidentales faisant des affaires avec l'Iran et la Syrie. Alors qu'il est en Australie, ses supérieurs le rappellent en Israël car ils ne sont pas satisfaits de son travail. L'année suivante, en 2008, Zygier retourne à Melbourne où il essaie de recruter de nouveaux agents dans le but de restaurer sa réputation auprès de son service. Dans ce cadre, il serait entré en contact avec des membres du Hezbollah et aurait essayé de les convaincre de travailler pour le Mossad. Mais, au cours de leurs échanges, il leur aurait livré des informations hautement sensibles : les noms de deux ressortissants libanais – Ziad al-Homsi et Mustafa Ali Awadeh – qui sont arrêtés en mai 2009 par l'appareil de sécurité du mouvement chiite, pour espionnage

au profit Israël. C'est à cause de cette trahison en apparence inexplicable que Ben Zygier est interpellé par le Shin Beth en février 2010 et placé en détention dans le quartier de haute sécurité de la prison d'Ayalon.

Toutefois, les raisons réelles de son arrestation demeurent peu claires. A-t-il trahi des agents libanais du Mossad ou des opérateurs israéliens agissant en tant que combattants ? A-t-il compromis des opérations en cours ? A-t-il été recruté par un service étranger, l'Iran ou un pays arabe ennemi d'Israël ? Selon d'autres sources, il est soupçonné d'avoir révélé plusieurs opérations du Mossad aux services de renseignement australiens. La télévision australienne affirme qu'il aurait livré des informations sur une mission secrète du Mossad en Italie à des responsables de l'Australian Security Intelligence Organisation (ASIO). Cette affaire a fait beaucoup de bruit en Israël. En février 2013, la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset a annoncé l'ouverture d'une enquête parlementaire. Elle a fait également beaucoup de vagues à Melbourne. Sous la pression de l'opinion publique, le ministère australien de la Justice a annoncé également le lancement d'une enquête sur le sujet, car Zygier est considéré comme un ressortissant australien.

Dans ce contexte, une nouvelle révélation est venue remettre de l'huile sur le feu : Ben Zygier n'était pas le seul « prisonnier X » en Israël ! Selon les médias israéliens, un autre détenu, dont l'existence a été révélée en juin 2013, est soumis depuis des années à un régime d'isolement total. L'homme, dont l'identité n'a toujours pas été révélée, est

également enfermé dans la prison de haute sécurité d'Ayalon, dans une cellule sans fenêtre, sans aucun contact avec les autres détenus. Il n'a droit qu'à une brève promenade par jour, seul, dans une cour entourée d'un mur. Il est surveillé par des caméras 24 heures sur 24 pour prévenir un éventuel suicide[7].

Ainsi, il semble que depuis la création de l'État hébreu et de ses services de renseignement, lorsque des membres du Mossad ou d'autres agences de sécurité ont été soupçonnés de trahir Israël, ils ont été généralement maintenus à l'isolement sous de faux noms et isolés du monde extérieur. Les médias ont été interdits de couvrir leur arrestation et ne sont généralement pas au courant de celle-ci. Les cas de Marcus Klingberg et de Mordechaï Vanunu sont là pour le confirmer. Face aux réprobations que suscitent de telles pratiques, les responsables du gouvernement israélien comme les dirigeants de la communauté du renseignement déclarent : « Faites-nous confiance. Nous ne faisons jamais disparaître l'un de nos citoyens de cette façon. Les droits civils des suspects et des détenus sont respectés. Mais vous dire quoi que ce soit à leur sujet causerait de graves dommages à la sécurité d'Israël. Nous avons nos raisons. » Mais cette façon d'agir n'est pas digne d'un État démocratique – rappelons qu'Israël se considère comme la seule vraie démocratie au Moyen-Orient – et cette opacité délibérée est venue ternir l'image de ce pays en tant que société fondée sur la liberté et le respect du droit.

Enfin, la poursuite des éliminations ciblées pose question. En effet, les armées et les services israéliens ont toujours recours à des opérations de représailles et d'assassinat désormais considérées comme hors la loi, à la fois par le droit international et par la communauté des États. En conséquence, elles nuisent considérablement à l'image du gouvernement israélien – quoiqu'il en dise –, de ses services et de Tsahal ; ces pratiques vont jusqu'à miner le moral des troupes en charge de ces missions, à l'exemple de Shaldag, qui, bien qu'étant fermement attachées à la défense de l'État, peuvent les considérer comme immorales. D'autant qu'unités spéciales et services israéliens sont dorénavant confrontés à un défi nouveau et majeur : l'impact de leurs actions dans les médias. En effet, le milieu urbain constitue désormais leur principal théâtre d'intervention. Or il est littéralement truffé d'observateurs et de journalistes qui, tous, peuvent témoigner, photographier, filmer et transmettre ces « preuves » au monde entier, grâce aux nouvelles technologies numériques et à Internet. Le combat se poursuit donc sur le plan de la communication, avec toutes les manipulations possibles. La seconde Intifada, avec son cortège d'images chocs et de commentaires parfois partiaux, l'a amplement démontré. En conséquence, l'opinion israélienne est directement concernée : si elle est prête à tolérer une forme de « légitime défense préventive », lorsque la survie de la nation lui semble en jeu, elle ne semble plus décidée à l'accepter dès lors que les menaces ne sont pas de nature existentielle. Elle ne veut plus fermer les yeux comme auparavant sur des méthodes d'action

qui dérogent indubitablement aux principes fondamentaux de protection de la personne humaine et au respect des règles les plus essentielles du droit des conflits armés. La banalisation de méthodes telles que l'assassinat, les représailles ou la destruction de biens civils s'inscrit en décalage total avec les valeurs d'une société démocratique moderne, dans laquelle, à tort ou à raison, la notion même de « raison d'État » recule à grands pas. Tsahal et ses forces spéciales semblent en être bien conscientes, ainsi qu'en témoigne dorénavant une « certaine retenue » dans l'usage de la force, notamment par l'emploi d'armes non létales et de règles d'engagement plus strictes[8]. Toutefois, ce sont toujours les politiques qui fixent les objectifs, et leurs directives, malgré les renseignements communiqués par les services, ne sont pas toujours fondées sur une juste appréciation du contexte local, national et international.

---

*1. Deux mois plus tard, il est démis de ses fonctions.

*2. Frauenknecht a été arrêté, puis condamné en avril 1971 à quatre ans et demi de prison pour espionnage industriel et atteinte à la sécurité de l'État.

*3. La Haganah limite ses actions de lutte contre la puissance mandataire en raison de l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne contre l'Allemagne nazie.

CHAPITRE 10

LES MAÎTRES DU JEU

« Quand ? Ce n'est pas nous qui le décidons, dit le capitaine. Le Premier ministre prend sa décision à Jérusalem avec son cabinet et le haut état-major. Nous proposons des renseignements, des estimations, une opinion sur les conséquences probables... Et nous prions le ciel de ne pas trop nous tromper. »

Morris West, *La Tour de Babel* (1968).

L'État hébreu se différencie des autres acteurs internationaux par un trait particulier : la majorité de ses dirigeants gouvernementaux, ainsi qu'une part non négligeable de sa classe politique, toutes tendances politiques confondues, sont issus des services de renseignement ou des unités spéciales, ou y ont fait un passage. Quelques exemples méritent d'être cités :

– Chaïm Herzog, sixième président d'Israël (1983-1993), a commencé sa carrière pendant la Seconde Guerre mondiale, comme officier de renseignement dans l'armée britannique,

avant de rejoindre la Hagannah. Par la suite, il sera deux fois directeur du renseignement militaire (1949-1950 et 1959-1962) et ambassadeur d'Israël auprès des Nations unies.

– Yitzhak Shamir, qui fut Premier ministre à deux reprises (1983-1984 et 1986-1992) est l'ancien leader du groupe Stern, qui conduisit de nombreux actes terroristes en Palestine, avant la création de l'État hébreu. Il rejoindra ensuite le Mossad où il opérera pendant dix-sept ans.

– Ariel Sharon, ancien ministre (Agriculture, Défense) et ancien Premier ministre, a dirigé l'Unité 101, une formation spéciale impliquée dans les opérations d'« élimination physique » des ennemis d'Israël.

– Tzipi Livni, ministre des Affaires étrangères (2006-2009), ministre de la Justice chargée des négociations avec les Palestiniens (depuis 2013), candidate à la succession d'Ehud Olmert au poste de Premier ministre (2009), a appartenu au Mossad entre 1980 et 1984, et fut en poste à l'étranger.

– Ehud Barak, ancien ministre (Défense et Affaires étrangères) et ancien Premier ministre, a servi dans les services spéciaux, commandé la sayeret Matkal, le renseignement militaire (Aman), puis l'état-major général avant d'entrer en politique. Sa riche carrière opérationnelle lui vaut d'être actuellement le soldat le plus décoré de l'histoire d'Israël.

– Benyamin Netanyahu, qui a été désigné comme Premier ministre pour la seconde fois en 2009, est un ancien officier de Matkal.

Par tradition, les officiers issus des forces spéciales et des parachutistes ont, en règle générale, tous joué un rôle significatif dans la vie politique nationale. La majorité des grands commandants israéliens sont issus des troupes aéroportées : Ariel Sharon, Dany Matt, Rafael Eitan, Yitzak Mordechaï, etc. Cette tendance est encore plus marquée en ce qui concerne les officiers ayant appartenu à la sayeret Matkal : Uzi Dayan, Ehud Barak, Shaul Mofaz, Benyamin Netanyahu, Amiran Levine, etc. Les deux grands partis israéliens (le Likoud et le parti travailliste) ont été régulièrement dirigés par des hommes issus de cette unité. Cela explique que les services et l'armée jouissent d'un soutien sans faille de la part des milieux politiques. Le cas israélien est tout à fait atypique puisque cela reviendrait à ce que les principales autorités politiques et militaires françaises soient issues du service action de la DGSE ou du commandement des opérations spéciales.

Mais le fait que les dirigeants gouvernementaux disposent d'une expérience directe du renseignement ou des opérations spéciales est plutôt un avantage que les étrangers envient à l'État hébreu et qui place ce métier, peu pris en considération ailleurs, au premier rang des priorités nationales, comme le rappelle Ephraïm Halevy, qui dirigea le Mossad de 1998 à 2002 : « Tous les Premiers ministres ont manifesté une forme de “sentiment” à l'égard du Mossad, qu'ils tenaient en grande estime. Tous sauf un, Shimon Peres, qui n'a jamais caché son mépris pour la plupart de nos réalisations. Je me rappelle avoir accompagné mes chefs de division à des entretiens avec

le Premier ministre, où il leur faisait clairement comprendre qu'il ne s'intéressait guère à notre métier et encore moins aux personnes engagées dans ce sacerdoce. Seul réconfort, les différents services secrets souffraient de la même morgue et, au cours des années, le dédain de Peres pour le renseignement est devenu notoire[1]. » Par ailleurs, l'antagonisme latent qui oppose souvent officiers de renseignement et diplomates dans la plupart des pays occidentaux n'existe pas en Israël. Au contraire, la synergie étroite entre les services secrets et le ministère des Affaires étrangères contribue à favoriser l'essor du renseignement. Les passerelles entre ces deux univers sont d'ailleurs fréquentes.

Mais les liens entre les services, les unités spéciales et le pouvoir sont parfois ambigus car ceux-ci sont un outil de choix à la disposition de l'exécutif. Ainsi, cette « consanguinité » rend-elle le contrôle démocratique des services d'autant plus indispensable. En effet, la proximité des modes de raisonnement des politiques et des chefs de services explique certaines décisions, et parfois certains excès, de la part des autorités israéliennes dont la rationalité échappe aux observateurs extérieurs.

En revanche – et c'est là un élément paradoxal –, les anciens du renseignement devenus politiques ont une fâcheuse tendance à faire preuve des mêmes défauts que les dirigeants non passés par ce métier dès lors qu'ils sont arrivés au pouvoir : absence d'écoute, certitudes ancrées qu'aucun renseignement ne peut remettre en question, défiance à l'égard des services, etc. Le plus souvent, tout se passe comme

si le politique effaçait totalement l'homme du renseignement, dès lors que les uns et les autres luttent pour leur propre avenir et leur survie électorale. Une illustration édifiante en a été donnée par six anciens directeurs du Shin Beth, à l'occasion d'un documentaire télévisé auquel ils ont accepté de participer (*The Gatekeepers*).

La coordination des services de renseignement

Bien qu'Israël ne dispose que de trois services de renseignement, il est rapidement apparu nécessaire de coordonner leur action et de régler les rivalités qui peuvent les opposer parfois. Trois organismes contribuent à cette mission : le Comité des chefs des services secrets (Varash), le Bureau du contre-terrorisme et le Conseil national de sécurité.

La coordination des services de renseignement est assurée par Varash (*Va'adat Rashei Hasheroutim*). Il a été créé par Reuven Siloé, le premier directeur du Mossad en 1949. Le comité réunit, au moins deux fois par mois, les directeurs des différentes agences de renseignement nationales (Aman, Shin Beth, Mossad), ainsi que les conseillers spéciaux du Premier ministre pour les questions de renseignement, de terrorisme et les affaires militaires. Auparavant, l'inspecteur général de la police, le directeur du Centre de recherches politiques du ministère des Affaires étrangères étaient également membres

de Varash. C’est le directeur du Mossad qui préside le comité, car il possède le titre de *Memuneh* (« celui qui a la charge », sous-entendu des services secrets) et dépend directement du ministre. Si Varash gère les opérations en cours, parallèlement a lieu chaque année une réunion des services de renseignement militaires et civils appelée *Tsiach*. Son but est la rédaction d’un document décrivant les priorités en matière de renseignement pour l’année en cours, véritable plan national de recherche.

Varash est un organe de coordination, mais aussi de débats, parfois intenses. Durant les semaines qui précédèrent le déclenchement de la guerre de juin 1967, le comité Varash ne savait trop comment interpréter l’attitude égyptienne. S’agissait-il d’un bluff gigantesque destiné à saper la crédibilité de l’État hébreu, mais aussi à provoquer sa ruine économique en le forçant à mobiliser l’ensemble de ses réservistes ? Ou bien Nasser avait-il véritablement l’intention de passer à l’attaque ? Aussi, le comité hésita longtemps avant de prendre clairement position[2]. Dans ces circonstances, les responsables des différents services mirent de côté leurs traditionnelles rivalités pour confronter de manière constructive leurs analyses. Finalement, le 2 juin 1967, le général Aharon Yariv, chef d’Aman, imposa son point de vue contre celui de Meïr Amit, son homologue du Mossad, qui considérait l’attitude belliqueuse de l’Égypte comme une gesticulation destinée à dissuader l’État hébreu d’agir contre la Syrie. Yariv convainquit le Premier ministre Levi Eshkol de la nécessité urgente de passer à l’action compte tenu de l’attitude

belliqueuse de Nasser : retrait des casques bleus du Sinaï, transfert de forces dans la péninsule, blocus du détroit de Tiran et rétablissement d'un commandement militaire unique avec la Jordanie.

Un second organisme joue également un rôle central : le Bureau du contre-terrorisme. Il a été créé en 1996 par le gouvernement israélien suite à la vague d'attaques terroristes déclenchée par le Hamas et d'autres groupes palestiniens hostiles aux accords d'Oslo. Le bureau est officiellement chargé d'assurer la coordination des différentes administrations civiles et militaires en matière de lutte contre le terrorisme, afin d'améliorer les réponses d'Israël aux menaces. Dans ce cadre, il centralise les renseignements provenant des différents services, coordonne la lutte contre le financement international des réseaux terroristes et anime la collaboration internationale en matière de lutte contre le terrorisme. Il supervise également les dispositifs civils de sécurité, notamment dans les ports et les aéroports et la protection des infrastructures sensibles. Il coordonne les programmes de recherche visant à doter Israël des technologies les plus avancées en matière de lutte antiterroriste. En 1999, lors de la création du Conseil national de sécurité, le Bureau de contre-terrorisme est rattaché à cette nouvelle institution. Depuis janvier 2012, il est dirigé par Eytan Ben-David[3].

Créé en mars 1999 par Benjamin Netanyahu, le Conseil national de sécurité (CNS) supervise la politique de défense et de sécurité nationale d'Israël et joue notamment un rôle central de coordination en matière antiterroriste. Son chef – Joseph M. Cohen depuis novembre 2013 – est placé directement sous l'autorité du Premier ministre. Le CNS centralise les informations et les renseignements provenant de tous les ministères, services et bureaux gouvernementaux chargés de la sécurité nationale. Sur cette base, il procède à des évaluations de tendances afin d'informer le gouvernement et les commissions spécialisées de la Knesset de l'évolution des enjeux et des menaces. Au moins une fois par an, il produit une analyse de la situation sécuritaire et diplomatique du pays à court et moyen terme et propose des scénarios alternatifs à ceux des services et ministères. Le CNS a également pour tâche de planifier à long terme la politique nationale de sécurité et de superviser la mise en œuvre des décisions prises par le gouvernement en la matière. Il prépare les discussions budgétaires du Premier ministre avec les ministres du Budget et de la Défense, en fonction des priorités pour la sécurité nationale et pilote aussi le Centre national de gestion de crise. Il joue enfin un rôle en matière de relations internationales en entretenant des liens avec les organismes ayant des missions similaires aux siennes à l'étranger. Afin de répondre à ces missions, le CNS est organisé en cinq départements : politique étrangère, politique de sécurité, affaires stratégiques, ressources humaines et logistique, et Bureau du contre-terrorisme.

Toutefois, le CNS souffre d'une certaine instabilité. En effet, onze responsables se sont succédé à sa tête depuis sa création en 1999, soit une durée moyenne de présence d'à peine quinze mois. Son premier directeur, le général David Ivri, a occupé ce poste pendant dix mois et son successeur, Gideon Shefer, pendant huit mois. Puis le général Uzi Dayan restera en fonction deux ans, avant d'être remplacé par l'ancien directeur du Mossad, Ephraïm Halevy, qui occupera le poste pendant une année seulement. Son successeur, le général Giora Eiland, a pris ses fonctions en janvier 2004 et, bien qu'il ait présenté sa démission au Premier ministre Ariel Sharon dès août 2005, restera à son poste jusqu'à l'été 2006. Cette instabilité traduit les difficultés que rencontre le CNS à se faire une place à part entière au sein de la communauté du renseignement israélien. Alors même que son directeur est, sur le papier, le conseiller à la sécurité nationale du chef de gouvernement, aucun des titulaires du poste n'a réellement réussi à s'imposer comme tel vis-à-vis du Premier ministre et de son cabinet, lesquels sollicitent prioritairement d'autres responsables du renseignement. Ainsi, malgré son nom et sa position officielle dans l'organigramme gouvernemental, le CNS semble n'être qu'une coquille vide et non un organe de centralisation. La seule mission pour laquelle son rôle semble reconnu est la coordination de la lutte contre les armes de destruction massive.

Parallèlement, en Israël, les centres académiques spécialisés sur les questions stratégiques (défense, affaires étrangères, terrorisme, renseignement) jouent également un

rôle important dans le débat sur la sécurité nationale, par leurs réflexions, leurs analyses et leurs publications. Les plus célèbres de ces *think tanks* sont : le Centre Begin-Sadate (BESA) d'études stratégiques de l'Université Bar Ilan ; l'Institut international de politique de lutte contre le terrorisme (TIC) du Centre interdisciplinaire (IDC) Herzliya ; le Centre d'études stratégiques de Jaffa (JCSS) ; le Centre Moshé Dayan pour le Moyen-Orient (université de Tel-Aviv) ; et le Jerusalem Center for Public Affairs (JCPA).

Le contrôle parlementaire du renseignement

En complément de la mission gouvernementale de coordination des services, la démocratie israélienne a confié au Parlement la mission de contrôler les activités des agences de renseignement et de sécurité, d'enquêter sur leurs échecs et leurs dérives, et d'édicter de nouvelles lois encadrant leur action. Le contrôle parlementaire du renseignement s'effectue à travers la commission des Affaires étrangères et de la Sécurité et du sous-comité sur le Renseignement de la Knesset (l'Assemblée nationale israélienne). La commission est considérée comme l'un des organes les plus prestigieux et les plus discrets de l'Assemblée et ses membres font partie des parlementaires les plus expérimentés. Traditionnellement, l'opposition y envoie ses dirigeants, ce qui explique la présence

d’anciens ministres dans ce groupe de six hommes. Généralement, la sous-commission se réunit à huis clos et ne publie aucun rapport. Toute information transmise à la commission bénéficie d’un régime de confidentialité. Ainsi, les directeurs des agences peuvent librement « briefer » ses membres. En de rares occasions, la commission se transforme en commission d’enquête parlementaire[4]. La Knesset a par ailleurs toute latitude pour mettre en place des commissions d’enquête *ad hoc* lorsqu’un échec ou une dérive grave du renseignement israélien survient, afin d’étudier la question, de déterminer les causes du phénomène, les responsabilités des acteurs, et de proposer des mesures correctives. Depuis la création d’Israël, une douzaine de commissions d’enquête se sont penchées sur les défaillances du renseignement.

Après l’affaire Lavon (1954), qui a vu plusieurs ministres se rejeter la responsabilité de la mise en place d’un réseau de saboteurs en Égypte, quatre comités ont été désignés pour établir la vérité, la commission Ulshan/Dori (1955), la commission Amiad (1958), suivie de la commission Cohen (1960) et du Comité des Sept, la même année. En 1963, toujours dans le sillage de cette affaire, mais aussi dans celui de l’opération Damoclès, au cours de laquelle le directeur du Mossad, Isser Harel, avait, sans l’accord du Premier ministre Ben Gourion, entrepris de mener jusqu’en Europe des opérations contre des ressortissants allemands travaillant sur un programme de construction d’un site de lancement des missiles en Égypte, la commission Yadin/Sherf obtint la démission d’Harel et recommanda une restructuration

complète de la communauté du renseignement israélien, afin de clarifier la répartition des compétences entre les services, mais ses demandes ne furent pas entendues.

Les échecs du renseignement israélien à l'occasion de la guerre du Kippour ont fait l'objet d'une enquête de la commission Agranat (1973-1974). Celle-ci a obtenu le limogeage du directeur de l'Aman et de son adjoint, du chef d'état-major de l'armée de terre, du commandant du front Sud et du chef du renseignement du commandement Sud. Elle a, par ailleurs, réitéré la préconisation de la commission Yadin/Sherf, d'une architecture du renseignement plus claire et pluraliste. Ses recommandations ont cette fois été suivies, notamment à travers la création de nouvelles unités de recherche au sein du Mossad et du Shin Beth – dans le but de contrebalancer l'influence d'Aman –, d'une cellule d'analyse contradictoire au sein du renseignement militaire (les « avocats du diable ») et par le rétablissement du Département politique du ministère des Affaires étrangères.

Suite aux massacres de 1982 dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila à Beyrouth – événements au cours desquels l'armée israélienne laissa agir les phalanges libanaises qui tuèrent plusieurs centaines de civils palestiniens –, le gouvernement israélien mit sur pied la commission d'enquête Kahan. Concluant à la responsabilité indirecte de plusieurs ministres et hauts responsables du renseignement, elle se solda notamment par les démissions d'Ariel Sharon, alors ministre de la Défense, et du directeur d'Aman, Yehoshua Saguy.

En 1984, la commission Zorea est chargée d'enquêter sur l'affaire du bus 300 au cours de laquelle deux terroristes palestiniens avaient été froidement abattus par le Shin Beth après avoir été interpellés. Sur la foi de son témoignage à la police, la commission Zorea avait initialement blanchi Ehud Yatom, cadre de haut rang du Shin Beth, mais deux ans plus tard, celui-ci reconnut avoir tué les deux terroristes. Yatom échappa pourtant aux poursuites en bénéficiant d'une grâce présidentielle qui fit grand bruit et continua sa carrière au sein de l'appareil sécuritaire israélien. Nommé conseiller pour le contre-terrorisme par Ariel Sharon, alors Premier ministre, il dut néanmoins démissionner suite à une décision de la Cour suprême. Yatom a malgré tout été élu depuis à plusieurs reprises à la Knesset.

En 1986-1987, la commission Eban est mise en place afin de déterminer les responsabilités de l'affaire Pollard et ses conséquences.

En 1987, la commission Landau est chargée d'enquêter sur les méthodes d'interrogatoire des services de sécurité israéliens, suite à l'affaire Nafso, nom d'un israélien issu de la minorité circassienne condamné à dix-huit ans de prison pour espionnage sur la foi d'une « confession » qu'il avait fini par signer après plus de quarante jours de torture[*1]. Toutefois, la commission a considéré que dans certaines situations extrêmes, devant être strictement établies au cas par cas, les « pressions physiques modérées » pouvaient devenir indispensables et devaient donc être autorisées dans un cadre précis, compte tenu des menaces que la torture – puisque c'est

bien de cela qu'il s'agit – fait peser sur le système démocratique.

La commission Shamgar (1996), mise en place pour enquêter sur les responsabilités des services de sécurité israéliens dans l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin (1995), a dénoncé un « double échec » du Shin Beth, tant dans son système d'organisation interne que dans le dispositif de sécurité autour du Premier ministre lors du meeting au cours duquel il a été assassiné.

En 2002, les recommandations de la commission Landau (1987) ont été transposées dans la loi sur le Shin Beth du 16 novembre 2002, qui a donné un cadre légal à la pratique des « pressions physiques modérées » et qui a instauré un comité gouvernemental de cinq membres afin de contrôler l'activité du service de sécurité israélien. De plus, depuis cette date, le directeur du Shin Beth doit présenter un bilan périodique à une sous-commission secrète du Parlement.

En 2003, Yuval Steinitz, le nouveau président de la sous-commission de la Knesset chargée du renseignement désigne une commission chargée d'enquêter sur les « défaillances » du renseignement israélien durant la deuxième guerre du Golfe (2003). L'état-major de Tsahal et le directeur du renseignement militaire ont alors protesté contre l'utilisation du terme « défaillance » qui impliquait, avant même le début des investigations, qu'il y ait eu des manquements, d'autant qu'Israël n'avait pas été directement impliqué dans ce conflit[5]. La commission reprocha aux services de renseignement d'avoir annoncé que l'Irak disposait de missiles dotés de têtes

chimiques – que Saddam Hussein n’utilisa finalement pas –, ce qui conduisit le gouvernement israélien à ordonner aux citoyens d’ouvrir leurs kits de protection personnelle de masque à gaz (un coût estimé de 22 millions de dollars) et à maintenir l’armée de l’air en alerte permanente pendant plusieurs semaines. Ce débat sur la responsabilité du renseignement a entraîné une série de controverses avec les plus hautes instances militaires et les dirigeants des services qui ont fait croître leur défiance à l’égard des parlementaires.

Mais le contrôle des services de renseignement connaît ses limites. Si les missions du Shin Beth sont encadrées, en revanche, il n’existe pas de loi qui régisse les activités du Mossad : le Premier ministre en est seul responsable. C’est pourquoi, après l’assassinat de Mahmoud al-Mabbouh, à Dubaï, en 2010, ce service a fait l’objet de virulentes critiques des médias qui ont dénoncé la trop forte autonomie dont il bénéficie puisqu’il ne rend de comptes qu’au chef du gouvernement. D’autant que celui-ci n’est pas obligé de se justifier auprès de son cabinet ou de la Knesset lorsqu’il donne son feu vert à une opération, notamment pour les « traitements négatifs ». Le danger, c’est qu’en cas de « problèmes », les dégâts sont loin d’être limités au seul Mossad. Lorsque des agents israéliens se sont fait arrêter à Amman, en 1997, après avoir tenté d’empoisonner Khaled Mechaal, c’est l’accord de paix signé trois ans plus tôt entre Israël et le royaume hachémite qui a failli être remis en cause. Bref, le pays paie les conséquences des actes d’un service qui agit sans avoir à rendre de comptes à quiconque. La presse

critique également le pouvoir discrétionnaire du Premier ministre quant au choix du chef du Mossad et la possibilité dont il dispose de prolonger son mandat, comme cela a été le cas à deux reprises pour Meïr Dagan.

Pour remédier à cette situation, des commentateurs estiment que les règlements qui régissent le Shin Beth devraient être appliqués au Mossad. La nomination et l'éventuel limogeage du chef du Shin Beth sont soumis au cabinet sur recommandation du Premier ministre. Son directeur doit aussi présenter son bilan périodiquement à une sous-commission spéciale du Parlement, dont les délibérations sont secrètes. Pour le moment, le Mossad s'est refusé à se soumettre à un tel traitement en invoquant des risques de « fuites » pour ses agents et ses taupes. Jusqu'ici, cet argument l'a emporté.

Même si la situation n'est pas parfaite, les mesures prises au cours de la dernière décennie mettent en lumière les changements majeurs intervenus en Israël quant à l'encadrement des services de renseignement dans une société démocratique. Un long chemin a en effet été parcouru. Ainsi, malgré des échecs, des abus et quelques dérives, la communauté israélienne du renseignement demeure sous le contrôle de son gouvernement. Des sanctions ont été exigées par les commissions d'enquête parlementaires chaque fois qu'un service était pris en défaut. Certes, des progrès restent à faire, car Israël est un pays en guerre où le seuil de violence accepté dans les opérations n'est pas celui de démocraties en paix. Mais la mobilisation des défenseurs des droits de

l'homme dans le pays porte peu à peu ses fruits et laisse entrevoir des évolutions vers un plus grand respect de la légalité et des règles démocratiques. Ces évolutions n'empêchent nullement les services de bénéficier d'une image extrêmement positive et de jouir d'un soutien sans faille de la population qui se considère en état de siège permanent et voit en eux les premiers garants de sa sécurité. Pour les Israéliens, les membres des services – et particulièrement du Mossad – sont « des hommes et des femmes qui risquent leur vie, qui vivent loin des leurs sous de fausses identités, menant à bien des opérations audacieuses dans des pays ennemis, là où la moindre erreur pourrait être synonyme d'arrestation, de torture ou de mort. Pendant la guerre froide, tout ce que risquait un agent secret capturé à l'Ouest ou dans le bloc communiste, c'était d'être échangé contre un autre agent sur un pont brumeux et froid, quelque part à Berlin. Russe ou américain, britannique ou est-allemand, l'agent savait toujours qu'il n'était pas seul, qu'il y aurait toujours quelqu'un pour le ramener chez lui. Alors que pour les combattants solitaires du Mossad, il n'y a pas d'échange sur un pont brumeux. Leur audace, c'est de leur vie qu'ils la payent[6]. » Mais si les services bénéficient toujours d'une importante aura et du soutien de la population, il est à noter toutefois que les mentalités évoluent.

The Gatekeepers : crise de conscience du renseignement israélien ?

En juillet 2012, un documentaire cinématographique sort en salles pendant la campagne des législatives en Israël. Il fait aussitôt l'effet d'une bombe et suscite d'intenses débats, dans les médias comme dans l'opinion, car il donne une vision inédite du renseignement israélien et éclaire trente ans de lutte antiterroriste et d'errements sur la question palestinienne[*2]. *The Gatekeepers*, du réalisateur israélien Dror Moreh, qui s'appuie sur de nombreuses images d'archives et des reconstitutions, est surtout basé sur les témoignages des six anciens chefs du Shin Beth : Avraham Shalom, Yaakov Péri, Carmi Gillon, Ami Ayalon, Avi Ditcher et Yuval Diskin.

Ces professionnels du renseignement et de l'action clandestine s'expriment pour la première fois devant des caméras. Leurs témoignages constituent un document exceptionnel qui va à l'encontre de beaucoup d'idées reçues. Ces anciens chefs du Shin Beth n'ont jamais laissé de scrupules moraux interférer avec leurs décisions et n'ont jamais reculé devant l'emploi de méthodes expéditives pour lutter contre le terrorisme palestinien. Mais ils reconnaissent que la répression face aux Palestiniens mène à l'impasse. La franchise avec laquelle s'expriment ces six anciens responsables est très rare, y compris dans les démocraties occidentales. Qu'il s'agisse des ravages de l'occupation, des

méthodes d'interrogatoire des prisonniers palestiniens, de la technique des assassinats ciblés, ou du manque de vision à long terme des autorités politiques, leur liberté de ton est déconcertante.

Personne ne comprend mieux le conflit entre Israël et les Palestiniens que ces six hommes qui se sont succédé à la tête du Shin Beth de 1980 à 2011. Tous reconnaissent que la politique sécuritaire israélienne dans les territoires occupés n'est pas viable à long terme. « Ce n'est que de la tactique, pas de la stratégie », résume l'un d'entre eux. Ils savent d'autant mieux de quoi ils parlent qu'ils ont été depuis trente ans les principaux responsables de sa mise en œuvre. Yuval Diskin[*3] décrit un processus autodestructeur où, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, la vie de plusieurs millions de Palestiniens devient insupportable. « Moi qui connais très bien les Palestiniens, je peux dire qu'on ne fait pas la paix avec des relations militaires, mais avec de la confiance. Il faut parler avec tout le monde et, s'ils répondent mal, il faut continuer à parler. Il n'y a pas d'autre choix. » Chacun leur tour, ils racontent trois décennies de lutte antiterroriste et de gestion désastreuse de la question palestinienne. Une suite d'aveux précis, circonstanciés et d'analyses d'une sidérante lucidité. Ils expliquent comment, depuis la guerre des Six Jours – dont la victoire vaut à l'État hébreu d'occuper Gaza et la Cisjordanie et de devoir « gérer » un million de Palestiniens vivant dans ces territoires –, les responsables politiques n'ont jamais vraiment cherché à construire la paix. Ils abordent aussi la grave crise traversée par leur service dans les années 1990,

lorsque celui-ci n'a pu prévenir l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin.

Ces hommes portent un regard froid de professionnels sur leurs propres actions et n'occultent rien de leurs méthodes – manipulations d'informateurs, emploi de techniques d'interrogatoire relevant de la torture, assassinats ciblés –, qu'ils considèrent comme justifiées par leur mission. Tous ont été confrontés aux questions éthiques de la guerre secrète : la torture, l'arbitraire, les éliminations, etc. « Dans la guerre contre le terrorisme, il n'y a pas de morale », souligne Avraham Shalom[*4]. « Des gens peuvent mourir lors d'un attentat et la personne que vous interrogez le sait. Lors de ma première semaine à la tête du Shin Beth, en 1996, nous avons perdu 57 Israéliens, auxquels s'ajoutent 115 blessés. Jamais l'État d'Israël n'avait connu autant de morts dans des attentats terroristes. Alors, quand vous faites face à un suspect, vous employez les méthodes à votre disposition pour le faire parler : privation de sommeil, absence de lumière, menottes ». Shalom a dû démissionner, après le scandale du bus 300 lorsque la presse avait révélé que deux des Palestiniens ayant détourné le car avaient été froidement abattus par le Shin Beth. « Le problème, c'était qu'il y avait des journalistes », dit-il seulement.

Les assassinats ciblés, avec les dommages collatéraux qui les accompagnent parfois, sont également au cœur du documentaire. La stratégie d'Israël est de cibler les cadres dirigeants et intermédiaires des organisations engagées dans la lutte armée et qui commettent des attentats. Conformément à

la doctrine militaire israélienne, il est légitime de conduire des actions préventives contre ces menaces et de frapper avant que l'ennemi ne le fasse. Si un assassinat permet d'éviter un attentat, il est moralement justifié. « Les hommes politiques préfèrent des choix binaires », explique Yuval Diskin, présenté comme le concepteur des assassinats ciblés, au début des années 2000, au commencement de la deuxième Intifada. « Mais à mon poste, rien n'est noir ou blanc. Par exemple, le type qu'on cible n'est pas seul dans sa voiture, et on ne sait pas si ce sont des hommes de son réseau qui sont avec lui. Alors, on tire ou on ne tire pas ? Le temps est compté, c'est une course contre la montre et on attend le feu vert du Premier ministre. On fait sauter la voiture. Après on se dit qu'on a pris la bonne décision, que ces gens s'apprêtaient à commettre des attentats, et pourtant quelque chose vous dérange : le pouvoir de décider de leur mort. »

Diskin et ses prédécesseurs rappellent qu'ils avaient demandé, dès les années 1990, que les autorités politiques judiciaires définissent un cadre d'emploi, qui ne verra le jour qu'en 2002. La Cour suprême israélienne a finalement statué sur le sujet en 2005 : son président a attendu le terme de son mandat pour autoriser de telles actions, partant du principe que quelqu'un qui prend les armes ne bénéficie plus de la protection qui échoit aux civils. Mais, ces « exécutions extrajudiciaires » posent de redoutables problèmes à une démocratie. Les Américains sont en train de le découvrir avec l'usage qu'en fait le président Obama – pourtant prix Nobel de la paix –, en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, au Yemen et

ailleurs, *via* les drones ou les raids de forces spéciales. Ainsi, ce type d'opération continue de diviser juristes et philosophes israéliens. D'autant que l'efficacité de ces actions reste difficile à démontrer. Tous les directeurs interrogés ont constaté les limites des assassinats ciblés qu'ils ont eux-mêmes ordonnés : « C'est immoral et en plus c'est inefficace », dit Ami Ayalon[*5]. D'ailleurs, l'un des arguments avancés, en 2003, par les pilotes de l'armée de l'air israélienne refusant d'exécuter de telles missions était que ces éliminations ciblées, destinées à empêcher un attentat, débouchaient sur des représailles souvent plus meurtrières encore. L'assassinat à Gaza du chef spirituel du Hamas, cheikh Yassine, en 2004, en fut malheureusement un bon exemple.

Surtout, ces professionnels du renseignement déplorent l'absence de vision stratégique des dirigeants de l'État hébreu sous les ordres desquels ils ont servi, à l'exception notable d'Yitzhak Rabin, Premier ministre de 1974 à 1977, puis de 1992 à 1995. Pendant les six ans qu'il a passés à la tête du Shin Beth, Yaakov Péri[*6] estime n'avoir reçu aucune consigne des gouvernements successifs : « Nous ne savions pas dans quelle direction aller. C'était toujours de la tactique, jamais de la vision stratégique. » Tous les anciens chefs de ce service ont constaté le vide de la pensée politique, la lâcheté des dirigeants qui refusent d'assumer leurs erreurs, et le développement de la lutte antiterroriste comme une fin en soi. Aussi, leur mission leur apparaît sans fin, toujours à recommencer et elle amplifie la haine de l'occupé. Comme le dit Ami Ayalon : « La plupart des batailles que nous remportons ne mènent nulle part, car

nous perdons la guerre. » À l’opposé, ils stigmatisent le laxisme des autorités face à l’extrémisme juif qui anéantira, avec l’assassinat de Yitzhak Rabin, la seule réelle lueur de paix. Ils évoquent leur désarroi devant la clémence dont ont bénéficié les activistes d’extrême droite de la *Jewish Underground*, dont l’idéologie a inspiré l’assassin de Rabin, et qui projetaient de faire exploser le Dôme du Rocher à Jérusalem.

Il est fascinant de voir ces anciens directeurs de la lutte antiterroriste s’en prendre aussi frontalement aux dirigeants politiques. Et pourtant ce n’est pas un phénomène nouveau. Les deux derniers directeurs du Mossad, Ephraïm Halevy et Meïr Dagan, ont battu en brèche la doxa gouvernementale, le premier sur la relation avec le mouvement palestinien Hamas, le second sur la stratégie israélienne vis-à-vis de l’Iran. Mais l’effet produit par les six témoignages reste impressionnant. En regardant le film, Ami Ayalon n’en revient pas de cette convergence de points de vue. « Nous avons des origines différentes, ce n’est pas comme si nous passions notre temps ensemble dans le même club. Nous ne sommes d’ailleurs pas forcément d’accord sur l’analyse. En revanche, nous le sommes sur le diagnostic. La plupart des Israéliens ne côtoient pas les Palestiniens, les militaires non plus et, si c’est le cas, c’est en tant qu’ennemis. Au Shin Beth, c’est différent. Vous rencontrez les Palestiniens pour les interroger, les comprendre, pour recruter des informateurs. Vous vous trouvez en face d’individus, même lors d’un interrogatoire, et l’idée est de saisir leurs motivations. »

Ainsi, ces hommes, qui ont passé toute leur carrière à rassembler, analyser et exploiter tous les renseignements possibles sur les Palestiniens et à monter des opérations clandestines visant à décapiter les groupes terroristes, arrivent tous à la même conclusion : « La répression n'est pas la solution. [...] Nous nous contentons de maintenir les flammes au plus bas niveau possible, afin de permettre au gouvernement de prendre des décisions. Mais nous n'avons jamais réglé le problème », déclare Carmi Gillon[*7]. À leurs yeux, jamais Israël n'a su créer une situation politique favorable à un début d'évolution. Avraham Shalom, le plus ancien d'entre eux, compare même l'action israélienne dans les territoires palestiniens à celle de l'Allemagne en Europe, pendant la Seconde Guerre mondiale. Au final, tous font le même constat, celui d'une désespérance politique des Palestinens qui ne pourra se résoudre qu'en parlant avec tout le monde : le Fatah, le Hamas, le Hezbollah et... l'Iran. Ils sont en faveur de négociations, sans exclure personne : « On doit discuter avec tout le monde, c'est un principe de base dans notre métier », selon Avi Ditcher[*8].

Aucun n'a une vision très optimiste du futur, et tous admettent continuer à réfléchir depuis leur départ du Shin Beth. « Quand vous quittez le Shin Beth, vous devenez gauchiste... », déclare avec ironie Yaakov Péri. À leurs yeux, la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens corrompt et déshumanise la société israélienne et menace de destruction l'État hébreu. Les conclusions que tirent ces six anciens « durs » du renseignement intérieur convergent toutes : Israël

a négocié trop peu, trop tard, et de manière trop procédurale par rapport à la hauteur des enjeux. L'un d'eux déclare : « On ne fait pas la paix avec des méthodes militaires. La paix repose sur des relations de confiance. Avec les Palestiniens, ça ne devrait pas être si difficile à construire. » Certains ont tiré les enseignements de leur expérience et de leurs réflexions. Ainsi, Ami Ayalon a, en 2002, en pleine Intifada, élaboré un plan de paix avec l'intellectuel palestinien Sari Nusseibeh. Plus récemment, Yuval Diskin s'est opposé aux préparatifs d'action militaire de Netanyahou contre l'Iran et a donné plusieurs interviews où il décrit le Premier ministre comme un dangereux irresponsable.

À l'image des anciens dirigeants du Shin Beth, il convient de rappeler que, contrairement aux idées reçues, les services de renseignement ont souvent eu un rôle modérateur dans les grands événements internationaux depuis la fin du xxe siècle. La « diplomatie secrète » est en effet l'une de leur mission. Par exemple, l'implication de la CIA, comme garante des accords passés entre Israéliens et Palestiniens (Wye Plantation, 1998), a été très importante, même si l'agence de renseignement a été très vivement critiquée aux États-Unis, beaucoup considérant qu'elle sortait de son rôle. D'autant que c'est à la demande des deux parties qu'elle est entrée dans le processus de négociation.

Depuis le début des années 1950, la CIA entretient des contacts soutenus avec les services israéliens, essentiellement dans le cadre de la lutte antiterroriste au Proche-Orient. Mais aussi avec les Palestiniens puisque les liens entre Langley et

l'OLP ont débuté en 1976. La CIA avait alors identifié le rôle central d'Arafat et de son organisation, et entrepris de les soutenir. Ainsi, l'agence américaine a pu faciliter l'évacuation de l'OLP du Liban au début des années 1980. Sous les administrations Reagan et Bush, les relations avec l'OLP se sont affaiblies, pour reprendre sous l'administration Clinton. La CIA assiste le Service des renseignements généraux et le Service de sécurité préventive palestiniens, en matière d'instruction et d'organisation, mais aussi en matière d'infiltration des réseaux terroristes. Pour de nombreux observateurs, ce rôle de « négociateur de l'ombre » pourrait être un nouveau créneau d'emploi pour les services de renseignement dans la mise en place de processus démocratiques.

---

*1. Izzar Nafso a été réhabilité par la Cour suprême et libéré après sept ans de prison.

*2. Le documentaire de Dror Moreh a obtenu les récompenses suivantes :
– Nomination à l'Oscar du meilleur documentaire 2013.
– Meilleur documentaire 2012 : Los Angeles Film Critics.
– Meilleur documentaire 2012 : New York Film Critics Circle Awards.
– Top 5 des meilleurs documentaires 2012 : National Board of Review, USA.
– Meilleur film de non-fiction 2013 : National Society of Film Critics Awards.
– Mention spéciale au FIPA 2013.
– Nomination pour le titre de Producteur de l'année : Guilde des producteurs américains 2013.

*3. Directeur du Shin Beth de 2005 à 2011. Chargé de la région de Naplouse pour le Shin Bet en 1978, il découvre, dans les camps de réfugiés, les réalités du conflit israélo-palestinien. De 1993 à 1997, il établit des liens clandestins

avec les dirigeants des organes de sécurité palestiniens et avec ceux des services de renseignement jordaniens et égyptiens. Puis, il participe à l'élaboration d'une doctrine antiterroriste visant à repousser les assauts kamikazes. À sa retraite, en 2011, il attire l'attention des médias en critiquant vivement la politique du gouvernement actuel envers les Palestiniens.

*4. Directeur du Shin Beth de 1980 à 1986. Son mandat est marqué à la fois par le terrorisme palestinien et par celui des colons radicaux de Cisjordanie qui cherchent à détruire le Dôme du Rocher, acte qui aurait soulevé la fureur du monde arabe. En 1984, il ordonne l'exécution sommaire de deux terroristes capturés vivants après le détournement du bus 300. L'enquête conduira à sa démission forcée en 1986.

*5. Directeur du Shin Beth de 1996 à 2000. Après l'assassinat de Rabin, il a pour mission de restaurer la réputation du Shin Beth. Direct, voire parfois acerbe, il a été choisi pour son image de dur et son passé au sein de la shayetet 13. Durant son mandat, sous trois Premiers ministres très différents : Shimon Peres, Benjamin Netanyahou et Ehud Barak, il mène une guerre incessante contre la terreur. Il est considéré comme le dirigeant le plus à gauche qu'ait jamais eu le Shin Beth.

*6. Directeur du Shin Beth de 1988 à 1994, il doit faire face à la première Intifada qui le surprend. Il a pourtant passé plusieurs années dans la division des affaires arabes, jouant un rôle important dans la mise en place de réseaux d'informateurs. Ce confident du Premier ministre Itzhak Rabin met aussi en place les changements nécessaires pour une nouvelle politique, dans la perspective des accords d'Oslo.

*7. Directeur du Shin Beth de 1994 à 1996, Carmi Gillon est l'un des moins préparés à diriger le Shin Beth. Son bref mandat est marqué par le plus grand échec de l'agence : l'assassinat le 4 novembre 1995 du Premier ministre Yitzhak Rabin par un extrémiste juif.

*8. Directeur du Shin Beth de 2000 à 2005. Peu de temps après sa nomination, il est aux prises avec la seconde Intifada. Avi Dichter remporte des succès et connaît son apogée quand Ariel Sharon devient Premier ministre. C'est un adepte de la politique d'assassinats ciblés, qui est controversée. Il sera aussi l'un des initiateurs du Mur de séparation.

CHAPITRE 11

LA DESTRUCTION DE L'ARSENAL SYRIEN

« Ainsi, tandis que le monde libre se trouve confronté à ce qui apparaîtra peut-être un jour comme l'un des plus grands défis de son histoire – son combat contre deux menaces potentiellement mortelles –, les moyens dont il dispose pour recueillir les données vitales afin d'estimer le danger n'ont jamais été plus limités. Les difficultés qu'implique une collecte fiable sont colossales. Le temps normalement alloué à cette tâche a été allongé dans l'optique de parvenir à des résultats, au moment même où les délais pour déjouer les agissements machiavéliques de l'ennemi se sont raccourcis. »

Ephraïm Halevy,
Mémoires d'un homme de l'ombre (2006).

L'offensive conjointe lancée, en octobre 1973, par la Syrie et l'Égypte à l'occasion de la fête juive de Yom Kippour se transforma en une défaite cuisante pour les deux États arabes.

En particulier, malgré le soutien majeur apporté par Moscou, qui livra à Damas de nombreux avions de combat, des systèmes anti-aériens et lui fournit une importante assistance technique, les appareils syriens furent dans l'incapacité de tenir tête à l'armée de l'air israélienne, donc de s'assurer la domination aérienne, clé de la victoire terrestre. Si, quelques années après l'issue de ce conflit, l'Égypte opta pour la signature d'un traité de paix avec l'État hébreu, la Syrie continua à entretenir une attitude hostile à l'égard d'Israël et décida de revoir sa stratégie militaire afin de tenir tête à son voisin dans la perspective d'un nouveau conflit. Puisqu'une victoire contre Tsahal dans le cadre d'un combat aéroterrestre conventionnel semblait difficile, Damas décida de se doter de moyens de frappe à distance. Elle acquit alors auprès de l'URSS plusieurs dizaines de missiles sol-sol du type Scud, d'une portée de 300 kilomètres.

En juin 1982, à l'occasion de l'intervention israélienne au Liban, la Syrie connaît à nouveau une sévère défaite aérienne : une centaine de ses avions sont abattus au cours d'affrontements au-dessus du Pays du cèdre, sans que les aéronefs syriens ne parviennent à abattre ne serait-ce qu'un appareil israélien. Une nouvelle fois, à l'issue de ce conflit, le président Hafez el-Assad, ancien commandant de l'aviation syrienne, décide de réorienter ses ressources. Il réduit le budget de l'armée de terre afin de reconstruire sa force aérienne et d'accroître l'acquisition de missiles. Ainsi, en 1984, Damas signe avec Pékin un contrat prévoyant la livraison de missiles M-9, d'un rayon d'action supérieur aux Scud

soviétiques. Mais le marché est annulé en raison de pressions des États-Unis sur la Chine, lesquelles ont eu lieu à la demande d'Israël qui a appris d'un agent haut placé à Damas l'existence du contrat. Ce n'est que partie remise. En mars 1990, à l'occasion de la visite du Premier ministre nord-coréen en Syrie, Damas et Pyongyang signent un accord secret de coopération militaire et technologique qui comprend la fourniture à la Syrie de missiles Scud et de leurs lanceurs. Début février 1991, un premier lot de trente systèmes arrive en Syrie, *via* le port de Lattaquié. Cela n'échappe pas à la vigilance de la NSA, mais Washington s'abstient alors d'en informer Tel-Aviv par crainte que les Israéliens ne tentent d'intercepter la livraison et ne déclenchent un nouveau conflit au Proche-Orient [1].

En 1990-1991, la 9e division mécanisée syrienne participe à la coalition militaire dirigée par les États-Unis contre l'Irak de Saddam Hussein pour la libération du Koweït. Cette division ne sera pas engagée dans les combats, toutefois son commandant rentre à Damas plein d'admiration pour la « formidable machine de guerre américaine » à laquelle il a été associé. Il a tout particulièrement été impressionné par les munitions de précision dont l'armée de l'air américaine a fait un usage intensif. Il parvient à convaincre le chef d'état-major syrien, le général Hikmat el-Shihabi, puis le président Assad, qu'il est indispensable de s'intéresser à ce type d'armes. En effet, puisque les Américains disposent de telles capacités, il ne fait aucun doute que les Israéliens en bénéficieront rapidement, en raison du soutien militaire massif de Washington à Tel-Aviv.

Assad et son état-major réalisent alors que l'écart technologique entre l'armée syrienne et Tsahal va de nouveau s'accroître et qu'il n'est plus possible pour Damas de combler le fossé qualitatif qui le sépare de son adversaire. Parallèlement, l'état-major syrien a étudié de près la menace que Saddam Hussein a fait peser, pendant le conflit, sur l'État hébreu grâce à ses missiles Scud.

En conséquence, Assad décide d'investir dans une puissante force de frappe. Sa décision est fondée sur l'analyse suivante : puisque l'aviation syrienne n'est pas capable de prendre l'avantage sur son adversaire israélienne et de pénétrer dans l'espace aérien hébreu, des salves de missiles de moyenne et longue portée pourraient y parvenir et permettre un rééquilibrage des forces en présence. Afin de mettre en œuvre cette stratégie, Assad crée une nouvelle division de l'armée de l'air, placée sous son commandement direct. Fait nouveau et ô combien important, le président syrien décide également que ces missiles seront munis de têtes chimiques[2].

Aussitôt de nouvelles commandes sont effectuées auprès de la Corée du Nord, mais en parallèle, Damas décide de développer – toujours avec l'aide de Pyongyang – sa propre capacité de production de missiles, jusqu'à ce que le pays devienne autonome en la matière. Parallèlement, l'armée syrienne ne cesse de poursuivre ses efforts pour la production d'armes chimiques et biologiques, *via* son institut spécialisé, le Centre d'étude et de recherches scientifiques (CERS). Les premières munitions chimiques sont des bombes remplies de gaz sarin, destinées à être larguées par avion. Puis des têtes

destinées aux missiles Scud sont développées. Enfin, au milieu des années 1990, la Syrie parvient à maîtriser la fabrication du VX l'un des agents chimiques les plus toxiques. Selon le renseignement israélien, l'essentiel des composants et du savoir-faire a été fourni à Damas par l'Union soviétique, la Chine et la Tchécoslovaquie. En particulier, c'est le conseiller du président russe Boris Eltsine en matière de désarmement chimique, le général Anatoly Kuntsevich, qui a fourni à Damas – contre une forte rétribution personnelle – les moyens de fabriquer le VX. Nous avons vu plus haut le sort que lui réservera le Mossad pour cette action. Au cours des années 1990 et 2000, le CERS va connaître un développement important et compter jusqu'à dix mille employés. Son principal site de production se trouve à Al-Safir, dans la région d'Alep. C'est un complexe couvrant plusieurs dizaines de kilomètres carrés, très fortement protégé, où les armes chimiques sont assemblées et entreposées, et où est également stockée une partie des missiles Scud et de leurs lanceurs[3].

En juillet 2000, Bachar el-Assad succède à son père à la tête du pays. Il désigne alors le général Muhammad Suleimane pour diriger les « projets d'armements spéciaux », ce qui couvre, outre le programme chimique, les recherches atomiques. Ce dernier signe alors un accord avec la Corée du Nord pour la fourniture d'un réacteur qui servira à la fabrication d'armes nucléaires. Ce projet ultrasecret fait l'objet de mesures de sécurité draconiennes : tout échange de données relatif au projet, par voie téléphonique ou par messagerie électronique, est strictement interdit afin

d’échapper aux interceptions israéliennes. Les correspondances sont imprimées et transmises à leurs destinataires par motards[4]. Il parvient donc à se développer à l’insu des services de renseignement israéliens, lesquels sont pourtant particulièrement vigilants quant aux « projets spéciaux » de leur voisin du nord et de leurs autres adversaires.

En juillet 2001, un radar israélien détecte le lancement d’un Scud D depuis la province d’Alep. D’une portée de 700 kilomètres, ce missile permet désormais aux Syriens d’atteindre l’intégralité du territoire israélien, mais aussi les pays voisins (Liban, Jordanie, Turquie)[5]. En quelques années, Damas s’est constitué un arsenal complet de lanceurs et de missiles de longue portée. Ainsi, en 2006, la Syrie compte environ 330 missiles capables de frapper Tel-Aviv ; le Hezbollah, une vingtaine et l’Iran une cinquantaine. En 2009, l’arsenal syrien atteint 1 300 unités, et ceux du Hezbollah et de l’Iran, respectivement 800 et 300. Fait nouveau, le Hamas – dans la bande de Gaza – a également acquis une poignée de missiles. En 2010, leur nombre s’est encore accru : la Syrie dispose d’environ 2 300 missiles, le Hezbollah 1 200, l’Iran 400 et le Hamas de plusieurs dizaines[6].

Ainsi, avant le déclenchement de la guerre civile, l’armée syrienne représente un adversaire à ne pas négliger pour Tsahal. Son armée de conscription – 600 000 hommes sur le papier, environ 400 000 sur le terrain – est structurée sur un modèle soviétique, encadrée par des officiers, professionnels et

bien formés, issus des différentes communautés, même si les alaouites sont surreprésentés dans la majorité des états-majors et des unités opérationnelles. Certes, le gros du matériel, d'origine soviétique, qui date des années 1970 – chars, blindés, artillerie – est globalement obsolète. Seules quelques divisions blindées (la 4e, la 8e, la 9e et la 11e) restent opérationnelles grâce à des matériels plus récents livrés par la Russie et à la coopération iranienne. Ajoutées à la Garde républicaine, aux commandos et aux paramilitaires, ces différentes unités totalisent environ 40 000 hommes, constituant ainsi une force suffisante pour tenir le pays. Par ailleurs, depuis 2008, Moscou a livré à son allié proche-oriental des radars, des missiles de courte et moyenne portée et une cinquantaine de chasseurs Sukhoï de dernière génération.

Jusqu'à ce qu'éclate la guerre civile syrienne en 2011, Tel-Aviv considère donc la Syrie comme son voisin le plus hostile et le plus dangereux. La Syrie a participé à quatre guerres avec l'État hébreu (1948, 1967, 1973 et 1982) et continue de représenter une menace sérieuse, en raison de son arsenal militaire. En conséquence, des moyens de renseignement importants sont consacrés à ce pays. Depuis plusieurs décennies, le Mossad s'est attaché à recruter des sources au sein de l'armée et du gouvernement syrien, et à implanter ses propres agents sous de fausses identités en Syrie[7]. L'espion le plus célèbre – et sans nul doute le plus efficace – a été Elie Cohen, évoqué plus haut. Parallèlement, Aman, notamment par le biais de l'Unité 8200, n'a cessé de collecter des

informations sur les systèmes de défense syriens, grâce à l'interception des communications ennemies.

À partir des années 1990, Israël consacre d'importantes ressources à la surveillance du CERS, l'institut syrien en charge du programme de production d'armes chimiques et biologiques. Ainsi, début 1991, le Mossad, qui dispose de sources en interne, apprend la livraison prochaine par Pyongyang d'une trentaine de missiles Scud. Dès lors, il surveille étroitement le navire nord-coréen et son chargement. Les hommes de la Metsada l'attendent au Maroc où le navire doit faire escale avant d'entrer en Méditerranée. Deux opérateurs du Mossad, déguisés en touristes, réussissent à plonger sous le navire pour y installer un transpondeur (relai radar) de forte puissance. Il doit permettre de guider le missile que tirera un chasseur F-15 de l'armée de l'air. Toutefois, le Premier ministre israélien Yitzhak Shamir décide *in extremis* d'annuler l'opération, de peur de déclencher une conflagration majeure au Moyen-Orient, la guerre du Golfe étant en cours[8]. Pourtant, en 2004, le Mossad est fortement soupçonné d'être impliqué dans l'explosion de l'usine de Ryongchon, en Corée du Nord, dans laquelle plusieurs scientifiques syriens travaillant sur les programmes d'armes nucléaires syriens et iraniens ont été tués et un train transportant des matières fissiles a été détruit.

Les Israéliens ne renoncent donc pas à passer à l'action. Ainsi, le 25 juillet 2007, un « accident » dévaste le complexe d'Al-Safir. À la suite d'une explosion sur l'une des conduites d'approvisionnement d'un composé chimique – probablement

du gaz moutarde –, l'ensemble de la ligne d'assemblage des têtes de missiles VX construite par les Nord-Coréens s'embrase. L'explosion est si puissante qu'elle souffle les portes du bâtiment et que des gaz toxiques se répandent sur tout le site. L'événement fait de nombreuses victimes : quinze Syriens ainsi qu'une dizaine de techniciens iraniens qui les assistaient dans la production d'armes chimiques. On compte également de nombreux blessés graves et plus de deux cents cas d'intoxication. L'enquête menée par les autorités syriennes après l'accident aboutit à la conclusion sans équivoque d'un sabotage intentionnel, bien qu'à ce jour les auteurs n'aient pu être identifiés. Évidemment, dans les milieux dirigeants de Damas, on sait que le Mossad n'est pas étranger à cette « catastrophe[9] ».

Les services de renseignement israéliens vont mettre plus de temps à découvrir l'existence du programme nucléaire de Damas. Grâce aux mesures de sécurité draconiennes prises par les Syriens, ils n'en prendront connaissance que plusieurs années après son lancement. Mais en mars 2007, une équipe du Mossad surveille Ibrahim Othman, le chef de la Commission syrienne de l'énergie nucléaire en visite à Vienne. Profitant de son absence à l'occasion d'une réunion de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les agents israéliens s'introduisent dans son appartement. Ils copient l'intégralité des données contenues dans le disque dur de son ordinateur, ainsi que dans plusieurs clés USB[*1]. La moisson est riche : une quarantaine de clichés en couleur prises à

l'intérieur d'un grand bâtiment en construction – repéré depuis un an par les satellites américains – à Al-Kibar, dans la province de Deir es-Zor, dans l'est de la Syrie, indiquent la présence d'un réacteur nucléaire fonctionnant au plutonium. Des techniciens asiatiques, vraisemblablement nord-coréens, sont visibles sur les photographies. D'ailleurs, le réacteur ressemble en tout point à celui de Yongbyon, situé à 90 kilomètres de Pyongyang.

Dès qu'il entre en possession de ces données top secret, le directeur du Mossad, Meïr Dagan, en informe le Premier ministre, Ehoud Olmert. Les Israéliens sont ébahis par ce qu'ils viennent de découvrir et le dossier est immédiatement communiqué aux Américains. Dès qu'il prend connaissance du dossier, George W. Bush donne aussitôt l'ordre à la CIA et à la NSA de vérifier les informations du Mossad. Les deux agences mènent alors leur propre enquête et confirment les renseignements obtenus par les Israéliens. Le 19 juin, le Premier ministre israélien se rend à Washington. Face à Bush, il plaide tout d'abord pour une intervention américaine directe contre le site, insistant sur le fait que l'opération doit intervenir rapidement, avant que le réacteur n'entre en fonction. Mais Bush refuse. Les États-Unis n'interviendront pas. « Si vous ne le faites pas, alors Israël s'en chargera », rétorque Olmert. De retour en Israël, il ordonne à l'aviation israélienne de se préparer à détruire la centrale d'Al-Kibar. Ce sera l'objectif de l'opération Orchard.

Selon François Soudan[10], cette opération aurait été menée sur le modèle de celle du 7 juin 1981 (Opéra) contre le réacteur

nucléaire irakien d'Osirak. Mais, à la différence de l'opération Opéra, Orchard n'a jamais été revendiquée par Tel-Aviv, ni même dénoncée par Damas. C'est la parution, dans le *New Yorker*, d'une enquête de l'écrivain et journaliste David Makovsky[11] qui a révélé les détails de la destruction, dans la nuit du 5 au 6 septembre 2007, du réacteur nucléaire d'Al-Kibar.

L'opération commence par une périlleuse mission de renseignement : des commandos de Tsahal s'infiltrent en territoire syrien et installent des dispositifs d'écoute sur les câbles de communication, permettant à l'Unité 8200 d'intercepter quasiment toutes les transmissions militaires syriennes, y compris les échanges entre le président Assad et ses responsables de division[12]. Puis, quelques minutes avant minuit, huit bombardiers F-15 et F-16 décollent de plusieurs bases aériennes israéliennes, volent en direction du nord en suivant la côte libanaise, avant de mettre cap à l'est le long de la frontière syro-turque, puis de piquer vers le sud. Aucun radar syrien ne détecte les appareils israéliens, l'Unité 8200 ayant préalablement réussi à désactiver le système de défense aérienne de Damas. À 0 h 40, le 6 septembre, 17 tonnes d'explosifs sont larguées sur Al-Kibar, réduisant le réacteur à l'état de gravats et tuant une trentaine d'ingénieurs et d'ouvriers présents sur le site, dont une dizaine de Nord-Coréens. Une heure plus tard, les huit bombardiers sont de retour sur leurs bases. Aucun coup de feu, aucun missile n'a été tiré par la défense antiaérienne syrienne. Ehoud Olmert, triomphant, téléphone alors à George W. Bush, en visite en

Australie, et lui annonce : « Je veux juste vous dire, monsieur le Président, que quelque chose qui n'existait pas n'existe plus[13]. »

Au lendemain du raid, l'agence de presse officielle syrienne annonce que des appareils israéliens ont violé l'espace aérien du pays mais que, confrontés à la défense antiaérienne, ils ont dû rebrousser chemin après avoir largué leurs bombes en plein désert, sans causer de pertes humaines ou matérielles. Une position qui sera toutefois contredite fin septembre par Bachar el-Assad lui-même lors d'une interview à la BBC. Selon le président syrien, les avions israéliens auraient visé un bâtiment militaire désaffecté et son pays se réserve le droit de riposter, le moment venu, à cette agression. Mais la riposte ne viendra jamais : on ne déclenche pas une guerre pour une caserne abandonnée. En effet, le président syrien, qui a soigneusement caché à la communauté internationale et à l'AIEA son programme nucléaire militaire, ne peut protester de la destruction d'une installation qui n'est pas censée exister. Ce qui reste du site sera ensuite complètement rasé par les Syriens, rendant toute inspection ultérieure de l'AIEA impossible.

Par ailleurs, les services de renseignement israéliens exercent une étroite surveillance des installations militaires dans lesquelles se trouvent des experts russes, complétée, selon certaines sources, par des opérations d'espionnage conduites en Russie même, afin de pister experts et matériels avant leur départ. Ainsi, des dispositifs d'espionnage sophistiqués, camouflés en rochers, ont été trouvés en 2013

par les Syriens sur une île située en face de la base russe de Tartous, qui accueille de nombreux navires de guerre de l'escadre de la Méditerranée. Cette base est aussi une escale régulière pour les bâtiments iraniens. Les dispositifs techniques trouvés par les Syriens étaient très perfectionnés : ils comprenaient des émetteurs, une caméra vidéo et une antenne parabolique et étaient dotés de batteries longue durée. Ils ont très vraisemblablement été installés par les commandos de la shayetet 13, qui auraient débarqué au moins deux fois sur l'île à partir de sous-marins[14]. Cette surveillance des activités russes est d'autant plus nécessaire aux yeux des Israéliens que les experts envoyés par Moscou ont récemment modernisé les systèmes de radar syriens et mis à jour leurs logiciels dans le but de permettre aux Iraniens – dans le cadre de l'accord de défense Damas-Téhéran – de détecter le plus tôt possible le départ d'une flotte aérienne destinée à bombarder leurs installations nucléaires. L'amélioration de la couverture radar rend désormais possible le suivi d'une large partie de la Méditerranée orientale et permet de détecter des cibles aériennes à des distances allant jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres.

La crise syrienne éclate en mars 2011. En quelques mois, elle connaît un emballement la conduisant vers une guerre civile sans merci à travers trois phases successives : l'amorce d'un mouvement social demandeur de plus de libertés civiles et politiques en résonnance avec les « révolutions » tunisienne et égyptienne de l'hiver et du printemps 2011 ; dans un deuxième temps, ce mouvement prend une coloration plus

confessionnelle. Les mosquées sunnites jouent un rôle de catalyseur tandis que les représentants des Frères musulmans à l'étranger appellent à un durcissement de la contestation. Les leaders du premier « printemps de Damas » et les personnalités de l'opposition intérieure sont dépassés ; enfin, le pays est le théâtre d'une radicalisation confessionnelle débouchant sur des actions terroristes et une confrontation armée rappelant la guerre civile libanaise (1975-1989).

Ainsi, le « printemps syrien », expression à l'origine d'un véritable mouvement populaire et de légitimes revendications à la libéralisation politique, s'est rapidement transformé en une guerre civile et confessionnelle, attisée dans un second temps par les interventions étrangères. En quelques années, des groupes islamistes les plus radicaux ont réussi à renforcer leur influence : comptant de nombreux combattants salafistes étrangers qui constituent ses éléments les plus actifs et les plus violents, ils sont financés et soutenus par les Occidentaux, la Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite, qui souhaitent clairement la chute du régime de Bachar el-Assad. Car si elle s'inscrit à l'origine dans la dynamique des « révolutions » arabes, la situation syrienne s'en distingue toutefois par ses implications internationales, dans la mesure où le dossier iranien conditionne largement la position des acteurs internationaux dans la crise syrienne. En effet, depuis 1980, Damas est l'allié de Téhéran, pays phare de « l'axe du mal » décrété par Washington, que les Américains cherchent à affaiblir par tous les moyens ; tant en raison de son programme nucléaire, de son soutien au Hezbollah libanais,

que de son attitude à l’égard d’Israël. Ce partenariat stratégique irano-syrien est une donnée majeure de la géopolitique régionale. L’Iran dispose avec la Syrie d’un allié fidèle qui lui permet d’étendre son influence dans une zone majoritairement sunnite. Damas, en retour, reçoit une assistance militaire qui lui est d’un grand secours dans le conflit durable qu’elle connaît (armements, troupes, essence, etc.). Enfin, les deux États soutiennent ouvertement le Hezbollah libanais, la Syrie servant de point de passage pour l’approvisionnement en armes de mouvement chiite libanais par Téhéran.

Aussi, pour les monarchies du Golfe, la Syrie fait dorénavant partie de ce que le roi Abdallah de Jordanie a baptisé le « croissant chiite », aux côtés de l’Iran et l’Irak, bien que sa population soit majoritairement sunnite. Elles n’ont donc de cesse, avec le soutien de leurs alliés occidentaux, d’essayer de casser cet « axe chiite » qui unit Damas, Bagdad, Téhéran et le Hezbollah et qui est une source de profonde inquiétude pour elles. Car ne l’oublions pas, les monarchies du Golfe, qui sont des régimes autocratiques, abritent d’importantes minorités chiites. Ainsi, Riyad et Doha ont désigné le régime iranien comme l’ennemi à abattre. C’est pourquoi elles mettent tout en œuvre afin de provoquer la chute du régime de Bachar el-Asssad. Elles cherchent aussi à liquider le Hezbollah libanais. En cela, leur agenda se confond avec celui de Washington et de Tel-Aviv, même si Israël avait appris à « faire avec » le régime baasiste, hostile, certes, mais stable et la plupart du temps rationnel.

En conséquence, depuis bientôt trois ans, la guerre civile, encouragée par des intérêts étrangers, ravage le pays et a commencé à s'étendre au Liban voisin. Surtout, ce conflit fait de la Syrie un nouveau théâtre du djihad vers lequel affluent des combattants islamistes du monde entier. Si l'armée syrienne, affaiblie après plus de deux ans d'âpres combats, ne représente plus une menace pour Israël, il n'en demeure pas moins que le conflit qui déchire son voisin du nord préoccupe considérablement Tsahal, qui craint que l'arsenal chimique et biologique de Damas ne tombe entre des mains plus hostiles encore à l'État hébreu : le Hezbollah et Al-Qaïda. Israël suit de très près l'évolution de la situation, en étroite coopération avec les Américains qui bénéficient également de renseignements de qualité, fournis principalement par la NSA et par les services de deux de ses alliés disposant de frontières communes avec la Syrie : la Jordanie et la Turquie. Les services de renseignement israéliens sont en particulier d'une vigilance extrême concernant les transferts d'armement – notamment les composants de Scud et les missiles antinavire SS-N-26 Yakhont – depuis les installations du CERS, en Syrie, vers le Hezbollah ; et l'État hébreu n'hésite pas à lancer des raids aériens à chaque fois qu'une livraison d'armes est identifiée.

Ainsi, le 30 janvier 2013, l'aviation israélienne a effectué un raid contre deux cibles : un convoi de véhicules transportant des missiles sol-air SA-17 destinés au Hezbollah, frappé à proximité de la frontière libanaise ; et un complexe militaire où étaient apparemment entreposées armes biologiques et

chimiques, situé à une quinzaine de kilomètres au nord de la capitale syrienne. Le raid israélien visait probablement aussi à affaiblir davantage la défense syrienne en détruisant de nouvelles batteries antiaériennes, de manière à pouvoir survoler librement le pays, et à maintenir une surveillance efficace afin d'empêcher tout transfert d'armes sophistiquées syriennes aux combattants libanais du Hezbollah. Puis, le 31 octobre 2013, c'est au tour d'une base militaire syrienne, située au sud de la ville de Lattaquié, d'être victime d'un raid de la Heyl Haavir. Encore une fois, l'objectif de l'opération israélienne était double. D'une part, neutraliser les installations antiaériennes de cette base ; d'autre part, détruire une cargaison de missiles russes SA-8 qu'Israël craignait de voir transférer au Hezbollah. Toutefois, le mouvement chiite libanais serait parvenu à faire passer de Syrie au Liban une douzaine de missiles de croisière antinavire russes et des Scud de longue portée[15].

Au total, au cours de l'année 2013, l'État hébreu a lancé une demi-douzaine d'attaques en territoire syrien. Les dirigeants israéliens n'ont jamais revendiqué officiellement la responsabilité de ces raids, pour éviter que Bachar el-Assad se retrouve dans une situation où il serait contraint de réagir et de contre-attaquer. Cette méthode a, jusqu'à présent, fait ses preuves. Aucune escalade militaire ne s'est produite.

---

*1. Selon une autre version, l'opération aurait eu lieu contre un scientifique syrien dans un palace londonien.

CHAPITRE 12

LE « PLAN DANIEL »

« Le Mossad, l'arme secrète et vitale de la politique étrangère d'Israël. »

Ephraïm Halevy,
Mémoires d'un homme de l'ombre (2006).

Pour les autorités israéliennes, le programme nucléaire iranien est considéré comme une menace majeure contre l'existence de l'État hébreu, avant même le Hezbollah, le Hamas et la Syrie. En conséquence, selon la « doctrine Begin [*1] », celle-ci doit être éradiquée avant qu'elle ne prenne forme.

Une telle attitude apparaît excessive aux yeux des Occidentaux pour trois raisons : d'une part, le programme iranien n'a pas encore abouti et la capacité de fabriquer l'arme atomique ne signifie pas nécessairement l'industrialiser, ni l'utiliser ; d'autre part, Israël disposant d'une force de frappe nucléaire – même s'il ne l'a toujours pas reconnu

officiellement –, il est tout à fait possible d'envisager que si Téhéran en disposait un jour, les deux États parviennent à une dissuasion réciproque ; enfin, les Européens qui ont vécu « l'équilibre de la terreur » pendant les cinquante années de la Guerre froide[1] sont en mesure de « dédramatiser » la menace nucléaire, contrairement à l'État hébreu.

Il convient d'ajouter que, pour les Occidentaux, le programme nucléaire iranien n'est pas tant un problème – même s'il n'est pas accueilli de gaieté de cœur –, qu'un risque de voir bientôt les monarchies sunnites radicales du golfe Persique, adversaires de Téhéran (Arabie Saoudite, Qatar, etc.), se doter à leur tour de l'arme nucléaire – avec l'aide du Pakistan – afin d'assurer leur sécurité. En effet, ces pays et d'autres nations (Turquie, Égypte, Algérie) pourraient tirer prétexte de la rupture des engagement pris par l'Iran en 1970 – certes à l'époque du régime pro-occidental du Shah – lors de sa signature du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) pour se lancer dans la course aux armements.

Or une telle prolifération serait catastrophique d'autant que, malgré leur orientation politique radicale, les dirigeants iraniens apparaissent comme relativement « rationnels » – au moins dans leurs actes – si ce n'est plus responsables que les monarques du Golfe, dont on sait qu'ils soutiennent toujours les Frères musulmans, les salafistes et les djihadistes d'Al-Qaïda. Par ailleurs, l'Iran, qui a notamment connu une guerre dévastatrice contre l'Irak de 1980 à 1988 sait que l'utilisation de la bombe atomique aurait pour conséquence immédiate une

riposte qui anéantirait le pays ; il est probable que ses dirigeants ne l'utiliseraient pas.

Toutefois, le souvenir du génocide hitlérien hante la psyché israélienne : bien que le mouvement sioniste soit apparu plus de cinquante ans avant la Seconde Guerre mondiale, le spectre de destruction totale est moins « théorique » pour les Israéliens que pour d'autres peuples. Cela contribue évidemment à leur intransigeance sur ce dossier : Tel-Aviv s'est juré que cela ne se reproduirait jamais.

Israël considère que Téhéran est la pire incarnation de la menace contre son existence même, tant par son programme nucléaire que par son soutien au Hezbollah et aux mouvements palestiniens – au moins jusqu'à l'éclatement de la guerre en Syrie – opérant contre son territoire et ses ressortissants partout dans le monde. Aussi, les dirigeants de l'État hébreu sont décidés à interrompre à tout prix le développement des activités atomiques de Téhéran. Cette mission est la priorité des services, mais une action militaire est également sérieusement envisagée, quitte à déclencher une conflagration régionale, voire mondiale, aux conséquences dévastatrices. Cela reste vrai malgré l'élection récente d'Hassan Rohani à la présidence de la République islamique iranienne et la signature d'un accord en novembre 2013, qui laissent entrevoir une possible normalisation entre Téhéran et Washington. Ces développements sont appréhendés avec beaucoup d'inquiétude en Israël, qui reste convaincu que l'Iran joue double jeu pour « berner » les Occidentaux, comme

l’avait fait la Corée du Nord dans le cadre du programme Kedo afin de gagner du temps pour faire aboutir son programme.

Ainsi, parallèlement aux sanctions prises par la communauté internationale pour obliger Téhéran à cesser le développement de son programme nucléaire et à autoriser les visites des inspecteurs de l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA), la guerre secrète s’intensifie contre Téhéran. Elle comprend deux volets complémentaires : d’une part, une intense activité de renseignement, afin d’obtenir le maximum d’informations sur les projets de Téhéran, ses moyens et ses réseaux d’approvisionnement. D’autre part, un véritable affrontement clandestin, à coups de sabotages, d’attentats et d’assassinats afin de ralentir le programme. Les principaux services engagés dans ces opérations clandestines sont le Mossad, Aman – *via* l’Unité 8200 –, la CIA et la NSA américaines. En face, les Iraniens rendent coup pour coup, *via* leur ministère du Renseignement et de la Sécurité (VEVAK) et le Corps des gardiens de la révolution (pasdarans). Au sein de celui-ci, c’est le Directorat du renseignement et la Force Al-Qods qui sont concernés ; le premier assure le recueil de renseignements opérationnels, le second conduit les actions de rétorsion[2].

Les opérations de renseignement israélo-américaines

Le premier acte de cette guerre secrète a été l'opération Shockwave, lancée à la fin des années 1990. Conçue par Cofer Black – ex-coordinateur pour la lutte antiterroriste au département d'État, puis chef du Counterterrorism Center (CTC) de la CIA de 1999 à 2002 –, elle était destinée à perturber les opérations de renseignement iraniennes dans le monde. Le Mossad y a ponctuellement collaboré.

La CIA a d'abord constitué une base de données contenant les noms et adresses de tous les officiers de renseignement du VEVAK et des pasdarans en poste dans le monde qu'elle a pu identifier. Ensuite, elle monta une vaste action de compromission : ils reçurent tous la visite d'une équipe locale de la CIA accompagnée de personnels des forces de sécurité fortement armés. Les représentants du renseignement américain leur « proposèrent » alors de faire défection à l'Ouest, faute de quoi leurs noms et photos seraient largement diffusés, y compris aux services de renseignement du pays hôte, ce qui signifiait, dans la majorité des États, l'emprisonnement, la torture, voire la mort.

Quelques officiers du VEVAK et certains pasdarans acceptèrent et devinrent des sources de la CIA. Beaucoup d'autres retournèrent en Iran et n'ont jamais été vus de nouveau à l'étranger. Par cette opération, la CIA aurait réussi à semer le doute et la peur chez les Iraniens. Ils ont été longtemps occupés à essayer de comprendre qui avait été exposé, qui avait fait défection, qui étaient les agents doubles et qui n'avait jamais rendu compte des démarches de la CIA à ses supérieurs. Selon les Américians, la paranoïa se répandit

comme la peste dans les services iraniens que le plan de Black perturba sérieusement[3]. Toutefois, il convient de pondérer ce bilan de l'opération. En effet, compte tenu de la rusticité de l'organisation du VEVAK et des pasdarans, cela n'a pas dû les affecter aussi gravement que la CIA l'a affirmé.

Parallèlement, au début des années 2000, l'Unité 8200 crée une division spéciale chargée de suivre les communications iraniennes. Elle intercepte notamment les conversations téléphoniques entre l'Iran et le Pakistan liées au programme nucléaire de Téhéran. Au sein du Mossad, c'est le département Nabak, spécialisé dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive qui suit le dossier iranien.

Puis, la Division contre-prolifération de la CIA lance, en 2005, un programme top secret appelé « Fuite des cerveaux », qui va durer plusieurs années. Son objet est d'amener certains des meilleurs scientifiques iraniens à quitter l'Iran pour obtenir d'eux des renseignements sur le programme nucléaire de Téhéran et ralentir son développement. Ainsi, entre 2005 et 2008, quatre scientifiques iraniens se sont réfugiés aux États-Unis et ont fourni des informations essentielles notamment concernant une usine d'enrichissement d'uranium construite à proximité de la ville sainte de Qom, qui n'était pas accessible aux inspecteurs de l'ONU[4].

Mais l'action la plus marquante a été la défection, en février 2007, d'Ali Reza Asghari, général des pasdarans et ancien vice-ministre iranien de la Défense. Curieusement, le

Mossad et la CIA se sont renvoyés la balle quant à la responsabilité de l'opération, qui semble en réalité avoir été conduite en collaboration. Un responsable du renseignement américain déclara qu'Asghari était un agent du Mossad depuis 2003 et qu'il n'avait dû quitter l'Iran que parce que son double jeu était sur le point d'être découvert. Puis, un autre révéla au *Washington Post*, le 8 mars 2007, que c'était le Mossad qui avait organisé sa défection. Les Israéliens ont réfuté cette version. Selon eux, il aurait été recruté par la CIA en 2005 et lui aurait livré pendant deux ans des renseignements de la plus haute importance qui ont conduit au durcissement de la politique américaine à l'égard de l'Iran. Pour Danny Yatom, ancien chef du Mossad, Asghari est un « très gros calibre », car il a occupé des responsabilités opérationnelles de très haut niveau chez les pasdarans pendant de longues années au Liban.

Toujours est-il que début 2007, craignant d'être découvert, Asghari profite d'un voyage d'affaires à Damas pour passer clandestinement en Turquie, où ses officiers traitants, prévenus, le récupèrent et l'exfiltrent hors du pays. La planification de cette opération a pris plusieurs mois et semble avoir été compliquée, mais débouche finalement sur un succès. Asghari a ensuite été emmené sur une base militaire américaine et son débriefing a immédiatement commencé. Les informations qu'il a livrées ont été vérifiées et exploitées dans les moindres détails. Il a révélé à ses interrogateurs un programme iranien d'enrichissement d'uranium utilisant des faisceaux laser, jusqu'alors inconnu, car dissimulé au sein

d'une usine d'armement à proximité de la centrale de Natanz. Il a par ailleurs fourni des renseignements clés au sujet du financement par l'Iran d'un réacteur syrien, qu'Israël détruitra sept mois plus tard.

Le débriefing a été conduit avec l'aide d'une équipe de scientifiques du Pentagone, spécialistes du nucléaire, qui ont participé à tous les interrogatoires d'agents iraniens. Sur la base de ces divers témoignages, ces experts ont pu recréer des maquettes informatiques en trois dimensions des installations où les scientifiques iraniens ont travaillé, qui ont pour but de servir à la préparation des missions des forces spéciales et de l'US Air Force en cas d'attaque des installations iraniennes[5].

Quelques mois plus tard, en novembre 2007, intervient la démission surprise d'Ali Larinaji, secrétaire du Conseil suprême de la Sécurité nationale et négociateur iranien du nucléaire. Cette décision du régime semble avoir été une mesure de prudence des autorités de Téhéran qui craignaient que ce responsable de haut niveau ait été recruté par la CIA ou le Mossad.

Si l'essentiel des opérations de renseignement se font en étroite coopération entre Israéliens et Américains, d'autres pays occidentaux n'hésitent pas à apporter leur soutien. C'est notamment le cas de l'Allemagne, dont le service de renseignement extérieur (BND) a aidé le Mossad, au milieu de années 2000, dans le recueil de renseignements relatifs à l'Iran, en vue d'une opération contre les installations nucléaires, avant que l'affaire ne soit connue et portée devant le Bundestag.

Pour Israël, les renseignements accumulés ne laissent planer aucun doute : contrairement à ses allégations, Téhéran est clairement en train de développer un programme nucléaire à des fins militaires, ce que ne peut tolérer l'État hébreu. Tel-Aviv est donc décidé à agir en frappant vite et fort. Toutefois, le délenchement de raids aériens contre les sites iraniens, opération qui devait avoir lieu en coopération avec les Américains, est supendue en raison de l'évolution de la perception américaine des enjeux régionaux : le Pentagone considère qu'une telle action pourrait déclencher un embrasement du Moyen-Orient. Israël s'est alors déclaré prêt à agir seul, mais Washington a une nouvelle fois fait pression sur son allié pour qu'il n'en fasse rien... à son grand dam. Toutefois, le raid mené par l'aviation israélienne le 6 septembre 2007, contre le réacteur nucléaire syrien en construction dans la région de Deiz ez Zor (opération Orchard), doit être également analysé comme un avertissement sans frais à l'intention de Téhéran.

Au demeurant, la volonté belliqueuse des autorités de Tel-Aviv ne fait pas l'unanimité en Israël même. Il existe un vrai débat dans le pays sur ce sujet, y compris au sein de l'institution militaire. L'un des opposants les plus en vue à des frappes aériennes a été Meïr Dagan, le directeur du Mossad. Avant de quitter son poste, en 2011, il a eu l'occasion d'exprimer son opinion : il ne croit pas que l'Iran sera en mesure de construire une bombe nucléaire avant 2015, voire plus tard. Le message de Dagan est clair : s'il ne nie pas le danger, il s'oppose à une guerre avec l'Iran parce qu'il craint

qu'elle ne s'étende à toute la région. En revanche, il recommande la multiplication des opérations clandestines de sabotage du programme de Téhéran, de manière à retarder indéfiniment la création d'une bombe[6].

Le « Plan Daniel » : les actions clandestines israéliennes de sabotage du programme nucléaire iranien

À défaut de pouvoir réaliser des frappes aériennes contre les sites iraniens, Tel-Aviv et Washington ont confié à leurs services spéciaux la mission de ralentir l'effort militaire nucléaire de Téhéran. Dès 2004, le Mossad a remis à Ariel Sharon un rapport baptisé « Plan Daniel » qui préconisait des « actions préventives clandestines comme l'assassinat de savants iraniens et le sabotage des installations nucléaires ». Il a été aussitôt mis en œuvre sous l'impulsion de Dagan. Depuis dix ans, de nombreuses opérations destinées à saboter le développement du programme nucléaire iranien se multiplient : attaques contre les systèmes informatiques civils et militaires, sabotage des approvisionnements et des installations, assassinats de scientifiques, etc.

Le premier volet est celui du cybersabotage. Depuis le début des années 2000, l'Unité 8200 coopère étroitement avec la NSA pour développer des cyberattaques contre les systèmes de contrôle du programme nucléaire iranien. À partir de 2005, les services spéciaux israéliens et américains ont lancé diverses opérations de sabotage industriel en utilisant des scientifiques iraniens ou des experts originaires d'Europe de l'Est. La plupart de ces individus auraient été manipulés à leur insu et n'étaient pas au courant du jeu auquel ils participaient. Ils ont notamment livré à l'Iran des matériels et des logiciels piégés ou défectueux qui ont infecté ou perturbé le programme iranien.

Surtout, à partir du milieu des années 2000, les experts des deux services – avec l'aide du BND allemand qui aurait amené la firme Siemens à collaborer – mettent au point Stuxnet, un ver informatique ultrasophistiqué qui va prendre pour cibles les ordinateurs de contrôle des installations industrielles iraniennes d'enrichissement de l'uranium (opération Olympic Games). L'opération est un modèle du genre. Après l'inoculation d'un *spyware* afin de scanner et d'analyser la configuration du réseau informatique de la centrale de Natanz, les geeks de la NSA et de l'Unité 8200 développent leur « bug ». Il est considéré comme le premier logiciel malveillant (*malware*) capable de saboter des systèmes industriels.

Comme l'explique Ralph Langner, expert américain en sécurité informatique[7], il y a eu en fait deux opérations Stuxnet, correspondant à deux virus aux caractéristiques

différentes et à deux attaques informatiques conduites à des dates distinctes. L'attention de la majorité des médias – et de certains experts – s'est portée sur la seconde attaque, la plus récente, qui a consisté à accroître la vitesse des rotors des centrifugeuses et qui a été découverte assez rapidement en raison des effets qu'elle a provoqués. En revanche, la première attaque est bien moins connue, car elle a été plus sophistiquée et furtive. Il est intéressant de les étudier plus en détail.

Stuxnet 1 a eu pour but de provoquer une surpression excessive dans les centrifugeuses servant à l'enrichissement d'uranium, en sabotant leur système de contrôle et de sécurité des « cascades » de Natanz. Cette usine, essentielle pour le programme nucléaire iranien, regroupe en effet 4 000 centrifugeuses de type IR-1. Celles-ci sont obsolètes, issues d'un modèle de conception européenne de la fin des années 1960, qui a été marginalement amélioré par l'équipe nucléaire pakistanaise du professeur Abdul Qader Khan[*2], après qu'elle en eut volé les plans. L'IR-1 est entièrement métallique et fonctionne de façon relativement fiable si les pièces sont fabriquées avec précision et si quelques composants critiques (convertisseurs de fréquence, lecteurs de couple, etc.) sont disponibles.

Toutefois, les Iraniens n'ont jamais atteint un haut degré de fiabilité lors de la fabrication de ces appareils. Ils ont donc dû se résigner à les faire fonctionner en mode altéré, c'est-à-dire en limitant la pression lors de leur utilisation. En effet, un abaissement de la pression provoque un stress mécanique moindre sur les rotors des centrifugeuses, réduisant ainsi le

nombre de celles qui doivent être mises hors service en raison des dommages occasionnés par le rotor. Mais moins de pression signifie aussi moins de débit, et donc moins d'efficacité. Au mieux, l'IR-1 de fabrication iranienne s'avère deux fois moins performante que le modèle européen à partir duquel elle a été copiée. Cette centrifugeuse n'en constitue pas moins la colonne vertébrale de l'effort iranien d'enrichissement de l'uranium. Les chercheurs ont cependant réussi à produire l'IR-1 en quantité industrielle. Ainsi, ils ont pu compenser son manque de fiabilité et de performance par le volume. Dès lors qu'il leur a été possible de fabriquer les centrifugeuses plus rapidement qu'elles ne se détruisaient, ils ont pu accepter une perte régulière de machines pendant le fonctionnement[8].

Mais pour faire fonctionner leurs centrifugeuses en cascades, les Iraniens ont dû quelque peu bricoler. En effet, il s'agit d'un assemblage et d'un processus industriel complexe qui ne tolère guère la mort régulière des équipements qui le composent. Les scientifiques iraniens ont alors astucieusement élaboré un système de contrôle qui permet au processus d'enrichissement de se poursuivre, même lorsque des centrifugeuses s'arrêtent régulièrement de fonctionner. En revanche, pour assurer la sécurité des cascades, ils ne disposaient que d'un système de protection unique. Celui-ci peut être considéré comme un petit ordinateur embarqué connecté directement sur les équipements à contrôler. C'est un élément essentiel du programme : sans lui, les IR-1 sont à peu près inutiles. Le système de contrôle et de sécurité de

Natanz utilise les contrôleurs industriels Siemens S7-417 qui actionnent les vannes et les capteurs de pression des cascades pouvant compter jusqu'à 164 centrifugeuses chacune.

Stuxnet 1 a été conçu pour infecter ces contrôleurs industriels, en prendre le contrôle et en modifier le fonctionnement. Un contrôleur infecté peut être déconnecté de la réalité physique sur commande. Lors de la séquence d'attaque, qui a lieu environ une fois par mois, le système de contrôle ne « voit » alors que ce que Stuxnet 1 veut lui faire voir. En revanche, dans la salle de contrôle, tout semble normal, aussi bien pour les opérateurs humains que pour les alarmes logicielles existantes.

C'est alors que Stuxnet 1 passe à l'action : il ferme les vannes d'isolement durant plusieurs des étapes de l'enrichissement d'uranium, ce qui bloque l'écoulement de gaz dans les cascades. Cela entraîne une augmentation de la pression dans les centrifugeuses et impose des contraintes mécaniques supplémentaires sur le rotor. Pire, l'augmentation de la pression pourrait conduire le gaz à se solidifier, ce qui endommagerait gravement la centrifugeuse. L'action de Stuxnet 1 se poursuit jusqu'à ce que les agresseurs décident que l'effet obtenu est atteint, en se basant sur le suivi de l'état des centrifugeuses. En effet, l'objet de cette première attaque informatique contre les systèmes iraniens n'est pas la destruction totale des centrifugeuses, mais au contraire un sabotage indécelable, qui multiplie les incidents pouvant affaiblir le système, tout en s'assurant que ceux-ci n'apparaissent que comme des dysfonctionnements

techniques. Il est donc essentiel d'empêcher l'apparition de dégats catastrophiques[9].

La seconde variante de Stuxnet est apparue en 2009. Elle est presque entièrement différente de la précédente. D'une part, elle est plus simple et beaucoup moins discrète que Stunex 1 ; d'autre part, elle cible un élément différent du processus d'enrichissement : le moteur qui commande la vitesse du rotor des centrifugeuses.

La vitesse normale de fonctionnement du rotor de la centrifugeuse IR-1 est de 63 000 tours par minute. Stuxnet 2 conduit son attaque de la manière suivante : dans un premier temps, il accroît cette vitesse à 84 600 tours par minute, pendant quinze minutes, ce qui provoque l'arrêt de toutes les centrifugeuses d'une cascade (la vitesse des rotors retombe alors à 120 tours par minute) ; puis, dans un second temps, il accélère à nouveau, pendant cinquante minutes. Or le rotor de l'IR-1 doit passer à travers ce qu'on appelle des vitesses critiques avant d'atteindre sa vitesse de fonctionnement normale. Chaque fois qu'un rotor traverse ces vitesses critiques, il peut se casser. C'est ce que provoque Stuxnet 2. Si un rotor se brise, le système de protection de la cascade entre en jeu pour isoler la centrifugeuse concernée. Mais si plusieurs rotors sont simultanément victimes d'un tel incident, les opérateurs iraniens sont immédiatement conduits à se poser la question de savoir pourquoi, tout à coup, tant de centrifugeuses deviennent hors service simultanément. David Albright, un expert américain qui a étudié Stuxnet, a découvert que début 2010 l'Iran avait mystérieusement mis

hors service un millier de centrifugeuses, soit un dixième du stock total de l'usine de Natanz[10]. Les créateurs de Stuxnet 2 ont donc accepté le risque que l'attaque soit détectée par les opérateurs.

Ce nouveau Stuxnet se propage également de manière différente. Stuxnet 1 a dû être installé physiquement sur un ordinateur du système, par une action humaine, consciente ou inconsciente. En raison du renforcement des mesures de sécurité iraniennes, ce mode d'accès direct n'a pas été possible pour Stuxnet 2, qui a été installé sur un ou plusieurs ordinateurs – ou clés USB – extérieurs au système (sous-traitants, maintenance, etc.), par le biais desquels il a pu infecter sa cible finale. Mais il a été tout aussi efficace que son prédécesseur[11].

Il est toutefois très difficile d'évaluer l'ampleur des dégâts causés par les virus Stuxnet. En septembre 2010, la société de sécurité informatique américaine Symantec a estimé que plus de trente mille systèmes informatiques avaient été infectés en Iran[12]. Pourtant, certains observateurs ont parlé d'un échec de Stuxnet, qui ne serait pas parvenu, selon eux, à détruire un grand nombre de centrifugeuses ni à réduire significativement la production d'uranium enrichi en Iran. C'est une mauvaise analyse de la situation. En effet, la destruction massive des centrifugeuses n'a jamais été l'intention des concepteurs de Stunex 1. Des dommages importants ont été causés par ce *malware*, mais cela s'est manifesté sous la forme d'accidents et non sous celle d'attaques visibles. Les concepteurs du premier virus ont choisi de multiplier les incidents périodiques pour

altérer le fonctionnement du système, afin de réduire la durée de vie des centrifugeuses et de faire apparaître le système de contrôle comme peu fiable et imprévisible aux yeux des ingénieurs iraniens. Il s'agissait de provoquer leur incompréhension et leur frustration mais non leur méfiance.

Une telle approche était pertinente. En effet, lorsque Stuxnet 1 a été créé, l'Iran maîtrisait la production de centrifugeuses IR-1 à l'échelle industrielle. Au cours de l'été 2010, lorsque débutent les attaques de Stuxnet 1, les Iraniens exploitaient environ 4 000 centrifugeuses et en avaient 5 000 autres en stock, prêtes à être mises en service immédiatement. La destruction d'une partie d'entre elles n'aurait pas mis en péril la production, ainsi que l'a montré, en 1981, au Pakistan, la destruction catastrophique de 4 000 centrifugeuses lors d'un tremblement de terre ; cela n'a pas empêché Islamabad d'obtenir la bombe. Selon l'estimation réalisée par Ralph Langner, Stuxnet 1 a généré un retard de deux ans du programme nucléaire iranien. Une destruction simultanée de toutes les centrifugeuses n'aurait pas permis un tel résultat. Cette approche a également présenté un autre intérêt : elle a rendu les ingénieurs iraniens fous, beaucoup se sont mis à douter de leur capacité à faire fonctionner une usine dont la conception remontait aux années 1970 [13].

Stuxnet 2 répondait lui à un objectif différent : détruire rapidement un grand nombre de centrifugeuses. Le risque que les Iraniens réalisent qu'ils faisaient l'objet d'une cyberattaque en règle n'était plus le principal souci des attaquants. D'ailleurs, Téhéran a officiellement reconnu que plusieurs

centrifugeuses du site de Natanz avaient été mises « hors service » par des « logiciels installés sur des équipements électroniques ». Pour l'AIEA, ce sont toutes les centrifugeuses de Natanz qui ont été arrêtées au moins vingt-quatre heures en novembre 2010. Ainsi, il semble que les priorités de cette cyberguerre contre les installations nucléaires iraniennes aient considérablement évolué au cours de sa mise en œuvre. Les différences marquées entre les deux versions de Stuxnet illustrent l'évolution des priorités des attaquants, vraisemblement due à un changement d'équipe. Surtout, en analysant les deux versions de Stuxnet, il est possible de mesurer combien leur développement est complexe et va bien au-delà de la conception d'un simple logiciel malveillant. Il s'agit là d'un projet particulièrement coûteux en raison des contraintes que se sont imposés les attaquants. Il n'y a donc aucun doute que Stuxnet a été créé par des équipes étatiques, réunissant des compétences diversifiées, de très haut niveau, disposant d'importantes ressources financières et de renseignements top secret sur leurs cibles[14].

Bien que l'opération Olympic Games appartienne au passé, les attaques se poursuivent : Ali-Akbar Akhava, l'un des dirigeants de l'Organisation de défense passive, chargée de combattre les cyberattaques, a déclaré qu'un virus avait touché, en 2012, plusieurs sites industriels de la province d'Hormozgan, avant d'être maîtrisé. « Les ennemis attaquent, sans relâche, les sites industriels iraniens, à travers les réseaux informatiques, dans le but de créer des perturbations ». Ce qui est nouveau, c'est que ce ne sont plus

seulement les installations nucléaires qui sont visées, mais également tous les sous-traitants qui interviennent à leur profit. Ainsi, l'entreprise Tavanir de Bandar Abbas, un producteur d'électricité régionale, a été la cible d'attaques informatiques[15].

En complément de ces attaques informatiques, les Israéliens recourent à des méthodes plus classiques et plus spectaculaires : les attentats contre les sites nucléaires et les usines de missiles balistiques.

En 2005, plusieurs accidents d'avion mystérieux se sont produits en Iran, provoquant la mort de dizaines de membres des pasdarans, dont plusieurs officiers supérieurs. Dans les années qui ont suivi, des entrepôts européens où étaient stockés des matériels destinés au programme nucléaire de Téhéran sont mystérieusement partis en fumée, tout comme certains navires transportant des équipements vers les ports iraniens[16].

Puis, le 12 novembre 2011, vers 13 h, une explosion de très forte puissance a lieu sur la base militaire Al-Ghadil, abritant le commandement des missiles des forces aériennes des Gardiens de la révolution, l'un des sites les plus sécurisés d'Iran, situé à 45 kilomètres à l'ouest de Téhéran, où sont stockés des missiles à longue portée Shahab 3 et Sajil 2 pouvant emporter à terme des armes nucléaires. La déflagration a été ressentie jusque dans la capitale iranienne. Les autorités réagissent immédiatement en affirmant que l'explosion était due à un incident survenu lors du transfert de

munitions sensibles. Il est difficile d'affirmer catégoriquement qu'il s'agit d'un sabotage, car certaines sources font état d'un accident s'étant produit au moment où les pasdarans tentaient d'adapter une tête explosive, préfigurant une future charge nucléaire, sur un Shahab 3. Le bilan est très lourd : trente-six d'entre eux sont tués, dont le brigadier général Hassan Tehrani-Moghaddam, commandant du programme des missiles de longue portée des pasdarans et l'un des acteurs majeurs du projet nucléaire[17].

Le même jour, une autre explosion, encore plus importante, suivie d'incendies, survient dans des conditions analogues sur la base de missiles Amir al-Momein à Khorramabad, à 500 kilomètres au sud-ouest de Téhéran. Dix-huit personnes y sont tuées et quatorze autres blessées. En raison de la distance séparant ces deux lieux, il ne peut s'agir de réaction en chaîne suite à un incident, mais bien d'une opération clandestine parfaitement coordonnée, dont le but était double : ralentir les recherches en matière de missiles et impressionner les personnes impliquées dans ces travaux. Le ministre de la Défense israélien a d'ailleurs profité de l'occasion pour déclarer, le lendemain de ces événements : « Je ne connais pas les détails de ces explosions mais, il serait souhaitable qu'elles se multiplient. »

Si des attentats contre les installations nucléaires se sont régulièrement produits ces dernières années, c'est dans le domaine de l'élimination des cadres du programme nucléaire que les opérations ont été les plus nombreuses.

Les tentatives israéliennes afin d'éliminer des dirigeants de Téhéran ne sont pas nouvelles, en 1985, le Kidon avait piégé un exemplaire du Coran avec de l'explosif et l'avait envoyé à Ali Akbar Mohtashamipur, l'ambassadeur d'Iran en Syrie. Mais si auparavant ces actions visaient à « punir » ceux qui apportaient un soutien trop marqué aux groupes palestiniens et au Hezbollah libanais, depuis la fin des années 2000, les assassinats ciblent en priorité tous ceux qui collaborent étroitement au développement du programme nucléaire de Téhéran.

Dès juillet 2001, le colonel Ali Mahmoudi Mimand l'un des « pères » du programme balistique iranien est retrouvé tué par balle dans son bureau.

En janvier 2007, le physicien atomiste Ardeshir Hassanpour décède mystérieusement suite à une « intoxication due au gaz » dans une usine de conversion d'uranium à Ispahan. Ce scientifique produisait de l'hexafluorure d'uranium, gaz nécessaire pour enrichir l'uranium. La version officielle est celle d'un accident, mais selon certaines sources, d'autres techniciens auraient également trouvé la mort lors du même incident qui serait en fait un empoisonnement aux matières radioactives. Et certains voient dans cette mort suspecte la main du Mossad.

Puis, le 12 janvier 2010, Massoud Ali Mohammadi est assassiné devant son domicile par l'explosion d'une moto piégée. Physicien à l'université de Téhéran, il travaillait également au profit des pasdarans.

Le 29 novembre 2010 – alors que Meïr Dagan quitte le Mossad –, c'est au tour de deux scientifiques appartenant à l'élite de la recherche nucléaire en Iran, d'être l'objet d'attentats alors qu'ils se rendent à l'université pour y donner leurs cours. Le premier, le docteur Majid Shahriari, se trouve dans une voiture conduite par un chauffeur en compagnie de son épouse, lorsque deux motards s'approchent du véhicule et y fixent une mine magnétique. L'engin explose quelques secondes plus tard, après que les motocyclistes ont pris la fuite. Seule sa femme survit à l'attaque. Quelques minutes plus tard, le même scénario se reproduit un peu plus loin, mais avec moins de réussite. En effet, la seconde cible, le professeur Fereidoun Abassi-Davani, s'aperçoit que deux motards viennent de fixer quelque chose sur la carosserie de sa voiture alors qu'il conduit. Il sort alors en catastrophe du véhicule avec son épouse, juste avant que la bombe n'explose, les blessant légèrement[18].

Ces attaques se caractérisent par deux points communs. D'une part, les professions des cibles : Massoud Ali Mohammadi participait au projet Sésame patronné par l'UNESCO, prévoyant la construction d'un accélérateur de particules en Jordanie ; le professeur Majid Shahriari était enseignant au sein du département d'ingénierie nucléaire de l'université Shahid Beheshti et membre fondateur de la Société nucléaire d'Iran. En tant que spécialiste de la fission nucléaire – sa spécialité était le transport de neutrons, un processus qui joue un rôle central dans les réactions en chaîne dans les réacteurs –, il était en charge de grands projets au

sein de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), en particulier de la réalisation d'un cœur de réacteur nucléaire. Enfin, le professeur Fereidoun Abbassi – le seul à avoir survécu – est un physicien expert en lasers et l'un des rares spécialistes iraniens en matière de séparation d'isotopes. Ce procédé est crucial dans la fabrication de combustible d'uranium pour les centrales nucléaires. Il est aussi utilisé pour fabriquer des armes nucléaires à uranium enrichi. Le professeur Abbassi est également membre des pasdarans. Depuis 2007, il figure sur la liste, émise par l'ONU, des Iraniens soumis à des sanctions pour leur rôle dans le développement du programme nucléaire militaire de Téhéran. Trois mois après l'attaque à laquelle il a miraculeusement échappé, Abbasi est devenu le chef de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran.

L'autre trait commun est le grand professionnalisme des attaques. Ces opérations ont chacune nécessité une identification précise des cibles, ainsi que le repérage des lieux et un *timing* très rigoureux. Le piégeage d'une motocyclette s'est avéré être une « première » en Iran. Cela n'est pas sans rappeler la technique utilisée en 2008 par le Kidon pour l'élimination d'Imad Mughniyeh. Dans les deux autres cas, des charges à effet dirigé ont été utilisées. Or ce type de bombe magnétique de taille réduite n'est pas un matériel courant en Iran. Elles étaient destinées à tuer la cible en n'occasionnant que des dégâts collatéraux minimes[19].

Les Iraniens ont immédiatement accusé Israël et les Occidentaux d'être responsables de ces trois attentats.

Toutefois, la responsabilité étrangère n’est probablement qu’indirecte. En effet, ces attaques semblent avoir été conduites par les membres de groupes d’opposition iraniens ayant bénéficié d’une instruction prodiguée par des professionnels, vraisemblablement les artificiers du Mossad[20]. Téhéran dénonce régulièrement – à juste titre, mais sans jamais en apporter de preuve – le soutien apporté par les services israéliens, américains et britanniques aux divers groupes armés d’opposition opérant depuis l’étranger : l’Organisation des moudjahiddines du peuple iranien (OMPI), réfugiée en Irak, le Jundallah et les groupuscules royalistes. Ces dernières années, les actions du second mouvement se sont accrues avec le soutien du Mossad. S’ils ne mettent pas en péril la stabilité du pays, ces groupes représentent tout de même pour le régime iranien une cause de préoccupation réelle[21]. Meïr Dagan, tout en ne revendiquant aucun de ces assassinats, s’est réjoui de leur effet psychologique sur les autres experts nucléaires iraniens : certains ont demandé à être transférés sur des projets civils, d’autres ont changé de domicile et bénéficient désormais d’une protection rapprochée.

Face à ces attaques qui ont marqué l’opinion iranienne, la réaction des autorités a été de produire la confession télévisée d’un soi-disant auteur d’attentat : Majid Jamali Fash. Ce dernier a publiquement reconnu avoir assassiné le physicien nucléaire Massoud Ali Mohammadi en utilisant une bombe commandée à distance, à Téhéran, le 12 janvier 2010. Il a déclaré avoir commis cet acte sur l’ordre et avec le soutien du Mossad, qui l’avait préalablement formé en Israël, où avait été

reconstituée la rue de Téhéran dans laquelle résidait la cible. À son retour en Iran, les Israéliens lui auraient alors fourni le matériel nécessaire pour l'attentat (la moto et la bombe), ainsi qu'une somme de 30 000 dollars. Cette confession est très douteuse et semble relever de la pure propagande. Mais c'est la première fois que les Iraniens reconnaissent officiellement que leurs ennemis ont la capacité de mener des opérations jusqu'au cœur de Téhéran[22].

Les assassinats n'ont toutefois pas cessé et les Iraniens ne sont pas les seuls à être ciblés. Le 20 juin 2011, cinq ingénieurs russes ayant contribué au démarrage de la centrale nucléaire de Bushehr trouvent la mort lors de l'« accident » de leur Tupolev 134 au-dessus de Petrozavodsh, au nord de Moscou. Ces scientifiques venaient de réparer les dégâts occasionnés par le virus informatique Stuxnet, qui a retardé le programme d'enrichissement d'uranium de Bushehr. En juillet 2011, Darioush Rezaeinejad, un autre scientifique impliqué dans le programme nucléaire, trouve également la mort dans des conditions qui ne laissent subister aucun doute. Puis, le 11 janvier 2012, un nouvel expert nucléaire passe de vie à trépas : Mostafa Ahmadi-Roshan, un chimiste de 32 ans travaillant dans l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz. Une nouvelle fois, c'est la technique de la bombe magnétique fixée sur son véhicule par deux motards qui a été employée.

Alors qu'aucune autre élimination ne semble avoir eu lieu en 2012, les assassinats ont repris fin 2013. Le commandant du programme de cyberguerre iranien, Mojtaba Ahmadi, est assassiné le 3 octobre 2013. L'homme a été retrouvé mort

dans une zone boisée au nord-ouest de la capitale avec deux balles dans la poitrine. La police locale a déclaré que deux motards étaient impliqués dans l'assassinat. Cette nouvelle attaque a relancé les accusations contre les services de pays étrangers qui exécutent des personnalités clés de l'appareil de sécurité du pays[23]. Le 10 novembre, à Téhéran, le vice-ministre de l'Industrie, Safdar Rahmat Abadi, est à son tour abattu de deux balles alors qu'il montait dans sa voiture dans la capitale iranienne. Le ou les tireurs se trouvaient à l'intérieur du véhicule. Cette affaire, au sujet de laquelle on sait encore peu de choses, pourrait toutefois avoir une autre origine qu'un service ennemi.

Les impacts sur le programme iranien

La stratégie préconisée par Meïr Dagan et formalisée dans le « Plan Daniel » paraît avoir été payante. L'efficacité des opérations secrètes s'observe à de nombreux niveaux. Des scientifiques civils et militaires iraniens ont été éliminés les uns après les autres ; une partie de l'équipement utile à l'Iran pour son programme nucléaire s'est fréquemment révélé défectueux, voire piégé ou est parti en fumée avant de lui être livré. Les gouvernements américain et européens ont en effet convaincu les entreprises du monde entier de vendre aux Iraniens des composants avec des défauts indétectables ; une

grande quantité d'incidents et d'accidents, dus à des sabotages, ont eu lieu, détruisant les chaînes de production de missiles ou les infrastrutures destinées à l'enrichissement de l'uranium ; un virus informatique a fait des ravages sur les systèmes de contrôle de la centrale de Natanz, provoquant la perte de dizaines de centrifugeuses, etc.

Tout cela a indéniablement contribué à retarder le programme nucléaire de Téhéran. Pourtant, en 2010, les Iraniens sont parvenus à maîtriser la technologie nécessaire pour fabriquer une bombe[24]. Néanmoins, lorsque l'on compare le déroulement des programmes d'enrichissement d'uranium pakistanais et iranien, force est de constater une différence notable : le Pakistan a réussi à produire de l'uranium faiblement enrichi en seulement deux ans, en partant de rien, sans disposer des dernières technologies de commande numérique et avec des ressources financières plutôt limitées en raison de la conjoncture économique que connaissait alors le pays. Le même résultat a coûté à l'Iran plus de dix ans d'effort, malgré l'aide d'Abdul Qader Khan et de son équipe, et des moyens financiers abondants provenant de la vente de pétrole brut. Si les ingénieurs iraniens n'ont pas eu le sentiment d'être incompétents avant 2010, ils ont eu certainement ce sentiment frustrant depuis que Stuxnet a infiltré leurs systèmes[25].

Toutefois, l'opération Olympic Games paraît avoir eu des conséquences inattendues. En effet, lorsque des virus informatiques ultrasophistiqués créés par des agences gouvernementales sont lâchés dans la nature, ils deviennent

vite incontrôlables. Selon l'expert en sécurité informatique Eugene Kaspersky, c'est ce qui serait arrivé avec Stuxnet, qui aurait infecté le réseau de centrales nucléaires de la Russie, alors même que ce dernier n'est pas connecté à Internet. Le virus, destiné à nuire à l'Iran, pourrait y avoir provoqué des dommages non négligeables. Certains spécialistes avancent que Stuxnet aurait migré sur les réseaux en raison d'un bug du logiciel fourni lors d'une mise à jour de version. Cela ne peut être vrai. Les systèmes critiques iraniens ne sont pas connectés à Internet. Stuxnet ne peut donc se propager qu'entre les ordinateurs d'un même réseau sécurisé ou *via* des échanges de fichiers par clés USB. Ainsi, si Stuxnet s'est propagé ailleurs, c'est nécessairement par le biais d'une intervention humaine, probablement inconsciente. En effet, de nombreux sous-traitants informatiques interviennent sur le site de Natanz, et la plupart d'entre eux ont également d'autres clients. Il y a de grandes chances pour que leurs ordinateurs portables, infectés par Stuxnet lors de leurs interventions dans l'usine d'enrichissement d'uranium, aient ensuite transmis le virus à leurs autres clients en se connectant sur leurs réseaux. Dès lors, le phénomène devient incontrôlable. Ainsi, Stuxnet pourrait s'être répandu dans le monde entier, par l'intermédiaire de « réseaux de confiance » et non *via* Internet[26].

---

*1. Définie lors de la frappe par l'aviation israélienne contre le réacteur de recherche irakien Osirak (1981) livré par la France. En cette occasion, le

Premier ministre israélien Menahem Begin déclara qu'« Israël bloquerait toute tentative de ses adversaires d'acquérir des armes nucléaires ».

*2. Ce scientifique pakistanais est le père de la bombe atomique du Pakistan. Il se reconvertit ensuite en trafiquant de matériel nucléaire à destination de la Corée du Nord, de la Libye, de l'Iran.

CHAPITRE 13

LA RIPOSTE PERSE

> « Tandis que la diplomatie est l'art du possible, le renseignement est la fabrique de l'impossible. Et notre vie devient de plus en plus impossible. Elle ne l'a jamais autant été dans toute l'histoire de l'humanité. »
>
> Ephraïm Halevy,
> *Mémoires d'un homme de l'ombre* (2006).

Depuis deux décennies, Israël a investi des ressources considérables en matière de renseignement et d'opérations clandestines contre l'Iran, souvent avec succès. Toutefois, les Iraniens n'ont pas été en reste, tant en matière défensive que de riposte. La communauté du renseignement israélienne est désormais confrontée à un adversaire à sa mesure.

Les succès du contre-espionnage iranien

Le contre-espionnage iranien est perpétuellement à l'affût des opérations que peuvent mener les services israéliens et occidentaux, en Iran évidemment, mais aussi au Liban, où le VEVAK et les pasdarans soutiennent le Hezbollah. Ainsi, au cours de la seconde moitié des années 2000, les hezbollahis et leurs mentors ont révélé avoir démantelé plusieurs réseaux d'espionnage israéliens en quelques mois. Si certaines de ces annonces relèvent de la propagande, beaucoup sont réelles. Par ailleurs, afin d'assurer la protection de son programme nucléaire, l'Iran a créé en 2005 l'Oghab-2, un bureau de contre-espionnage dont la mission est de contrer l'action des services étrangers, mais aussi de surveiller les scientifiques iraniens lors de leurs voyages à l'étranger, à l'occasion de conférences, et de s'assurer que les équipements acquis pour le programme nucléaire ne soient pas défecteux ou piégés lorsqu'ils arrivent à destination[1].

Toujours dans le souci de faire face aux manœuvres d'espionnage et de sabotage conduites par les Israéliens et les Américains contre ses installations nucléaires et pétrolières, ainsi que ses réseaux de communication ou bancaires, Téhéran a significativement renforcé ses moyens de cyberdéfense civils et militaires. En décembre 2012, l'Iran a mené pour la première fois un exercice majeur de guerre informatique parallèlement aux manœuvres navales ayant lieu dans le

détroit d'Ormuz et destinées à démontrer les capacités navales défensives du pays. Une unité de cyberdéfense de la marine a lancé une attaque contre le réseau informatique des forces terrestres dans l'objectif d'infiltrer leurs systèmes pour y pirater des informations et y introduire des virus. Mais l'attaque a été détectée et repoussée. C'est la première fois que l'Iran annonce publiquement un exercice de guerre informatique dans le cadre de manœuvres militaires. William Shelton, un général de l'US Air Force, a reconnu que les capacités de cyberdéfense iraniennes étaient en nette progression : « L'Iran a su bien répondre aux attaques de 2010 contre ses installations nucléaires. C'est un pays qui deviendra une force à prendre en compte d'ici peu[2]. »

Certes, les services israéliens parviennent à opérer en Iran, mais depuis une demi-douzaine d'années, plusieurs de leurs réseaux ont été démantelés et certains de leurs agents arrêtés, même si la propagande de Téhéran exagère toujours ses résultats. En février 2007, le ministère iranien des Renseignements a fait état de l'arrestation d'une centaine d'espions à la solde de l'État hébreu et des États-Unis sur les frontières de l'Iran, alors qu'ils cherchaient à obtenir des renseignements militaires et politiques sur le pays. Des Iraniens ont également été interpellés alors qu'ils quittaient le pays afin d'aller suivre une formation « d'espion » à l'étanger. Mais le plus grand succès du contre-espionnage de Téhéran est l'arrestation, en février 2007 – certaines sources avancent qu'il aurait été appréhendé dès 2006 – d'Ali Ashtari, un

ingénieur en télécommunication iranien de 45 ans travaillant pour le Mossad[3].

Ashtari était directeur commercial de la société Al Kidan Engineering International, une entreprise spécialisée dans les télécommunications sécurisées, basée à Dubaï mais travaillant principalement pour l'Iran. En raison de ses activités professionnelles, il effectuait de fréquents déplacements à l'étranger, afin de participer à des conférences spécialisées ou à des expositions internationales. Le Mossad a rapidement repéré Ashtari. En effet par ses activités il était en contact avec des membres de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique et diverses structures de la Défense, qui sont des objectifs prioritaires pour le service israélien. L'étude de sa personnalité a ensuite démontré qu'Ashtari n'était pas insensible à l'argent et qu'il souffrait d'une insuffisance cardiaque ne pouvant être soignée efficacement dans les hôpitaux iraniens. Les leviers de la future manipulation étaient donc réunis.

Selon ses propres aveux, c'est à l'occasion de l'un de ses déplacements à l'étranger, en 2003, qu'il aurait été approché par trois hommes se présentant comme des membres de la banque Fortis. Selon le contre-espionnage iranien, ceux-ci se présentent sous des prénoms français : Jacques, Charles et Tony. Les trois individus se déclarent alors intéressés par un éventuel investissement dans sa société. Il semble que le recrutement d'Ashatari par le Mossad ait été obtenu contre la rémunération de 50 000 dollars, somme qui devait lui permettre d'aller passer des examens médicaux en Suisse. Il

aurait auparavant été soumis au détecteur de mensonges, le Mossad voulant s'assurer de sa sincérité et vérifier qu'il n'était pas un agent de pénétration iranien. Ses officiers traitants lui expliquent alors ce qu'ils attendent de lui : des renseignements qu'il peut obtenir auprès des scientifiques iraniens qu'il rencontre ; la liste des achats que lui demande Téhéran ; et des noms d'experts civils et militaires susceptibles d'être recrutés[4]. Ashtari reçoit ensuite du matériel informatique et des moyens de transmission cryptés afin de pouvoir communiquer ses renseignements à ses contrôleurs.

Afin d'accroître sa pénétration des milieux iraniens, les trois Israéliens lui communiquent alors une liste d'entreprises pouvant intéresser Téhéran, qui cherche toujours à importer clandestinement de la technologie de pointe nécessaire au développement de son programme nucléaire. Ce carnet d'adresses lui donne également un bon prétexte pour augmenter la fréquence de ses voyages à l'étranger. Ashtari se rend ainsi à plusieurs reprises en Suisse, en Turquie et en Thaïlande. Ces déplacements lui permettent de rencontrer ses traitants du Mossad en toute discrétion. Lors de leurs réunions, ces derniers lui offrent des objets de luxe dont ils savent leur agent iranien très friand : celui-ci va même jusqu'à garder précieusement les emballages des célèbres marques.

La société Al Kidan Engineering International ayant été chargée par Téhéran d'acheter du matériel sensible au profit du programme nucléaire, les équipements demandés passent alors entre les mains des services techniques du Mossad. Des dispositifs de communication sont piégés et des équipements

industriels sont sabotés afin de créer des dommages irréparables aux installations nucléaires iraniennes. En particulier, en 2006, la défaillance d'une cinquantaine de centrifugeuses de l'usine de Natanz serait liée à des appareillages électroniques qu'Ashtari aurait acquis en Turquie. Les premiers soupçons pèsent sur lui, mais l'Oghab-2 n'a encore aucune certitude. Il est donc mis sous surveillance. Rapidement, le contre-espionnage iranien s'aperçoit qu'Ashtari possède de nombreux objets de luxe sans rapport avec ses revenus. Cette grossière erreur de sécurité lui est fatale. Il est arrêté pour un nouvel interrogatoire au cours duquel il finit par avouer qu'il travaille au profit du Mossad depuis trois ans. Ashtari est reconnu comme *Mohareb* (« ennemi de Dieu sur terre ») et condamné à mort par un tribunal révolutionnaire iranien, le 30 juin 2008. Il est pendu le 17 novembre 2008 à Téhéran[5].

Puis, en août 2013, Téhéran annonce qu'un autre espion travaillant pour Israël est arrêté dans la province de Kerman, au sud-est de l'Iran. Il s'agirait d'un homme d'affaires au profil similaire à celui d'Ashatari, voyageant fréquemment dans le Sud-Est asiatique où il rencontrait ses contacts du Mossad. Il est toutefois difficile d'évaluer si cette information est juste ou si elle relève de la propagande du régime.

Dans cette implacable guerre secrète, le coup le plus douloureux contre les services israéliens n'a pas été porté par les Iraniens, mais par l'un des plus vieux alliés de l'État hébreu, la Turquie. En effet, début 2012, le service turc de renseignement et de contre-espionnage (*Milli Istihbarat*

Teskilati/MIT) a donné au VEVAK des informations sensibles sur les opérations d'espionnage du Mossad sur son sol, en particulier les noms d'une dizaine d'Iraniens ayant été « traités » par le service israélien en Turquie. Certaines sources avancent que cette décision reviendrait à Hakan Fidan, le directeur du MIT. Ces informations ont permis aux Iraniens de décapiter tout un réseau d'espionnage opérant au profit d'Israël. Pour l'État hébreu, cette action a été une véritable trahison.

En effet, l'alliance israélo-turque en matière de renseignement a été conclue lors d'une réunion secrète à Ankara, en août 1958, entre David Ben Gourion, alors Premier ministre d'Israël, et Adnan Menderes, chef du gouvernement turc. Elle instituait une coopération globale entre le Mossad et le MIT, qui permit aux Turcs de bénéficier de formations dispensées par les Israéliens. Cette alliance s'élargira rapidement à la SAVAK iranienne – le service de de sécurité de la monarchie iranienne pro-occidentale – donnant naissance au club « Trident ». Depuis cinq décennies, les échanges de renseignements entre Tel-Aviv et Ankara ont été nombreux et fructueux. Aussi, après tant d'années de coopération, les Israéliens n'auraient jamais imaginé que le MIT puisse les trahir ainsi en livrant plusieurs de ses agents à un pays ennemi. Danny Yatom, un ancien chef du Mossad, a confirmé que le Mossad avait toujours informé ses homologues turcs de ses réunions avec ses agents iraniens sur le sol anatolien. Cet acte conduit aussitôt à la rupture des relations entre le Mossad et le MIT.

Toutefois, faire porter la responsabilité exclusive de ce lâchage au seul Hakan Fidan paraît excessif. Depuis 2009, le Premier ministre turc Erdogan ne cesse d'islamiser la société et fait progressivement évoluer sa politique étrangère dans un sens moins pro-occidental. Il s'est notamment rapproché des Palestiniens, remettant ainsi en cause l'alliance conclue en 1958. Puis, en juin 2010, Ankara vote à l'Assemblée des Nations unies contre la proposition des États-Unis réclamant des sanctions contre l'Iran. Surtout, en septembre 2010, un événement est venu pourrir les relations entre Tel-Aviv et Ankara. Alors qu'une flottille humanitaire tente de briser le blocus de Gaza, des hommes de la shayetet 13 montent à bord du navire turc *Mavi Marmara*, afin de l'arraisonner. Les militants ne se laissent pas faire et les affrontements qui s'ensuivent avec les commandos israéliens provoquent la mort de neuf d'entre eux. La Turquie réclame alors une commission d'enquête des Nations unies, laquelle conclut à la responsabilité des Israéliens. En rétorsion, Erdogan expulse l'ambassadeur d'Israël à Ankara en septembre 2011, lors de la publication du rapport, n'accepte pas de remplaçant et exige de Tel-Aviv l'indemnisation des familles des victimes tuées lors de la prise de contrôle du navire.

Toutefois, les relations entre les deux pays ne sont pas totalement rompues. Benyamin Netanyahu, le Premier ministre israélien, confie, fin 2012, à Joseph Ciechanover, un diplomate israélien, la mission de sonder les sujets sur lesquels la Turquie et Israël pourraient reprendre leur coopération. Puis, en mars 2013, Netanyahu présente ses excuses à Ankara

pour les morts du *Mavi Marmara*, après que le président Obama a négocié une formule de compromis.

Les opérations de renseignement du VEVAK

Les Iraniens ne se contentent pas de prendre des mesures défensives face aux menées israéliennes. Eux-mêmes sont particulièrement actifs en matière de renseignement contre leur adversaire, depuis de nombreuses années.

Les services iraniens développent en effet leurs réseaux partout dans le monde : en Europe, en Afrique, en Asie du Sud-Est, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. Leur objet principal semble être le renseignement à fin d'action (RFA), c'est-à-dire le repérage d'objectifs israéliens ou américains dans la perspective d'attentats éventuels. Leur seconde finalité est l'identification de sociétés acceptant de livrer à l'Iran des matériels pour son programme nucléaire, en dépit de l'embargo. Par ailleurs, l'opposition en exil en Europe et aux États-Unis est l'objet de toutes les attentions des services iraniens depuis la création de la République islamique. Si les assassinats ont été monnaie courante, des opérations d'infiltration et de déstabilisation ont également eu lieu : les agents du VEVAK développent de nombreuses manœuvres visant à décrédibiliser ces mouvements auprès des autorités locales. Ainsi, en Europe, de nouvelles associations de réfugiés

iraniens voient régulièrement le jour. De nombreux éléments conduisent à penser que certains de ces organismes sont en fait de nouvelles implantations des services secrets de Téhéran. Selon le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), l'une d'elles, baptisée l'« Association pour la protection des émigrants d'Iran », basée dans le xve arrondissement de Paris, serait une émanation du VEVAK.

Sur le continent sud-américain, l'objectif des réseaux du VEVAK et des pasdarans est en premier lieu d'installer des bases arrière à partir desquelles des agents pourraient être infiltrés aux États-Unis afin d'y mener des actions terroristes en cas d'attaque du territoire iranien. Téhéran s'appuie sur le réseau d'amitiés qu'il a développé avec plusieurs dirigeants latino-américains opposés à Washington – qui souhaitent « promouvoir la pensée révolutionnaire dans le monde » –, au premier rang desquels figurait le défunt président vénézuélien Hugo Chavez. La Bolivie, dirigée par le président Evo Morales, l'Équateur, présidé par Rafael Corea, le Nicaragua, où l'ancien chef sandiniste Daniel Ortega est revenu au pouvoir, ainsi que Cuba, manifestent également une grande bienveillance à l'égard de l'Iran.

Téhéran bénéficie aussi des réseaux du Hezbollah libanais pour conduire ses opérations en Extrême-Orient. Le Hezbollah s'est implanté en Asie du Sud-Est – où il est très actif – au cours des années 1980, et ses réseaux sont présents à Taiwan, en Corée et en Australie. Des membres du groupe chiite libanais collectent du renseignement opérationnel sur des cibles israéliennes et occidentales pour des attaques

terroristes, comme cela a été observé à Singapour et en Thaïlande. Les hezbollahis œuvrent également pour l'acquisition d'armes et de technologies à double usage[6].

Mais le plus préoccupant, ce sont les tentatives de recrutement de citoyens israéliens et les missions d'espionnage conduites par Téhéran sur le territoire israélien. En effet, depuis 2007, le Shin Beth a observé que le VEVAK s'attache à recruter des Israéliens d'origine iranienne ; plusieurs dizaines de tentatives auraient eu lieu.

Les individus approchés ont été ciblés par les services iraniens alors qu'ils rendaient visite à leurs proches demeurés en Iran, où vivent encore quelque 25 000 Juifs. Pour pouvoir effectuer ces visites, ils doivent obtenir un visa auprès du consulat iranien en Turquie. C'est alors qu'ont lieu les tentatives de recrutement. Les officiers iraniens interrogent longuement les citoyens israéliens avant d'exercer sur eux une très forte pression afin de les convaincre de travailler pour eux, une fois rentrés en Israël. Des tentatives de recrutement s'effectuent aussi en Iran même, où les voyageurs israéliens se retrouvent bloqués pendant de longues semaines par les autorités, sans possibilité de quitter l'Iran, sauf à accepter de collaborer avec le VEVAK. Après les avoir contraint à travailler pour eux, les services iraniens donnent des fonds à leurs agents, afin de couvrir les premières dépenses occasionnées par leurs activités. Toutefois le Shin Beth est parvenu à démanteler ces réseaux d'espionnage et l'interrogatoire des suspects aurait révélé qu'ils n'avaient pas communiqué d'informations secrètes aux services iraniens.

Cela a également permis aux hommes du contre-espionnage de découvrir que le plan de recherche iranien portait sur trois points principaux : les processus de décision politique et militaire en Israël ; les forces armées et les entreprises liées à la Défense ; les forces et les faiblesses de la société israélienne. Parfois, des photographies d'installations militaires classifiées étaient également demandées. Le Shin Beth a donc recommandé à la Knesset de désigner officiellement l'Iran comme un État ennemi, de façon à y interdire le séjour de ressortissants israéliens[7].

Parfois même, ce sont des Israéliens qui proposent leurs services à Téhéran, ainsi, en 2010, Yitzhak Bergel, un homme appartenant au courant Netourey Karta – groupe de Juifs ultra-orthodoxes, antisionistes et prônant le démantèlement de l'État hébreu – s'est présenté à l'ambassade d'Iran en Allemagne. Il a proposé aux Iraniens de collecter pour eux des renseignements en Israël et leur a fait part de ses dispositions à tuer un « sioniste ». Il a alors reçu de ses « employeurs » une adresse électronique pour maintenir le contact avec eux et, de retour à Jérusalem, a téléphoné à deux reprises à l'ambassade iranienne de Berlin. Arrêté par le Shin Beth, il est accusé de « contact avec un agent étranger et d'intention de trahison ». En août 2013, le tribunal de Jérusalem a autorisé la prolongation de sa détention jusqu'à la fin de la procédure judiciaire et rejeté la demande de son avocat de lui faire subir un examen psychiatrique, au motif qu'il n'existe aucune preuve que l'accusé souffre de problèmes mentaux.

Enfin, les Iraniens n'hésitent pas à envoyer certains de leurs agents opérer sur le territoire israélien. C'est ainsi que, le 11 septembre 2013, Alex Mans, un citoyen belge, est arrêté à l'aéroport Ben Gourion par le Shin Beth alors qu'il s'apprête à quitter Israël. Le contre-espionnage le soupçonne d'être un agent de Téhéran envoyé en mission de reconnaissance. En effet, Mans en est à son troisième séjour en Israël en dix-huit mois, les deux premiers ayant eu lieu en juillet 2012 et janvier 2013. Au moment de son arrestation, il est trouvé en possession de nombreuses photographies de sites israéliens sensibles : la zone d'embarquement de l'aéroport Ben Gourion, l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv, etc. Ce sont d'ailleurs ses activités de « photographe » qui ont attiré l'attention des services de police sur lui. Le Shin Beth pense qu'il était en repérage afin de constituer des dossiers d'objectifs pour des opérations terroriste. Détenu secrètement et interrogé pendant neuf jours sans bénéficier de l'assistance d'avocats, Mans a fini par tout avouer.

Né en Iran en 1958 sous le nom d'Ali Mansouri, il quitte l'Iran pour la Turquie en 1980, soit un an après la révolution islamique de Khomeiny. Il vit dans ce pays jusqu'en 1997, date à laquelle il obtient un visa pour la Belgique. En 2002, il devient citoyen belge par mariage, mais divorce en 2007. C'est à cette époque qu'il européanise son nom et devient Alex Mans. Parallèlement, il crée une entreprise de pose de vitres, céramiques et cloisons pour magasins. Il retourne officiellement en Iran en 2007 où il se serait remarié. Il vit dès lors entre la Belgique, la Turquie et l'Iran. Début 2012, il est

approché par trois officiers de la division Al-Qods, le « service action » des pasdarans, qui le recrutent en échange de la somme d'un million de dollars. Après avoir suivi une formation, il reçoit pour mission de se rendre en Israël sous prétexte d'affaires. Il doit y développer ses activités professionnelles et nouer des relations avec des hommes d'affaires israéliens. C'est une couverture idéale afin d'effectuer de fréquents séjours dans l'État hébreu sans éveiller les soupçons. Le VEVAK lui crée même un site Internet et une page Facebook pour consolider sa « légende ». Le service iranien va alors utiliser Mans pour contourner l'embargo sur les transactions commerciales et financières dont est victime le pays. À chacun de ses retours de voyage en Israël, Mans est débriefé par un ou plusieurs de ses contrôleurs.

Pour les spécialistes, il est donc étonnant que sa mission se soit transformée en un repérage d'objectifs, tâche pour laquelle il ne semble pas avoir été formé, puisqu'il est immédiatement repéré par les services de sécurité. Dès lors, deux hypothèses sont possibles : soit les services iraniens ne disposant pas d'autre opérateur dans le pays ont confié à Mans une mission qui sortait du cadre de ses compétences ; soit le Belgo-iranien a été délibérément compromis par le VEVAK et « donné » aux Israéliens, dans l'espoir que cette affaire d'espionnage vienne perturber l'ouverture que le nouveau président iranien, Hassan Rohani, est en train d'esquisser vis-à-vis des Occidentaux. Les tenants d'une ligne dure – notamment le général Qassem Suleimani, le chef de la Force

Al-Qods – auraient voulu saborder l’évolution politique actuelle qu’ils ne s’y seraient pas pris autrement. Le « gaspillage » de cet agent est d’autant plus curieux que l’on peut trouver d’excellentes vues des objectifs photographiés par Mans sur Internet. De plus, il est intéressant de noter que le Shin Beth n’a pas jugé bon de retourner Mans, ce qui est pourtant le « must » en matière de contre-espionnage[8].

Les ripostes clandestines des pasdarans

Dans l’implacable guerre de l’ombre qui les oppose à Israël et aux États-Unis, les Iraniens n’hésitent pas à organiser, eux aussi, des attentats et des assassinats à l’étranger. Ainsi, dans la nuit du 20 au 21 janvier 2007, David Dahan, le chef de la mission militaire auprès de l’ambassade d’Israël à Paris – chargé d’acquérir des matériels de défense en Europe – disparaît. Un mois plus tard, son corps est retrouvé dans la Seine. Il se serait « suicidé » n’ayant pas supporté la demande de divorce déposée par son épouse restée en Israël. Puis Thomas Mooney, l’attaché militaire américain en poste à Nicosie disparaît à son tour le 28 juin de la même année. Son corps est retrouvé dans sa voiture, portant une large entaille au cou. Là aussi, la version officielle parle de suicide mais ne trompe personne.

En mai 2011, un projet d'enlèvement et d'assassinat de l'ambassadeur d'Arabie Saoudite aux États-Unis est découvert *in extremis* par le FBI. Son organisateur, Mansour Arbabsiar, un Américain d'origine iranienne, déclare, lors de son arrestation, opérer sur les instructions de la Force Al-Qods, l'unité des pasdarans chargée des opérations clandestines à l'étranger[9]. Puis en janvier 2012, une cellule terroriste qui préparait des attentats contre l'ambassade d'Israël et des rabbins d'une école juive à Bakou (Azerbaïdjan) est démantelée par les autorités locales. Trois personnes sont appréhendées. Balagardash Dadashov, un Azéri vivant en Iran, est accusé d'être l'organisateur de cette opération pour le compte des services spéciaux iraniens. Il aurait proposé à ses deux complices – son beau-frère, Rasim Aliyev, et Ali Alihamza Huseynov – 150 000 dollars pour l'assister. Dès lors, les attaques se multiplient[10].

Le 13 février suivant, deux motards – dont Houshang Afsar Irani, un Indien d'origine iranienne – plaquent une bombe magnétique sur un véhicule diplomatique israélien à New Delhi (Inde). L'épouse de l'attaché de Défense qui se trouvait à bord est gravement blessée lors de l'explosion, ainsi que son chauffeur et deux passants. Houshang Afsar Irani était en contact avec Sedaghatzaddeh Masoud, un chef opérationnel du Hezbollah. Syed Ahmad Kazmi, un journaliste indépendant qui a participé à la logisitique de l'opération est arrêté par la police indienne. Il avoue rapidement reçu 5 500 dollars de la part d'un certain Ali Sadr Mehdian lors de deux voyages effectués à Téhéran en 2011. À sa demande, il

aurait ensuite rencontré Irani pour mettre au point l'attentat. Le même jour, le chauffeur d'un autre diplomate israélien en poste à Tbilissi (Géorgie) remarque un objet suspect collé sur un véhicule diplomatique garé à proximité de l'ambassade. Les artificiers, aussitôt prévenus, désamorcent alors une bombe magnétique.

Le lendemain, 14 février, une explosion accidentelle survient dans une maison d'un quartier huppé de Bangkok (Thaïlande). Trois hommes prennent alors la fuite ; l'un d'eux, blessé aux jambes, lance un engin explosif sur un taxi qui refuse de le prendre en charge, avant de jeter une grenade sur des policiers qui parviennent néanmoins à l'appréhender. Un passeport iranien au nom de Saeid Moradi est trouvé en sa possession. Quelques heures plus tard, l'un de ses complices est arrêté à l'aéroport international de Bangkok alors qu'il tente de quitter le pays. Le troisième sera interpellé le lendemain à Kuala Lumpur (Malaisie). Selon les autorités thaïlandaises, cette cellule avait pour objectif l'assassinat de diplomates israéliens. Un citoyen libano-suédois, proche du Hezbollah, avait déjà été arrêté à Bangkok, début janvier 2012, en possession de 4 000 kilos d'engrais et de nitrate d'ammonium, produits de base entrant dans la fabrication d'explosif artisanal. Cela a aussitôt conduit les légations israélienne et américaine à mettre en garde leurs ressortissants contre un attentat possible dans le pays. Les enquêteurs israéliens dépêchés à Bangkok, New Delhi et Tbilissi découvrent rapidement que les bombes magnétiques sont de construction similaire, ce qui indique qu'elles ont été

confectionnées par la même organisation. De plus, le « timing » très rapproché des attentats confirme qu'un même commanditaire est derrière les trois opérations. Par ces actions, il semble que Téhéran ait voulu riposter aux assassinats de scientifiques iraniens qui se sont succédé ces dernières années. L'utilisation d'une bombe magnétique – méthode à laquelle le Mossad a eu recours à Téhéran – est un message très clair sur l'origine des attaques[11].

Puis en mars, en Azerbaidjan, vingt-deux Azéris sont arrêtés, soupçonnés de préparer des attentats contre les représentations diplomatiques israélienne et américaine ainsi que contre des firmes occidentales. Ces activistes auraient été spécialement entraînés par les pasdarans. En avril, de nouveau en Inde, Hamid Kaskouli, un citoyen iranien âgé de 40 ans, « étudiant » à l'université de Pune, est expulsé pour avoir été surpris en train d'espionner des cibles israéliennes, ainsi qu'une synagogue. Il sera découvert plus tard qu'il appartient au VEVAK. Le 19 juin, deux ressortissants iraniens, Ahmad Abolfathi Mohammed et Mansour Mousavi, sont arrêtés à Nairobi, au Kenya, pour avoir introduit quinze kilos d'explosifs dans le pays, à Mombasa. Au cours de leur interrogatoire, ils avouent appartenir à la Force Al-Qods et préparer des attentats contre les intérêts israéliens, américains, saoudiens et britanniques au Kenya.

Enfin, le 18 juillet 2012, sur le parking de l'aéroport de Burgas, en Bulgarie, un attentat-suicide vise deux bus transportant des touristes israéliens, faisant sept victimes et une trentaine blessés. Selon les autorités bulgares, l'opération

aurait été montée par une cellule composée de professionnels connaissant les règles élémentaires de la vie clandestine. Les autorités israéliennes attribuent aussitôt cette action au Hezbollah, agissant pour le compte des pasdarans. À noter qu'en février de la même année, les services de renseignement bulgares avaient informé leurs homologues du Mossad que le mouvement chiite libanais était en train de préparer un attentat contre des citoyens israéliens dans leur pays, à l'occasion du quatrième anniversaire de la mort d'Imad Mughnieyh, tué le 12 février 2008 par le Mossad. L'action a donc été décalée de quelques mois[12].

Depuis 2012, la tension s'accroît donc considérablement entre l'État hébreu et l'Iran. Assassinats et attentats se multiplient de part et d'autre faisant de nombreuses vicitimes. Si Téhéran n'a pas l'avantage face à ses adversaires israéliens et américains, il ne reste pas sans réagir, cherchant à venger les sabotages de ses installations et les éliminations des experts de ses programmes nucléaire et balistique. Cependant, le professionnalisme des membres du Mossad demeure nettement supérieur à celui de leurs homologues iraniens ou des hezbollahis pilotés par Téhéran. En effet, une différence notable existe entre les pratiques des deux camps. L'État hébreu s'en prend à des responsables scientifiques et militaires qui connaissent les risques que leur font courir leurs activités, qui savent qu'ils sont des cibles du Mossad et qui bénéficient généralement d'une protection des autorités. En revanche, Téhéran s'attaque le plus souvent à des civils lors

d'attentats aveugles, notamment parce que les services iraniens ont le plus grand mal à éliminer des officiels israéliens[13]. Le risque d'une montée aux extrêmes est donc réel, d'autant qu'il est attisé par l'Arabie Saoudite et le Qatar, deux États qui ont joué un rôle de premier plan dans les « révolutions arabes » et qui cherchent par tous les moyens à réduire l'influence régionale de l'Iran chiite.

CHAPITRE 14

QUITTE OU DOUBLE ?

> « C’était le problème de ce commerce souterrain, de toute la vie militaire, au fond ; on appartenait à un petit groupe, on parlait un jargon, on employait des poids et mesures inconnus des autres, on faisait ses comptes avec les devises du désastre et de la crise […]. On finissait par se laisser aller à un mépris subtil pour l’heureuse ignorance du troupeau. On dédaignait l’innocence de ceux qui ne savaient rien de l’iniquité. La langue maternelle devenait étrangère et l’on aboutissait au sommet d’une colonne, comme un stylite contemplant un désert, à se demander où tout le monde était parti. »
>
> Morris West, *La Tour de Babel* (1968).

Alors que la guerre secrète contre l’Iran ne cesse de s’intensifier, la récente élection d’Hassan Rohani à la présidence de la République islamique (2013) pourrait marquer un tournant dans les relations de Téhéran avec le reste du monde. Six mois après sa prise de fonction, les observateurs internationaux s’interrogent : va-t-il être un

président « libéral », voire « réformateur » ? Va-t-il mettre un terme aux diatribes antisémites et anti-occidentales qu'affectionnait son prédécesseur Mahmoud Ahmadinejad ? Il est trop tôt pour le dire. Surtout, n'oublions pas que le président iranien n'est que le deuxième personnage de l'État ; ses pouvoirs restent limités, les décisions les plus importantes devant être validées par le Guide suprême de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, sans l'aval duquel Rohani n'aurait d'ailleurs pu être élu. Les plus pessimistes considérent donc que le Guide s'est débarrassé d'Ahmadinejad, qui a été utile pendant des années, pour le remplacer par une personnalité plus acceptable par l'Occident : tout changer pour que rien ne change, en somme.

N'oublions pas ce que furent les mandats du précédent président « réformateur » iranien, Mohammad Khatami (1997-2005) : c'est sous son égide que le programme nucléaire militaire a vraiment pris son essor et que le développement des missiles balistiques s'est accéléré. De même, l'application de la peine capitale n'a connu aucune pause durant ses deux mandats successifs[1].

Tous les espoirs, mais aussi les craintes, sont donc permis avec Hassan Rohani. L'homme a été un proche de l'ayatollah Khomeiny – avec qui il était réfugié en France – et a occupé de nombreuses responsabilités dans l'appareil religieux et sécuritaire iranien. Certes, en 1989, Rohani refuse le poste de ministre du Renseignement, pour des raisons qui n'ont jamais été élucidées. De 2003 à 2005, il est le négociateur en chef iranien pour les questions nucléaires. Son charme et son sens

diplomatique jouent en sa faveur et lui permettent d'apprivoiser ses interlocuteurs occidentaux, aux yeux desquels il dispose d'un réel crédit. Rappelons cependant que Rohani déclarait en 2004 alors qu'il était à ce poste : « Pendant que nous parlions avec les Européens à Téhéran, nous étions en train d'équiper en matériel une partie de la centrale d'Ispahan [...]. En fait, en établissant un climat plus serein, nous sommes parvenus à terminer nos travaux à Ispahan[2]. » Néanmoins, Européens et Américains sont prêts à donner sa chance au nouveau président iranien et à tenter avec lui une reprise des relations qui étaient impossibles avec son prédécesseur.

Premier signe d'une évolution entre Téhéran et la communauté internationale, les négociations portant sur le nucléaire iranien dites « 5+1 » (États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne+Allemagne), ont abouti à un accord préliminaire en novembre 2013. Il semble, en effet, que la politique des sanctions ait porté ses fruits et que les dirigeants iraniens souhaitent tout faire pour obtenir leur levée. Il en va de la survie du régime.

Toutefois, les opposants iraniens ont aussitôt livré de nouvelles révélations sur les aspects cachés du programme militaire de Téhéran. Tout d'abord, des plans de l'usine de Chiraz ont été présentés dès avril 2013 par Fereydoun Abbassi, l'ancien responsable de l'Agence atomique iranienne, comme un « nouveau réacteur de recherche, du type de celui existant à Téhéran ». D'après l'opposition, ces installations ont été conçues pour abriter un laboratoire destiné à améliorer les

capacités du régime à traiter des combustibles nucléaires, notamment le plutonium, afin d'obtenir les matières fissiles nécessaires à la fabrication d'une arme atomique. Si cette hypothèse se révèle exacte, cela signifie que les Iraniens, parallèlement à leurs recherches concernant les armes à uranium enrichi, cherchent à obtenir une bombe par la filière plutonium, lequel serait fourni par la centrale à eau lourde d'Arak qui devrait être opérationnelle à l'été 2014. Or, lors des négociations « 5+1 », l'interdiction de séparer du plutonium a été signifiée à l'Iran. Selon l'accord conclu en novembre, la centrale d'Arak ne devrait pas être mise en service, ce que les inspecteurs de l'AIEA pourront aisément vérifier s'ils sont autorisés à se rendre sur place. Bien sûr, les Israéliens font remarquer que le non-démarrage de cette usine ne signifie pas son démantèlement ! Selon d'autres informations transmises par l'Organisation des moudjahiddines du peuple d'Iran (OMPI), Téhéran poursuivrait la construction de nouveaux sites secrets dans le cadre de son programme nucléaire. De telles révélations doivent cependant être vérifiées par les inspecteurs de l'AIEA et par les services occidentaux avant toute conclusion hâtive[3].

D'autant que les Iraniens semblent eux-mêmes divisés sur la poursuite du programme. Les plus radicaux, qui veulent à tout prix le mener à terme, considèrent que la possession de l'arme est le gage de survie du régime. Ils prennent pour exemple le régime moribond de Corée du Nord, dont les dirigeants sont parvenus à se maintenir au pouvoir et à rester à l'abri d'une action militaire américaine par le simple fait qu'il

dispose de quelques missiles équipés de têtes nucléaires. De même, ils ont étudié le cas de Muammar Kadhafi qui, après avoir développé un programme atomique, a accepté, en coopération avec les Occidentaux, de le démanteler. On sait ce qu'il est advenu de lui et de son régime quelques années plus tard ! En revanche, d'autres responsables iraniens considèrent que le programme ne fait qu'attirer des ennuis au pays et que des frappes contre les sites nucléaires provoqueraient la chute du régime des mollahs, la rue le rendant responsable de cette agression. C'est sans doute afin de ménager les tenants de cette seconde option que l'ayatollah Khamenei, Guide suprême de la Révolution, a promulgué, en 2010, une *fatwa* interdisant totalement la production, le stockage et l'utilisation des armes nucléaires[4]. Il a ensuite déclaré en février 2013 que l'usage de l'arme nucléaire était un crime contre l'humanité.

Certes, ce ne sont là que des déclarations et rien ne dit que les Iraniens n'agiront pas autrement ou que ces signes d'apaisement ne servent qu'à gagner du temps pour développer leur programme. Mais l'État hébreu est très mal placé pour faire la leçon à Téhéran : même si contrairement à l'Iran, Israël n'a jamais signé le Traité de non-prolifération nucléaire, ses dirigeants firent exactement la même chose afin dissimuler le caractère militaire de leur programme atomique. Ainsi, le 13 juin 1960, à l'occasion d'un entretien avec Ben Gourion à l'Élysée, le général de Gaulle demande à son interlocutuer la raison pour laquelle Israël a besoin d'un réacteur nucléaire – un accord de coopération a été signé avec la France, en octobre 1957, pour la construction du réacteur de

Dimona, donc avant son arrivée aux affaires. Le président israélien lui répond que ce n'est en aucun cas pour un projet militaire et qu'il n'est pas question d'y effectuer du traitement de plutonium. Puis, le 21 décembre 1960, devant la Knesset, Ben Gourion réaffirme que le réacteur est destiné uniquement à des usages pacifiques, pour des projets liés à l'industrie, la santé, la recherche scientifique et, surtout, à la production d'électricité. Il ajoute que les rumeurs évoquant une finalité militaire sont des erreurs ou des mensonges délibérés. De même, le 2 avril 1963, lors d'une visite à Washington, Shimon Peres, alors directeur général au ministère de l'Industrie, affirme au président Kennedy : « Je peux vous dire clairement que nous ne serons pas ceux qui introduiront l'arme nucléaire dans la région[5]. » En fait, Israël est en train de construire sa bombe atomique, opérationnelle, semble-t-il depuis la fin des années 1960.

L'inquiétude sur la sincérité des Iraniens subsiste donc. En effet, si le président Rohani, se veut rassurant, le véritable dirigeant de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, a réaffirmé le 20 novembre 2013, que l'État hébreu était « voué à disparaître ». Les six prochains mois devraient être essentiels afin de mesurer les véritables intentions de Téhéran. Si l'Iran prouve sa bonne volonté en apportant les éclaircissements nécessaires sur les installations pointées du doigt par l'opposition, qu'il ne produit plus de centrifugeuses et qu'il reconvertit son stock d'uranium enrichi à 20 % (qualité nécessaire pour la recherche, notamment dans le domaine médical) en le ramenant sous la barre des 5 % (qualité pour la

simple production d'énergie), alors les suspicions occidentales se seront révélées infondées[6].

Bien évidemment les Israéliens n'y croient aucunement. Ils demeurent convaincus du double jeu de Téhéran et sont très inquiets que le reste du monde soit berné par la stratégie des mollahs. Si ces craintes sont partiellement légitimes, il ne faut pas perdre de vue l'utilisation stratégique de cette menace : Ahmadinejad – par ses diatribes anti-israéliennes régulières et provocatrices – et la menace nucléaire, sont les meilleures justifications de la position intransigeante de l'État hébreu sur le dossier palestinien ; à tel point qu'une plaisanterie circulait au sein du Mossad selon laquelle l'ex-président iranien était un Juif iranien inflitré au plus haut niveau du régime des mollahs pour défendre les intérêts d'Israël… Toujours est-il qu'en raison de cette évolution, l'État hébreu se considère désormais comme le seul à être lucide face à la « menace iranienne » et reste déterminé à mettre un terme au développement du programme nucléaire de Téhéran, y compris par une action militaire, malgré les conséquences qu'un tel acte pourrait avoir. Ainsi, Tsahal continue les préparatifs d'opérations aériennes contre les sites atomiques iraniens, envisageant tous les scénarios, y compris sans la participation de Washington, voire sans son aval.

Au sein de la société israélienne, les débats sont vifs quant à la nécessité et à l'opportunité d'une frappe contre Téhéran. Beaucoup se souviennent que l'Iran a longtemps été un allié d'Israël – jusqu'au renversement du Shah, en 1979 – et sont conscients que les deux pays n'ont aucun contentieux

territorial. Plusieurs dizaines de milliers d'Israéliens d'origine iranienne – dont Moshé Katsav, l'ancien président d'Israël – témoignent des liens denses et anciens qui unissent les deux peuples (cf. les groupes d'amitié *Israel loves Iran* et *Iran loves Israel*, actifs sur les réseaux sociaux et hors du Proche-Orient).

Mais une assez large proportion de la population considère également qu'il est difficile de ne pas prendre au sérieux les déclarations des dignitaires iraniens : au-delà des appels à la destruction d'Israël et des clichés antisémites les plus vulgaires, Téhéran a montré par le passé, par ses actions terroristes, qu'il était capable de joindre les actes à la parole. C'est pourquoi ceux qui excluent totalement le recours à la force afin d'empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire sont assez nettement minoritaires, même si leurs arguments – notamment ceux relatifs aux conséquences d'embrasement de la région – recueillent un écho certain.

La récente accession au pouvoir de Rohani est donc accueillie avec espoir par les Israéliens, qui demeurent toutefois très réalistes : ils demandent à voir. Globalement prêts à soutenir une intervention militaire, la population israélienne exigera de son gouvernement qu'il ait auparavant épuisé toutes les autres voies et qu'il n'ait plus d'autre choix. Le soutien américain, ou son absence, sera probablement déterminant en la matière.

Les préparatifs d’une action contre l’Iran

Ainsi, depuis plus de cinq ans, les préparatifs d’une campagne militaire contre l’Iran se poursuivent. Afin de préparer les opérations, le ministère de la Défense israélien a activé une « Task Force Iran », composée, entre autres, de scientifiques de l’Institut Wizmann et du Technion, afin de conseiller le gouvernement et les services de renseignement israéliens sur les questions nucléaires. L’option retenue par Tshal est celle d’une opération combinée de frappes aériennes et d’actions commando, le tout fondé sur un très minutieux travail de renseignement. En parallèle, Tel-Aviv ne néglige pas le volet diplomatique et est à la recherche de nouveaux soutiens.

Parmi les objectifs des frappes israéliennes figurent en priorité les cinq principales installations nucléaires iraniennes : la centrale de Bushehr, au sud-ouest de l’Iran ; la centrale à eau lourde, située près de la ville d’Arak, capable de produire du plutonium ; l’installation de traitement d’uranium d’Ispahan ; l’installation d’enrichissement d’uranium de Fordow, située près de la ville de Qom, non loin de la mer Caspienne, et qui compte plus de trois mille centrifugeuses ; et l’usine principale d’enrichissement d’uranium de Natanz. Mais tous ces objectifs sont difficiles à atteindre. Ces installations sont à l’abri des frappes par bombes classiques, car toutes sont profondément enterrées et recouvertes de plusieurs couches

de béton et de métal. De plus, tous les sites sont défendus par des missiles antiaériens russes Tor-M[7].

Selon le général Yaacov Amidror, ancien conseiller pour la Sécurité nationale, l'aviation israélienne s'entraîne depuis longtemps aux vols longue distance dans la perspective d'un possible affrontement avec l'Iran, et Tsahal a multiplié les exercices d'envergure simulant une attaque contre des installations nucléaires iraniennes. En juin 2008, une centaine de chasseurs bombardiers F-15 et F-16, ainsi que des avions de ravitaillement et des hélicoptères, ont participé à ces manœuvres dans l'est de la Méditerranée, au-dessus de la Grèce. Ces appareils ont ainsi parcouru 1 500 kilomètres, précisément la distance qui sépare Israël de la centrale nucléaire iranienne de Natanz. Les hélicoptères auraient simulé le sauvetage de pilotes dont les appareils auraient été abattus par la défense antiaérienne iranienne[8]. De plus, en novembre 2013, l'armée israélienne a dévoilé, à l'occasion d'une exposition aéronautique à Tel-Aviv, un drone suicide du nom de Harbo. L'appareil est doté d'un dispositif de reconnaissance qui le rend capable d'identifier des cibles et de transmettre les images au centre de contrôle avant de les détruire. Ce drone mesure 2,5 mètres de long, possède deux ailes de 3 mètres de long chacune et pèse 135 kilos. Il a une autonomie en vol de 1 000 kilomètres et est doté d'une charge explosive à haute capacité de destruction.

Depuis 2009, en complément des opérations aériennes, les commandos israéliens (sayeret Matkal, shayetet 13, sayeret Shaldag) mènent régulièrement des exercices d'assaut

héliportés nocturnes au large des côtes d’Ashkelon et d’Haïfa, se terminant par une évacuation par la mer. La division action du Mossad (Metsada), aurait, quant à elle, déjà débuté les infiltrations clandestines en territoire iranien afin de recueillir des échantillons de sols et d’installer des balises de guidage pour les aéronefs, notamment à proximité de la centrale de Bushehr[9].

Afin d’anticiper une probable riposte balistique iranienne – pouvant comprendre des frappes chimiques ou biologiques –, Tsahal poursuit le développement et la modernisation de son arsenal de missiles. Ainsi, Israël, qui dispose déjà du système Dôme d’acier, capable de neutraliser les tirs de roquettes de courte et moyenne portée en provenance de Gaza et du Sud-Liban, a déployé des missiles Arrow-II – destinés à neutraliser les missiles balistiques de longue portée – à proximité de la centrale nucléaire de Dimona, au sud du pays. Puis, fin 2013, Israël a procédé avec succès au tir d’essai du système de défense Fronde de David contre les missiles à courte portée. L’essai a été réalisé en coopération avec l’Agence de défense américaine dans le sud du pays[10].

Enfin, Tsahal dispose de moyens nucléaires de riposte. Israël posséderait entre cent et deux cents charges atomiques selon les estimations, pouvant être tirées par les aéronefs de l’armée de l’air ou par l’un des quatre sous-marins Dolfin type 800 d’origine allemande, dont l’un patrouille en permanence en mer Rouge et en mer d’Oman[11]. Elles sont également installées sur les missiles Jericho III – engin pesant 29 tonnes et haut de 15 mètres, pouvant emporter une charge militaire

de plus d'une tonne – mis en œuvre depuis des silos enterrés, ce qui en fait une arme de riposte et non de première frappe[12]. Ainsi, une véritable dissuasion semble en train de se mettre en place entre Israël et l'Iran.

Si les préparatifs d'attaque et de riposte vont bon train, Israël n'a cependant jamais caché sa préférence pour une solution diplomatique. C'est la raison pour laquelle il ne cesse de plaider auprès de ses partenaires occidentaux pour un durcissement de la politique et des sanctions à l'égard de Téhéran. À l'occasion de son discours à la tribune des Nations unies en octobre 2013, Benyamin Netanyahou a tenté de convaincre la communauté internationale de l'imminence du danger iranien. Sa prestation n'a guère convaincu, les explications avancées étant quelque peu simplistes. Son allocution avait des allures d'ultimatum, comme si l'avertissement qu'Israël lançait à la communauté internationale était le dernier avant un passage à l'acte contre Téhéran. Toutefois, grâce à ses propos alarmistes, le chef du gouvernement israélien a replacé le dossier du nucléaire iranien au cœur des préoccupations internationales.

Mais cet activisme diplomatique a aussi un autre but : s'assurer du soutien, voire de la coopération plus ou moins active, d'autres États en cas d'opération militaire. Tel-Aviv sait pouvoir compter sur la bienveillance de l'Arabie Saoudite et de l'Égypte, deux États qui craignent encore davantage un Iran doté de l'arme nucléaire. Cet appui diplomatique permettrait aux chasseurs israéliens de pouvoir emprunter

l'espace aérien saoudien pour attaquer les sites situés dans le sud de l'Iran.

Mais c'est surtout en direction des Américains que les Israéliens ont fait un énorme travail de persuasion, afin de pousser Washington à s'engager à leurs côtés dans une action militaire. De nombreuses discussions ont eu lieu entre les chefs de l'exécutif successifs des deux pays depuis le milieu des années 2000. De plus, les directeurs du Mossad, Meïr Dagan à partir de 2002, puis Tamir Pardo depuis 2011, se sont régulièrement rendus à Washington afin de convaincre la NSA, la CIA, le Pentagone et le Congrès du danger iranien. Néanmoins, ces démarches n'ont pas eu d'effets majeurs sur la position américaine et la signature de l'accord « 5+1 » a évidemment renforcé, aux États-Unis comme en Israël, les tenants de la solution diplomatique.

La position américaine

L'administration américaine ne partage pas le point de vue israélien selon lequel il faut intervenir par la force afin de stopper les efforts de Téhéran de se doter de l'arme nucléaire. Washington estime au contraire qu'il faut maintenir les sanctions qui ont pour objet de provoquer un effondrement de l'économie iranienne tout en préservant l'économie mondiale et évitant ainsi une crise pétrolière internationale.

Les Américains parient davantage sur un effondrement brutal de l'économie iranienne. Fortement dépendante du pétrole, celle-ci a affiché en 2012, pour la première fois, des signes de fléchissement sous la pression des sanctions occidentales. Les exportations d'hydrocarbures auraient lourdement chuté au cours du premier semestre 2012, entraînant des pertes colossales évaluées à près de 40 milliards d'euros. Ce manque à gagner grève lourdement les ressources budgétaires du gouvernement iranien.

Conjuguée à la hausse vertigineuse du chômage, à l'inflation galopante et à la dégringolade du rial à son plus bas niveau historique, cette nouvelle donne écorne sérieusement l'image d'une « économie de résistance » bâtie par les dignitaires du régime pour contourner les sanctions. Le président Mahmoud Ahmadinejad avait fini par reconnaître, fin 2012, que son pays rencontrait des « difficultés » pour vendre son pétrole en raison de la « guerre cachée » menée par l'Occident contre Téhéran. À l'évidence, la stratégie d'« étranglement » économique voulue par les Occidentaux semble porter ses fruits.

À défaut d'obtenir leur participation à une opération militaire, les Israéliens souhaiteraient que Washington leur donne un feu vert officiel, autorise le survol de l'Irak et leur apporte une aide logistique. Tsahal espère notamment pouvoir se réapprovisionner en armes auprès des six dépôts stratégiques américains implantés sur le territoire israélien. Ils regorgent de munitions, de bombes « intelligentes », de missiles, de véhicules blindés, etc. En 2006, à l'occasion de la

guerre contre le Hezbollah, l'armée israélienne a eu, pour la première fois, accès à ces stocks. Le volume et la valeur du matériel emmagasiné n'ont cessé d'augmenter pour atteindre le niveau record actuel d'environ 1,2 milliard de dollars. « Cette présence est très encourageante car aucune armée au monde ne dispose de suffisamment de stocks de munitions en cas de guerre », souligne un responsable du ministère israélien de la Défense[13].

Pourtant, tout semble indiquer qu'Israéliens et Américains sont engagés dans une partie de poker menteur. « Le partage de renseignements sur l'Iran est extraordinaire et sans précédent », selon un expert du Pentagone, qui reconnaît toutefois les limites des échanges : « Dès qu'il s'agit de plans d'attaque, les Israéliens ne nous communiquent rien. Ils persistent à ne rien vouloir dire de leurs plans, et ce malgré plusieurs demandes émanant du secrétaire à la Défense, Leon Panetta. C'est leur secret le mieux gardé. »

Le discours belliqueux tenu par Tel-Aviv commence à épuiser les hautes sphères civiles et militaires à Washington. Auparavant fortement solidaires d'Israël, elles en veulent aujourd'hui à Netanyahou, car celui-ci tente de faire pression sur les États-Unis pour les pousser vers une guerre dont ils ne veulent pas. « Notre engagement vis-à-vis d'Israël est très fort. […] Mais cet engagement est là pour lui permettre de se défendre. Pas pour qu'il déclenche la troisième guerre mondiale[14] ! » S'il faut empêcher l'Iran d'obtenir l'arme

nucléaire, il faut aussi éviter que les Israéliens saisissent ce prétexte pour déclarer la guerre.

Une chose est sûre : la Maison-Blanche n'a pour l'heure aucunement l'intention de lancer une attaque préventive contre Téhéran, d'autant que depuis l'élection de Rohani, les relations entre les deux pays semblent s'améliorer, comme en témoigne la signature du récent accord. Selon un expert du Pentagone, « le scénario d'une offensive conjointe avec Israël est très peu probable, vous pouvez oublier cette hypothèse dès à présent. Nous ne combattrons pas non plus aux côtés des Israéliens si le conflit éclate. Il n'est pas question de se lancer dans un conflit simplement pour leur faire plaisir[15] ». Toutefois, au sein de l'administration Obama, nul ne peut dire avec certitude si Israël va finir par attaquer l'Iran. Mais la position des États-Unis est claire : ils « n'aideront ni n'entraveront » une opération de leur allié et chercheront à éviter de se retrouver impliqués dans un conflit qui embraserait tout le Moyen-Orient.

Afin de ne pas être entièrement surpris par une décision israélienne unilatérale, les experts du Pentagone se sont penchés sur les actions possibles que pourrait entreprendre Tsahal sans leur soutien. En effet, moins les États-Unis en savent à propos de la date et de la forme d'une attaque israélienne, plus les conséquences pour eux pourraient être néfastes.

C'est le CENTCOM – commandement régional pour le Moyen-Orient – en coopération avec le commandement de la Ve Flotte – qui a pour théâtre d'opérations l'océan Indien et le

golfe Persique –, qui s'est vu confier la mission d'étudier les options ouvertes aux Israéliens et leurs conséquences. Comme l'explique un de ses officiers, « nous examinons leurs moyens matériels et leurs capacités, nous essayons de nous mettre à leur place, d'imaginer ce que nous ferions en pareille situation. Du coup, même si cela reste de l'ordre des hypothèses, nous avons une assez bonne idée de ce qu'ils pourraient ou ne pourraient pas faire[16]. » Ainsi, les stratèges militaires américains ont retenu trois hypothèses plausibles.

La première comprendrait des raids aériens massifs contre les installations nucléaires de l'Iran, des frappes de missiles balistiques Jericho II et Jericho III, et de tirs de missiles de croisière depuis les sous-marins israéliens. Cependant, une telle campagne serait limitée dans le temps – quelques jours au plus – les Israéliens n'ayant pas les moyens d'effectuer des frappes répétées. En conséquence, une telle opération ne ferait que retarder d'un ou deux ans au mieux le programme nucléaire iranien. En particulier parce que la Heyl Haavir ne dispose pas de bombes capables de détruire des installations enterrées et durcies. Enfin, une telle action, même si elle commençait par la destruction des moyens antiaériens iraniens provoquerait probablement la perte de nombreux aéronefs et donc de pilotes.

La seconde option, liée à la vraisemblable incapacité de la première à détruire d'un seul coup les installations nucléaires iraniennes, est celle d'un raid des forces spéciales contre le complexe de Fordow, près de Qom, qui renferme la plupart des centrifugeuses, afin de les détruire. En complément, les

commandos repartiraient en emportant autant d'uranium enrichi que possible, avant de truffer les lieux d'explosifs et de détruire le site. Rappelons que Benyamin Netanyahou ainsi que le chef d'état-major de Tsahal Benny Gantz, sont tous les deux d'anciens officiers de Matkal et, connaissant les compétences de cette unité, pourraient être tentés de recourir à cette option. Le succès d'une telle opération repose toutefois sur de nombreux paramètres : la qualité des renseignements concernant l'objectif ; le transport aérien (au moins une demi-douzaine de gros porteurs serait nécessaire) ; la couverture aérienne ; la neutralisation des unités chargées de la défense du site ; et la vitesse d'exécution. L'histoire a souvent montré que les forces spéciales étaient l'un des meilleurs atouts de Tsahal, mais l'Iran de 2014 et ses pasdarans ne sont pas comparables à l'armée d'Amin Dada et l'Ouganda de 1976 : les pertes israéliennes pourraient être nombreuses et cette opération risquerait d'être assez sanglante[17].

La troisième option est la « décapitation » du régime, qui ne pourrait avoir lieu qu'en profitant d'une attaque aérienne ou d'un raid de commandos. Mais une telle action paraît très hasardeuse. En effet, quoique puissent prétendre les différents mouvements d'opposition iraniens, le régime des mollahs n'est pas aujourd'hui réellement menacé. Certes, une crise politico-religieuse importante a secoué récemment les plus hauts niveaux de l'État. Mais la population iranienne, malgré ses divisions et ses rancœurs à l'égard du régime, reste très nationaliste. Elle ressentirait l'entrée de sa mère patrie dans le camp des pays détenteurs de l'arme nucléaire comme une

grande fierté[18]. Ainsi, rien ne garantit qu'une action « décapitation » du régime mettrait fin au programme nucléaire de l'Iran. Au contraire, cela provoquerait probablement un transfert du pouvoir aux Gardiens de la révolution, lesquels ne manqueraient pas, en rétorsion, de s'en prendre à diverses cibles régionales, notamment américaines. Certains experts américains pensent néanmoins que cette option serait, pour Israël, le meilleur moyen d'impliquer les États-Unis, à leur corps défendant, dans sa guerre contre l'Iran[19].

Aussi, la simulation stratégique du CENTCOM, baptisée Internal Look, aborde l'hypothèse selon laquelle les États-Unis pourraient être entraînés dans un conflit au Moyen-Orient à cause d'une opération israélienne. Le Pentagone craint que l'Iran ne pense que les États-Unis cautionnent l'action de Tel-Aviv, même si tel n'est pas le cas. Aussi Téhéran pourrait s'en prendre aux forces américaines présentes dans le Golfe. L'étude estime que des représailles iraniennes contre des cibles militaires américaines dans la région pourraient provoquer des centaines de victimes, notamment si des missiles iraniens frappaient un bâtiment de l'US Navy dans le golfe Persique. Cette crainte, ajoutée aux menaces de Téhéran de fermer le détroit d'Ormuz, a motivé l'envoi d'un troisième porte-avions en mer d'Oman.

Pour éviter une telle méprise, le chef d'état-major des armées américain a déclaré à la presse, en août 2013, à Londres, qu'il ne souhaitait pas passer pour le « complice d'Israël » en cas d'attaque contre l'Iran. Le message explicite

du général Martin Dempsey adressé à l'Iran est que les États-Unis ne cautionneront pas ni ne contribueront à une offensive israélienne. Pire, si elle déclenchait une attaque préventive contre les installations nucléaires iraniennes, l'élite politique israélienne risquerait d'être surprise par la réaction de Washington. Selon un haut fonctionnaire du Pengagone, « si Israël déclenche une guerre, la première réaction de l'Amérique sera d'y mettre fin. D'appeler à un cessez-le-feu. [...] Nous ferons tout pour empêcher l'escalade. Nous aurons 72 heures pour le faire. Passé ce délai, impossible de dire ce qui se passera. » En effet, les services de renseignement occidentaux s'attendent à ce que les Iraniens se livrent à de nombreux attentats en Europe, aux États-Unis, dans les pays arabes voisins. Il est par ailleurs probable que Téhéran profiterait de l'occasion pour éliminer ses opposants réfugiés à l'étranger. Par ailleurs, des soulèvements populaires ne sont pas exclus au Liban et dans les territoires occupés par Israël[20].

C'est pourquoi les pressions américaines se multiplient depuis plus de deux ans afin de dissuader l'État hébreu de lancer une attaque contre l'Iran. Les Israéliens se plaignent des révélations américaines quant à leur coopération avec l'Azerbaïdjan (mise à disposition de facilités aéroportuaires), ou encore sur la présence de commandos israéliens dans le Kurdistan irakien. Ils y voient une manœuvre pour compromettre leurs projets d'intervention en Iran.

Toutefois, suite à ces pressions, les opérations clandestines du Mossad en Iran auraient été récemment ralenties sur ordre gouvernemental, ce qui générerait une certaine amertume au

sein du service. Les Américains considèrent en effet les assassinats de scientifiques iraniens comme ayant dépassé les limites de l'acceptable. Ils ont aussi assez mal pris le fait que les Israéliens se soient présentés comme des agents américains à l'occasion de leurs opérations avec le mouvement indépendantiste baloutche Jundallah, responsable de nombreux attentats en Iran[21].

Au demeurant, depuis la fin de l'année 2013, à la suite de l'élection du président Rohani et en raison de l'évolution de la situation en Syrie, au Liban et en Irak, les observateurs notent une nouvelle convergence américano-iranienne, après plus de trois décennies de rupture, conséquence de la prise d'otages des diplomates de l'ambassade américaine de Téhéran (1979). Déjà, au printemps, des pourparlers secrets avaient eu lieu à Oman et à Genève afin d'envisager les termes d'une reprise des relations bilatérales[22]. Les deux gouvernements, aux intérêts généralement contradictoires, partagent les mêmes craintes quant à la déstabilisation de la région sous l'action des djihadistes sunnites d'Al-Qaïda. Les États-Unis sont bien obligés de constater l'échec de leur intervention en Irak – qui leur a coûté 1 000 milliards de dollars et plus de 4 000 morts – et l'Iran sait que l'objectif ultime des sunnites radicaux est d'éradiquer les « hérétiques » chiites. Le 30 décembre 2013, Téhéran a proposé aux États-Unis de fournir une aide militaire au gouvernement irakien, dans sa lutte contre les djihadistes de la province d'Al-Anbar. Le 5 janvier, le secrétaire d'État américain, John Kerry, a déclaré qu'il envisageait une forme de participation de l'Iran à la

prochaine conférence de paix sur la Syrie. Mais les deux capitales ont finalement décliné les offres respectives qui leur étaient faites. Cette nouvelle convergence, qui demeure toutefois largement conditionnée par l'attitude de Téhéran dans la suite des négociations « 5+1 », ne fait ni le jeu d'Israël, ni celui de l'Arabie Saoudite et des autres monarchies du Golfe[23].

La nouvelle alliance de revers d'Israël

Après l'abandon des frappes envisagées par les Occidentaux en Syrie et leur revirement à l'égard de l'Iran, Israël, mais aussi les régimes wahhabites d'Arabie Saoudite et du Qatar, s'inquiètent. Ils ont donc décidé d'empêcher par tous les moyens la montée en puissance nucléaire et régionale de Téhéran.

Selon certaines sources diplomatiques et journalistiques[24], l'État hébreu et le royaume saoudien se seraient rapprochés afin de mettre au point un plan d'attaque contre l'Iran. Ces deux États sont très mécontents de l'évolution des négociations « 5+1 », estimant que l'accord entre l'Iran et les médiateurs internationaux n'est pas assez contraignant et ne privera pas Téhéran de sa capacité à fabriquer l'arme nucléaire. Selon la radio iranienne[25], une réunion aurait eu lieu entre le chef du renseignement saoudien et son homologue du

Mossad à Vienne, le 24 novembre 2013. Bandar bin Sultan aurait conclu un contrat d'une valeur d'un million de dollars avec le service israélien pour que ce dernier conçoive un virus informatique plus destructeur que Stuxnet et qu'il le lance à l'attaque des installations nucléaires iraniennes. De plus, Riyad s'est déclaré prêt à mettre ses bases aériennes à la disposition d'Israël en cas d'attaque contre le régime des mollahs. L'Arabie Saoudite envisage également de fournir à l'État hébreu des drones, des hélicoptères de sauvetage et des avions de transport. Ces moyens seraient en effet indispensables pour que l'armée de l'air israélienne, qui ne dispose pas de l'allonge nécessaire pour agir depuis son territoire, puisse lancer des raids aériens contre l'Iran.

Par ailleurs, depuis près d'un an, Saoudiens et Qataris ont renforcé leur soutien aux groupes djihadistes opérant en Syrie et au Liban contre le régime de Bachar el-Assad et le Hezbollah, dans le but de contrebalancer l'influence régionale de Téhéran. Le 19 novembre 2013, l'ambassade d'Iran à Beyrouth a été frappée par un double attentat à la voiture piégée : vingt-cinq personnes ont été tuées et cent cinquante blessées[26]. L'attentat a été revendiqué par les brigades Abdullah Azzam, liées à Al-Qaïda. Trois jours plus tard, dans la nuit du 22 novembre, des spécialistes de l'armée libanaise désamorcent une voiture piégée – chargée de près de 500 kilos d'explosifs et de deux obus, dans la Bekaa, alors qu'elle se dirigeait vers Beyrouth. Depuis, ce type d'attaques se multiplie, attisant le conflit entre les pays de la région et faisant de nombreuses victimes.

Surtout, Riyad songerait à développer un programme nucléaire militaire pour faire pièce à celui de Téhéran. S'il est difficile d'accepter que les Iraniens disposent un jour de l'arme atomique, cela est encore plus problématique en ce qui concerne l'Arabie saoudite, compte tenu de la nature du régime wahabite.

Il est légitime et compréhensible qu'Israël nourrisse des inquiétudes pour sa sécurité. Toutefois, la conclusion d'un accord avec le royaume saoudien – et probablement avec le Qatar –, qui soutiennent massivement les Frères musulmans et les groupes djihadistes liés à Al-Qaïda partout dans le monde, pose question : faire le jeu des pétromonarchies, qui promeuvent activement une vision rétrograde de l'islam, incompatible avec les principes démocratiques et les droits fondamentaux, sous prétexte d'une alliance de circonstance contre l'Iran, n'est-ce pas risquer de tomber de Charybde en Sylla ? Des régimes dominés par les Frères musulmans ou, pire, des situations d'anarchie comme en connaît actuellement la Syrie ne sont-ils pas, à terme, contraires aux intérêts d'Israël et de ses alliés occidentaux ?

Pourtant, il semble que les dirigeants israéliens aient entrepris de nombreuses consultations afin de nouer une alliance avec plusieurs pays situés à la périphérie de l'Iran en vue de créer un « environnement régional hostile » à Téhéran. Parmi les États qui pourraient constituer cette alliance figurent la Géorgie, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. Tous entretiennent de bonnes relations avec l'État hébreu. Les dirigeants israéliens comptent, entre

autres, utiliser les promesses non tenues d'assistance économique de l'Iran à ces pays pour les convaincre de développer une coopération « élargie » avec Tel-Aviv, dans les domaines de la santé, de l'énergie et de l'agriculture, mais aussi de la sécurité. Ainsi, ils pourraient bénéficier des renseignements du Mossad afin de neutraliser les cellules des pasdarans et du Hezbollah implantées sur leur territoire ou d'identifier leurs islamistes radicaux ayant rejoint les rangs des groupes djihadistes syriens proches d'Al-Qaïda, qui à leur retour, sont susceptibles de constituer une menace[27].

Face au risque croissant d'embrasement régional, la Russie, qui soutient fermement ses alliés moyen-orientaux contre les politiques occidentales qu'elle juge dangereuses pour l'équilibre régional et surtout contraire à ses intérêts, s'est vu contrainte à son tour de réagir. Moscou a rejeté, à l'automne 2013, les avances de Riyad, qui proposait de cesser de soutenir les groupes islamistes du Caucase (Tchétchènes, Daghestanais, etc.) en échange de l'accord de la diplomatie russe pour laisser les Occidentaux intervenir contre le régime de Damas. Au contraire, Vladimir Poutine a déployé une partie de sa flotte en Méditerranée à l'occasion de la crise syrienne, afin de prouver sa détermination aux Occidentaux. Cette démarche s'est révélée payante puisqu'une issue diplomatique à la crise a pu être trouvée. Certes des doutes subsistent, mais les preuves de la responsabilité de l'armée syrienne quant à l'utilisation d'armes chimiques le 21 août 2013 ne sont pas avérées et il est désormais prouvé que le groupe djihadiste Al-Nosra a reçu de ses sponsors du Golfe des substances chimiques qu'il n'a pas

hésité à utiliser. Mais le refus de Moscou a profondément irrité Riyad et semble avoir pour conséquence la récente multiplication des actes terroristes en Russie, dans la région de Sotchi, où ont lieu les jeux Olympiques d'hiver 2014.

Alors que d'après certaines sources diplomatiques, la Russie a menacé les Occidentaux de frappes de rétorsion contre l'Arabie Saoudite et le Qatar s'ils lançaient une opération militaire contre la Syrie, Moscou semble être allé plus loin dans la planification d'actions de vive force contre le royaume saoudien, suite au soutien que celui-ci apporte à ses ennemis et à ceux de ses alliés. Selon CNN, des hauts responsables de l'état-major russe auraient mis au point un plan d'attaque militaire contre les capitales saoudienne et qatarie. Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a par ailleurs affirmé que Moscou proposerait à l'occasion des négociations de Genève-II sur la Syrie, une résolution accusant Riyad d'être le « sponsor du terrorisme ». Cette résolution pourrait ensuite être présentée au Conseil de sécurité des Nations unies.

Ainsi, l'antagonisme israélo-iranien, compliqué par le jeu de leurs alliés respectifs et l'existence de nombreux jusqu'au-boutistes dans chaque camp, est en train de devenir la clé du précaire équilibre régional. Si rien n'est fait, de part et d'autre, pour atténuer les tensions, cette situation pourrait déboucher sur un véritable embrasement régional, voire mondial. Des frappes contre les installations nucléaires iraniennes ne feraient que retarder de quelques années la production de

l'arme atomique par Téhéran, mais en retour, elles provoqueraient un déchaînement de violence aux conséquences catastrophiques. De plus, selon certaines estimations, en cas de guerre au Moyen-Orient, le prix du baril pourrait atteindre les 200 dollars ce qui entraînerait une crise économique mondiale majeure.

Surtout, les dégâts humains des frappes contre les centrales nucléaires iraniennes seraient terribles. D'après le Hinckley Institute of Politics, plus de 80 000 Iraniens pourraient être tués, blessés ou contaminés suite à un bombardement israélien. En effet, le danger le plus grave proviendrait de la libération dans l'atmosphère de matières hautement toxiques qu'abritent les sites iraniens. Un risque démultiplié par le fait que la République islamique a installé ses infrastructures nucléaires à proximité des grands centres urbains. Ainsi, depuis Bushehr, l'une des cibles prioritaires de Tsahal, les nuages radioactifs pourraient facilement atteindre les pays du Golfe. Les populations locales se retrouveraient alors exposées à des problèmes de santé similaires à ceux rencontrés après la catastrophe de Tchernobyl[28].

Ehud Olmert et Benyamin Netanyahu ont régulièrement déclaré à leurs partenaires occidentaux, ces dernières années, que le programme nucléaire de l'Iran n'était pas *le* problème d'Israël, mais un problème mondial, dans le but de les associer à la recherche d'une solution. Cela signifie également aujourd'hui que la réaction éventuelle de l'État hébreu n'est pas un problème national mais international, car ses

conséquences dépasseraient lagement la seule sécurité d'Israël.

CONCLUSION

L'INCERTITUDE DU MONDE EN DEVENIR

« La chance n'existe pas. Le destin, c'est le caractère. Nous agissons comme nous sommes. Nous obtenons ce que nous méritons. »

Morris West, *La Tour de Babel* (1968).

Dès sa création, l'État d'Israël a dû faire face à des conflits avec les pays arabes qui l'entourent et les organisations armées palestiniennes qui lui livrent une lutte sans merci. Ses services de renseignement et de sécurité ont ainsi été engagés dans une guerre secrète permanente et sans pitié contre leurs ennemis. Le Shin Beth a réussi, pour l'essentiel, à assurer la protection du territoire, des lignes aériennes et des représentations diplomatiques. Il a démantelé de nombreuses cellules terroristes, éliminé leurs dirigeants sans pour autant réduire l'intensité du phénomène. Aman est parvenu – à l'exception du fiasco de Kippour (1973) – à assurer l'alerte

avancée face aux armées ennemies et a permis à Tsahal de sortir victorieuse des engagements, majeurs ou limités, dans lesquels elle a été engagée. Le Mossad a réussi à recruter ou à infiltrer certains de ses agents au plus haut niveau des centres de décision adverses afin de connaître leurs intentions. Il s'est aussi livré à de nombreuses actions de rétorsion à l'endroit des dirigeants des groupes terroristes ou des États qui s'en prennent aux intérêts israéliens. En complément de l'action des trois services principaux de la communauté israélienne du renseignement, le Lekem est parvenu à obtenir des informations techniques indispensables à la survie du pays – bien que cela se soit fait, parfois, au détriment de son allié américain – et les forces spéciales de Tsahal ont fait la preuve de leur remarquable efficacité en libérant des ressortissants retenus en otage jusqu'en Afrique ou en conduisant des raids de destruction au cœur des territoires adverses.

Ainsi, les services israéliens, même s'ils ont connu quelques déboires au cours des dernières décennies, demeurent parmi les plus performants au monde. L'investissement consenti sur les hommes, l'excellence de la formation, le soutien des dirigeants politiques et surtout l'adversité permanente leur ont permis d'atteindre et de conserver un haut niveau de professionalisme.

Aujourd'hui, les responsables de l'État hébreu sont préoccupés par les bouleversements intervenus récemment dans leur environnement proche. La région se caractérise par une très forte instabilité, telle qu'elle n'en avait pas connu depuis les années 1950, faisant voler en éclat beaucoup des

paradigmes sécuritaires israéliens, ainsi que l'a reconnu Ehud Barak, quelques mois avant de quitter ses fonctions : « Israël est confronté à des défis complexes, de près comme de loin. Nous suivons avec vigilance l'évolution de la situation, bien qu'il soit difficile de prévoir où cela nous mènera[1]. » Comme l'explique Pierre Razoux[2], le pays doit toujours faire face à l'Iran qui lui conteste son monopole nucléaire au Moyen-Orient, au Hamas dans Gaza, ainsi qu'au Hezbollah au Sud-Liban. Mais il doit désormais composer en plus avec les combattants djihadistes qui se sont installés en Syrie, dans la péninsule du Sinaï, et depuis peu au Liban. Cette situation est tout à fait inédite.

En raison de cette diversification des menaces, il y a une forte probabilité que le prochain conflit ait lieu sur plusieurs fronts (groupes palestiniens, Hezbollah, Iran, etc.) et voit plusieurs types d'affrontements survenir simultanément (opérations militaires en milieu urbain, terrorisme, cyberguerre, etc.). Aussi, le haut commandement israélien considère qu'il lui faut concevoir une défense tous azimuts, car il doit être capable de faire face à chacune de ces éventualités, isolément ou ensemble. L'État hébreu doit donc adapter son outil militaire.

D'autant que ses alliances diplomatiques traditionnelles sont devenues incertaines. « Corps étranger » pour ses voisins proche-orientaux, Israël a toujours été dépendant pour sa sécurité de soutiens extérieurs. Face à la nouvelle équation stratégique qui est en train de se mettre en place au Moyen-Orient et compte tenu de son isolement croissant sur la scène

internationale, dans lequel il porte évidemment une part non négligeable de responsabilité – le blocus de Gaza, l'occupation de la Cisjordanie et la poursuite de la politique d'extension des implantations sont quasi unanimement condamnés par la communauté internationale –, Israël sait qu'il lui faut préserver à tout prix ses relations spéciales avec Washington et, dans une moindre mesure, Berlin, surtout depuis que l'alliance militaire avec la Turquie a été remise en cause. Les États-Unis et l'Allemagne restent en effet ses plus fidèles soutiens et lui assurent d'une assistance militaire vitale qui lui permet d'envisager la modernisation de son arsenal et de maintenir par là même l'écart technologique avec ses adversaires potentiels. Toutefois, l'élection d'Hassan Rohani à la présidence de la République islamique iranienne, laisse entrevoir une possible normalisation des relations entre les États-Unis et l'Iran – évolution appréhendée avec beaucoup de méfiance par le pouvoir israélien[3].

Au cours de l'été 2013, le chef d'état-major de Tsahal, le général Benny Gantz a rendu public ses préconisations afin d'adapter l'outil militaire d'Israël aux nouvelles menaces[4]. Son objectif est de diminuer significativement les moyens de combat classique – réduction des effectifs, retrait du service actif de centaines de chars et de dizaines d'avions de combat – car les probabilités que Tsahal ait, à l'avenir, à affronter des armées régulières, disposant de blindés, soutenues par de l'artillerie lourde et ouvrant la voie à l'infanterie dans le cadre d'un conflit conventionnel « symétrique », sont quasiment

nulles : aucun de ses voisins n'est en mesure aujourd'hui de déclencher une offensive militaire contre Israël. Jusqu'en 2011, la Syrie était un État stable avec une solide armée régulière, préparée à faire face à Tsahal. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, le pays est en pleine guerre civile, l'armée, affaiblie, se concentre sur les opérations contre les forces rebelles et les mouvements djihadistes, et l'arsenal nucléaire et chimique de Damas a été quasiment annihilé par les frappes de la Heyl Haavir. De même, l'Égypte était un État-nation stable, disposant d'une armée moderne, dotée d'armements de pointe. Si l'armée est toujours là, le pays connaît une situation d'instabilité sans précédent depuis que les militaires – d'ailleurs favorables au *statu quo* vis-à-vis d'Israël et au respect des accords de Camp David – ont renversé l'ex-président Morsi, contre lequel la contestation populaire n'a cessé de monter. Dans cette situation chaotique, les Frères musulmans et leurs partisans ont pris les armes, n'acceptant pas d'avoir été chassés du pouvoir. La Jordanie, enfin, est un îlot de stabilité relative très fragile, qui n'est pas à l'abri de basculer dans une situation comparable à celle de ses voisins arabes.

Bien que personne ne puisse encore prédire dans quelle direction l'insécurité et les menaces vont évoluer, une chose est sûre : les menaces du XXe siècle ont disparu et la nature de la guerre va changer. Tsahal doit donc prendre ces évolutions en considération et en tirer les enseignements. Pour le général Benny Gantz, à court terme, les menaces les plus probables

sont les attaques terroristes, les tirs de roquettes ou de missiles, les cyberattaques et le danger nucléaire.

En effet, des incursions de commandos suicide et des bombardements sont possibles depuis le Liban, le Sinaï, Gaza, la Cisjordanie – voire depuis l'Égypte, car Le Caire envisage d'acheter à la Russie des missiles balistiques SS-25, d'une portée de 2 000 kilomètres – et l'installation d'Al-Qaïda sur les frontières de l'État hébreu est une vraie préoccupation. Celle-ci est encouragée par l'anarchie qui règne en Syrie, au Liban – menacé d'implosion communautaire – et en Égypte.

Ces menaces nécessitent des réponses nouvelles et innovantes, car les futurs champs de bataille seront robotiques et technologiques, largement fondés sur le renseignement et les systèmes d'information et de contrôle, et les guerres de demain seront conduites par des femmes et des hommes opérant derrière des écrans d'ordinateurs. Ces évolutions et les décisions à prendre afin de s'y adapter pourraient susciter des blocages au sein même de la société israélienne. En effet, beaucoup de citoyens de l'État hébreu sont réticents à l'idée de réduire le volume des forces armées, lesquelles ont assuré, jusqu'à aujourd'hui, leur sécurité. Leurs craintes concernent notamment l'aviation israélienne (IAF), considérée comme la « police d'assurance du peuple juif », qui compte actuellement plusieurs centaines d'appareils. Or lorsque les nouveaux chasseurs furtifs américains F-35 seront livrés, un grand nombre d'appareils d'ancienne génération seront retirés du service. L'IAF, disposera donc d'un nombre sensiblement inférieur d'aéronefs. Toutefois, il n'existe pas dans la région,

aujourd'hui comme à moyen terme, de forces aériennes capables de représenter une menace aérienne significative contre Israël. La réattribution des moyens envisagée par Benny Gantz et son état-major semble donc cohérente. D'autant qu'il existe des dizaines de milliers de roquettes et de missiles braqués sur l'État hébreu contre lesquels l'aviation est d'une utilité très relative. Ainsi, les économies réalisées sur les avions de combat – mais aussi les forces mécanisées terrestres – permettront de dégager des moyens financiers pour la défense antimissiles[5]. Les héros des guerres futures d'Israël ne seront pas des équipages de chars Merkava, des fantassins couverts de poussière ou des pilotes survolant le Proche-Orient à Mach 2. Ce seront d'abord les geeks technophiles et les pirates informatiques de l'Unité 8200, bombardant leurs patrons d'idées, lançant le développement de nouveaux logiciels et de nouveaux systèmes électroniques.

Il faut enfin prendre en compte l'évolution de la société israélienne. La population de l'État hébreu n'est plus la même que lorsque les premiers sionistes ont établi le nouvel État, en 1948. Les esprits ont changé. Dans l'Israël d'aujourd'hui, le nombre d'enfants issus des milieux ultra-orthodoxes et arabes – refusant ou exemptés du service militaire – atteint près de 50 %. Le taux de natalité de ces deux catégories est beaucoup plus élevé que celui de la population israélienne « laïque » sur laquelle repose l'effort humain de défense. Dans quelques années, le nombre des jeunes de 18 ans qui ne seront pas susceptibles d'être enrôlés dépassera celui des conscrits. Cette situation devient de plus en plus intolérable pour ceux qui

assument leurs responsabilités et provoque un schisme croissant au sein de la société israélienne.

Le gouvernement a récemment adopté (juillet 2013) une nouvelle loi qui stipule qu'à partir de 2017, les Israéliens ultra-orthodoxes devront effectuer leur service militaire, à l'exception de quelques-uns qui recevront une autorisation spéciale afin de poursuivre leurs études religieuses[*1]. Cette loi, qui doit encore franchir quelques étapes avant d'entrer en application, est aussi une évolution historique qui pourrait créer des remous : les soldats ultra-orthodoxes obéiront-ils s'il leur est demandé de s'opposer à ceux qui, ultrareligieux comme eux, construisent des implantations de façon illégale en Cisjordanie et parfois affrontent des Palestiniens ? Accepteront-ils de forcer les habitants des implantations à quitter les zones qu'Israël pourrait être amené à rétrocéder aux Palestiniens ? Certes, depuis quelques années, un petit nombre de juifs ultra-orthodoxes ont commencé à servir sous les drapeaux, généralement sur la base du volontariat. Il n'y a pas de raison de douter *a priori* de la capacité de la hiérarchie militaire à se faire obéir par ses troupes, d'autant que les cas d'insubordination seraient probablement durement réprimés. Mais cette question fera certainement l'objet de vifs débats dans les années à venir.

Devant les incertitudes de l'avenir, au cœur de la région du monde la plus instable depuis le milieu du XXe siècle, Israël n'a d'autre choix que de poursuivre son effort en matière de défense et, surtout, de maintenir le haut niveau d'excellence

de ses services de renseignement et de sécurité. En effet, leur rôle sera encore plus déterminant dans les années à venir que par le passé. Car pour faire face efficacement aux menaces, « le travail de renseignement doit continuer 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an », comme l'explique le général Amir Eshel, commandant de l'armée de l'air israélienne.

Le renseignement israélien devra encore être plus attentif à la situation des pays voisins, aux humeurs de leurs dirigeants, à leurs intentions et à leurs projets, tout particulièrement en ce qui concerne l'Iran et son programme nucléaire. Il devra poursuivre ses efforts pour détecter le plus en amont possible la préparation d'attaques terroristes et les infiltrations de combattants adverses contre son territoire. Il devra également surveiller avec vigilance les tendances subversives au sein de la société israélienne, chez les Arabes israéliens et chez les juifs ultra-orthodoxes dont il convient de ne jamais oublier qu'ils sont à l'origine de l'assassinat de Yitzhak Rabin. Mais toutes ces missions devront être menées dans le respect des droits de l'homme, si Israël veut continuer à revendiquer son statut de seule « vraie » démocratie du Proche-Orient. Dans le même temps, la communauté du renseignement devra être capable de déceler et d'évaluer les opportunités de paix, et de rétablir le dialogue avec l'Autorité palestinienne. Le Shin Beth, Aman et le Mossad ont donc de belles années devant eux.

*1. La loi prévoit un service militaire ou communautaire obligatoire avec des sanctions pour ceux qui ne respectent pas la conscription égale des femmes et des hommes. Seuls seront toujours exemptés 18 000 hommes qui sont considérés comme des « érudits » de l’étude torahnique.

NOTES

Note de l'introduction

1. Scarecrow Press, 2006, Introduction, p. XXXIX.

Notes du chapitre premier

1. Alain Rodier, « Les ennemis de l'État hébreu », *Note d'actualité* n° 13, juillet 2005, www.cf2r.org

2. Yaakov Katz & Yoaz Hendel, *Israel vs Iran, the Shadow War*, Potomac Books, Washington, 2012, p. 17.

3. Y. Katz & Y. Hendel, *op. cit.*, p. 27.

4. Après le retrait d'Israël du Liban en 2000, la Force Al-Qods a commencé à fournir des milliers de missiles de diverses portées au Hezbollah : lance-roquettes multiples de courte portée Katyusha et de longue portée Zelzal et Fajr (cf. Y. Katz & Y. Hendel, *op. cit.*, p. 17.).

5. *Ibid.*, p. 25.

6. *Ibid.*, p. 26.

7. En août 2006, le Hezbollah avait envoyé deux drones équipés de 40 kg d'explosifs pour détruire « un objectif stratégique » dans le nord d'Israël. Mais les deux engins avaient été interceptés à temps par l'aviation

israélienne non sans difficulté (« Le Hezbollah améliore ses drones », *TTU* n° 849, 6 juin 2012).

8. « Le Hezbollah améliore ses drones », *TTU* n° 849, 6 juin 2012.

9. *2012 Annual Summary, Terrorism and CT Activity Data and Trends*, www.shabak.gov.il.

10. Y. Katz & Y. Hendel, *op. cit.*, p. 129.

11. *Ibid.*, p. 125.

Notes du chapitre 2, p. 53.

1. R. Faligot et R. Kauffer, *Les Maîtres espions, op. cit.*, p. 100.

2. http://www.haaretz.com/blogs/2.294/how-israel-won-the-six-day-war-1.353213

3. M. Bar-Zohar et N. Mishal, *op. cit.*

4. Dan Raviv & Yossi Melman, *Every Spy a prince*, Houghton-Mifflin, 1990, p. 172.

5. *Ibid.*, p. 249.

6. *2012 Annual Summary, Terrorism and CT Activity Data and Trends*, www.shabak.gov.il.

7. *Ibid.*

8. *Ibid.* La marine israélienne a intercepté sans violence ce bateau qui avait pour but de forcer le blocus de la bande de Gaza ; il a été redirigé vers le port israélien d'Ashdod.

9. *Kol Israël*, le 10 août 2006.

Notes du chapitre 3

1. Pierre Razoux, « Tsahal sur tous les fronts. L'armée israélienne dans l'incertitude stratégique », *Focus stratégique* n° 45, IFRI – Laboratoire de

recherche sur la défense, juillet 2013, p. 19.

2. Dan Raviv & Yossi Melman, *Spies against Armageddon,* Levant books, New York, 2012, p. 94.

3. Ephraïm Kahana, *Historical dictionnary of Israeli Intelligence*, Scarecrow Press, 2006.

4. Les lignes qui suivent se fondent sur l'excellent article de Pierre Razoux « Le renseignement israélien pendant la guerre des Six Jours », *Renseignement et opérations spéciales*, n° 6, novembre 2000, CF2R/L'Harmattan.

5. Propos rapportés par Reachard Deacon dans *The Israeli Secret Service*, Sphere Books, Londres, 1977, p. 180.

6. Steven Green dans son livre *Taking Sides* ; Andrew et Leslie Cockburn, dans leur ouvrage *Dangerous Liaison : The Inside Story of the US-Israeli Covert Relationship*, Harper Collins, New York, 1991, p. 153.

7. Yaakov Katz, *op. cit.*, p. 196-197.

8. Pierre Razoux, « Des pilotes français sous les couleurs d'Israël », *Historia*, mars 2000, p. 38-42.

9. Pierre Razoux, « Le renseignement israélien pendant la guerre des Six Jours », *Renseignement et opérations spéciales*, n° 6, novembre 2000, CF2R/L'Harmattan.

10. Dan Raviv & Yossi Melman, *Every Spy a prince*, *op. cit.*, p. 10.

11. Une grande partie des directeurs d'Aman n'a pas connu un destin très heureux : Isser Bééri dut démissionner en 1949 pour abus des droits civils, Binyamin Gibli en 1955 pour avoir ordonné de sabotages stupides en Égypte (affaire Lavon), Yehoshafat Harkabi en 1958 pour avoir lancé inconsidérément une mobilisation des réserves, etc. (Dan Raviv & Yossi Melman, *Every Spy a prince*, *op. cit.*, p. 127).

12. Alain Rodier, « Israël/Iran/bande de Gaza : jeu de billard à trois bandes », *Note d'actualité* n° 152, janvier 2009, www.cf2r.org.

13. « Israël : sécuriser les données des drones », *TTU* n° 852, 27 juin 2012.

14. http://tsahal.fr/armee-de-defense-israel/unites-de-tsahal/forces-armees/forces-terrestres/corps-de-collecte-de-renseignements.

15. http://tsahal.fr/glossaire/bataillon-herev

16. http://tsahal.fr/armee-de-defense-israel/unites-de-tsahal/forces-armees/forces-terrestres/corps-dinfanterie/bataillons-independants/bataillon-bedouin

17. Jérôme Bourdon, « Anastasie et Massouda : les visages de la censure en Israël », *La Vie des idées*, 18 octobre 2011.

18. *Ibid*.

Notes du chapitre 4

1. Dan Raviv & Yossi Melman, *Every Spy a Prince*, *op. cit.*, p. 205-206.

2. Ronen Bergman, « La guerre secrète du Mossad contre les armes de destruction massive en Syrie », *Slate.fr,* lundi 14 octobre 2013.

3. Yaakov Katz & Yoaz Hendel, *Israel vs Iran, the Shadow War*, *op. cit.*, 2012.

4. http://alliancegeostrategique.org/2014/01/30/nations-technologiques-part-1-le-cas-israelien.

5. « Israel valley Plus », *Ha'aretz*.

6. http://alliancegeostrategique.org/2014/01/30/nations-technologiques-part-1-le-cas-israelien.

7. *TTU*, n° 850, 13 juin 2012.

8. Pierre Razoux, « Tsahal sur tous les fronts. L'armée israélienne dans l'incertitude stratégique »' *op. cit.*, p. 37-38.

9. Gilles Munier, « Scandale NSA : l'Israéli Connection », *Afrique Asie,* octobre 2013.

10. http://www.theguardian.com/world/interactive/2013/sep/11/nsa-israel-intelligence-memorandum-understanding-document

11. Ce programme permet à la NSA de collecter des informations auprès des entreprises américaines, dont la plupart des géants du web. (http://www.lemonde.fr/international/infographie/2013/06/11/le-programme-prism-en-une-infographie_3427774_3210.html)

12. *TTU* n° 909, 6 novembre 2013.

13. http://www.ttu.fr/israel-sous-surveillance.

14. *Ibid.*

15. Adnan Abu Amer, « Israel Braces for Cyberwarfare With Palestinians » *Al Monitor*, 1 March 2013.
http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/02/israel-palestine-cyber-war.html

16. *Yedioth Aharonot*, 23 décembre 2012.

17. Gwen Ackerman, « Israeli Troops Swap Guns for Computers as Cyber Attacks Rise », January 28, 2013.
http://redirectix.bulletins-electroniques.com/eCkWz

18. Command, Control, Communications, Computers, and Intelligence (dover.idf.il/IDF/English/units/forces/ground/communication/default.htm

19. « Cyberguerre à l'israélienne », *TTU* n° 845, 9 mai 2012.

20. *Associated Press*, 27 octobre 2103.
http://www.washingtonpost.com/world/middle_east/ap-exclusive-experts-say-hackers-hit-major-israeli-roadway-a-sign-cyber-warfare-now-reality/2013/10/27/54a65a3a-3f2e-11e3-b028-de922d7a3f47_story.html

21. *Associated Press,* 27 octobre 2103.
http://www.washingtonpost.com/world/middle_east/ap-exclusive-experts-say-hackers-hit-major-israeli-roadway-a-sign-cyber-warfare-now-reality/2013/10/27/54a65a3a-3f2e-11e3-b028-de922d7a3f47_story.html

22. Erwan Cario, « Déni de service : comment liberation.fr a été attaqué », 19 novembre 2013.

23. Yaakov Lappin, *Jerusalem Post*, 7 avril 2013. http://www.jpost.com/Defense/Israeli-cyber-activists-attack-anti-Israel-hackers-308921

24. Pierre Razoux, « Tsahal sur tous les fronts. L'armée israélienne dans l'incertitude stratégique »' *op. cit.*, p. 37-38.

25. *Kol Israël,* 3 décembre 2013.

Notes du chapitre 5

1. Pierre Razoux, « Les forces spéciales israéliennes : évolution du concept et missions », in *Israël et son armée. Société et stratégie à l'heure des ruptures*, Études Inserm, Paris, mai 2010.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Dan Raviv & Yossi Melman, *Every Spy a prince*, *op. cit.*, p. 183.

5. Les lignes qui suivent empruntent à deux remarquables reconstitutions de l'opération : général Albert Merglen, « Le raid aéroporté d'Entebbe (juillet 1976) », *Renseignement et opérations spéciales* n° 7, mars 2001, Paris ; CF2R/L'Harmattan. Gordon Thomas, *Histoire secrète du Mossad*, Nouveau Monde, Paris, 2006.

6. Pierre Razoux, « Tsahal sur tous les fronts. L'armée israélienne dans l'incertitude stratégique », *op. cit.*, p. 20.

Notes du chapitre 6

1. Cité par Dan Raviv & Yossi Melman, *Every Spy a prince*, *op.cit.*, p. 131.

2. Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les Maîtres espions, Histoire mondiale du renseignement,* tome 2*, op. cit.*, p. 98 et p. 100.

3. En 2000, les autorités israéliennes considérèrent que Nativ n'avait plus de raison d'être. L'agence perdit donc son statut de membre de la communauté du renseignement, mais son décret de dissolution ne fut jamais publié. Nativ mourut donc à petit feu, privé de fonds et de missions (Dan Raviv & Yossi Melman, *Spies against Armageddon, op. cit.*, p. 174-175 et 179).

4. *Ibid.*, p. 313.

5. Michel Bar-Zohar et Nissim Mishal, *Mossad, les grandes opérations*, Plon, Paris, 2012, p. 137.

6. Michael Ross, with Jonathan Kay, *The Volunteer*, Skyhorse publishing, Canada, 2007.

7. D. Raviv & Y. Melman, *Every Spy a prince*, *op. cit.*, p. 153.

8. M. Ross, *op. cit.*

9. *La voix de la République islamique d'Iran*, 19 décembre 2012.

10. M. Ross, *op. cit.*

11. Mercredi 14 janvier 2009 © drzz.info http://www.drzz.info/categorie-10448727.html

12. D'après le site spécialisé *Écoute et Renseignement*. http://ecouteetrenseignement.blogspot.fr/2013/04/vaste-campagne-de-recrutement-lancee.html

13. Israël Mossad : la sélection des candidats au métier d'agent secret, www.israelvalley.com/news/2013/06/21/40373/israel-mossad-la-selection-des-candidats-au-metier-dagent-secret

14. *Jerusalem Post*, 22 mai 2013.

15. Vittorio Morabito, « Falachas », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 31 mai 2013.

16. Les lignes qui suivent sont largement inspirées de l'article publié par le site *drzz.info* (http://www.dreuz.info/2009/02/article-27508593/) qui a offert une très complète recension de l'histoire de la famille al-Jarrah. Ce site est généralement bien informé, mais il convient de ne pas perdre de vue qu'il assume une position très favorable à Israël.

17. R. Faligot et R. Kauffer, *Les Maîtres espions, op. cit.*, p. 293.

18. M. Bar-Zohar et N. Mishal, *op. cit.*

19. *Ibid.*, p. 178-179.

Notes du chapitre 7

1. « Revenge », *The Guardian*, 26 juillet 2008, http://www.theguardian.com/world/2008/jul/26/second.world.war

2. Littéralement « groupes d'intervention ».

3. Cf. *New York Times* du 20 avril 1946.

4. Cf. Rich Cohen, *The Avengers* Vintage, 2001 et Michael Elkins, *Forged In Fury*, Corgi Childrens, 1982.

5. http://tsahal.fr/tsahal-au-passe/ancetres-de-tsahal/le-lehi.

6. Dieter Bednarz and Ronen Bergman, « Mossad Zeros in on Tehran's Nuclear Program », *Der Spiegel*, 17 janvier 1011. http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,739883,00.html

7. Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les Maîtres espions. Histoire mondiale du renseignement,* tome 2, *op. cit.*, p. 97.

8. D. Bednarz and R. Bergman, *op. cit.*

9. *Ibid.*

10. http://www.drzz.info/article-20617647.html

11. D. Bednarz and R. Bergman, *op. cit.*

12. *Ibid.*

13. Israel reconnut l'assassinat de d'Abou Jihad le 1er novembre. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/11/01/97001-20121101FILWWW00345-israel-reconnait-l-assassinat-de-jihad.php

14. Alain Rodier, « Dubaï/Israël : Retour sur l'opération "homo" contre un responsable du Hamas », *Note d'actualité* n° 221, www.cf2r.org, août 2010.

15. Dan Raviv & Yossi Melman, *Spies against Armageddon, op. cit.*, p. 307.

16. D. Bednarz and R. Bergman, *op. cit.*

17. Erol Araf, « Death of a master terrorist : How the "Iranian Jackal" was killed », *National Post*, 12 février 2013.

18. Une autre version des faits avance que c'est la voiture même de Mughniyeh qui aurait été piégée (D. Raviv & Y. Melman, *Spies against Armageddon, op. cit.*).

19. Alain Rodier, « Imad Fayez Mughniyeh assassiné en Syrie », *Note d'actualité* n° 117, février 2008, www.cf2r.org

20. Michel Bar-Zohar et Nissim Mishal, *Mossad, les grandes opérations*, *op. cit.*

21. D. Bednarz and R. Bergman, *op. cit.*

22. *Ibid.*

23. *Permission de tuer. Les nouveaux services secrets*, collection « Vu d'Amérique », Les empêcheurs de tourner en rond/Seuil, Paris, 2004.

24. D. Bednarz and R. Bergman, *op. cit.*

25. *Ibid.*

26. *Ibid.*

27. *Ibid.*

Notes du chapitre 8

1. Dan Raviv & Yossi Melman, *Every Spy a prince*, *op. cit.*, p. 211.

2. Alain Rodier, « Tactique employée par le Hezbollah au Liban », *Note d'actualité* n° 46, août 2006, www.cf2r.org.

3. *Ibid.*

4. Pierre Razoux, « La bataille de Karameh, premier revers des forces israéliennes contre l'OLP », revue *Renseignement et opérations spéciales* n° 5, CF2R/L'Harmattan, Paris, juillet/août 2000.

5. *Ibid.*

6. Michel Bar-Zohar et Nissim Mishal, *Mossad, les grandes opérations*, *op. cit.*

7. Ses activités seront dévoilées le 4 octobre 1992, à la suite du crash d'un avion-cargo israélien sur la ville de Bijlmer, aux Pays-Bas, faisant 42 morts. L'enquête prouva que l'appareil, censé transporter des magnétoscopes et des parfums, emportait en réalité dix tonnes de produits chimiques – dont du diméthyle méthylphosphonate (DMPP) entrant dans la composition du gaz sarin – destinées à l'institut de Nes Tziona (http://benillouche.blogspot.fr/2012/09/lechec-du-mossad-linstitut-de.html).

8. Dan Raviv & Yossi Melman, *Spies against Armageddon, op. cit.*, p. 206 à 216.

Notes du chapitre 9

1. Cité par Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les Maîtres espions. Histoire mondiale du renseignement,* tome 2, *op. cit.*

2. Les lignes qui suivent s'inspirent essentiellement de l'article de Pierre Razoux, « Le renseignement israélien pendant la guerre des Six Jours »,

Renseignement et opérations spéciales, n° 6, novembre 2000, CF2R/L'Harmattan.

3. Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les Maîtres espions, Histoire mondiale du renseignement,* tome 2*, op. cit.*, p. 293.

4. Pierre Razoux*,* « Le renseignement israélien pendant la guerre des Six Jours », *op. cit.*

5. Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les Maîtres espions. Histoire mondiale du renseignement,* tome 2, *op. cit.*, p. 97.

6. Dan Raviv & Yossi Melman, *Every Spy a prince*, *op. cit.*, p. 174.

7. http://uk.news.yahoo.com/mossad-spy-spilled-secrets-hezbollah-report-180544505.html

8. Pierre Razoux, « Tsahal sur tous les fronts. L'armée israélienne dans l'incertitude stratégique », *op. cit.*, p. 20.

Notes du chapitre 10

1. Ephraïm Halevy, *Mémoires d'un homme de l'ombre*, Albin Michel, Paris, 2006, p. 258-259.

2. Pour davantage de précisions, cf. l'ouvrage de référence de Samuel Katz, *Soldier Spies : Israeli Military Intelligence*, Presidio Press, Novato, Californie, 1992, p. 183-188.

3. http://www.nsc.gov.il/NSCWeb/TemplatesEnglish/CounterTerrorismEN.aspx

4. Ephraïm Halevy, *Mémoires d'un homme de l'ombre*, *op. cit.*

5. *Ibid.*, p. 277-278.

6. Michel Bar-Zohar et Nissim Mishal, *Mossad, les grandes opérations*, *op. cit.*, p. 13.

Notes du chapitre 11

1. Ronen Bergman, « La guerre secrète du Mossad contre les armes de destruction massive en Syrie », *Slate.fr,* lundi 14 octobre 2013.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. Yaakov Katz & Yoaz Hendel, *Israel vs Iran, the Shadow War*, *op. cit.*, p. 48.

7. Ronen Bergman, « La guerre secrète du Mossad contre les armes de destruction massive en Syrie », *op. cit.*

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*

10. http://www.larevue.info/index.php/politique/dossier-politique/5873-2013-04-26-08-17-15

11. David Makovsky, « The Silent Strike How Israel Bombed a Syrian Nuclear Installation and Kept It Secret », *The New Yorker*, 12 septembre, 2012.

12. Ronen Bergman, « La guerre secrète du Mossad contre les armes de destruction massive en Syrie », *op. cit.*

13. *Ibid.*

14. http://www.thesundaytimes.co.uk/sto/news/world_news/Middle_East/arti

15. *Kol Israël,* 3 janvier 2014.

Notes du chapitre 12

1. Yaakov Katz & Yoaz Hendel, *Israel vs Iran, the Shadow War*, *op. cit.*, p. 106.

2. Alain Rodier, « Guerre secrète contre l'Iran », *Note d'actualité* n° 107, novembre 2007, www.cf2r.org

3. Michael Ross, with Jonathan Kay, *The Volunteer*, *op. cit.*, p. 256.

4. Y. Katz & Y. Hendel, *op. cit.*, p. 108.

5. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 113.

6. Dieter Bednarz and Ronen Bergman, « Mossad Zeros in on Tehran's Nuclear Program », *Der Spiegel*, 17 January 1011 (Translated from the German by Jan Liebelt and Ella Ornstein).
http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,739883,00.html

7. Ralph Langner, « Stuxnet's Secret Twin », *Foreign Policy*, 19 novembre 2013,
http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/11/19/stuxnets_secret_twin_print=yes&hidecomments=yes&page=full.

8. Ralph Langner, *op. cit.*

9. *Ibid.*

10. Y. Katz & Y. Hendel, *op. cit.*, p. 104.

11. R. Langner, *op. cit.*

12. Y. Katz & Y. Hendel, *op. cit.*, p. 103.

13. R. Langner, *op. cit.*

14. *Ibid.*

15. *La voix de la République islamique d'Iran*, le 25 décembre 2012.

16. Y. Katz & Y. Hendel, *op. cit.*, p. 96.

17. A. Rodier, « Iran : mystérieuse explosion sur une base des Pasdaran », *op. cit.*

18. Alain Rodier, « Qui est derrière l'assassinat de scientifiques iraniens ? », *Note d'actualité* n° 235, décembre 2010. www.cf2r.org

19. *Ibid.*

20. *Ibid.*

21. Alain Rodier, « Imad Fayez Mughniyeh assassiné en syrie », *Note d'actualité* n° 11, février 2008, www.cf2r.org

22. D. Bednarz and R. Bergman, *op. cit.*

23. Damien McElroy & Ahmad Vahdat, « Iranian cyber warfare commander shot dead in suspected assassinatio », *Daily Telegraph* [UK], 3 October 2013.
http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/iran/10350285/cyber-warfare-commander-shot-dead-in-suspected-assassination.html

24. Y. Katz & Y. Hendel, *op. cit.*, p. 106.

25. R. Langner, *op. cit.*

26. Mayizika Feena, « Les centrales nucléaires russes infectées par le virus informatique Stuxnet », *dailygeekshow.com*, novembre 2013. http://dailygeekshow.com/2013/11/19/les-centrales-nucleaires-russes-infectees-par-le-virus-informatique-stuxnet/?utm_source=newsletter&utm_medium=e-mail&utm_campaign=Newsletter2013-11-19

Notes du chapitre 13

1. Yaakov Katz & Yoaz Hendel, *Israel vs Iran, the Shadow War*, *op. cit.*, p. 108.

2. Cité par Reuters.

3. Alain Rodier, « Iran : pendaison d'un espion travaillant au profit d'Israël », *Note d'actualité* n° 147, www.cf2r.org, novembre 2008.

4. Y. Katz & Y. Hendel, *Israel vs Iran, the Shadow War*, *op. cit.*, p. 107.

5. A. Rodier, « Iran : pendaison d'un espion travaillant au profit d'Israël », *op. cit.*

6. Michael Ross, with Jonathan Kay, *The Volunteer*, *op. cit.*, p. 251.

7. Y. Katz & Y. Hendel, *Israel vs Iran, the Shadow War*, *op. cit.*, p. 107.

8. Alain Rodier, « Israël : arrestation d'un espion iranien », *Note d'actualité* n° 329, octobre 2013, www.cf2r.org,

9. Alain Rodier, « États-Unis/Iran : l'opération “Chevrolet”, une intox ? », *Note d'actualité* n° 259, octobre 2011, www.cf2r.org.

10. Alain Rodier, « Bulgarie : attentat contre des touristes israéliens, suite d'une longue série ? », *Note d'actualité* n° 280, août 2012, www.cf2r.org

11. A. Rodier, « Iran-Israel : la guerre des opérations “homo” bat son plein », *op. cit.*

12. A. Rodier, « Bulgarie : attentat contre des touristes israéliens, suite d'une longue série ? », *op. cit.*

13. *Ibid.*

Notes du chapitre 14

1. Alain Rodier, « Iran : un enfumage de plus ? », *Note d'actualité* n° 316, juillet 2013, www.cf2r.org

2. Alain Rodier, *Iran : la prochaine guerre ?* Ellipses, Paris, 2007.

3. Alain Rodier, « Iran : nouveaux sites nucléaires secrets ? », *Note d'actualité* n° 335, novembre 2013, www.cf2r.org.

4. Dan Raviv & Yossi Melman, *Spies against Armageddon, op. cit.*, p. 19.

5. *Ibid.*, p. 56.

6. A. Rodier, « Iran : nouveaux sites nucléaires secrets ? », *op. cit.*

7. Yaakov Katz & Yoaz Hendel, *Israel vs Iran, the Shadow War*, *op. cit.*, p. 187.

8. *La voix de l'Amérique et Kol Israël*, 20 juin 2008.

9. *drzz.info,* lundi 20 juillet 2009.

10. *Kol Israël,* 20 novembre 2013.

11. Alain Rodier, « Iran-Israël : vers l'équilibre de la terreur ? », *Note d'actualité* n° 262, www.cf2r.org, novembre 2011.

12. *Ibid.*

13. *TTU* n° 857, 12 septembre 2012.

14. Mark Perry, « The Entebbe Option », *Foreign Policy*, 27 September 2012. (http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/09/27/the_entebbe_option ?print=yes&hidecomments=yes&page=full). Publié en français sous le titre « Iran : ce que pensent vraiment les généraux américains d'une attaque israélienne », *Slate.fr*, 12 octobre 2012 (http://www.slate.fr/story/63265/iran-israel-guerre-etats-unis)

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*

18. Alain Rodier, « Iran-Israël : vers l'équilibre de la terreur ? », *op. cit.*

19. M. Perry, *op. cit.*

20. *Ibid.*

21. *TTU* n° 842, 18 avril 2012.

22. Thomas Erdbrinck, « U.S. and Iran Face Common Enemies in Mideast Strife », *The New York Times,* 6 January 2014.

23. *Ibid.*

24. RIA Novosti, Moscou, 17 novembre 2013, http://fr.ria.ru/world/20131117/199806715.html

25. *La voix de la République islamique d'Iran,* 26 novembre 2013.

26. *Kol Israël,* 19 novembre 2013.

27. *TTU* n° 911, 20 novembre 2013.

28. M. Perry, *op. cit.*

Notes de la conclusion

1. Pierre Razoux, « Tsahal sur tous les fronts. L'armée israélienne dans l'incertitude stratégique », *op. cit.*

2. *Ibid.*

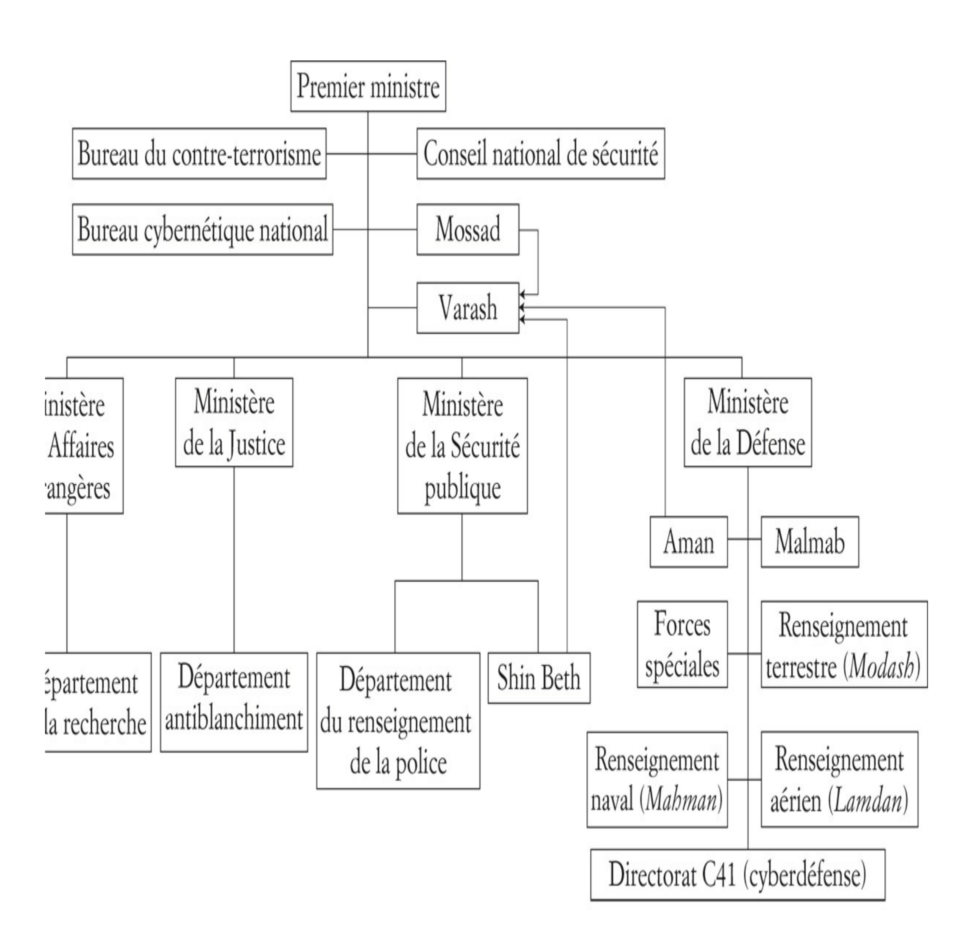
3. *Ibid.*

4. Ben Caspit, « Israeli Military Invests In Cyber Warfare », *Al-Monitor*, Beyrtouh, 13 juillet 2013. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/07/idf-budget-set-up.html

5. *Ibid.*

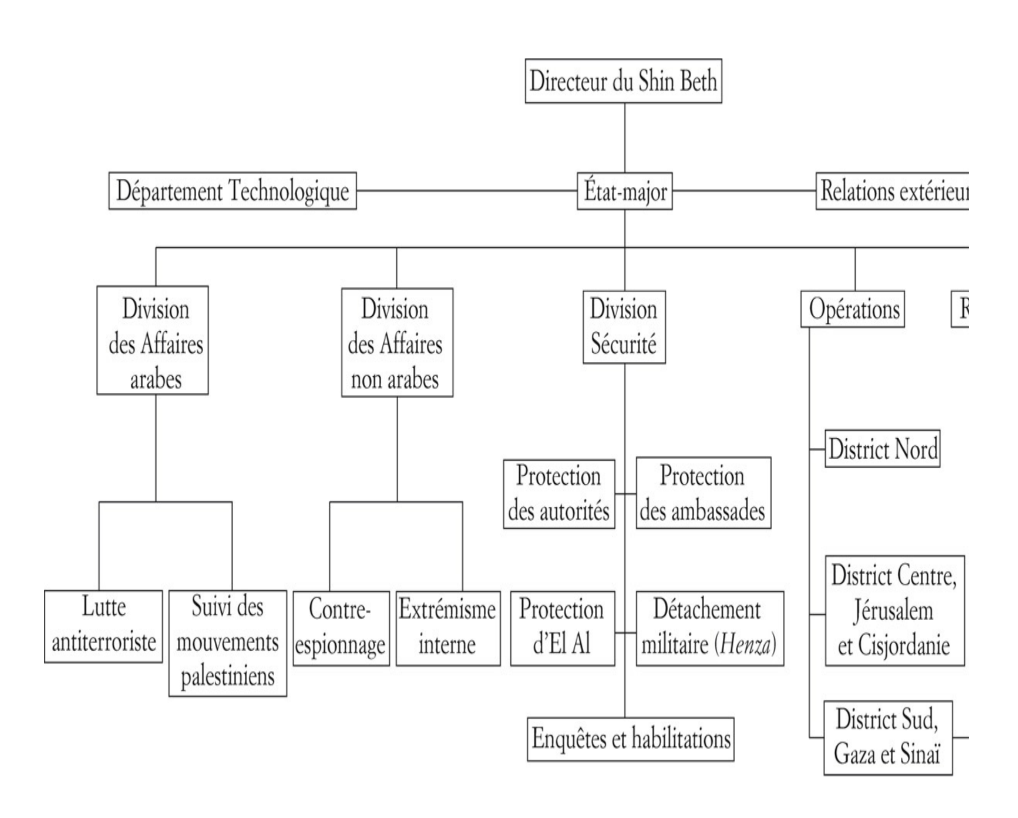
ANNEXES

LA COMMUNAUTÉ ISRAÉLIENNE DU RENSEIGNEMENT



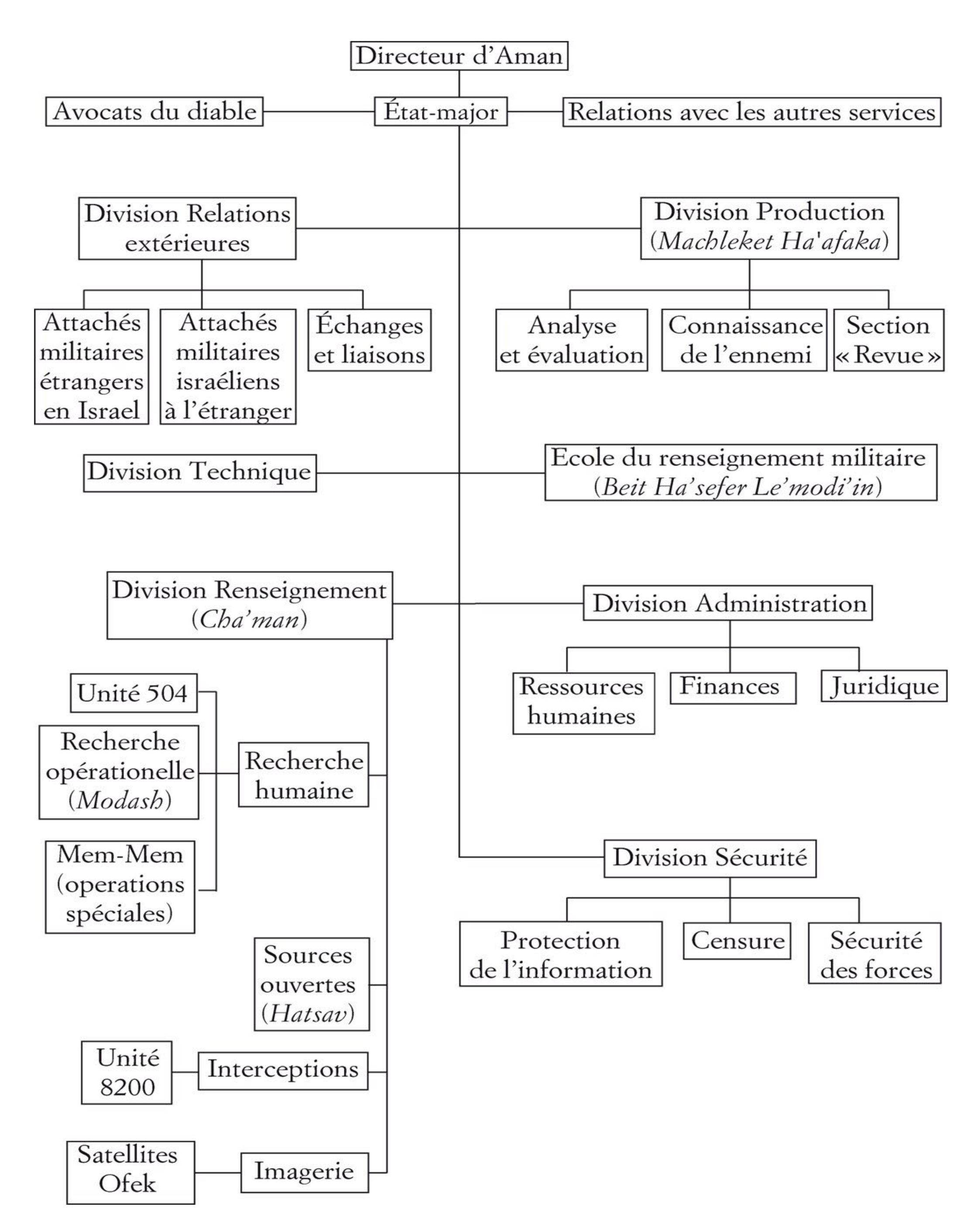
ANNEXE 2

ORGANIGRAMME DU SHIN BETH

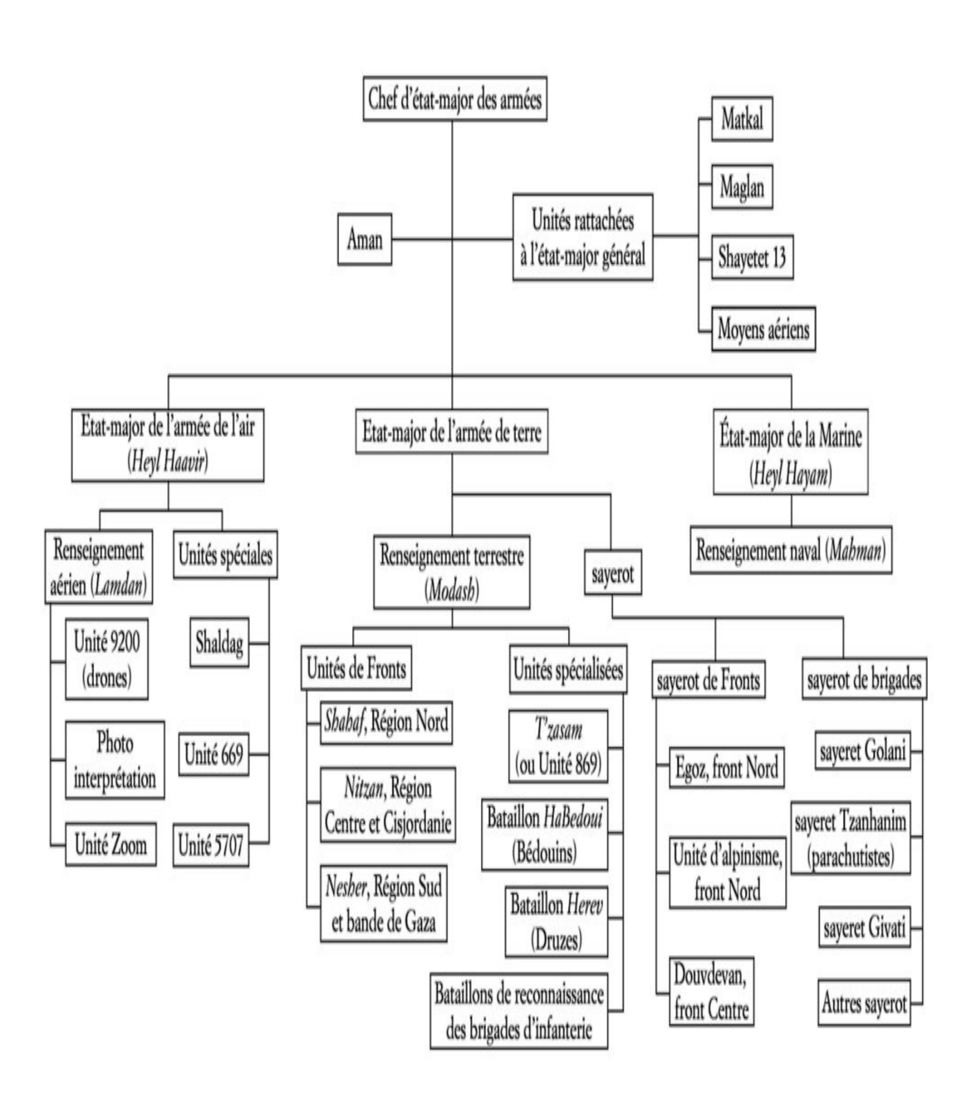


ANNEXE 3

ORGANIGRAMME D'AMAN

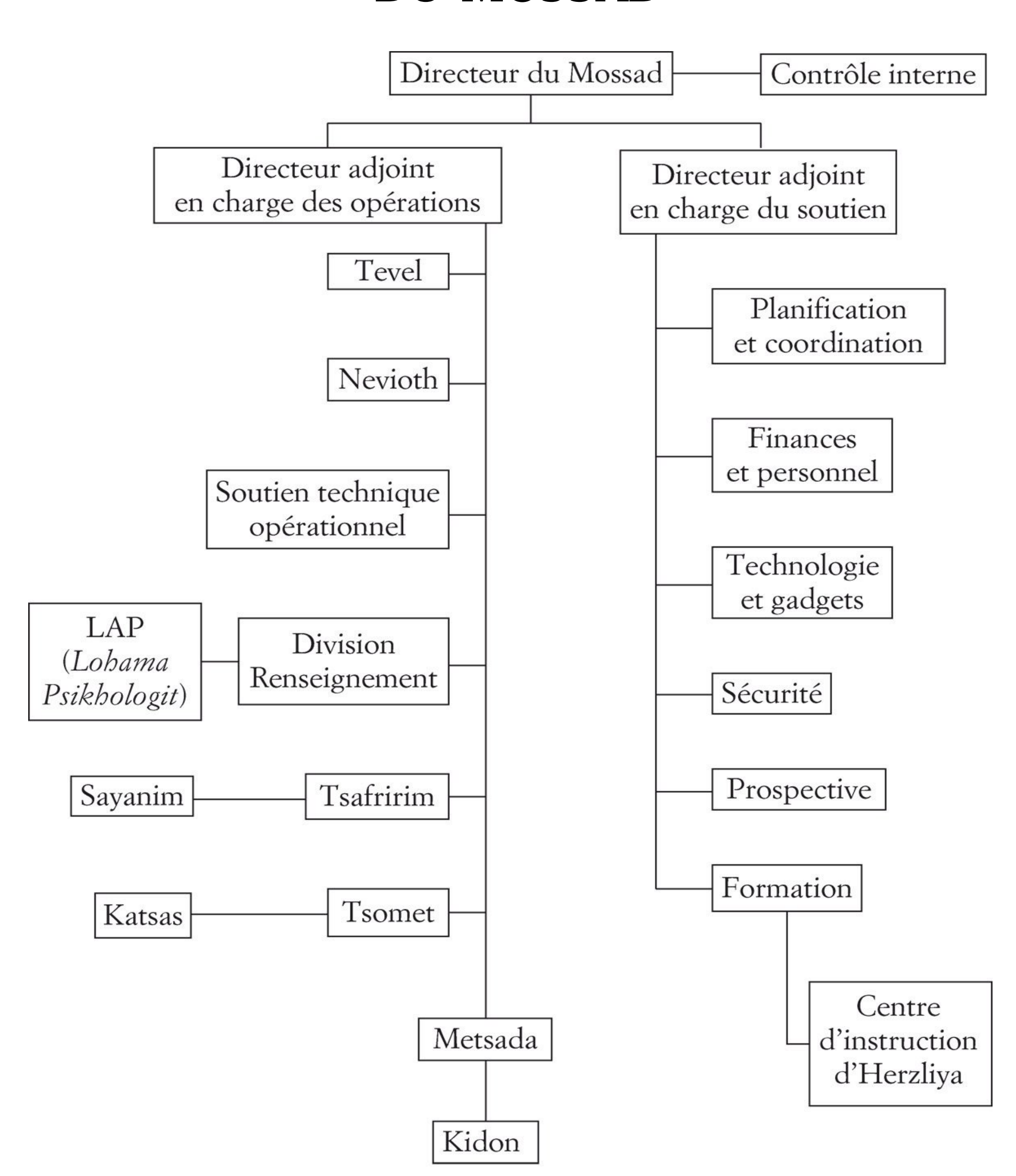


FORCES SPÉCIALES ET UNITÉS DE RENSEIGNEMENT MILITAIRES



ANNEXE 5

ORGANIGRAMME DU MOSSAD



ANNEXE 6

LISTE DES DIRECTEURS DES PRINCIPAUX SERVICES

Directeurs du Shin Beth

1948-1952	Isser Harel
1952-1953	Izi Doroth
1953-1963	Amos Manor
1964-1974	Yosef Harmelin
1974-1981	Avraham Ahituv
1981-1986	Avraham Shalom
1986-1988	Yosef Harmelin
1988-1994	Yaakov Péri
1994-1996	Carmi Gillon
1996-2000	Ami Ayalon
2000-2005	Avi Dichter
2005-2011	Yuval Diskin
2011	Yoram Cohen

Directeurs d'Aman

1948-1949	Lieutenant-colonel Isser Be'eri
1949-1950	Colonel Chaim Herzog
1950-1955	Colonel Binyamin Gibli
1955-1959	Général Yehoshafat Harkabi
1959-1962	Général Chaim Herzog
1962-1963	Général Meïr Amit
1964-1972	Général Aharon Yariv
1972-1974	Général Eliyahu (Eli) Zeira
1974-1978	Général Shlomo Gazit
1979-1983	Général Yehoshua Saguy
1983-1985	Général Ehud Barak
1986-1991	Général Amnon Lipkin-Shahak
1991-1995	Général Uri Sagi
1995-1998	Général Moshe Ya'alon
1998-2001	Général Amos Malka
2002-2005	Général Aharon Ze'evi-Farkash
2006-2010	Général Amos Yadlin
2010	Général Aviv Kokhavi

Directeurs du Mossad

1951-1952	Reuven Shiloah
1952-1963	Isser Harel
1963-1968	Meïr Amit
1968-1974	Zvi Zamir
1974-1982	Yitzhak Hofi
1982-1990	Nahum Admoni
1990-1996	Shabtai Shavit
1996-1998	Danny Yatom
1998-2002	Ephraïm Halevy
2002-2011	Meïr Dagan
2011	Tamir Pardo

Directeurs du Conseil national de sécurité

Mars 1999-janvier 2000	Général David Ivri
Janvier 2000-septembre 2000	Gideon Shefer
Septembre 2000-septembre 2002	Général Uzi Dayan
Septembre 2002-août 2003	Ephraïm Halevy
Septembre 2003-janvier 2004	Yisrael Michaeli
Janvier 2004-juin 2006	Général Giora Eiland
Juin 2006-décembre 2007	Général Giora Eiland
Décembre 2007-avril 2009	Général Dani Arditi
Avril 2009-mars 2011	Dr Uzi Arad
Mars 2011-novembre 2013	Général Yaakov Amidror
Depuis novembre 2013	Joseph M. Cohen

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

BAR-ZOHAR Michel et MISHAL Nissim, *Mossad, les grandes opérations*, Plon, Paris, 2012.

BETZER Moshé (colonel) et Rosenberg Robert, *Le Commando secret*, Plon, Paris, 1996.

BLACK Ian et BENNY Morris, *Israel's Secret Wars : A History of Israel's Intelligence Services*, Grove Press, New York, 1991.

DEROGY Jacques et CARMEL Hesi, *Histoire secrète d'Israël (1917-1977)*, Olivier Orban, Paris, 1978.

FALIGOT Roger et KAUFFER Rémi, *Les Maîtres espions. Histoire mondiale du renseignement*, tome 2, Robert Laffont, Paris, 1994.

HALEVY Ephraïm, *Mémoires d'un homme de l'ombre*, Albin Michel, Paris, 2006.

KAHANA Ephraïm, *Historical Dictionary of Israeli Intelligence*, The Scarecrow Press, Inc. Lanham, Maryland, Toronto, Oxford, 2006.

KATZ Samuel M., *Soldier Spies : Israeli Military Intelligence*, Presidio Press, Novato, Calif., 1992.

KATZ Yaakov et HENDEL Yoaz, *Israel vs Iran, the Shadow War*, Potomac Books, Washington, 2012.

OSTROVSKY, Victor, *The Other Side of Deception : A Rogue Agent Exposes the Mossad's Secret Agenda*, HarperCollins, New York, 1994.

OSTROVSKY Victor et HOY Claire, *By Way of Deception : The Making and Unmaking of a Mossad Officer*, New York, St. Martin's Press, 1990.

RAVIV Dan et MELMAN Yossi, *Spies Against Aramageddon : Inside Israel's Secret Wars*, Levant Books, 2012.

–, *Every Spy a Prince : The Complete History of Israel's Intelligence Community*, Houghton Mifflin, Boston, 1990.

RODIER Alain, *Iran : la prochaine guerre ?*, Ellipses, Paris, 2007.

ROSS Michael et KAY Jonathan, *The Volunteer*, Skyhorse publishing, Canada, 2007.

THOMAS Gordon, *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, Nouveau monde éditions, Paris, 2006.

–, *Mossad : les nouveaux défis*, Nouveau monde éditions, Paris, 2006,

VAN CREVELD Martin, *Tsahal : Histoire critique de la force israélienne de défense*, Éditions du Rocher, coll. « L'Art de la guerre », Monaco-Paris, 1998.

DES MÊMES AUTEURS

Publications d'Éric Denécé

Géostratégie de la mer de Chine méridionale et des bassins maritimes adjacents, L'Harmattan, coll. « Recherches asiatiques », 1999.

Le Nouveau Contexte des échanges et ses règles cachées. Information, stratégie et guerre économique, L'Harmattan, 2001.

Guerre secrète contre Al-Qaeda (dir.), Ellipses, coll. « Géopolitique », 2002.

Forces spéciales, l'avenir de la guerre, Le Rocher, coll. « L'art de la guerre », 2002.

Les Secrets de la guerre économique, en coll. avec Ali Laïdi, Le Seuil, 2004.

Al-Qaeda : les nouveaux réseaux de la terreur (dir.), Ellipses, coll. « Géopolitique », 2004.

L'Autre Guerre des États-Unis. Économie : les secrets d'une machine de conquête, en coll. avec Claude Revel, Robert Laffont, 2005.

Tourisme et terrorisme. Des vacances de rêve aux voyages à risque, en coll. avec Sabine Meyer, Ellipses, 2006.

Histoire secrète des forces spéciales (de 1939 à nos jours), Nouveau monde, 2007 (traduit en polonais et en portugais).

Renseignement et contre-espionnage, Hachette pratique, coll. « Toutes les clés », 2008 (Prix Akropolis 2009).

Les Services secrets, EPA éditions, coll. « Tout comprendre », 2008.

Mission : agent secret. Les Techniques de l'espionnage expliquées aux enfants, en coll. avec Sophie Merveilleux du Vignaux, Milan Jeunesse, coll. « Graine de savant », 2009.

Renseignement, medias et démocratie (dir.), Ellipses, Paris, 2009.

Histoire mondiale de l'espionnage, en coll. avec Gérald Arboit, Ouest-France éditions, 2010.

Dico-Atlas des conflits et des menaces, en coll. avec Frédérique Poulot, Belin, 2010.

Les Services secrets au Moyen Âge, en coll. avec Jean Deuve, Ouest-France éditions, 2011.

Commandos et forces spéciales, Ouest-France éditions, 2011.
Les Services secrets français sont-ils nuls ?, Ellipses, 2012.
La Face cachée des « révolutions » arabes (dir.), Ellipses, 2012.
L'Espionnage en 365 citations, Le Chêne, 2013.

Publications de David Elkaïm

Ouvrages réalisés sous la direction d'Alexis Chabot :

Petite encyclopédie de culture générale, en coll. avec Emmanuel Auber, Xavier Lardoux *et al.*, Ellipses, 2007.

Arts et histoire de l'art, en coll. avec Emmanuel Auber, A. Chabot *et al.*, Ellipses, 2010.

Histoire et politique contemporaine, en coll. avec E. Auber, A. Chabot *et al.*, Ellipses, 2010.

Philosophie, histoire des idées et littérature, en coll. avec E. Auber, A. Chabot *et al.*, Ellipses, 2010.

Infiltration d'agents au cœur des organisations ennemies, sabotages clandestins, éliminations ciblées, raids de commandos... autant de missions menées par les services secrets israéliens, considérés comme les meilleurs du monde. Mais cette réputation est-elle justifiée ? Comment fonctionnent-ils ? Comment leurs opérateurs sont-ils formés ? Quels ont été leurs succès et leurs échecs ?

La seule façon pour Israël d'éviter le sort funeste que lui promettent ses ennemis, c'est d'anticiper toute action adverse. Ainsi, depuis sa création, l'État hébreu a mis l'accent sur le renseignement, les opérations clandestines et les raids préventifs pour annihiler toute menace.

Spécialistes du renseignement et du Proche-Orient, Éric Denécé et David Elkaïm donnent à comprendre la communauté du renseignement israélienne dans son ensemble : Shin Beth (sécurité intérieure), Aman (renseignement militaire), Mossad (renseignement extérieur) et autres sayerot (forces spéciales de Tsahal). Ils passent aussi au crible leur organisation, les différentes actions qu'ils ont eu à mener, leurs relations avec le monde politique, mais aussi, leurs échecs.

Beaucoup d'organismes et d'opérations sont ici évoqués pour la première fois : les capacités d'écoute et de guerre informatique de l'Unité 8200 ; les réseaux d'informateurs implantés au Liban ; le « service action » du Mossad ; les raids clandestins des forces spéciales en Syrie à la recherche des armes chimiques ; et surtout, la guerre secrète contre l'Iran, afin de saboter le développement du programme nucléaire de Téhéran et préparer d'éventuelles frappes aériennes.

ÉRIC DENÉCÉ est directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R). Il est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés au renseignement et aux opérations spéciales.

DAVID ELKAÏM est fonctionnaire détaché au ministère des Affaires étrangères, chargé de conférences à Sciences Po Paris et chercheur au CF2R.

www.tallandier.com



21,50 €

ISBN : 979-10-210-0163-3

Imprimé en Italie 04.2014

Couverture : © Getty Images

Création graphique : Un chat au plafond